HISTOIRE

DE

L'AMÉRIQUE DU SUD

FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

AUTRE OUVRAGE DE M. A. MILHAUD

Madagascar. 1 vol. in-32 de la *Bibliothèque utile*; 2e édit. Broché, 60 cent.; cartonné à l'anglaise, 1 fr.

Coulommiers. — Imp. PAUL BRODARD. — 28-97.

HISTOIRE

DE

L'AMÉRIQUE DU SUD

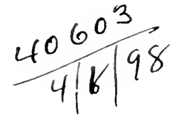
DEPUIS LA CONQUÊTE JUSQU'A NOS JOURS

PAR

ALFRED DEBERLE

TROISIÈME ÉDITION REVUE ET MISE AU COURANT

par **ALBERT MILHAUD**, agrégé d'histoire



PARIS

ANCIENNE LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET Cie

FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1897

AVANT-PROPOS

DE LA PREMIÈRE ÉDITION

Résumer l'histoire de l'Amérique du Sud depuis la découverte de Colomb jusqu'à nos jours, exposer l'atrocité de la conquête, l'ignominie de la colonisation, l'héroïsme de l'affranchissement ; indiquer comment les nationalités se sont formées, suivre le développement des institutions et les progrès matériels chez des peuples subitement appelés à la vie politique et à la liberté ; préciser le point où sont parvenus ces peuples mal connus et faire pressentir l'avenir qui leur est réservé — tel est l'objet de ce livre où le récit d'événements fort complexes sera nécessairement abrégé.

Chez nous, lorsqu'il s'agit du Nouveau-Monde on croit avoir tout dit en citant les Etats-Unis. Voilà pour l'Amérique du Nord. En ce qui concerne l'Amérique du Sud, notre attention ne se porte guère au-delà du Brésil. Quant aux républiques

formées des anciennes colonies espagnoles, elles ne comptent pas. Il en est même plus d'une dont le nom nous est à peu près étranger. Notre ignorance des choses du dehors n'a d'égal que notre empressement à en juger. Nous nions péremptoirement l'état de civilisation relative, les efforts assidus, la constance et jusqu'à la capacité des hispano-américains. De là à les considérer comme un ramas de demi-sauvages rebelles à toute culture, inaptes à rien fonder, turbulents, déréglés, querelleurs, il n'y a pas loin.

La déplorable expédition du Mexique, la lutte du Pérou et du Chili contre l'Espagne, la longue guerre du Paraguay ont bien éveillé en leur temps la curiosité de la France et porté accidentellement l'attention de quelques publicistes sur ces pays menacés ; mais, les autres nations sud-américaines ont été abandonnées pour la plupart, Qui connaît la Bolivie ? Qui sait au juste ce qu'est l'Equateur ?

Il est temps que les préventions s'évanouissent, que les appréciations erronées se rectifient : tout homme de sens droit voudra tenir compte à ces républiques discréditées des difficultés qu'il leur a fallu vaincre ; il se représentera les efforts per-

sistants que ces peuples ont dû faire, après avoir si péniblement secoué le joug de la métropole, pour dépouiller le vieil esprit colonial reçu en naissant, absorbé avec l'éducation, et l'extirper des mœurs et des lois. L'Espagne, qui durant trois siècles avait tenu asservie et garottée l'Amérique sous ses pieds, lui avait inoculé ses superstitions et ses vices. On ne se guérit point en un jour de trois siècles d'oppression. Cette oppression n'a rien d'analogue dans l'histoire. L'*acte d'indépendance des provinces du Haut-Pérou* en fait foi : « Dans ces lieux où pouvait exister un florissant empire, y est-il dit, n'a paru sous la main honteuse et desséchante de l'Ibérie, que l'image de l'ignorance, du fanatisme, de la servitude et de l'ignominie. Venez, et voyez partout une éducation barbare, calculée pour rompre tous les ressorts du cœur et de l'imagination, une agriculture pauvre, guidée par la seule routine, le monopole scandaleux du commerce, l'anéantissement et l'inutilité de nos mines les plus fécondes, grâce au pouvoir espagnol ; voyez le soin avec lequel, au dix-neuvième siècle, on a résolu de ne perpétuer parmi nous que les connaissances, les arts et les sciences du huitième ; venez enfin, et à la vue de nos frères

les indigènes, fils du grand Manco-Capac, vos yeux se rempliront de larmes, en contemplant ces hommes si infortunés, esclaves les plus humiliés de tous, qui furent voués à tant de tourments, d'outrages et de misères, et vous direz que les ilotes de Sparte, les nègres, ou les xandalams de l'Indostan sont plus heureux en comparaison, et vous conviendrez enfin, avec nous, que rien n'est plus juste que de rompre les chaînes odieuses qui nous unirent à la cruelle Espagne. »

La France oublie trop qu'elle fut pour ces peuples une initiatrice, que la Déclaration des droits de l'homme fut l'Evangile de leur résurrection, qu'ils tournaient vers elle leurs regards en combattant pour la délivrance. Aujourd'hui que l'Europe semble mieux comprendre le profit qu'elle peut tirer des relations amicales avec l'Amérique latine, nous voyons avec chagrin notre pays ne s'intéresser qu'à demi aux faits lointains. Si son influence littéraire et artistique reste immense, en revanche il ne tient que le troisième rang dans le mouvement commercial des peuples européens : le rapport adressé en 1875 par M. le capitaine de frégate Planche au ministre de la marine sur les ports du Chili, de la Bolivie et du Pérou ne

laisse aucun doute sur ce point. Il constate la prédominance du commerce anglais, les rapides progrès du commerce allemand et la navrante langueur du commerce français.

C'est pourquoi nous jugeons que cette étude pourra n'être pas inutile.

L'histoire de l'Amérique du Sud, telle que nous la donnons aujourd'hui, n'avait point encore été faite. La découverte, la conquête et la colonisation ont eu leurs annalistes, leurs chroniqueurs et leurs poëtes. La libération des peuples de tout un continent est une épopée qui, comme le faisait remarquer en 1864, dans la *Revue des Deux-Mondes*, M. Elisée Reclus, n'a pas encore été racontée par un écrivain digne de la comprendre : « C'est là une œuvre qui, dans son genre, ne demande pas moins de génie que n'en a demandé la délivrance même du pays. »

Cette œuvre nous n'avons pas la prétention de l'avoir écrite. Notre entreprise est plus modeste. Ce n'est pas un tableau, c'est une esquisse que nous offrons. D'autres viendront qui, plus habiles, parcourront comme il convient cette vaste scène où tant d'actions surprenantes se sont accomplies. Il nous suffit d'avoir surmonté certaines difficultés

d'exécution, dont on nous tiendra peut-être compte si l'on songe à l'immensité du théâtre, à la surabondance des faits, à la multiplicité des personnages.

Aussi bien, nous serions récompensé au delà de nos efforts si nous aidions à mieux faire connaître ces pays dédaignés, si nous parvenions à fixer l'attention des hommes d'étude sur ces merveilleuses contrées qui sont, comme on l'a dit, le « joyau de l'univers. »

A. D.

20 Février 1876.

AVANT-PROPOS

POUR LA TROISIÈME ÉDITION

On nous a demandé de reviser et de mettre au courant des événements récents l'*Histoire de l'Amérique du Sud* de M. Deberle. En faisant ce travail, nous nous sommes imposé de respecter scrupuleusement le texte — quand il n'y avait pas des données statistiques vieillies à renouveler, des hypothèses non vérifiées à supprimer. — La conclusion a disparu ; nous avons cru que depuis vingt ans les événements permettaient d'en formuler une nouvelle ; de M. Deberle nous avons conservé les sentiments sympathiques aux jeunes républiques ; — nous avons cru qu'il fallait surtout montrer quelle était leur place et leur valeur dans le monde politique et économique.

Nous avons ajouté : 1° un chapitre de notions sommaires sur l'Amérique avant Colomb ; 2° une troisième partie divisée en plusieurs sections, sur la guerre du

Pacifique, l'établissement de la République au Brésil, la crise économique dans l'Argentine, les conflits de frontière ; 3° quelques pages aux chapitres sur la Colombie, le Venezuela, l'Uruguay, le Paraguay, etc., pour exposer les principaux événements jusqu'en 1895 ; 4° une *bibliographie* sommaire et un *index*, qui, nous l'espérons, rendront cet ouvrage utile au public.

ALBERT MILHAUD.

Paris, le 16 décembre 1896.

INTRODUCTION

L'AMÉRIQUE DU SUD AVANT COLOMB

I. Origine des populations américaines-méridionales ; thèses opposées; argumentation; les données précises de la science. — II. Populations de la montagne; populations de la plaine; le type physique d'après Élisée Reclus. — III. L'empire et la civilisation des Incas; les castes, le communisme, l'éducation, les arts, etc.

I

Les érudits et les historiens se sont préoccupés du passé de l'Amérique dans la période antérieure à l'arrivée de Colomb, de l'*Amérique précolombienne.* Il subsiste des races, des légendes, des monuments archéologiques qui ont fourni les éléments de cette étude.

Les premières questions qui se posaient étaient les suivantes : L'Amérique a-t-elle été peuplée par des hommes de l'Eurasie? Y a-t-il eu des invasions, des immigrations de peuples? Y a-t-il dans les caractères ethniques, dans les usages, dans la technique des arts et des métiers des points de ressemblance entre les hommes d'Amérique et ceux des autres terres?

Certains ont cru découvrir des ressemblances, des analogies; ils ont fait des rapprochements; on a trouvé

matière à comparaison entre les vieilles races américaines et les vieilles populations de l'ancien monde. On a rappelé qu'il y avait des usages funéraires analogues chez les Mexicains, les Péruviens, les Égyptiens et les Guanches; ces différents peuples momifient leurs cadavres et leur mettent des colliers autour du cou; au Pérou comme en Égypte, avant l'embaumement, on posait de petites lames d'argent dans la bouche des morts. En Europe, comme en Amérique, on retrouve des *tumuli* comme monuments funéraires; dans les deux continents l'usage de l'incinération a existé à côté de l'usage de l'inhumation.

D'autre part la notion du *déluge*, si répandue chez les peuples de l'Eurasie, se retrouve chez les Américains, qui croient aussi qu'un cataclysme fit périr tous les hommes à l'exception de quelques couples privilégiés. Il y a des ressemblances dans les cosmogonies américaines et celles de nos civilisations antiques.

Cependant ces arguments n'ont pas paru suffisamment prouver à tous les savants l'unité d'origine; on a répondu que ces similitudes pouvaient provenir de développements parallèles et indépendants des sociétés humaines sur ces deux continents. A l'école monogéniste une école scientifique américaine répond que la race indigène est autochtone et qu'elle a simplement été modifiée par des croisements. D'autres concluent à la pluralité des races (Virchow, *État général des connaissances concernant l'anthropologie américaine*, 1877) et comme Koleman en particulier arrivent à cette conclusion par l'étude des crânes fossiles américains (*Die autochtonen Amerikas. Zeitschrift für Ethnologie*, 1883).

En fait il sera difficile d'établir une thèse irréfutable;

ce qui parait probable, quelle que soit l'origine des races américaines, c'est qu'elles ont subi des influences étrangères. A quelles époques? ceci est plus difficile à déterminer.

Les immigrations ont pu se produire soit par le nord-ouest et la mer de Behring, soit par le nord-est et l'océan Atlantique, elles ont pu provenir des îles du Pacifique, facilitées par les courants, et peut-être par les terres de l'Atlantide dont la science géologique permet de concevoir aujourd'hui l'existence, jadis révoquée en doute et classée parmi les légendes.

Mais on a fait valoir un certain nombre d'arguments en faveur des influences étrangères :

L'eskuara, langue des Basques, a des analogies avec divers idiomes américains (Amérique du Nord). Cette analogie des idiomes américains est retrouvée par Forschammer avec les langues ouralo-altaïques (*Vergleichung des americanischen Sprachen mit den Ural-Altaïschen hinsichtlich ihrer Grammatik*).

Le calendrier des Américains civilisés [1] est semblable à celui des Hindous, des Thibétains, des Chinois et des Japonais. Autre fait plus frappant : on trouve parmi les monuments archéologiques de l'Amérique centrale (où il n'y a pas d'éléphants) des objets qui représentent des trompes, des têtes d'éléphants, etc.

On est allé plus loin, on a dit en précisant que c'étaient les Chinois et peut-être les Japonais aussi, qui auraient été les intermédiaires, pour cette transmission des usages de la civilisation. C'est ainsi qu'un pays, que

1. Il s'agit naturellement des civilisations antérieures à l'arrivée des Espagnols.

l'identification des lieux a déterminé à considérer comme l'Amérique, aurait été visité par les Chinois, comme l'indiquent leurs annalistes. « Autrefois, la religion de Bouddha n'existait pas dans ces contrées; ce fut dans la quatrième année du règne de Hiao-wou-te des Soung (458 ap. J.-C.) que cinq pi-khiéou ou religieux du pays de Ki-pin allèrent au Fou-soug et y répandirent la loi de Bouddha. Ils apportèrent avec eux les livres, les images saintes, le rituel et instituèrent les habitudes monastiques, ce qui fit changer les mœurs des habitants. » Ainsi s'expliqueraient les ressemblances signalées dans les cosmogonies et dans certains traits de civilisation. Ainsi s'expliqueraient certains usages analogues chez les Chinois et les Péruviens : tels les règlements minutieux qui fixent toutes les actions extérieures des hommes, la fête annuelle célébrée en l'honneur des agriculteurs par l'empereur de Chine et l'inca du Pérou, la considération dont jouissait l'agriculture, le système des canaux d'irrigation, le paiement des impôts en nature, la construction des ponts suspendus avec des cordes, des ressemblances dans l'architecture, des formes communes aux jonques chinoises et aux barques péruviennes. Mais on pourrait objecter que les incas n'ont prédominé que six siècles plus tard ; la seule réponse que pourraient faire les partisans de l'influence chinoise, c'est qu'au temps de Khoubilai Khan, une flotte envoyée contre le Japon aurait été jetée sur les côtes de l'Amérique du Sud. Dans tous les cas, on trouve dans les tombeaux des Muyscas des figurines en or qui représentent bien le type mongolique.

Ces influences occidentales n'auraient pas été les seules : on fait remarquer que dans l'Amérique centrale

comme dans la vieille Égypte se retrouvent des populations dont la peau est rouge, cuivrée, presque toujours imberbes. Dans les deux pays la céramique a d'étranges ressemblances; dans les deux pays, des obélisques et des pyramides, des mois égaux de trente jours, une année de trois cent soixante jours et cinq jours complémentaires, à Thèbes et à Mexico. Les Mexicaines d'aujourd'hui et les Egyptiennes d'autrefois enroulent également autour de leur corps une étoffe rayée, de façon à former un jupon qui descend au-dessous du genou : tel le costume d'Isis!

On ne peut que constater ces faits et ces thèses différentes; il paraît prématuré de conclure en l'état encore imparfait de l'histoire américaine primitive. On ne saurait ignorer cependant le résultat de recherches nombreuses et curieuses.

Pour la période antérieure au XVe siècle, voici cependant ce que l'on peut affirmer sans présomption :

L'homme américain existe à l'âge de la pierre, comme disent les archéologues, à l'âge quaternaire, et peut-être tertiaire, pour parler comme les géologues.

Les civilisations de l'ancien et du nouveau monde, qu'elles aient été en contact ou non, ont eu une évolution parallèle.

Les races américaines sont diverses : les peuples les plus anciens de l'Amérique Andine semblent venus de l'Asie — ils ont des points de ressemblance avec les Mongols; — les peuples les plus anciens de l'Amérique seraient les Bocudos et les Patagons [1].

1. Le livre de M. de Nadailhac, *l'Amérique préhistorique*, d'où sont tirés la plupart de ces renseignements, contient plus de documentation que de critique.

II

Au moment où les Espagnols ont débarqué en Amérique, il y avait deux groupes bien différents de populations; les unes civilisées, les autres sauvages encore, souvent nomades.

Les peuples civilisés sont groupés dans les hautes vallées et sur les plateaux des Montagnes Rocheuses et du système andin. Peut-être ont-elles pu développer leur civilisation plus à l'aise dans des régions où la température moins accablante laisse à l'esprit plus de vivacité, où les barrières naturelles permettent à des peuples de mieux assurer leur sécurité, la paix et le développement des arts qui en dépendent.

Ces peuples civilisés, ce sont les *Aztèques* au Mexique, les *Mayas* dans l'Amérique centrale, les Muyscas ou *Chibchas* dans les hautes vallées de la Colombie et sur le plateau de Condinamarca, les *Quichuas* au Pérou et dans l'Equateur, les *Aymaras* dans la Bolivie.

Les nomades, principalement chasseurs, ce sont les *Peaux-Rouges* dans l'Amérique du Nord, les *Caraïbes* aux Antilles et sur le littoral du continent voisin, les *Araouaques* dans la Guyane, les *Antis* à l'est des Andes, dans l'Amazonie, les *Carayus*, les *Panos*, les *Miranhas*, sur le plateau brésilien, les *Tupis* ou *Guaranis*, les *Guayturas*, les *Gaytacas* ou *Puris*, les *Churruas* dans le pays de Rio de Janeiro. Enfin les *Patagons* et les *Araucans* à l'extrémité méridionale de l'Amérique du Sud.

Il faut dire que la selva et la pampa, la forêt épaisse et inextricable, les steppes infinies étaient de mauvais

centres de groupement ; ces conditions de l'habitat expliquent peut-être pour une part l'infériorité sociale et politique des peuples de la plaine.

Les caractères ethniques des Américains du Sud ont été nettement marqués par Élisée Reclus (*Amérique du Sud*, t. I). « Pris en masse, les Américains du Sud se distinguent de ceux des régions laurentiennes et mississipiennes par la couleur de la peau ; ils ne sont pas rouges, cuivrés (Alex. de Humbold, *Voyages aux régions équinoxiales*), mais, suivant les lieux et les races, présentent deux teintes distinctes, le brun olivâtre et le jaune, avec les gradations des nuances intermédiaires. En procédant par larges divisions, on peut dire, d'une manière générale, que le brun domine chez les Andins, tandis que le jaune prévaut chez les Indiens des plaines et des monts de la Guyane et du Brésil. » (A. d'Orbigny, *l'Homme américain.*)

« Quelle est la cause de la diversité de la coloration entre les groupes des nations indiennes ? Elle n'est point unique sans doute. Le contraste des climats, celui des occupations, du genre de vie, de la nourriture, contribuent en différentes mesures à produire la différence dans les nuances de la peau. Il faut considérer surtout ces faits capitaux que les Andins de l'ouest vivent sous un climat sec ou du moins très inférieur en humidité à celui des terres orientales, qu'ils sont pour la plupart des peuples agriculteurs, et que leur nourriture est principalement végétale ; dans les plaines, les tribus de chasseurs et de pêcheurs ont au contraire une alimentation beaucoup plus carnivore. »

« La forme du crâne, les hauteurs de la taille diffèrent,

sans que les séries établies à cet égard entre les diverses nations et peuplades donnent un classement définitif d'après lequel on puisse régulièrement grouper les Indiens suivant ces caractères de race. Différents à tant d'égards, tous les indigènes se ressemblent par la chevelure épaisse, noire et lisse, par la rareté de la barbe, la brièveté du menton, la petitesse des yeux, enfoncés, la vigueur des mâchoires et la beauté des dents. Il n'y a point de naturel difforme, ce qu'il faut attribuer à la liberté parfaite de mouvement que les mères laissent à leurs enfants, restant presque toujours en pleine nudité.

. . . .

« . . . Ils eurent un grand désavantage relativement aux populations de l'ancien monde : ils manquèrent d'animaux dont ils pussent associer les forces domestiques à celles qu'ils avaient eux-mêmes. Le génie extraordinaire dont ils font preuve pour apprivoiser les bêtes des champs leur donne des favoris, mais non des aides ; comme tels ils n'eurent que le lama et le chien, alors que les indigènes des autres parties du monde possédaient le chameau, le cheval, l'âne, le bœuf, le chien et le mouton. »

III

Dans l'Amérique septentrionale, les Espagnols ont trouvé un empire qu'ils ont détruit, une civilisation qu'ils ont anéantie : l'empire et la civilisation des Aztèques. Quand ils abordèrent dans l'Amérique du Sud, ils rencontrèrent un autre empire d'une remarquable organisation, une civilisation pleine d'éclat, dans la région du Pérou actuel.

L'empire des Incas avait été fondé au XIe siècle. Il succédait à celui d'un peuple plus anciennement civilisé, les Aymaras, qui ont laissé des monuments. La langue du peuple quichua, dont les incas étaient les chefs, fut parlée dans les pays qui forment aujourd'hui l'Équateur, le Pérou, la Bolivie et le Chili. Cette langue n'était pas écrite; elle le fut la première fois par les Espagnols, qui l'exprimèrent en caractères latins.

A l'origine de l'histoire des incas se trouve une légende : Manco Capac et sa sœur Manco Oello Huaco, les enfants du soleil, quittèrent vers la fin du XIe siècle la région du lac Titicaca et s'avancèrent vers le nord, en cherchant le lieu de leur demeure : en divers endroits ils tentèrent d'enfoncer un coin d'or dans le sol résistant: un jour le coin s'enfonça : Manco Capac avait trouvé le lieu fixé par les destins pour sa résidence; la ville de Cuzco fut fondée, il devint roi (inca), et ses quatorze successeurs gouvernèrent l'empire que les Européens devaient découvrir, c'est-à-dire le pays que forment le plateau et la côte du Pérou, l'Équateur, une partie de la Bolivie et le Chili jusqu'au territoire des Araucans.

La religion du soleil était celle des incas, mais les peuples vaincus firent entrer leur théogonie dans la religion du peuple vainqueur; dans la région orientale on adorait aussi *Viracocha* qui aurait créé le soleil et fait les hommes avec des pierres; dans la région orientale, *Pachacamac* (âme ou source du monde) était le dieu des populations.

L'organisation sociale de l'empire a un double caractère : c'est une organisation par *castes*, et une organisation communiste.

Les terres étaient divisées en quatre lots d'égale étendue, le premier attribué aux travailleurs et à leurs familles, le deuxième aux infirmes, aux veuves et aux orphelins, le troisième à l'inca et au personnel politique, le quatrième au soleil, au clergé. Comme l'inca était à la fois le chef politique et religieux de l'empire, il avait la moitié du sol. Le bétail et les récoltes appartenaient à tous; chacun prenait suivant ses besoins, mais l'inca faisait des provisions en vue des disettes; c'est à lui que revenaient l'or et l'argent des mines de Cerro de Pasco et du lac Titicaca.

La plèbe devait travailler la terre, fabriquer les vêtements, les armes et les instruments de travail; aux enfants des incas et des nobles étaient réservés l'étude de la théologie, des mathématiques et de l'astronomie, des sciences et des arts, de l'histoire et de la législation, de la politique, et l'exercice des armes.

L'éducation était réglée par l'État et le mariage était obligatoire.

Le pays était divisé en quatre provinces : la province du Nord, celle du Sud, celle de l'Est et celle de l'Ouest, gouvernées par des fonctionnaires ou curacas.

Le réseau des routes était remarquable; des ponts facilitaient le passage des rivières et des précipices, des auberges et des magasins permettaient aux courriers royaux de s'approvisionner et de faire rapidement leur route; aussi le souverain faisait-il vivement exécuter ses ordres.

Les Quichuas savaient faire des forteresses, des temples, d'une architecture uniforme; ils savaient élever une digue, tasser des terrassements; ils tissaient des

étoffes, et travaillaient les métaux. Leur agriculture était savante; ils avaient construit des aqueducs, creusé des canaux d'irrigation, ils utilisaient le guano.

Les Quichuas étaient aussi des marins; ils ne se contentaient pas de suivre le littoral, ils piquaient courageusement vers la haute mer, ils allaient jusqu'à mille kilomètres vers l'ouest puisqu'ils avaient atteint les îles Gallapagos. Le pilote de Pizarre, Ruiz de Estrada, nous apprend que leurs vaisseaux bien construits pouvaient essuyer les coups de mer; ils avaient une double mâture et des voiles carrées.

On a vu plus haut que les Quichuas divisaient l'année en 365 jours et savaient observer les éclipses et la marche du soleil.

Les conquistadores ont été portés à exagérer les merveilles du pays conquis; ils ont voulu éblouir les Européens par leurs récits et par l'éclat de leurs exploits. Néanmoins il reste prouvé qu'ils ont trouvé des pays civilisés. Il faut s'empresser de dire qu'ils les ont dévastés : la population, relativement dense à leur arrivée, fut décimée par les massacres, les épidémies et la perte des récoltes, conséquences d'une conquête qui ne sut pas respecter un ordre de choses sagement établi et un gouvernement bien organisé.

A. M.

HISTOIRE

DE

L'AMÉRIQUE DU SUD

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

DÉCOUVERTE

Le continent américain découvert avant Colomb. — Les voyages de Christophe Colomb. — Jugement porté sur cet homme.

Les Scandinaves avaient exploré et même colonisé de bonne heure les parties septentrionales du continent américain. Vers la fin du dixième siècle, l'Islandais Eric le Rouge se fixait au Groënland, découvert une centaine d'années auparavant par un de ses compatriotes nommé Gumbjœrn ; les pirates qui vinrent à sa suite s'établirent à Terre-Neuve en l'an mille, puis dans les pays qui composent aujourd'hui la Nouvelle-Ecosse et le Massachussets. Jusqu'au milieu du quatorzième siècle il y eut des rap-

ports suivis entre l'Islande et ces colonies ; les événements politiques que le Danemark eut à subir en entraînèrent la destruction. La trace en fut perdue, mais non le souvenir.

En effet, pendant que Jean de Béthencourt, gentilhomme normand, faisait la conquête des Canaries (1402), d'autres aventuriers de la même nation couvraient d'établissements nouveaux toute la côte occidentale du Groënland. L'érudition moderne suit jusqu'au Brésil ces hommes entreprenants ; ils seraient venus, dit-on, habiter la province de Bahia en traversant toute l'Amérique du Nord, et ces importantes explorations auraient été connues en Europe. On cite un capitaine de la marine de Dieppe comme ayant touché les côtes de l'Amérique du Sud plusieurs années avant le premier voyage de Christophe Colomb; quoi qu'il en soit, il était donné à l'immortel Génois d'attirer les regards de l'ancien monde sur ce monde nouveau.

On a dit, il est vrai, que l'acte du grand navigateur se réduisait à la prise de possession officielle de cette partie du globe ; on lui a contesté le mérite de l'avoir trouvée ; on a arraché de l'histoire une légende qui depuis quatre cents ans y avait pris racine, on a établi que Colomb n'avait pas été le premier à fouler le sol de l'Amérique. Soit, mais la gloire de Colomb éclate surtout dans l'exécution de son projet : là elle lui appartient tout entière et nul autre que lui n'a rien à y prétendre.

Quand il parut, le siècle était aux entreprises lointaines; l'ambition des découvertes poussait au perfectionnement de la science maritime et enfantait des navigateurs ; à Gênes et à Venise, en Espagne et en Portugal,

en Angleterre et en France, trouver la route maritime de l'Inde était une préoccupation générale.

L'humble marin encore inconnu, pauvre et sans crédit, cherchait comme tant d'autres une voie vers les contrées asiatiques. Les écrits des anciens, leur comparaison avec les ouvrages de Marco Polo, les calculs de la science corroborés par les traditions que dans un voyage en Islande il avait, dit-on, recueillies, le portèrent à penser que, vu la sphéricité de la terre, en naviguant vers l'ouest, on parviendrait à l'est de l'Asie. Il ne soupçonnait pas, il est vrai, que l'Amérique lui barrerait le passage.

La longue infortune de Colomb est connue. Cet étranger mourant de faim, couvert de poussière, s'arrêtant sur la route de Palos à la porte d'un monastère, et demandant l'aumône d'un peu de pain et d'eau pour son enfant, c'est l'homme qui fera un jour l'Espagne assez grande pour que le soleil ne se couche jamais sur ses domaines; il arrive du Portugal, où Jean II l'a traité de visionnaire, et il vient tenter la fortune en Espagne (1484). De nouvelles épreuves l'attendent dans ce pays; aux prises avec la misère, presque partout rebuté, il aura à combattre l'incrédulité, à essuyer les railleries, à lutter contre un conseil ecclésiastique qui à ses calculs opposera des textes bibliques. Il eût repris son bâton de voyage, porté ses pas plus loin sans l'amour qui le retint; une dame de Cordoue, Béatrix Enriquez, aima le pauvre grand homme, fut la compagne de ses jours obscurs et lui donna un fils, Fernando; pendant huit années il lutta contre les scrupules de l'esprit religieux, qui se plaçaient entre la couronne et lui. Le confesseur de la reine fit enfin son rapport; ce document concluait que suivant

l'opinion des théologiens, l'entreprise de Colomb était vaine et chimérique. Navré, Colomb se mettait en route pour la France, où Charles VIII l'encourageait à venir, lorsque Isabelle cédant aux instances de Luiz de Saint-Angel, receveur d'Aragon, et du franciscain Juan Perez, tous deux amis de Colomb, se décida à le rappeler. Au même moment, revenait d'Angleterre, avec une réponse favorable, son frère Barthélemy, qu'en désespoir de cause il avait envoyé auprès de Henri VII. A quoi a-t-il tenu que l'Amérique ne devînt dès lors ou le lot de l'Angleterre, ou le lot de la France !

« Certes, dit Jean Reynaud, si l'inquisition, qui ne faisait que de naître, avait eu dès lors toute sa rigueur, les choses auraient eu un autre cours que celui qu'elles ont eu. Il est clair que Colomb était hérétique en géographie au même titre que Galilée en astronomie, et qu'il méritait aussi bien d'être condamné pour avoir démontré les antipodes, que celui-ci pour avoir démontré la rotation de la terre. » En effet, l'Église n'avait jamais eu sur la forme de la terre d'autres opinions que celles de Moïse et des prophètes ; la terre était considérée par ses docteurs comme une surface plate, entourée par l'océan ; le ciel s'étendait au-dessus d'elle comme une tente. Aussi Colomb, comparaissant à Salamanque, devant le conseil ecclésiastique réuni pour examiner son projet, s'était-il vu attaqué avec des textes tirés de la Genèse, des Psaumes, des Prophètes ; défense était faite à la science et au génie d'aller au-delà de saint Chrysostôme, de saint Augustin, de saint Jérôme et autres Pères ennemis décidés de la rotondité de la terre.

La souveraine espagnole mit à la disposition de Colomb

une poignée d'aventuriers; la ville de Palos reçut l'ordre de fournir deux caravelles, sortes de barques légères non pontées. Colomb et ses amis équipèrent à leurs frais un autre bâtiment et bientôt tout fut prêt pour le départ. Colomb devait avoir la vice-royauté de toutes les terres conquises, avec l'administration de la justice, le droit de présentation des gouverneurs, l'office de grand amiral pour lui et ses descendants ou successeurs à perpétuité, enfin un cinquième environ dans le bénéfice.

La petite flotte quitta le port de Palos le vendredi 3 août 1492, aux premières lueurs du matin. Mais trois jours après elle était dans un tel état de délabrement qu'elle dut faire relâche aux Canaries. Les réparations durèrent près d'un mois. Le 6 septembre on remit à la voile du port de la Gomera, pour éviter trois navires portugais qui croisaient dans ces parages, dans le dessein, dit-on, d'enlever le hardi navigateur. Les péripéties de ce voyage ajoutent à la physionomie de Colomb une grandeur extraordinaire, et l'on conçoit que des esprits entachés de mysticisme en aient été frappés à ce point de le considérer comme un être surnaturel. Les périls déjà si nombreux s'accrurent encore par l'insubordination des matelots. Ces pauvres gens se croyaient perdus sur cet océan sans fin; l'inconnu les frappait de terreur; ils voulaient qu'on cessât de pénétrer plus avant dans cette mystérieuse immensité et qu'on revînt en arrière. Colomb les consolait, ranimant leur courage, leur peignant sous les plus brillantes couleurs les riches contrées qu'ils allaient conquérir. Le 1er octobre on était à sept cent soixante-dix lieues des Canaries, et les rivages de l'Inde, but de l'entreprise, n'apparaissaient point encore; le désespoir

s'empara des compagnons de l'amiral; les calmes de la ligne les jetèrent dans la consternation. Colomb, lui, était inébranlable de confiance. Vers dix heures du soir, le 11, comme il interrogeait anxieux l'espace et les ténèbres et que derrière lui l'équipage sombre et irrité parlait de le jeter à la mer comme un insensé qui les menait à la mort, il crut distinguer dans le lointain une lumière; cette lueur fugitive projetée par le foyer d'un sauvage, était l'humble phare qui annonçait la présence d'un nouvel univers

A deux heures après minuit, le 12, un marin nommé Rodrigo de Triana, monté sur la *Pinta* qui naviguait en tète de la flotte, aperçut enfin la terre. Un coup de canon retentissant sur l'Océan, fit tressaillir l'amiral. C'était le signal convenu jeté par le bronze. On ferla toutes les voiles et on mit en panne pour attendre le jour. Le crépuscule fit peu à peu émerger du sein des flots une île resplendissante de verdure. Des hommes et des femmes entièrement nus, sortant des bois et s'éparpillant sur le rivage, témoignaient par leurs gestes autant de crainte que d'admiration à l'aspect de ces navires apportés la nuit par les flots. Les chaloupes, armées, garnies de matelots, s'avancèrent vers eux, enseignes déployées, au son des instruments, au bruit des armes à feu.

Colomb, le premier, posa le pied sur cette plage inconnue. Paré de toutes les marques de sa dignité d'amiral et de vice-roi, déployant son riche manteau écarlate, il s'avança l'épée d'une main et l'étendard royal de l'autre, s'agenouilla et baisa la terre. L'île s'appelait Guanahani, il lui donna le nom de San Salvador et en prit solennellement possession au nom de la couronne de Castille. Elle fait partie du groupe des îles Lucayes ou Bahama qui

s'étend jusqu'à la côte de la Floride, et est située à plus de mille lieues à l'ouest de Gomera, d'où la petite escadre avait pris son point de départ. Colomb persuadé qu'elle était un appendice avancé sur l'océan des Indes, vers lesquelles il croyait toujours naviguer, désigna les habitants sous le nom imaginaire d'Indiens qui a été conservé par une erreur de langage survivant à l'erreur du navigateur. De là aussi le nom d'Indes occidentales, qui fut longtemps donné à l'Amérique.

Ces Indiens n'étaient armés que de lances dont un os ou un caillou formait la pointe, l'usage des vêtements leur était inconnu; mais la plupart portaient de petites plaques d'or en guise d'ornements aux oreilles et aux narines; aux signes par lesquels on leur demanda d'où provenait ce précieux métal, ils répondirent en montrant le sud. Les Espagnols ne doutant pas de rencontrer dans cette direction les fabuleuses contrées de Cathay et de Cipango dont les souverains foulaient sous leurs pieds des planchers formés de lames d'or, remontèrent sur leurs vaisseaux. Ils s'engagèrent à travers les dangereux écueils (*los-cayos*) qui ont valu à l'archipel de Bahama son nom de Lucayes, et se trouvèrent comme égarés dans ces canaux qui séparent tant d'îles d'inégale grandeur, mais toutes luxuriantes de végétation. Ils prirent terre à trois d'entre elles que Colomb nomma Sainte-Marie de la Conception, Ferdinand et Isabelle, ne soupçonnant toujours point l'immense et nouveau continent dont elles étaient les splendides avant-postes sur cet océan : là encore les insulaires firent comprendre que l'or dont ils se paraient venait du sud. Poussant toujours dans cette direction, Colomb en trois jours de navigation parvint à la côte de

Cuba. « C'est la plus belle île, écrit-il dans ses notes, que jamais l'œil de l'homme ait contemplée. On voudrait y vivre à jamais. On n'y conçoit ni la douleur, ni la mort. » Le pays était cultivé sur beaucoup de points et les Espagnols pensèrent que derrière les montagnes qu'ils apercevaient au loin ils trouveraient la civilisation, les mines d'or et les merveilles de la vertigineuse Asie. Ces rêves enflammaient leur imagination et leurs cœurs s'éveillaient à la cupidité. Alonzo Pinzon, capitaine de la *Pinta*, qui était le meilleur voilier, se sépara de l'escadre voulant arriver le premier à l'île d'Haïti, où selon le dire des naturels de Cuba le précieux métal abondait. Colomb affecta de croire à une déviation involontaire du navire et cinglant avec la *Santa-Maria* et la *Nina* vers le sud-est, il atteignit le 6 décembie Haïti, qu'il nomma Hispanolia ou petite Espagne. Le continent lui échappait. Sa constante préoccupation des moyens de satisfaire l'avidité de ses compagnons et de remplir l'attente de ceux qui l'avaient patronné, venait de le porter à virer de bord au moment où il allait sûrement le rencontrer. « L'archipel américain, en le réduisant et en l'égarant d'île en île, semblait, dit Lamartine, le détourner à plaisir du but auquel il touchait sans l'apercevoir. Le fantôme de l'Asie, qui l'avait conduit au bord de l'Amérique, s'interposait maintenant entre l'Amérique et lui pour lui dérober par une chimère la grande réalité. » Les habitants d'Haïti avaient beaucoup d'or. Ils le cédèrent en échange de verroteries, d'épingles et de menus objets dénués de valeur. Mais les convoitises étaient allumées. Il s'agissait de savoir où étaient les mines même. On montra un pays de montagnes situé vers l'est de l'île. Colomb rangea la côte, et il

allait toucher au point indiqué, lorsque, dans la nuit du 24 décembre, la *Santa-Maria* donna contre un récif et s'ouvrit. Les Espagnols parvinrent cependant avec l'aide des naturels à sauver la cargaison. Dans ses lettres, Colomb s'attendrit sur la bonté et la générosité de ce peuple dont le cacique, premier ami des Européens, allait bientôt en être la première victime. « Il n'y a point dans l'univers, écrit-il, une meilleure nation et un meilleur pays. Ils aiment leurs voisins comme eux-mêmes, ils ont toujours un langage doux et gracieux, et le sourire de la tendresse sur les lèvres. Ils sont nus, il est vrai, mais vêtus de leur décence et de leur candeur. »

Colomb se croyait sûr d'avoir enfin découvert la source des richesses fabuleuses annoncées par les voyageurs en Asie; il songea à retourner rapidement en Espagne afin d'y annoncer son triomphe; d'ailleurs, il craignait que le traître Pinzon n'eût fait voile vers l'Europe afin de l'y devancer et de s'attribuer le succès de l'expédition.

Il songea à laisser une partie de son équipage à Haïti. Ceux qui consentiraient à y attendre son retour apprendraient la langue des insulaires, étudieraient leurs mœurs, parcourraient le pays, iraient à la découverte des mines, enfin, jetteraient les bases premières d'une colonie dont il reviendrait bientôt assurer l'existence. Trente-huit hommes, séduits par l'appât des richesses que paraissait renfermer l'île, s'offrirent à rester; il les mit sous le commandement de Pedro de Arena. On construisit, pour les loger en sûreté, un petit fort; on creusa un fossé profond; on éleva des remparts garnis de palissades, et flanqués de canons sauvés du naufrage de la *Santa-Maria* : en dix jours l'ouvrage fut terminé, grâce à

l'ardeur infatigable avec laquelle les naïfs insulaires concouraient à élever ce premier monument de leur servitude.

L'amiral partit le 4 janvier 1493 comblé des dons du cacique, emmenant avec lui plusieurs Indiens. En côtoyant l'île, il rencontra Pinzon qui, naviguant à part pendant six semaines, avait exploré la côte septentrionale d'Haïti. Ils reprirent ensemble la mer. Jusqu'au 14 février, le voyage fut heureux; mais, à cette date, une tempête violente les sépara de nouveau. Enfin, le 15 mars, Colomb rentra dans ce port de Palos d'où il était parti sept mois et onze jours auparavant. Son voyage jusqu'à Barcelone, où se trouvait alors la cour, fut un véritable triomphe, et son entrée dans cette ville se fit avec une grande solennité.

« L'Amérique, dit Jean Reynaud, sauva Colomb qui ne la cherchait pas, et qui, sans elle, se serait perdu sur l'immense étendue de l'océan, ou se serait vu réduit à retourner honteusement en arrière. Mais quelque fortunée qu'ait été pour lui cette rencontre, il n'en est pas moins vrai qu'elle donna un démenti à son système et coupa court à son téméraire projet. Il avait triomphé de tous les obstacles à sa reconnaissance de l'Inde, mais l'Amérique en fut un qu'il n'avait pas prévu et qu'il ne put jamais vaincre; c'était une barrière tendue à travers l'océan entre les deux extrémités de l'ancien monde, et sur laquelle un navire vient échouer. C'est en quelque sorte ici que commence la vie de Christophe Colomb; jusque-là obscure et riche seulement de rêveries et d'espérance, elle devient, par un changement soudain, pleine d'éclat et de magnificence, mais aussi de traverses et d'infor-

tunes de toute espèce : le vice-roi des Indes, l'auteur de la plus splendide conquête des temps modernes, le père des colonies, le bienfaiteur de l'Espagne, est plus digne de pitié que l'humble voyageur allant aux portes des couvents demander du pain pour son enfant malade. »

Cette histoire où l'ingratitude des princes vient en aide aux fureurs de l'orthodoxie, a été bien souvent écrite ; nous n'en dirons ici que ce qui ne peut pas se séparer de notre récit.

Le 25 septembre 1493, Colomb s'éloigna de la baie de Cadix pour un deuxième voyage. Trois grands vaisseaux et quatorze caravelles composaient la flotte que cette fois l'Espagne mettait à sa disposition. Il emmenait avec lui 1,500 personnes, gentilshommes, ouvriers, religieux, aventuriers attirés par l'inconnu et le merveilleux, poussés par la cupidité ou par la foi, par l'esprit de négoce ou par l'amour de la gloire. Plusieurs des Antilles s'offrirent à lui sur sa route, il les baptisa de noms pieux, la Dominique, Marie-Galante, la Guadeloupe, Montserra, Santa-Maria-la-Redonda, Santa-Maria-la-Antigoa, San-Martin, Santa-Cruz ; ces îles connues aussi sous le nom de Caraïbes étaient habitées par des cannibales qui allaient chercher leur proie jusque sur les Lucayes. Après avoir reconnu les Onze-Mille-Vierges et Porto-Rico, la flotte arriva le 22 novembre devant Haïti. Le rivage était désert, le fort détruit ; les ossements des Espagnols blanchissaient épars sur le sable. La petite garnison avait abusé de l'hospitalité des caciques pour opprimer les naturels, prendre leur or, enlever leurs filles et leurs femmes. Les victimes avaient attaqué leurs tyrans d'ailleurs divisés entre eux, et le nombre avait eu raison des armes à feu. C'en était

fait, entre ces deux familles humaines, dont l'une apportait à l'autre l'esclavage et l'extermination, un premier ferment de haine était jeté; Colomb s'éloigna de cette plage souillée de sang et alla fonder à quelque distance Isabelle, la première des villes bâties par les Espagnols dans le Nouveau-Monde, mère de tant d'autres colonies, qui reçut ensuite le nom de Saint-Domingue, du nom du père de Colomb. Un épisode romanesque se place ici. Il y avait à bord plusieurs jeunes Indiennes capturées dans les îles voisines. L'une d'elles charma les yeux d'un chef qui avait visité le vaisseau de Colomb; un complot d'évasion fut tramé par signes. La nuit même où Colomb déploya ses voiles, la prisonnière et ses compagnes, trompant la vigilance de leurs ravisseurs, se précipitèrent dans les flots; poursuivies à force de rames, elles nagèrent vers le rivage où le jeune chef avait allumé un feu pour les guider. Les deux amants, réunis par ce prodige de force et d'audace, cherchèrent un refuge dans les forêts.

Le 5 août 1494, Colomb expédia en Espagne douze de ses vaisseaux avec des échantillons d'or trouvés dans les mines de Cibao. Il avait eu à réprimer une sédition dont les instigateurs avaient été mis à mort; leurs principaux complices furent envoyés en Espagne. Les mécontents, les jaloux, à la tête desquels étaient Pedro Margarite et le moine Boyle, étaient retournés en Espagne sur des navires qu'ils avaient pris dans le port; secondés par l'évêque de Badajoz, Fonseca, ils l'accusèrent d'ambition et de cruauté. Par une ordonnance du 10 avril 1495, et contrairement aux traités, le roi autorisa tous ses sujets à s'établir à l'île espagnole et à entreprendre des voyages

de découverte et de commerce dans le Nouveau-Monde. Pendant ce temps, Colomb fortifiait Isabelle, nommait une junte de gouvernement, explorait le pays, reprenait la mer et découvrait la Jamaïque, où il fit, pour la première fois, usage de chiens contre les naturels, procédé atroce trop souvent employé depuis; il visitait la côte méridionale de Cuba, en traversant les nombreuses îles auxquelles il donna le nom commun de Jardin de la Reine, à cause de la richesse et des parfums de la végétation. Les Espagnols, non contents de secouer toute discipline, avaient lassé la patience des Indiens; la témérité et la perfidie du jeune et bouillant Ojeda suscitèrent des révoltes de désespoir de la part de plusieurs caciques. Colomb, quoique les torts ne vinssent pas d'eux, recourut à des mesures de rigueur; après les avoir vaincus dans une rencontre, il leur imposa de lourds tributs, surtout en or. De nombreux prisonniers chargés sur quatre vaisseaux furent envoyés en Espagne comme un bétail humain réservé à un infâme trafic. La guerre alors dégénéra en une sorte de chasse à l'homme. Des molosses dressés à cette poursuite dans les forêts, flairant, déchirant et saisissant les malheureux Indiens par le cou, secondèrent les bourreaux dans cette œuvre d'immolation.

A la cour d'Espagne, les ennemis de Colomb triomphaient. Juan Aguado, officier de la maison de Ferdinand, fut chargé d'aller vérifier l'état de la colonie, Colomb jugea nécessaire de venir à la cour se justifier en personne. Il partit le 10 mars 1496, après avoir confié ses pouvoirs à son frère Barthélemy, et arriva à Cadix le 11 juin. Sa présence produisit sur l'esprit de la reine une tendre compassion. Il vint à elle à Burgos en habit de

franciscain, la tête chargée de soucis et d'affliction, les pieds nus, « comme un suppliant de génie qui vient demander pardon de sa gloire » a dit Lamartine; la reine prit sa défense. Néanmoins ce ne fut qu'après avoir lutté près de deux ans contre toutes sortes d'intrigues qu'il put retourner à ses découvertes.

Colomb partit avec six navires, le 30 mai 1498, du port de San-Lucar-de-Barrameda, pour son troisième voyage; c'est celui pendant lequel il découvre enfin la terre ferme. S'étant dirigé au sud jusqu'à l'équateur, il gouverna de là directement à l'ouest, dans l'espoir de trouver une température plus douce. Tourmenté d'un violent mal de tête, il fit vœu, dit Antoine de Herrera, de donner le nom de la Trinité au premier pays qu'il rencontrerait : cette promesse était à peine faite, ajoute l'historien, que l'on signala les rivages de cette île (31 juillet).

Le lendemain, comme il rangeait l'île pour y trouver un ancrage, il découvrit au sud une terre basse qui se prolongeait à perte de vue, et le long de cette côte, l'embouchure d'un large fleuve dont les ondes impétueuses se projetaient à trois lieues dans l'océan sans se mêler à ses eaux. Il conjectura qu'une si énorme masse d'eau devait traverser un vaste continent. Il ne se trompait pas : l'Orénoque avec ses cinquante bouches, ses branches nombreuses, et son cours de 2,500 kilomètres, baigne un pays immense; ses crues sont terribles et le font déborder jusqu'à 100 kilomètres de ses rives. Cette terre basse, du milieu de laquelle il voyait le fleuve se décharger dans l'Atlantique, c'était la côte de Colombie, le continent même du Nouveau-Monde. Seulement il ne soupçonna point que ce fût un monde nouveau; il crut, car il rêvai

toujours de parvenir aux Indes, que c'était l'extrémité occidentale de l'Asie ; et la grande quantité d'or, le grand nombre de perles, qu'il obtint par échange des naturels de la côte, aux différents points où il aborda, la beauté et la fertilité du pays, la richesse des productions végétales, la variété des oiseaux, tout le confirma dans son opinion. Il crut avoir trouvé le Paradis terrestre, et il y a dans son récit de ce voyage une longue digression tendant à établir que l'Orénoque est le fameux fleuve qui prend sa source dans l'Eden. Plein d'enthousiasme, il explora la côte pendant une vingtaine de lieues vers l'ouest, jusqu'à l'endroit où l'on a bâti depuis la ville de Caracas. Il s'éloigna à regret de ce pays enchanteur, se promettant, quand il aurait rétabli ses forces épuisées et ravitaillé son escadre, de revenir achever son importante découverte. Le 30 août, après avoir rencontré, chemin faisant, les îles de Cubagua et de Margarita, devenues célèbres par la pêche des perles, il se retrouva devant Haïti.

La colonie était en proie à l'anarchie ; les colons s'étaient divisés en plusieurs partis qui en venaient fréquemment aux mains. Ojeda avait frèté des navires pour son propre compte en Espagne ; il était venu croiser et descendre sur la côte méridionale de l'île, et s'était ligué avec Roldan. Puis Roldan avait trahi Ojeda et s'était rangé de nouveau sous l'autorité de Barthélemy Colomb dont les fortes mains avaient peine à maîtriser la situation. L'île était devenue un bagne et un champ de carnage pour les malheureux insulaires, traités avec une perfidie, une cruauté qui servaient de prélude à la plus épouvantable oppression, et où le fanatisme religieux l'emportait par-

fois sur la cupidité. Pendant que Colomb cherchait à pacifier autour de lui, Ferdinand et Isabelle, informés des malheurs de l'île, les lui imputèrent. Ils envoyèrent François de Bovadilla qui fit arrêter Colomb, s'empara de ses biens et l'envoya captif en Espagne. Les deux souverains eurent honte, et l'opinion se souleva quand on vit arriver, chargé de chaines, l'homme à qui l'on devait tout un monde. Bovadilla, rappelé et disgracié, périt dans un naufrage en quittant Haïti ; toutefois on ne rendit pas à Colomb sa vice-royauté. A peine lui fut-il permis de faire un quatrième voyage; en 1502 il remit à la voile, ajouta à ses nombreuses découvertes celles de la Martinique, du havre de Porto-Bello, de la côte de Costa-Rica, de Honduras. Repoussé d'Haïti par ses anciens compagnons, il eut à lutter contre la faim et la maladie, et ne se fit livrer des vivres par les Indiens qu'en leur prédisant une éclipse. Il revint en Espagne, en 1504 épuisé, découragé, vieilli. Isabelle avait cessé de vivre. Ferdinand le laissa mourir à Séville dans le dénûment et le chagrin. Du moins il ne vécut pas assez pour entendre appliquer au monde nouveau, qu'il avait découvert, le nom d'Améric Vespuce, pilote qui l'avait accompagné dans un de ses voyages.

On s'est demandé avec raison si Colomb ne s'était pas laissé trop facilement abuser par le prestige de sa première découverte, et s'il avait rigoureusement fait pour la reconnaissance de ces nouvelles terres tout ce que le service de la géographie lui commandait. « Nous aurions peut-être à accuser, écrit J. Reynaud, sa constante préoccupation des moyens d'avoir de l'or, sa nullité politique, son injustice à l'égard de l'innocente population de l'Amérique, son ab-

sence d'humanité et de génie, s'il faut le dire. Nous distinguons l'audacieux explorateur de l'Atlantique du fondateur des premiers établissements de l'Espagne dans le Nouveau-Monde. Colomb, en faisant esclaves, au mépris des principes les plus sacrés du droit des gens, ces infortunés insulaires qui l'avaient accueilli en lui ouvrant les bras, a donné le signal de cette œuvre de crime et de destruction qui a ensanglanté si longtemps le sol de l'Amérique et déshonoré les annales de la chrétienté. Il a payé ce qu'il avait dû, pour l'établissement de sa gloire, à l'inspiration de son époque, en prenant sa part de l'atroce moralité politique dont cette époque était imbue : les Espagnols, en pillant, en asservissant, en massacrant, à leur gré, en Amérique, ne faisaient qu'user du droit des gens institué par l'Eglise, et profiter de la fameuse bulle du pape Alexandre Borgia, livrant au Portugal les païens de l'Afrique et de l'Orient, à l'Espagne les païens de l'Occident. »

CHAPITRE II

CONQUÊTE

L'exploration du littoral. — Les conquistadores : Cortez au Mexique. — Pizarre, Diego d'Almagro et Fernand de Luque au Pérou. — Pizarre seul maître du Pérou. — Le Brésil et les Guyanes.

La bulle édictée par Alexandre VI, dès l'année 1493, était formelle : « De son propre mouvement, par science certaine, et en vertu de ses pleins pouvoirs apostoliques, » ce monstre infaillible octroyait à Leurs Majestés catholiques Ferdinand et Isabelle le droit de conquête, d'annexion et de gouvernement dans les Indes occidentales. « Quiconque s'y opposera devra se regarder comme ayant encouru l'indignation du Dieu tout-puissant et de ses apôtres bienheureux Pierre et Paul. » De son saint doigt, le père de Lucrèce et de César Borgia, traçant une ligne de démarcation entre les îles Açores et celles du cap Vert, avait gravement partagé le monde des infidèles entre les deux nations rivales. Il faut le dire, Espagnols aussi bien que Portugais n'eurent pas pour cette ligne fameuse tout le respect qu'on en attendait ; emportés par la fièvre des conquêtes, ils la franchirent plus d'une fois. Quant aux premiers, forts des pleins pouvoirs du représentant de Dieu sur la terre, ils considérèrent qu'ils exerçaient non pas un droit de conquête, mais un droit

de propriété en disposant de l'Amérique à leur gré; à peine révelée, ils l'inondèrent de sang. Avides et fanatiques, ils se précipitèrent sur leur proie avec une âpreté féroce. Deux actes abominables caractérisent cette œuvre cruelle, ce double attentat qui s'appelle la conquête et la colonisation du Nouveau-Monde : la destruction de la race indigène et l'introduction des esclaves nègres sur cette terre généreuse, si belle pour la liberté.

On a vu précédemment que dès 1495, au mépris de ses engagements, la cour d'Espagne avait permis à tous ses sujets d'équiper des vaisseaux et d'aller chercher fortune au pays de l'or; elle se flattait d'augmenter sans bourse délier ses possessions et de s'enrichir par la même occasion de la part qu'elle s'attribuait dans les bénéfices de ces expéditions. Les sujets de Ferdinand et d'Isabelle laissèrent plusieurs années s'écouler avant d'user de cette autorisation. Ce fut seulement dans la dernière année du siècle qu'ils se ravisèrent. Le Portugais Vasco de Gama venait de se frayer une route aux Indes par le cap de Bonne-Espérance, un sentiment d'émulation s'empara des Espagnols: tous voulurent à l'envi s'élancer à la poursuite de ce qu'ils avaient appelé jusque-là des chimères. Dans l'intervalle, l'Angleterre adoptant les idées de Colomb faisait une tentative. En 1497, Jean et Sébastien Cabot, le père et le fils, avaient les premiers vu le continent septentrional; mis par Henri VII à la tête d'une petite escadre, ils avaient découvert Terre-Neuve, côtoyé le Labrador et au retour rangé la Floride.

Alonzo de Ojeda, qui avait accompagné Colomb dans son deuxième voyage, fut le premier qui ouvrit sérieusement la marche : c'était un homme intrépide jusqu'à la

démence. Il avait été page d'Isabelle. Un jour que la reine était montée au sommet de la tour Giralda à Séville pour en admirer l'étonnante élévation, il s'élança sur une poutre étroite qui débordait les créneaux, en gagna l'extrémité, et, pirouettant sur un seul pied, exécuta des prodiges de force et d'adresse pour plaire à sa souveraine. Aidé de riches spéculateurs, Ojeda équipa quatre vaisseaux et mit à la voile en mai 1499. accompagné d'Améric Vespuce; il aborda à Maracapana, à deux cents lieues à l'est de l'Orénoque, et côtoya cette partie du continent méridional que dans l'origine on a appelé Terre-Ferme ; il s'avança jusqu'au cap de la Vela. Quelques mois avant lui, Alonzo Nino et Christoval Guerra avaient paru sur le même point, mais simplement dans un but mercantile. Les frères Pinzon, compagnons de Colomb lors de son premier voyage, partirent de Palos en décembre 1499 avec une flottille de quatre caravelles; ils atterrirent en janvier au cap Saint-Augustin, qui forme l'extrémité du Brésil, reconnurent l'embouchure des Amazones, et visitèrent six cents lieues des côtes avant d'atteindre Haïti. Diego de Lepe et Alonzo Velez de Mendoza les suivirent à quelques mois de distance, constatèrent qu'au-delà du cap Saint-Augustin la côte se prolongeait vers le sud-ouest et levèrent les premières cartes de ces parages. Le Portugais Pierre Alvarez Cabral, jeté à l'ouest par les courants, en se rendant dans l'Inde, fut conduit la même année sur la côte du Brésil ; le 24 avril, il mouilla dans un port appelé par lui Porto-Seguro; le 1er mai, la messe ayant été dite, une croix en bois fut érigée portant les armes de Portugal comme un signe de sa souveraineté sur le pays qui, nommé d'abord

Vera-Cruz, devint quelques années après le Brésil. C'est à Cabral que l'on fait honneur de la découverte du Brésil, ses devanciers n'ayant jeté les germes d'aucune colonisation et s'étant trouvés même en hostilité avec les peuples qu'ils avaient rencontrés. Cet honneur personne ne le lui contesta et l'Europe admit les droits de la couronne portugaise sur cette nouvelle contrée. On voit que si Colomb n'eût pas rencontré l'Amérique, Casal, grâce aux courants océaniques qui le poussèrent hors de sa route ,en aurait reconnu l'existence. A quoi tient la gloire. La gloire ! Colomb fut la plus étonnante victime de ses caprices; n'est-elle pas allée prendre le nom d'un de ses subordonnés pour l'appliquer au Nouveau-Monde? Améric Vespuce, qui a donné la première *Relation* de voyage se rapportant aux pays nouvellement découverts, était, certes, un homme de mérite, bon marin et géographe distingué, mais le hasard l'a trop bien servi. Rodrigo Bastidas et Juan de la Cosa, complétant les investigations d'Alonzo de Ojeda, parcoururent, en 1501, à partir du cap de la Vela, cent lieues de côtes inconnues, célèbres, quelques années plus tard, par les malheurs de Nicuesa et d'Alonzo de Ojeda lui-même, et où s'élevèrent bientôt Sainte-Marthe, Carthagène et Nombre-de-Dios, dans le golfe de Darien.

Le Portugal ne restait pas inactif; il envoyait dès 1500 vers le Groënland, le Labrador et Terre-Neuve, Gaspard Cortereal qui, dans une seconde expédition, périssait ainsi que son frère, parti à sa recherche. Nicolas Ovando, gouverneur de Saint-Domingue après Bovadilla, soumit en 1505 l'île d'Haïti presque tout entière; les moyens atroces qu'il employa contre les indigènes ont

rendu sa mémoire exécrable ; il fit de ces malheureux un horrible massacre et ne trouvant plus assez d'hommes pour l'exploitation des mines, il dépeupla les Lucayes. Les côtes de la Terre-Ferme, du Honduras, et la partie orientale du Yucatan furent relevées par Juan Diaz de Solis et Yanez Pinzon l'année suivante. En 1512, Juan-Ponce de Léon occupa Porto-Rico, dont il obtint le gouvernement, et fonda dans la Floride une colonie. Ce ne fut toutefois qu'un quart de siècle plus tard que les Espagnols prirent possession réelle non seulement de la Floride, mais d'une grande partie de la Louisiane. L'année suivante, Vasco-Nuñez de Balboa, cet aventurier devenu chef de la petite colonie de Darien, gravit les montagnes qui traversent l'isthme de Panama, et, parti à la recherche des pays riches en or, découvrit le grand Océan ; s'avançant tout équipé dans les flots et baigné jusqu'aux genoux, il avait tiré son épée et pris possession de la mer du Sud au nom du roi. Dans ce voyage, Balboa avait appris l'existence du Pérou, de cette terre promise qui montait toutes les imaginations ; il en fit un récit enthousiaste. Une expédition fut concertée, l'intrigue lui en enleva le commandement ; accusé de crimes imaginaires, il fut envoyé à l'échafaud par Pedro Arias, que Fernand avait nommé gouverneur du Darien à sa place, et qui convoitait les profits de ses découvertes. Ce Pedro Arias trouva le pays qui depuis a été appelé successivement Terre-Ferme de l'Occident, Nouvelle-Grenade e Etats-Unis de Colombie. Il fut suivi par une foule d'aventuriers dont aucun ne pénétra plus loin. Vers la même époque Diaz de Solis explora la baie de Rio-Janeiro, pénétra le premier dans le Rio-de-la-Plata et tomba sur

le rivage de Maldonado entre les mains d'Indiens anthropophages qui le dévorèrent, lui et ses compagnons (1516). Quatre ans après Magellan reconnaissait la Patagonie, et entrait dans le grand Océan par le détroit auquel il a donné son nom.

Mais jusqu'ici les explorateurs ne se sont aventurés que le long des côtes, à portée de leurs vaisseaux. Une race nouvelle, celle des *conquistadores*, va se ruer sur cette proie offerte à ses appétits. C'est par la force des armes, c'est par la ruse et la trahison que ces audacieux bandits vont procéder, anéantissant les peuplades guerrières, spoliant et asservissant les tribus pacifiques. Fernand Cortez, le plus célèbre d'entre eux, élevé à l'école du terrible gouverneur de Saint-Domingue Ovando, avait aidé Diego Velasquez à réduire Cuba. Chargé de soumettre le Mexique où Grijalva, qui venait de le découvrir, n'osait s'engager, il part en 1518 avec six à sept cents Espagnols, dix-huit chevaux et quatorze petites pièces de canon. En moins de trois ans, il dompta le puissant empire de Montezuma. Payé d'ingratitude par Charles-Quint, comme Colomb l'avait été par Ferdinand, Cortez se vit enlever l'administration civile des pays soumis. Il avait ajouté à sa conquête la découverte de la Californie et de la mer Vermeille (1533) lorsqu'il regagna l'Espagne. Il y mourut dans le chagrin. Un jour qu'il fendait la foule pour arriver jusqu'au roi, celui-ci demanda quel était cet homme. « C'est, répondit fièrement Cortez, celui qui vous a donné plus de provinces que vos pères ne vous ont laissé de villes. »

Les deux grandes péninsules qui composent le continent américain étaient signalées; il ne s'agissait plus

que de s'en approprier les richesses incomparables. D'année en année on va voir s'agrandir la part de chaque nation européenne dans le pillage et l'accaparement de cette vaste étendue de territoire qui représente à peu près le tiers du globe habitable. Mais cette étude à des limites que son titre même lui impose. Des conquêtes faites par le vieux monde sur le nouveau, nous devons nous borner à rappeler celles qui ont trait seulement à l'Amérique du sud proprement dite. Ses trois immenses plaines arrosées par le fleuve des Amazones, par la Plata et l'Orénoque, ont été le théâtre d'exploits dignes de l'épopée. L'héroïsme des vaincus, l'audace des vainqueurs rappellent les temps fabuleux. Dominant ces scènes de carnage d'une grandeur farouche apparaissent le moine et le prêtre, déployant un zèle terrible, renversant les temples, brisant les images, anéantissant les hiéroglyphes comme œuvres du démon, baptisant de gré ou de force les populations, mêlant des fleuves d'eau bénite à des mers de sang.

Le Mexique dans la partie septendrionale et le Pérou dans la partie méridionale étaient les joyaux de l'Amérique. Un autre peuple dont on pourrait comparer la civilisation à celle des anciens Egyptiens, habitait un territoire de plus de six cents lieues carrées qui avait pour centre de sa puissance le plateau de Bogota. Nous voulons parler des Chibchas dont la destruction fut si rapide qu'au bout de quelques années il n'était presque plus possible de retrouver les traditions du pays. Leur nom même faillit disparaître, car les conquérants, par suite d'une erreur des premiers jours, qui se retrouve chez les historiens modernes, les appelèrent Muyscas

ou Mozcas, mot qui dans la langue des Chibchas signifiait individus, personnes.

Ce fut sur ces trois puissantes nations rivales par la civilisation que se précipitèrent les premiers envahisseurs, laissant de côté les plaines marécageuses, les forêts impénétrables qui ne passaient pas pour recéler de l'or, objet de leur convoitise.

Pendant que Cortez triomphait au Mexique, François Pizarre préparait la conquête du Pérou avec Diégo d'Almagro et Fernand de Luque. Pizarre, gardeur de pourceaux dans sa jeunesse, n'avait jamais su lire ; Almagro, pauvre enfant trouvé, s'était fait un nom avec celui de son village natal ; Fernand de Luque, moine dominicain, était maître d'école à Panama. Ces trois hardis compagnons étaient venus de bonne heure chercher fortune en Amérique. Ils mirent en commun leur petit pécule et leur immense ambition. Réunis et solidaires dans les temps d'adversité, la prospérité devait les désunir plus tard ; en attendant ils s'aimaient comme trois frères. De 1524 à 1527 ils s'avancèrent dans les contrées encore inexplorées situées au sud de Panama. Après quelques tentatives restées sans résultat ils obtinrent des secours du gouvernement espagnol auprès duquel Pizarre était allé les solliciter. Trois vaisseaux furent équipés. L'entrée en campagne fut précédée de cérémonies religieuses ; on appela le secours du ciel sur l'œuvre d'extermination qui allait commencer. Les drapeaux furent bénis ; officiers et soldats au nombre de cent quatre-vingts, dont cent quarante-quatre fantassins et trente-six cavaliers, entendirent la messe et reçurent la communion. Quatre religieux Fernand de

Luque, Vincent de Valverde, « ce moine doublé d'un bourreau, » Pedraza et Oliaz accompagnaient « l'armée », par ordre exprès de Charles-Quint. Tel était le contingent qui allait balayer un empire.

Cet empire mesurait quatre mille kilom. en longueur et six à huit cents kilom. en largeur; il était borné au nord par la rivière Bleue, dont le lit est presque sous l'équateur, au sud par la rivière Maouly. Son territoire forme aujourd'hui les républiques de l'Equateur, du Pérou, de Bolivie et du Chili. Cuzco (le nombril de la terre) était sa capitale ; les plateaux de Quito et du lac Titicaca étaient ses deux autres centres principaux.

On mit à la voile en février 1531 et l'on occupa l'île de Puna, qui facilitait l'entrée du Pérou. A cette époque, le pays était livré à la guerre civile. Deux frères rivaux, Huascar et Atahualpa, fils du dernier inca, Huana-Capac, se disputaient la couronne les armes à la main. Tout entiers à leurs compétitions, ils ne firent rien pour arrêter l'étranger.

La renommée ne tarda pas à exagérer la puissance des Espagnols; frappés de l'arrivée soudaine des hommes barbus portant le tonnerre et montant des animaux qui paraissaient redoutables, les Péruviens regardaient les nouveaux venus comme des êtres d'une nature supérieure. Chemin faisant, Pizarre reçut des envoyés de Huascar, qui implorait sa protection. Après avoir laissé derrière lui une petite garnison pour assurer sa retraite au besoin, Pizarre continua sa marche avec soixante-deux cavaliers et cent deux fantassins; sur ces entrefaites, Huascar se faisait battre par Atahualpa, qui envoya deux ambassadeurs chargés de présents magnifiques au-devant

des Espagnols. Atahualpa consentit en outre à se rencontrer avec Pizarre à Caxamarca où il campait. Le jour de l'entrevue fixée au 16 novembre 1532, l'inca, plein de confiance, s'avançait vers le quartier des Espagnols porté sur une litière d'or massif, lorsque le Père Vincent Valverde, aumônier de l'expédition, allant à lui un crucifix à la main, lui déclara que le pape ayant accordé au roi d'Espagne le Pérou, il devait se reconnaître vassal de Charles-Quint et se faire chrétien. Comme Atahualpa semblait ne rien comprendre à ce langage, Pizarre, qui avait rangé ses soldats en bataille le long d'un mur, fit faire une décharge sur les Péruviens et profitant de la profonde stupeur où les avait jetés le bruit des armes à feu, fondit sur eux et se saisit de l'empereur après avoir massacré l'escorte. Ce lâche attentat, que l'histoire doit flétrir, eut son dénouement peu de temps après. Sous le prétexte mensonger qu'il avait donné des ordres secrets pour faire exterminer les Espagnols, Atahualpa fut condamné à mort. Il demanda à être conduit en Espagne pour y être présenté au monarque dont il consentait à reconnaître la suzeraineté; on lui offrit la vie et la liberté s'il voulait recevoir le baptême et remplir d'or une chambre de vingt-deux pieds de long sur seize de large, à la hauteur que peut atteindre un homme. Quand il eut exécuté ces conditions, il fut attaché à un poteau et étranglé. Ce dernier acte de brigandage assurait la réduction du pays, en augmentant la confusion et l'anarchie. Pizarre fut fait capitaine général du Pérou, Fernand de Luque, évêque de Cuzco, et Diego d'Almagro *adelantade* ou gouverneur général d'un territoire qui devait avoir deux cents lieues d'étendue depuis la frontière du Pérou en redescendant vers le sud.

Ainsi fut conquis le Pérou. En moins d'une année toute la région comprise entre Quito et Cuzco fut soumise. Ce fut le 13 novembre 1532, qu'eut lieu à Cuzco l'entrée des Espagnols. Ce jour-là est resté jour de deuil pour les indigènes. Chaque année, à cette date, on voit encore en traversant la place du parvis, quelques crédules Indiens s'agenouiller dans la poussière et l'oreille collée au sol, écouter si le lac fatidique qu'une tradition place sous la cathédrale ne murmure pas. Parmi les richesses sans nombre que les conquérants comptaient s'approprier dans le pillage de la capitale, figurait la chaîne d'or que Huana-Capac fit fabriquer à l'occasion de la première coupe de cheveux de son fils Huascar; elle avait la grosseur d'une chaîne de fer ordinaire, pesait plusieurs milliers de kilogrammes, mesurait huit cents mètres et servait à enceindre la grande place de Cuzco lors des fêtes d'équinoxe *Raymi* et *Cittua*. Les habitants voulant sauver ce colossal bijou, le confièrent aux eaux profondes du lac d'Urcos. Quarante Espagnols et deux cents Indiens travaillèrent trois mois durant à l'exploration et au dessèchement du lac. La chaîne d'or de Cuzco ne put être retrouvée. Exaspérés d'ailleurs par les barbares traitements qu'on leur faisait subir et se sentant impuissants à reconquérir leur liberté, les Péruviens voulurent du moins soustraire à la rapacité de leurs bourreaux leurs immenses trésors; ils les cachèrent et les cachèrent si bien que jamais on n'en a pu retrouver les traces. Et pourtant que de recherches ont été faites dans ce sens et qui se poursuivent encore! Mais le temps garde fidèlement son secret. Dans les environs du petit village d'Endajes, se trouve un conduit tortueux et profond où

des richesses sans nombre avaient été enfouies. Il y a quelques années, un Espagnol nommé Vidagura voulut après tant d'autres pénétrer dans le souterrain ; il parvint jusqu'à son extrémité qui était fort étroite. Comme il était à en sonder les parois, un bloc se détacha de la voûte et ferma l'ouverture ; le pauvre homme fut pris dans une souricière. Mais ce ne fut pas seulement leur or que les Péruviens dérobèrent aux soldats de Pizarre ; ils ne voulurent pas non plus laisser jouir leurs implacables ennemis des somptueux palais, des temples magnifiques édifiés par leurs aïeux. Avec la fureur du désespoir ils anéantirent les monuments de leur civilisation passée. Les envahisseurs rivalisèrent stupidement avec eux dans cette œuvre de destruction. Deux routes admirables, pavées et bordées de hauts parapets reliaient Cuzco et Quito et n'avaient pas moins de 2,640 kilomètres de longueur ; elles allaient d'une montagne à l'autre en passant par dessus les vallées dont il avait fallu combler les profondeurs et ne se détournaient même pas pour franchir les lacs. Elles disparurent.

Quito, où les Espagnols parvinrent dès 1533, fut mise à feu et à sang, toute la population mâle fut immolée ; de sorte qu'un des farouches lieutenants de Pizarre ayant voulu entreprendre une excursion dans les provinces de l'intérieur, ne vit arriver que des femmes et des enfants à la place d'hommes qu'il avait demandés pour porter les bagages et frayer sa route au milieu des forêts. Il crut à une mystification et, saisi de rage, fit égorger séance tenante ce troupeau humain. S'agit-il ici de Benalcazar à qui Pizarre avait attribué le gouvernement de Quito ?

Ce Benalcazar occupa Pasto, le Popayan, où il fonda Guayaquil, pénétra dans la vallée du Cauca et dans celle de Bogota et poussa jusqu'à la mer de Antilles, après avoir ainsi traversé toute la Nouvelle-Grenade. Il y arriva au moment où le pays de Cundinamarca venait d'être conquis par Quesada.

Gonzale Ximenès de Quesada avait réussi là ou avait échoué sept ans auparavant Alfinger et ses compagnons, partis de Coro (Venezuela). Alfinger n'avait pu franchir la Cordillère; découragé par l'insuccès, en proie à toutes les horreurs de la maladie, du froid, de la faim, il rebroussait chemin après avoir fait manger à ses compagnons les derniers Indiens de service, lorsqu'il fut tué dans un combat. Quesada, lui, parti de Sainte-Marthe en 1537, avait organisé deux corps d'expédition destinés à agir de concert, l'un en remontant la Magdalena, l'autre en suivant le chemin de terre. Forcé de renvoyer les embarcations à la côte avec les malades, il était entré comme Alfinger dans les Cordillères et avait suivi constamment sa route vers le sud, traversant les Etats actuels de Santander et de Boyaca. Les chroniqueurs abondent en détails sur les souffrances et les privations que les Espagnols endurèrent dans cette campagne. Réduits à vivre pendant plusieurs semaines d'herbes, de plantes et d'insectes, ils en arrivèrent à manger le cuir de leurs courroies, graine d'épées et harnais.

Revenons au Pérou. Tandis que Pizarre fondait Lima (1535), Almagro poussait vers le Chili qui lui était échu en partage. Il se mit en route avec cinq cent soixante-dix Espagnols et quinze cents Indiens que Manco-Capac, deuxième du nom, frère et successeur d'Atahualpa, lui

fournit. L'inca avait chargé son frère Paullo Topa et le grand-prêtre Véléhoma de prendre les devants et de préparer les voies. Ceux-ci lui remirent en route 90,000 pesos d'or fin (environ 2,250,000 francs) que les nations tributaires du Chili envoyaient à l'inca. A quelques jours de là le grand-prêtre et l'un des interprètes, las d'humiliations, prirent la fuite. L'interprète ayant été repris fut écartelé.

Almagro s'achemina vers les Montagnes-Neigeuses; c'était la route la plus courte; son lieutenant Saavedra le précédait, avec ordre de s'arrêter lorsqu'il serait parvenu à cent cinquante lieues de Cuzco. Le lieu où s'établit Saavedra est devenu la ville de Paria, qui fait aujourd'hui partie de la Bolivie. Des soldats de l'adélantade, beaucoup moururent de faim ou de fatigue, d'autres périrent sous les flèches des naturels qui, sans cesse, harcelaient l'expédition. Cent cinquante Espagnols et dix mille Péruviens avaient succombé ou disparu, lorsqu'on atteignit les plaines de Copiapo. Almagro prit possession du territoire en récitant la formule d'usage, que le Pape avait fait rédiger par une commission spéciale de théologiens et de jurisconsultes, et qu'Ojéda avait employée le premier, en 1509. Armé de pied en cap et portant les insignes de sa dignité, entouré de ses officiers et des caciques qui étaient venus lui rendre hommage, grâce à l'intervention du chef péruvien, il tira son épée, prit dans sa main une poignée de terre, et, s'adressant aux naturels :

« Moi, Diégo de Almagro, serviteur du très-haut et « très-puissant empereur Charles-Quint, roi de Castille « et de Léon, son adélantade et son ambassadeur, je vous

« notifie et vous déclare, avec toute l'étendue des pou-
« voirs que j'ai reçus, que le Seigneur notre Dieu, qui
« est un et éternel, a créé le ciel et la terre, ainsi qu'un
« homme et une femme, de qui sont descendus vous et
« nous, et tous les hommes qui ont existé ou qui existe-
« ront dans le monde. »

L'adélantade expliqua que les générations successives, pendant plus de cinq mille ans, avaient été dispersées dans les différentes parties du monde, et s'étaient divisées en plusieurs royaumes, attendu qu'un seul pays ne pouvait ni les contenir ni leur fournir la subsistance nécessaire, et que Dieu avait remis le soin de tous ces peuples à un homme nommé Pierre, qu'il avait constitué seigneur et chef du genre humain, afin que tous les hommes, en quelque lieu qu'ils fussent nés, ou dans quelque religion qu'ils eussent été instruits, lui obéissent. Cet homme et ses successeurs avaient été nommés *papes*, ce qui veut dire admirable, grand, père et tuteur. L'un de ces pontifes, comme maitre du monde, avait fait la concession de la terre ferme et des îles de l'Océan aux rois de Castille et à leurs successeurs. En conséquence, lui, Diégo de Almagro, enjoignait à ses auditeurs de se reconnaitre sujets et vassaux de son propre souverain, et de consentir à ce que les missionnaires leur prêchassent la foi.

« Sa Majesté, et moi en son nom, ajouta l'adélantade,
« nous vous recevrons avec amour et bonté, et nous vous
« laisserons vous, vos femmes et vos enfants, exempts de
« servitude, jouir de la propriété de tous vos biens. Sa Ma-
« jesté vous accordera en outre plusieurs priviléges,
« exemptions et récompenses. Mais si vous refusez ou si

« vous différez malicieusement d'obéir à mon injonction,
« alors, avec le secours de Dieu, j'entrerai par force dans
« votre pays, je vous ferai la guerre la plus cruelle, je vous
« soumettrai au joug de l'obéissance envers l'Église et le
« roi ; je vous enlèverai vos femmes et vos enfants pour
« les faire esclaves et en disposer selon le bon plaisir de
« Sa Majesté ; je saisirai tous vos biens, et je vous ferai
« tout le mal qui dépendra de moi, comme à des sujets
« rebelles qui refusent de se soumettre à leur légitime
« souverain. Je proteste d'avance que tout le sang qui sera
« répandu, et tous les malheurs qui seront la suite de
« votre désobéissance, ne pourront être imputés qu'à vous
« seuls, et non à Sa Majesté, ni à moi, ni à ceux qui servent
« sous mes ordres ; c'est pourquoi, vous ayant fait cette
« déclaration et réquisition, je prie le notaire ici présent
« de m'en donner un certificat dans la forme requise. »

Les guerriers indigènes, témoins de cette cérémonie, comprirent sans doute peu de chose à ce discours, curieux monument de scélérate hypocrisie sorti de l'officine papale, et bien digne d'être débité par ces dogues à face humaine que la royauté lâchait sur l'Amérique pour l'étrangler; dans leur ignorance, ils entourèrent l'adélantade de respect et le considérèrent comme un envoyé de leur Dieu Vizacocha ; mais, trois soldats maraudeurs ayant été tués dans une rixe, Almagro fit saisir un chef de tribu, son frère et vingt-sept guerriers qui furent tous brûlés vifs à titre de représailles. Les Indiens jurèrent dès lors une haine implacable à ces barbares étrangers. Almagro réunit toutes ses forces et tenta de pénétrer sur le territoire des Promaucans; mais il subit un grave échec sur les bords du Rio-Claro. Dans cette

situation critique, il apprit qu'une révolte avait éclaté au Pérou et que Pizarre, bloqué dans Lima, était séparé d'une partie de ses compagnons, assiégés eux-mêmes dans Cuzco par des forces importantes. Il jugea le moment favorable pour se venger de son ancien compagnon qui maintenant lui apparaissait comme un rival odieux, leva son camp et rebroussa chemin.

Que s'était-il passé au Pérou? Manco-Capac régnait à Cuzco, mais de nom seulement et sous la tutelle de Pizarre et la surveillance des trois frères du conquistador. De son palais, devenu sa prison, il put correspondre, dans le langage mystérieux des quipos, avec les amis restés fidèles à la cause nationale. Une conspiration s'ourdit. Pizarre, occupé à fonder Lima, rêvait de déchirer le pacte qui le liait envers le roi d'Espagne et de se faire proclamer *fils du soleil* et successeur des incas. En attendant, une fête devait avoir lieu aux environs de la future capitale. Il fut permis au souverain de Cuzco de venir y assister. L'occasion parut favorable pour mettre à exécution le projet mûri depuis longtemps. A peine Manco-Capac eut-il mis le pied hors des murs de Cuzco, que le cri de guerre retentit dans tout l'empire. Deux cent mille guerriers se trouvèrent réunis sous la bannière de l'Inca ; les frères de Pizarre, assaillis dans Cuzco, résistèrent désespérément, tandis que lui-même soutenait les plus rudes assauts dans Lima.

Telle était la situation du Pérou quand Almagro y rentra. Il y apportait la discorde : le moment était venu où les conquérants allaient se disputer, les armes à la main, le droit de faire assaut de cruautés et d'infamies. Après une marche des plus pénibles à travers les Andes,

couvertes de neige, et d'affreuses solitudes, livrées aux plus terribles ouragans, il arriva devant Cuzco avec les débris de son armée, n'ayant plus ni chevaux ni bagages. Autour de lui se rallièrent d'assez nombreux partisans ; à leur tête, il fondit sur Manco-Capac, et le balaya ; puis il attaqua les frères Pizarre, qui résistaient depuis neuf mois, et dont l'un, Jean, avait succombé, et les força de capituler. Battu peu de temps après, il tomba aux mains de Pizarre, qui le fit étrangler dans sa prison et décapiter ensuite sur la place publique. Almagro avait alors soixante-quinze ans. Ainsi périt, au mois d'avril 1538, cet aventurier féroce, ambitieux et cupide, doué de toutes les qualités d'un brigand et dont on ne peut vanter que l'intrépidité. Il laissait sa succession au fils qu'il avait eu d'une Indienne et à l'empereur Charles-Quint.

Demeuré seul maître du Pérou, et voulant occuper les chefs sous ses ordres, Pizarre les envoya dans diverses directions. La reconnaissance de l'intérieur du continent s'étendit avec rapidité à l'est des Andes ; le haut Pérou fut exploré jusqu'aux frontières du Grand-Chaco et des villes nouvelles s'ajoutèrent à celles qui existaient déjà. Au nord, Gonzale Pizarre, parti de Quito à la recherche de la province de Canela, arriva sur les bords du Napo, le descendit dans la majeure partie de son cours; Orellana, qui l'avait suivi, l'abandonna, et, continuant de naviguer, atteignit l'Amazone, qu'il parcourut sur un brigantin jusqu'à son embouchure. Quelques années auparavant, en 1531, le rival de l'Amazone, l'Orénoque, avait été reconnu par Diégo de Ordaz, qui l'avait remonté jusqu'à l'embouchure du Méta. Cet Ordaz, un des

conquérants du Mexique, se vantait orgueilleusement d'avoir recueilli du soufre dans le cratère du Popocatepetl ; il avait obtenu, en mémoire de cet exploit, l'autorisation d'ajouter à ses armes un volcan enflammé. Charles-Quint lui avait donné, à sa sollicitation, le gouvernement de tous les pays qu'il pourrait conquérir entre le Brésil et la côte de Vénézuela. Il s'était mis en route ; des Indiens lui avaient montré des émeraudes « grosses comme le poing » et indiqué la montagne qui les produisaient. Un naufrage détruisit toutes ses espérances ; mais les descriptions hyperboliques des richesses qu'il avait entrevues furent de celles qui accréditèrent la croyance en l'Eldorado.

La Plata, de son côté, n'était pas restée dans l'oubli : en 1535, Pedro de Mendoza, ce riche gentilhomme de Cadix, qui offrit à Charles-Quint d'achever à ses frais la découverte et la conquête du Paraguay, avait fondé Buenos-Ayres ; en même temps, Ayolas et Irala remontaient le Paraná, pénétraient dans le Rio-Paraguay jusqu'à la lagune Xarayes, et fondaient sur ses bords la ville de l'Assomption. Le Tucuman, le Cuyo, le nord des Pampas furent parcourus, et des colonies s'y élevèrent. Dans le mouvement général de cette époque extraordinaire aucune partie de l'Amérique n'était oubliée. Au Brésil, les Portugais jetaient les assises de leur puissance et couvraient de villes la côte ferme.

Ce fut alors que Pizarre songea à reprendre pour son propre compte l'œuvre commencée par Almagro. Il mit Pierre de Valdivia, qui avait contribué à la défaite de l'adélantade, à la tête de deux cents Espagnols et d'un corps de Péruviens. Il adjoignit à cette troupe, des-

tinée à former une colonie, un certain nombre de femmes et des prêtres. Valdivia pénétra les armes à la main jusque sur les rives du Mapocho et y fonda Santiago (1541).

Pendant ce temps, Pizarre envoyait en Espagne une partie des trésors enlevés aux vaincus; il s'assurait ainsi la faveur de Charles-Quint, qui lui accorda des privilèges étendus, lui conféra l'ordre de Saint-Jacques et en fit même un marquis de Las Charcas. Chargé de gouverner les vastes possessions dont il avait réalisé la conquête, ce soudart inculte, chez qui le jugement et la pénétration suppléaient aux avantages de l'éducation, partagea le Pérou en districts, institua des magistrats, organisa l'administration, pourvut à la police intérieure, régla la perception des impôts, l'exploitation des mines, le traitement des Indiens. Mais il abusa de la victoire et ne recula devant aucun crime pour établir sa domination. Entouré de ses maîtresses, parmi lesquelles figurait une sœur de l'inca Atahualpa, il se livrait, dans son palais de Lima, à tous les excès, notamment au jeu, qu'il aimait jusqu'à la folie ; au milieu de l'orgie, il dictait les ordres les plus tyranniques. Ses frères, ses partisans, ses amis avaient reçu en partage les plus riches districts et à titre d'esclaves, des populations entières. C'étaient autant de satrapes s'arrogeant un droit absolu de banditisme et d'oppression. Ceux qui avaient servi sous Almagro, ou qui étaient soupçonnés de s'être montrés favorables à sa cause, non-seulement n'eurent aucune part au partage des terres et des emplois, mais ils furent recherchés et persécutés, si bien qu'ils jurèrent de se débarrasser du despote et de venger la mort de leur chef. Le 19 juin 1541, en plein jour, quelques hommes déterminés assaillirent

le conquistador dans son palais, le criblèrent de coups d'épée, et proclamèrent le fils d'Almagro gouverneur général. Le nouveau maître du Pérou se vit disputer le pouvoir par Vaca de Castro, qui le battit à Chupas et le tua (1542).

Le régime de terreur et d'arbitraire auquel étaient livrés les malheureux Indiens, devint plus odieux encore au milieu de ces luttes intestines. Ardents à s'enrichir et convaincus que le pillage n'était que la juste rémunération de leurs fatigues et de leurs exploits, les Espagnols entassaient les ruines sur leur passage, dépossédant leurs victimes, les massacrant par milliers, les réduisant à la servitude la plus abjecte, les accablant de corvées atroces, leur imposant des labeurs incessants. Beaucoup de ces infortunés ne voulurent pas se laisser broyer par cette épouvantable domination ; ils suivirent leurs caciques et s'enfoncèrent dans les forêts. D'autres, poussés à bout et faisant le sacrifice de leur vie, essayaient de se venger. C'est ainsi que le moine Vincent Valverde, qui avait succédé, en 1538, comme évêque de Cuzco à Fernand de Luque, fut assommé, trois ans plus tard, par des Indiens de la province de Quispicanchi. Les atrocités commises, au nom de la religion, par Valverde, avaient fait de ce monstre un objet d'épouvante.

Las Casas plaida auprès de la cour d'Espagne la cause des opprimés ; Charles-Quint leur envoya en qualité de vice-roi, Nuñez Vela. Gonzale Pizarre, qui était rentré au Pérou après le meurtre de son frère, marcha contre le vice-roi, le chassa de Lima, le poursuivit au delà de Quito, le défit et le tua sous les murs de cette ville, le

17 janvier 1546. Après quoi, il fit son entrée triomphante à Lima et, refusant la couronne que lui offraient ses soldats, prit seulement le titre de capitaine-général ; marchant ensuite contre Diégo Centena, qui s'était mis à la tête des forces royalistes, il le défit complètement, à Guarina, le 16 octobre 1547. Mais attaqué l'année suivante par le président La Gasca, envoyé d'Espagne avec des pouvoirs illimités, et abandonné par ses troupes, il fut battu à son tour. Condamné à mort comme rebelle et décapité, sa tête fut exposée au gibet de Lima ; sa maison fut rasée.

On fit un massacre général de ses partisans et son frère Fernand alla languir pendant vingt-trois ans dans les prisons de Madrid. Ces terribles représailles ne mirent pas fin à l'anarchie ; elle se prolongea jusque sous Philippe II.

L'espoir de trouver un pays où l'or abondait, disait-on, pays qui semblait se dérober mystérieusement devant ceux qui le cherchaient, animait d'une même ardeur les aventuriers venus d'Europe et leur faisait affronter tous les périls, endurer toutes les fatigues. Ce pays imaginaire, que l'on disait merveilleusement fertile en or et en pierres précieuses, était placé non loin d'un prétendu lac Parima, dans le Venezuela actuel. On disait que Guaynacapac, un des fils de l'inca Atahualpa, avait pénétré, avec quelques milliers de fugitifs, dans la vaste région comprise entre l'Amazone et l'Orénoque, à laquelle on donnait le nom général de Guiena ; que cet inca en avait fait la conquête et y avait fondé un empire bien autrement puissant que le Pérou et dont la splendeur et les richesses n'avaient rien de comparable au

monde. On assurait que sa capitale, Manoa, renfermait des palais aux colonnades incrustées d'émeraudes et des temples dont les toits étaient d'or massif : c'est autour de Manoa que le Parima se répandait en flots d'or sur un lit de perles ; les diamants tenaient lieu de cailloux. Quant au monarque, il roulait chaque matin dans une fine poudre d'or son auguste corps préalablement enduit d'une résine odoriférante. Un simple bain pris au moment du coucher le débarrassait de cet unique et précieux vêtement. Jean Martinez, soldat espagnol condamné à mort, puis, par commutation de peine, jeté dans un canot et abandonné sur l'Orénoque, prétendait s'être introduit dans Manoa et y avoir vécu sept mois ; frappé des merveilles dont on avait ébloui ses yeux, il avait surnommé cette ville Eldorado. La relation de Martinez fut déposée après sa mort dans les archives de Porto-Rico. Dès lors, tout le pays situé entre les parties supérieures du cours de l'Orénoque et de celui du Maragnon ou Amazone, fut le théâtre de toutes les fictions dont on repaissait l'imagination populaire. C'est là qu'on plaçait les femmes belliqueuses armées d'arcs, qu'Orellana, disait-on, avait eu à combattre, nouvelles amazones qui, lasses du joug des guerriers et pour se soustraire à leur autorité, menaient une vie errante sur les bords du grand fleuve ; c'est là aussi qu'on plaçait, avec bien d'autres prodiges, les hommes sans tête, ayant des yeux sur les épaules et une bouche sur la poitrine. Les nombreuses expéditions ayant pour but la poursuite de l'Eldorado, *pays d'or*, les aventures romanesques qui les accompagnent, la prolongation de cette croyance jusqu'aux dernières années du dix-huitième siècle, époque à laquelle l'Espa-

gnol Antonio Santos entreprit encore un voyage de découverte, tout cela constitue un ensemble de faits qui ne sont pas les moins étonnants de cette étonnante époque. Enflammés par les récits hyperboliques des Indiens et des premiers navigateurs, les compagnons de Pizarre s'étaient précipités à la recherche de ces régions où la rumeur publique entassait tant de trésors. Orellana disait les avoir entrevues dans son excursion de 1541 ; il repartit en 1549 avec trois vaisseaux, en perdit deux et mourut sur la côte de Caracas du chagrin de n'avoir pu y atteindre.

Gonzale Pizarre, lui, à défaut du lac Parima, dont les eaux étaient « d'or liquide », avait du moins fait une trouvaille intéressante. Il avait découvert le cannelier américain et il a droit, du moins, à la reconnaissance de l'épicerie. D'autres capitaines, partis simultanément du Venezuela, de la Nouvelle-Grenade, du Pérou, du Brésil et du Rio de la Plata, à la conquête des *provinces du roi Doré*, ne rencontrèrent que fatigues, misères et déceptions. Un des plus hardis soldats du conquistador, Pierre de Ursua, parti de Cuzco à la tête d'une troupe d'audacieux compagnons, fut assassiné en route par Lopez de Aguirre, son lieutenant, désireux selon les uns, de rester seul chef de l'expédition, et, selon les autres, de se débarrasser d'un époux incommode, et de se rapprocher de la belle Inès (1560).

Ces expéditions amenaient des découvertes imprévues. Des déserteurs espagnols, partis, eux aussi, à la recherche de l'Eldorado, rencontraient de l'or en abondance dans les vallées de Caravaya ; ils en chassaient tout d'abord les indigènes, s'y établissaient à leur place, et, laissant le

rêve pour la réalité, se mettaient à exploiter les richesses que le hasard plaçait sous leurs mains. Cela se passait vers 1550. Le secret de cette trouvaille se répandit. Le vice-roi, désirant s'adjuger une notable portion des bénéfices qui en pourraient résulter, envoya sur le lieu des colons, des soldats, des ingénieurs et des maçons : plusieurs bourgades s'élevèrent, et Charles-Quint, en échange d'un lingot d'or du poids de deux cent dix-huit livres que lui envoyèrent celles de San-Gaban et de San-Juan-del-Oro, leur concéda le titre de *ville impériale* et ennoblit en bloc tous les habitants. L'exploitation des dix-neuf vallées qui forment la partie orientale de Caravaya dura plus de deux siècles et rapporta force millions à la couronne d'Espagne.

Ainsi, vers le milieu du seizième siècle, plus de la moitié de l'Amérique était déjà connue ; jusque-là les Espagnols avaient joué le premier rôle ; les Portugais venaient ensuite ; mais dans la seconde période du même siècle, les uns et les autres commencent à trouver des rivaux parmi les autres peuples. Le Brésil, déjà divisé en capitaineries depuis 1534, et doté d'un gouvernement général en 1549, avait vu, dès les premiers jours de sa découverte, des trafiquants français venir faire l'échange des bois de teinture dans la baie de Rio-Janeiro ; ces aventuriers vivaient en très-bonne intelligence avec la tribu des Tamayos, qui peuplait cette région. Leurs opérations de commerce ou de contrebande furent bientôt suivies d'une tentative de conquête. En 1555, un ancien chevalier de Malte, de Villegagnon, protégé par l'amiral Coligny et appuyé par le gouvernement français, vint avec un grand nombre de calvinistes, s'établir et se fortifier

dans un îlot qui porte encore son nom. Ce personnage, qui joignait à la passion des aventures un goût décidé pour les controverses religieuses, n'était pas sans quelques talents ; malheureusement sa perfidie, son excessive vanité qui allait jusqu'à se faire appeler *roi du Brésil*, le rendirent insupportable à ceux qui l'avaient suivi. Il revint en Europe stigmatisé par les protestants, du nom de Caïn d'Amérique ; mais la colonie, alliée aux Tamayos, tint bon et reçut un renfort de trois cents hommes, amenés en 1559 par Bois-le-Comte, ce qui lui permit de former un nouveau noyau sur la côte occidentale de la baie. Villegagnon avait donné le nom de *France Antarctique* à tout le territoire dont il aspirait à devenir le souverain maître. Les calvinistes français, plusieurs fois attaqués par les Portugais dans une période de dix années, furent complétement écrasés en janvier 1567, après une résistance héroïque. Leurs possessions furent en majeure partie abandonnées aux Pères jésuites, et les guerres exterminatrices contre les Tamayos, ennemis irréconciliables des Portugais, se poursuivirent avec acharnement. Le récit naïf et intéressant de Léry, qui faisait partie de l'expédition de Villegagnon, donne les premières notions positives sur le Brésil.

Le fameux Drake, marin anglais, formé par le cabotage sur les côtes de France et de Hollande, porta pendant une vingtaine d'années la terreur dans les colonies espagnoles. Dès l'âge de 22 ans, en 1573, il préludait à ses futurs exploits en enlevant Nombre-de-Dios et Venta-Cruz, dans l'isthme de Panama. Pénétrant en 1578 dans le détroit de Magellan, il ravagea les côtes du Chili et du Pérou et ne revint en Angleterre que rassasié de pillage

et chargé d'un immense butin; sept ans plus tard, il saccageait Saint-Domingue, Carthagène et la Floride; en 1594 il se livrait à de nouvelles déprédations dans la mer des Antilles, et brûlait en 1596 Sainte-Marthe et Rio-de-la-Hacha, sur les côtes de la Nouvelle-Grenade. C'est pendant cette expédition qu'un boulet de canon perça le navire de Drake et enleva la chaise sur laquelle il était assis, mais sans lui faire aucun mal. Des échecs à Porto-Rico et à Panama, lui causèrent tant de dépit et de chagrin qu'il en mourut; les Espagnols furent ainsi débarrassés de leur plus redoutable ennemi.

L'Angleterre, qui invoquait les expéditions des Cabot, pour revendiquer une partie du territoire américain, n'en devait pas moins poursuivre le double but qu'elle s'était proposé : augmenter sa puissance et abaisser celle de l'Espagne. Telle fut la pensée principale de la vie entière de Walter Ralegh, ce galant favori d'Elisabeth. Lui aussi, il avait poursuivi la chimère de l'Eldorado. Au commencement de 1595, il s'élança à la conquête de la contrée merveilleuse. Il aborda le 22 mars à l'île de la Trinité, s'empara du fort que les Espagnols y avaient construit et fit prisonnier le commandant ainsi que ses officiers. A la connaissance des Indiens, vingt-trois expéditions étaient déjà parties de ce point; leur insuccès ne ralentit pas son ardeur. Il fit une centaine de lieues, mais arrêté par les pluies et le débordement des rivières, il dut regagner la Trinité, puis l'Angleterre, après avoir pillé toutefois et rançonné sur son passage les établissements de la côte. L'année suivante il chargea Laurent Keymis d'une seconde expédition. Keymis explora toute la partie du littoral comprise entre l'Amazone et l'Orénoque, mais sans

rencontrer l'Eldorado, qui, d'après ses prévisions, devait se trouver vers l'Oyapock. On sait par lui que les Français allaient à cette époque chercher des bois de couleur à la Guyane.

Vers 1604, ils tentèrent de s'y établir. Le pays qui a formé la Guyane française s'appela d'abord *France équinoxiale*. Ralegh fit un troisième armement et en donna le commandement à Thomas Masham ; celui-ci mit à la voile le 14 octobre 1596, mais il revint bientôt faute de forces suffisantes pour se soutenir contre les Espagnols qui, déjà, commençaient à se fortifier dans ces parages. En 1617, le tenace Ralegh remit à la voile, conduisant une escadre de douze vaisseaux. Trahi par le roi Jacques, à qui il avait communiqué ses plans et qui les livra à l'Espagne, il se vit disputer les abords de la Guyane ; son fils Walter et Keymis attaquèrent San-Thomé, qu'ils réduisirent en cendres. Diégo de Palameca, qui portait le titre de gouverneur de la Guyane, d'Eldorado et de la Trinité, fut tué dans cette action, mais le jeune Walter y perdit aussi la vie. Keymis, au lieu d'aller en avant, retourna vers Ralegh, ne put supporter ses reproches et se donna la mort. Ralegh revint inconsolable et entièrement ruiné. Arrêté sur la plainte de l'Espagne, qui l'accusait d'avoir violé le territoire espagnol, il répondit que c'étaient les Espagnols qu'il fallait accuser de s'être emparés d'un territoire qui appartenait à l'Angleterre, puisque, sous Élisabeth, ses vaisseaux avaient les premiers pris possession de la Guyane au nom de l'Angleterre ; le roi Jacques, ajoutait-il, avait sanctionné cette prise de possession en concédant, à Charles Leigh et à Harcourt, une portion des terres de la Guyane ; d'ailleurs il n'avait point trans-

gressé les pouvoirs que le roi lui avait accordés. Ce fut en vain qu'il se défendit et qu'il défendit en même temps les droits d'antériorité de son pays, l'Espagne réclamait sa tête, et Jacques, ce pédant couronné, eut la lâcheté de la lui accorder. On ressuscita contre Ralegh l'accusation de trahison qui l'avait fait condamner à mort quinze ans auparavant, et il fut envoyé à l'échafaud. Avant de recevoir le coup mortel, il prit la hache des mains de l'exécuteur, en examina le tranchant, et l'ayant trouvé à son souhait, il dit : « C'est un remède aigu, mais il guérit de tous les maux. » Ainsi finit, à l'âge de soixante-six ans, bassement sacrifié à une nation rivale, l'un des plus grands hommes que l'Angleterre ait produits.

Cinq nations devaient se disputer longtemps la Guyane : l'Espagne, le Portugal, la France, l'Angleterre et la Hollande. Après bien du sang répandu, bien des ruines amoncelées, ces puissances finirent par se partager le territoire en litige ; mais les guerres de l'indépendance en ont éliminé complétement les deux premières.

A la fin du XVIe siècle, il restait à faire bien peu de découvertes importantes dans l'Amérique du Sud ; aussi, à part quelques exceptions, les premières années du XVIIe siècle sont-elles plus remarquables par la part que prennent toutes les nations européennes au grand mouvement colonial, que par ces expéditions aventureuses qui avaient caractérisé la période de la première conquête. Avant de le quitter nous n'avons plus à signaler qu'une tentative de prise de possession faite par les Espagnols en 1584, au détroit de Magellan, près le cap Froward ; le nom de Port-Famine, laissé par les colons à l'emplacement qu'ils avaient essayé d'occuper, nous a

transmis le souvenir de leurs souffrances. Six ans plus tard, les Jésuites, plus heureux, jetaient au Paraguay les fondements de ce pouvoir colossal qui a duré plus de deux siècles, et dont nous aurons occasion de reparler.

En 1616, le navigateur hollandais Jacques Lemaire, découvrit, avec le pilote Schouten, le détroit qui porte son nom, au sud de l'Amérique, entre l'île des Etats et la Terre de Feu ; il doubla le cap Horn et parcourut le grand Océan, enseignant aux marins une voie plus courte et plus facile que le détroit de Magellan pour pénétrer dans l'océan Pacifique. De nouvelles explorations se faisaient en même temps au Brésil, où, malgré les défenses édictées par la cour de Portugal de pénétrer dans l'intérieur, les Paulistes exécutaient de gigantesques battues — le mot est ici bien à sa place — jusque sur les bords de l'Amazone et les frontières du Pérou. La prospérité naissante de ce pays ne pouvait manquer d'attirer les regards des autres nations de l'Europe. Les Français qui, sans cesse, rôdaient le long des côtes, formèrent vers l'embouchure et dans l'intérieur de l'Amazone quelques établissements éphémères. En 1544, Jacques Riffault, armateur de Dieppe, occupa l'île de Maranham qui se trouvait alors sans maître et fit alliance avec les Indiens ; il revint, organisa en France une compagnie maritime qui arma une nombreuse expédition sous les ordres de Daniel de la Ravardière. Celui-ci fonda dans l'île la colonie de Saint-Louis en l'honneur de Louis XIII, qui avait promis des secours. Les colons bâtirent un fort et étendirent assez loin leurs conquêtes. Mais ils furent battus dans une bataille où quinze cents Indiens gros-

sissaient leurs rangs (1614), puis complètement expulsés de l'île (1615).

En 1624, les Hollandais, sous les ordres de l'amiral Villekens, préludèrent à la conquête du Brésil par l'attaque de Bahia dont ils s'emparèrent et qu'ils livrèrent au pillage ; chassés par les troupes espagnoles (le Portugal était alors sous la domination de l'Espagne), ils revinrent à la charge en 1630, prirent Pernambuco, s'emparèrent successivement de plusieurs provinces. Après quelques années d'une lutte terrible, ils restèrent maîtres de la partie nord, que Jean IV, lorsque le Portugal eut recouvré son indépendance, leur abandonna pour s'en faire des alliés, par la convention de 1641. Mais leur conduite violente souleva les colons, qui les expulsèrent en 1654, à la suite de sanglants combats. Quatre hommes, représentant les diverses races qui composaient la population brésilienne, avaient préparé et accompli ce grand acte de délivrance nationale. Un blanc, Vidal; un mulâtre, Fernandez Vieira; un noir, Dias; un Indien, Cameran, voilà ceux que le pays à regardés comme ses libérateurs, et leur chef, le mulâtre Vieira, le véritable héros de l'entreprise, abandonna le pouvoir quand l'œuvre fut accomplie.

« Nulle époque dans l'histoire du Brésil ne présente un caractère si imposant et si dramatique, dit Ferdinand Denis. Tantôt c'est Vieira qui, après avoir conquis la plupart des villes de la côte, et s'être fait investir du pouvoir suprême, abandonne l'autorité pour la remettre en des mains qu'il juge plus puissantes et plus habiles ; tantôt c'est le même chef auquel on apporte un ordre formel de cesser les hostilités et qui répond en disant qu'il ira re-

cevoir le prix de sa désobéissance, quand il lui aura rendu le plus bel apanage de sa couronne. C'est Cameran l'Indien, reste des grandes tribus qui se sont anéanties, qu'on trouve sur tous les champs de bataille où son courage est nécessaire, et qui respecte tellement en lui la dignité d'un chef sauvage, qu'on ne lui entend jamais parler la langue des dominateurs, bien qu'il la comprenne comme la sienne propre, mais parce qu'il craint de ne point s'exprimer avec assez de noblesse. C'est Henrique Dias, qui a tout le courage impétueux de la race africaine, et qui, se voyant privé d'une main, saisit son arme avec celle qui lui reste et s'élance au plus fort du combat. »

Ce fut le 27 janvier 1654 que le Brésil se vit délivré de la domination étrangère. Longtemps il resta, pour ainsi dire, inconnu aux autres nations de l'Europe, auxquelles il était fermé; à part la contrebande que les Anglais et les Français y faisaient, c'est à peine si quelques bâtiments de guerre y relâchaient de loin en loin par faveur spéciale ; l'Europe apprenait vaguement par eux ce qui se passait dans ces régions éloignées. C'est ce qui rendit si remarquable l'expédition de Duclerc, en 1710. Le Portugal était alors en guerre avec la France. Duclerc arriva près de Rio-Janeiro le 6 août, débarqua à Guatariba avec 900 hommes, fut attaqué par trois mille Portugais et cinq mille noirs ou mulâtres, qu'il battit, et pénétra par terre dans la ville ; mais là, écrasé pas le nombre, décimé par un feu meurtrier dirigé des maisons, il fut vaincu, puis assassiné ; la plupart de ses compagnons moururent de faim dans les prisons. Parti pour le venger, Duguay-Trouin, l'année suivante, força le port, s'empara de la ville et lui imposa une énorme rançon.

Au Chili, la guerre entre les Espagnols et les Araucans, qui durait depuis un siècle, cessa en partie par le traité de paix de 1641 ; les Araucans furent maintenus dans la possession de leur territoire ; ils promirent de n'y laisser débarquer aucune nation étrangère et tinrent parole ; mais il fallut plus d'un siècle encore pour qu'un autre traité mit fin à des hostilités qui éclataient fréquemment et qui avaient coûté à l'Espagne le sang d'un grand nombre de ses soldats.

En 1667, nos bâtiments pénétrèrent pour la première fois dans le Pacifique ; ils ne cessèrent d'y faire un trafic considérable jusqu'à la paix d'Utrecht, qui mit fin à la guerre de succession d'Espagne (1713). C'est la période qui voit s'accomplir les voyages d'exploration de l'astronome et botaniste Feuillée (1699-1707) ; de l'ingénieur Frézier (1711) ; du Breton Labarbinais Le Gentil (1715), qui, les premiers, firent connaître avec exactitude le Pérou et le Chili.

L'archipel de Chiloé, celui de Chonos, la Patagonie, les îles Gallapagos furent étudiés de nouveau dans les dernières années du dix-septième et les premières années du siècle suivant, par deux Anglais, Narborough et Wood, et par les Français Degennes et Beauchesne-Gouin.

Cette époque se signale par le progrès toujours croissant du mouvement colonial vers l'intérieur ; il est remarquable surtout au Brésil, au Paraguay, le long de l'Amazone et de ses affluents ; les côtes sont mieux connues. Ce n'est, toutefois, que cent ans plus tard, en 1799, que Humboldt et Bompland entreprendront ce voyage resté célèbre, qui a, pour ainsi dire, fixé la géographie de l'Orénoque, de la Colombie, du Pérou et du Mexique,

et qui ne s'est terminé qu'en 1805. Mais déjà la carrière est ouverte aux investigations de la science. C'en est fait : aux sanglants exploits de la conquête vont succéder les pacifiques triomphes de l'étude ; plus tard, l'émancipation des colonies espagnoles et du Brésil, en ouvrant le plus vaste champ à l'activité de toutes les nations, fera naître une multitude d'observations, de découvertes qui, aux merveilles déjà connues, viendront ajouter d'autres merveilles encore ; mais, cette fois, l'armée qui se répand, non sans affronter de grands dangers, elle aussi, à travers l'Amérique, n'a plus pour but la rapine et l'extermination ; elle ne vient point garrotter sous ses pieds tout un monde, ni verser le sang ; ses chefs ne sont plus l'écume des civilisations avancées, les aventuriers barbares d'autrefois, les batteurs d'estrade, les flibustiers de toutes les nations : ils sont l'élite de la science qui s'humanise ; des géographes, des botanistes, des astronomes, des médecins, tous hommes de savoir et de recherche, dont la gloire, du moins, n'a coûté de larmes à personne.

CHAPITRE III

COLONISATION

Espagnols, Portugais, Hollandais et Français dans l'Amérique du Sud. — Indigènes massacrés par les Espagnols et les Portugais. — Franciscains, Carmélites et Jésuites. — Organisation administrative des colonies. — L'exploitation du pays. — Les Jésuites au Paraguay. — Agitation chez les indigènes et les créoles à la fin du XVIIIe siècle.

L'histoire de la colonisation du Nouveau-Monde est le second acte de la passion et du martyre des malheureux Indiens.

« Le lion furieux de l'Ibérie s'élançant des colonnes d'Hercule aux empires de Montézuma et d'Atahualpa, s'est depuis plusieurs siècles, saisi de la malheureuse Amérique, et s'est nourri de sa substance; » écrivaient, en 1825, les députés signataires de l'acte d'indépendance du Haut-Pérou (Bolivie).

Notre vieux continent prit possession du nouveau en vertu de cet axiome monstrueux que la force prime le droit. Pour garder sa proie et lui faire suer ses richesses, tous les moyens lui furent bons. Il ne se proposa jamais autre chose que l'assujettissement complet, corps et biens, du pays. L'action de faire participer les peuples conquis aux avantages de la civilisation et du commerce de la mère patrie, avec profit pour celle-ci, est toute moderne. Rossi le fait remarquer en traitant la question des colonies, l'idée d'appeler à une sorte de vie civile et

politique les hommes d'une autre race, d'une autre langue, et qu'on regardait comme des infidèles, avec lesquels on n'avait rien de commun, pas même la couleur, ne pouvait pas naître dans les esprits de ce temps-là. Ce qu'on voulait, c'était, comme dans l'antiquité, une domination absolue qui ne laissât d'autre choix aux indigènes que l'asservissement ou la mort.

Aussi n'y a-t-il qu'un bien petit nombre de naturels, dans l'Amérique, qui aient survécu à la conquête. En certains endroits, comme à Saint-Domingue, par exemple, ils ont complétement disparu. La redoutable puissance des armes, la supériorité de la tactique, les artifices d'une politique consommée, imposaient aussi bien aux nations organisées qu'aux hordes éparses; les unes étaient d'ailleurs en proie aux compétitions princières, les autres n'étaient rattachées entre elles par aucun lien.

Ce ne fut pas sans des luttes terribles que l'unité de la colonisation put s'établir. Elles durèrent plus d'un siècle. Les Espagnols se considérèrent longtemps comme les seuls maîtres ou à peu près du Nouveau-Monde. Dans l'Amérique du sud, qui seule nous occupe en ce moment, ils possédaient encore, lors de la guerre de l'indépendance, la Nouvelle-Grenade, le Pérou, le Chili, le Rio-de-la-Plata, la capitainerie de Caracas, érigés depuis en républiques indépendantes; soit un territoire ayant près de seize fois l'étendue de l'Espagne. Les Portugais conservèrent le Brésil jusqu'en 1821 ; les Français, les Hollandais et les Anglais se sont partagés la Guyane. La Patagonie, source de discorde entre le Chili et la république Argentine, est restée le domaine de peuples indigènes. Sous la domination espagnole, elle était censée

faire partie de la vice-royauté de la Plata, bien que les nomades qui l'occupent fussent alors comme aujourd'hui, libres de tout joug.

Les conquérants prétendaient apporter aux peuples d'Amérique la civilisation par la foi ; le prétexte était bien trouvé ; ils ne les immolaient, dit-on, que pour servir Dieu et la religion ; ils ne livrèrent les Indiens à l'inexorable et sanguinaire inquisition, que, poussés par une sainte horreur de l'idolâtrie. On voudrait faire de ces glorieux bandits quelque chose comme des apôtres, ne voir en eux, que des zélateurs qui croyaient louable et méritoire d'assaillir et de tuer quiconque était païen : jamais mensonge n'a été plus flagrant. Il est bien vrai qu'ils entendaient la messe avant le combat et qu'ils ne marchaient au carnage que suivis d'aumôniers, mais c'était par simple mesure de précaution et pour se mettre en règle avec le Ciel. Leur but véritable, et ils n'en eurent jamais d'autres, c'était la poursuite de l'or ; le pouvoir central lui-même n'avait pas un plus noble mobile que la cupidité. Les scènes de massacre qui souillent les premiers pas des Européens, font la lumière sur ce point. Ne sait-on pas comment ces tribus bienveillantes et placides, qui étaient venues sans défiance au-devant des étrangers, se virent trahies, rançonnées, égorgées impitoyablement ? Les Incas furent suppliciés, les empires renversés, les civilisations anéanties. On alluma l'incendie dans les temples, on brisa les statues, ont fondit les vases précieux. On jeta aux vents les Quipos, annales écrites avec des combinaisons de nœuds ; l'œuvre des siècles disparut. La destruction fut prompte comme le vol, farouche comme le crime, et d'autant plus insen-

sée, d'autant plus implacable que le sombre fanatisme du moine s'unit à la bestiale convoitise du reître. Des ruines et des cendres, des larmes et du sang, voilà ce qu'apportaient avec eux les aventuriers espagnols lorsqu'ils fondirent sur l'Amérique. Ils imposèrent leur langue, leurs mœurs et surtout leurs vices, à cette terre vierge que la nature avait comblée de ses dons. Eux, les bandits de la vieille Europe, gens de sac et de corde pour la plupart, ils s'avisèrent de sauver toutes ces âmes neuves, qui n'honoraient point encore le vrai Dieu en la personne des Alexandre VI. Ils convertirent donc tout ce qu'ils rencontrèrent, bon gré, mal gré, et le canon fut choisi comme moyen de persuasion. Grâce à cette *ultima ratio regum*, le baptême était infligé partout où le froc d'un moine réunissait à pénétrer. Quand ils étaient las de fusiller, écarteler et brûler ceux qui refusaient de se laisser dépouiller, asservir et évangéliser, ils levaient des armées pour leur propre compte et s'entretuaient. Il est peu de ces héros qui échappèrent à une mort violente ; quelques-uns même furent mangés par leurs propres soldats, dansdes circonstances critiques où la faim se faisait par trop sentir.

On ne peut lire sans une profonde horreur, le récit des atrocités qui suivirent la découverte du Nouveau-Monde. L'Espagne monarchique en portera éternellement la honte. L'Église catholique, quoique puissent faire les auteurs à ses gages, ne s'en lavera jamais ; elle fut en toutes ces choses la grande inspiratrice du pouvoir civil, et, par conséquent, sa culpabilité est immense. Ne tenait-elle pas la royauté dans ses mains habiles ? Celle-ci, tout entière à ses belliqueuses folies, sous Charles-

Quint, et à sa diplomatie cauteleuse, sous Philippe II, laissait faire ses gouverneurs et ses vice-rois ; il en était de même à la Cour du Portugal. Ce pays, réduit d'ailleurs au rôle de province de l'Espagne, pendant soixante ans, en lutte avec les Hollandais, dépouillé de sa grandeur et tombé enfin dans une complète décadence, s'inquiétait peu des crimes et des exactions de ses hauts fonctionnaires. Bref, le vampire ibérien ne se tournait vers l'Amérique que pour lui soutirer son or, — son or, avec son sang.

L'immense territoire brésilien avait été divisé, dès 1534, en capitaineries héréditaires de 50 lieues de côte, entièrement indépendantes les unes des autres; ces capitaineries furent données en fief avec des pouvoirs seigneuriaux extraordinaires et certaines prérogatives royales, à des personnages qui s'engageaient à les coloniser à leurs risques et périls, à les gouverner et à les défendre contre les entreprises du dedans et du dehors. Un gouverneur général tenait la tête du gouvernement colonial. Ce système dura plus de deux siècles. Il eut pour auxiliaires les franciscains, les carmélites, mais surtout les jésuites qui plus d'une fois, il faut l'avouer, surent protéger les Indiens contre la bestiale férocité des colons; de là à dire comme Crétineau-Joly (1) que les jésuites étaient « les pères, les maîtres, les amis de ces néophytes » il y a loin, mais il est bien certain qu'ils avaient « une influence déterminante sur eux. » En 1562 et 1563, l'intervention des Jésuites vint en temps opportun mettre un terme à la guerre entre les Tamayos et les Portugais. En 1640, grâce à leurs efforts, la bulle de Paul III en faveur des indigènes du

(1) *Clément XIV et les Jésuites.*

Pérou, fut mise en vigueur au Brésil par Urbain VIII; grande colère des colons de Rio-Janeiro et des Paulistes, qui prirent les armes pour les chasser; les jésuites s'humilièrent, se soumirent afin de pouvoir rentrer, et acceptèrent des conditions qui annulaient pour ainsi dire les effets de la bulle. Puis, quand leurs colléges se furent multipliés, que leurs Missions se furent bien établies, ils relevèrent la tête et voulurent s'imposer comme un Etat dans l'Etat; le décret du 3 septembre 1759 prononça leur expulsion définitive.

Mais les agents les plus actifs de la colonisation au Brésil ce furent les Paulistes, dont les fameuses *bandeiras* (expéditions), traversèrent de vastes territoires, de gigantesques cours d'eau, les plus hautes chaines de montagnes et, toujours victorieuses, arrivèrent dans les déserts les plus reculés, où elles fondèrent les premières bourgades. Ces téméraires aventuriers, fils de blancs et d'Indiennes, légendaires dans l'histoire du Brésil, furent les véritables conquérants de l'intérieur. Occupés à chasser les sauvages réfugiés dans les forêts, à faire ce qu'ils nommaient *descer indios* (descendre des Indiens), les *sertanejos* de Saint-Paul tuaient sans pitié ceux qui ne voulaient pas se soumettre à l'esclavage, les autres, conduits au marché, étaient vendus dans un magasin spécial nommé Curral (parc). Comme le fait remarquer un écrivain brésilien contemporain, M. de Macedo (1) : « quels que fussent alors les troubles provoqués par les Pères de la compagnie de Jésus dans leurs querelles au sujet de la

(1) *Notions de Chorographie du Brésil*, par Joaquim Manoel de Macedo, trad. Halbout, Leipzig, 1873, in-8°.

domination ou de l'administration des Indiens, quels que fussent les abus exercés par eux dans un intérêt tout mondain ou matériel, il est indubitable que leur influence, leurs actes, leur système, leurs plans réels ou vraisemblables de prépondérance et de grandeur temporelle mériteraient les bénédictions de l'humanité, comparés aux incendies des villages indiens, aux massacres horribles, à la réduction de milliers d'indigènes à l'esclavage par les *bandeiras* ou *descidas de indios*, et d'autres crimes affreux commis par les colons qui étaient alors considérés presque comme des héros, et dont les actions monstrueuses sont aujourd'hui estimées par la civilisation à leur juste valeur. »

Le jésuite, avec tous ses défauts, était un saint, comparativement au colon portugais, qui assassinait les Indiens par centaines et cela pour le plaisir de verser le sang et de terrifier. Témoin ce Pedro da Costa Favella qui, en 1665, à l'embouchure de l'Urubu, incendia trente villages appartenant aux Caboquenas, fusilla huit cents de ses malheureux et emmena le reste en esclavage. C'est ainsi qu'il vengeait la mort de quelques soldats envoyés pour faire la traite des Peaux-Rouges et que les Caboquenas avaient tués en défendant leur liberté. Il faut dire à ce propos que chaque fois que les bras manquaient pour les travaux des villes et des campagnes, des battues étaient faites par ordre supérieur. Une de ces expéditions, entreprise en 1628, trouva de la part des Indiens une résistance acharnée. Mais que pouvaient des hommes nus, avec leurs lances et leurs flèches, contre des troupes disciplinées et pourvues d'armes à feu. On fit de ces malheureux un tel carnage que le gouverneur du Pará, Francisco Coelho de

Carvalho, troublé par la clameur publique, rappela en hâte ses émissaires; il abrogea le décret qui permettait la traite en tout temps et y substitua un décret qui bornait à deux battues par an, d'ailleurs préalablement autorisées, la chasse autrefois permanente. Le décret fut, il est vrai, éludé et la chasse sans port d'armes continua comme par le passé.

Les années apportèrent quelques changements à cet ordre de choses. Le tout-puissant ministre de Joseph Ier, le marquis de Pombal, avait fait décréter que les indigènes seraient égaux aux Portugais devant la loi; il avait édicté des peines contre ceux qui voudraient maintenir entre les Indiens et les Européens, les distinctions dégradantes introduites par les jésuites et par les colons; ses idées erronées en économie politique le portèrent malheureusement à restreindre la liberté du commerce d'importation et d'exportation. Pensant que les prohibitions et les monopoles enrichiraient son pays, il créa la compagnie du Grand-Pará et du Maranham, et lui concéda des priviléges exorbitants. D'autre part, les ordonnances ayant pour but des réformes, ne recevaient pas toujours leur exécution. On peut juger de ce qu'étaient encore les proconsuls portugais, en 1800, par l'exemple du vingt-cinquième gouverneur du Pará, Francisco Souza Coutinho. Ce personnage fit fouetter, puis noyer avec une pierre au cou, la sage-femme Valera et deux de ses compagnes, parce que sa maîtresse était morte à la suite de couches.

Les établissements des Portugais au Brésil avaient, dès le commencement du XVIe siècle, excité la jalousie des Espagnols. Il était dit que ces deux peuples se trouve-

raient en rivalité de voisinage dans les deux mondes. L'Espagne s'efforça de créer en Amérique un système de colonisation et d'administration propre à contrebalancer celui du Portugal. Elle chercha, par des incursions, à cerner le Brésil de toutes parts, et ce fut en partie à cette pensée de sa politique que fut due la découverte du Paraguay. Les querelles des deux nations sur les limites de leurs conquêtes ne s'assoupissaient, de loin en loin, que pour se ranimer bientôt avec plus de fureur. Le ridicule partage fait par le pape Alexandre VI n'avait servi qu'à ouvrir le champ aux interprétations arbitraires et à la mauvaise foi.

Les possessions espagnoles étaient comme les possessions portugaises, livrées à des satrapes qui, venus de la Péninsule, trafiquaient des hommes et des choses, réalisaient, à l'abri de tout contrôle, des fortunes rapides, et revenaient en toute hâte dans leur patrie jouir en paix du fruit de leurs spoliations. A la tête de chacune de ses grandes divisions administratives, l'Espagne avait placé un personnage qui s'intitulait gouverneur, président et capitaine-général. Il avait le commandement de l'armée, commandait aux gouverneurs particuliers, était le suprême administrateur de la justice et présidait l'*audiencia reale* et les autres tribunaux supérieurs. Il relevait directement du roi ; mais, en temps de guerre, il était placé sous l'autorité immédiate du vice-roi. Le vice-roi, lui, résidait au Pérou. Pendant près de deux siècles, l'audience de Lima étendit sa juridiction jusqu'à Buenos-Ayres, distante de près de mille lieues. Ce fut seulement en 1776 que la Plata fut érigée en vice-royauté, avec Buenos-Ayres pour chef-lieu ; en 1718, la Nouvelle-Gre-

nade, qui, jusque-là, dépendait du Pérou, avait été également érigée en vice-royauté.

Chaque province était gouvernée par des préfets ou *corrégidors*. En principe, ces fonctionnaires devaient être nommés par la cour d'Espagne ; mais, attendu l'éloignement, le gouverneur s'arrogeait souvent le droit de pourvoir aux préfectures vacantes. L'autorité des corrégidors tenait à la fois du pouvoir politique et du pouvoir militaire. Dans chaque capitale de province, il y avait un conseil de magistrature (*cabildo*), composé de plusieurs *régidors* ou membres perpétuels, d'un porte-étendard, d'un procureur, d'un alcade provincial, d'un alguazil ou justicier en chef, et de deux alcades ou consuls. Ceux-ci étaient choisis annuellement par le cabildo, et tirés des rangs de la noblesse.

L'audience royale, véritable ministère d'iniquité, jugeait en dernier ressort les causes civiles ou criminelles, excepté quand la valeur en litige excédait dix mille écus ; il y avait dans ce cas, recours au Grand-Conseil des Indes, que les rois d'Espagne s'adjoignirent pour rédiger la *Recopilacion de Indias*, recueil de lois et d'ordonnances, et dont l'institution n'eut aucun résultat pratique. Exclusivement composées d'Européens, les audiences ne rendaient justice ni aux indigènes ni aux créoles, et elles exilaient les individus que des personnages influents signalaient à leurs rigueurs. Une audience était divisée en deux corps ou décastères : la chancellerie et le tribunal criminel. Chacun de ces corps comprenait un régent, un fiscal ou procureur royal, un protecteur des Indiens et plusieurs auditeurs, tous nommés par la cour et grassement rétribués. Les autres tribunaux étaient

ceux des finances, de la croisade, des terres vacantes, et du commerce ou consulat. Nous ne parlons pas du gouvernement ecclésiastique, qui embrassait de nombreux diocèses. Nous dirons seulement qu'il y avait à Lima un tribunal du Saint-Office, entretenant dans les chefs-lieux de capitainerie des commissaires inquisiteurs et de nombreux employés subalternes. Certaines provinces, comme celles de la Plata, étaient bouleversées par l'anarchie, chacun cherchant à usurper le pouvoir suprême, et, le plus audacieux ou le plus coquin, celui qui réussissait à se débarrasser de ses rivaux, par la violence ou autrement, ayant toujours raison en cour d'Espagne. Nuñez Cabeça de Vaca, riche gentilhomme, mû par le même esprit chevaleresque qui avait naguère poussé Mendoza à sa perte, avait obtenu de Charles-Quint le titre d'adélantade des provinces de la Plata. Il avait ordre de ne tolérer « ni avocats ni procureurs », de gagner les naturels par la douceur et de laisser à tout le monde la liberté de commercer avec eux. Vaca fit preuve d'humanité envers les esclaves indiens, et c'en fut assez pour soulever contre lui les colons et les officiers du roi. Embarqué de vive force, il fut conduit en Espagne et s'y justifia; mais il ne parvint pas à se faire reintégrer dans sa fonction. Il en était ainsi de tous les hommes animés de quelque esprit de justice et de commisération. Au contraire, un Irala, personnage qui s'était débarrassé d'un rival en lui faisant trancher la tête, se voyait confirmé dans le titre de gouverneur qu'il s'était arrogé. On doit rendre d'ailleurs une certaine justice à l'administration de celui-ci. Elle fut moins violente et moins arbitraire que son origine aurait pu le faire craindre. Il organisa les *commanderies*

soumises à son autorité avec une réelle habileté. On donnait ce nom de commanderies à des établissements où les premiers conquérants rassemblaient des Indiens qu'ils tenaient en servage pour leur propre compte, pendant un certain nombre d'années, à l'expiration desquelles l'établissement retombait dans le domaine royal. Plus tard fut créée une autre catégorie de commanderies, lesquelles étaient accordées pour une période de dix ans à toute personne qui réussissait à former une petite peuplade agricole d'Indiens ou de créoles. Mais l'autorité ecclésiastique ne tarda pas à devenir prépondérante; alors furent jetées les bases de ce gouvernement théocratique des jésuites dont nous aurons occasion de reparler plus loin. Irala mourait en 1558. En 1573, l'évêque de l'Assomption s'adjugeait le droit de nomination du gouverneur de la colonie. Celui qu'il appelait à ce poste, un certain Garay, faisait tout simplement mettre aux fers le gouverneur légitime, qui bientôt succombait à cette torture ; son neveu, passagèrement investi d'une ombre d'autorité, périssait, massacré par les Indiens fanatisés ; il est vrai que Garay ne tardait pas à subir le même sort, car telle était la loi fatale, que le vainqueur du jour devenait le vaincu du lendemain.

Les finances de l'Espagne s'étaient obérées après la mort de Charles-Quint ; le peuple, mécontent, grondait ; le gouvernement ne vit que l'Amérique qui pût le sauver. « La nécessité étouffa toute pitié, dit Famin, et les besoins du moment ne permirent pas de songer à l'avenir. Non content de torturer les indigènes et de bouleverser la surface entière des provinces conquises, pour y découvrir tout ce que leurs entrailles recélaient d'or et

d'argent, on y mit toutes les places à l'encan; celui qui avait acheté la sienne ne manquait pas de la faire payer à ses subordonnés, ceux-ci à d'autres, et ainsi de suite jusqu'au dernier anneau de la chaîne sociale, jusqu'à l'ouvrier, espèce de bête de somme que l'on chargeait de fardeaux énormes, que l'on brisait de coups, et à qui on jetait à regret une chétive nourriture. La métropole, dans ses échanges de commerce avec les colonies, ne s'attribuait pas seulement la plus grosse part, elle les voulait toutes. C'est ainsi, par exemple, qu'il fallait que le Chili cessât de cultiver la vigne et l'olivier, pour consommer uniquement les vins et les huiles tirés d'Espagne. Les droits de douane imposés aux provenances de la colonie étaient des plus exagérés. Les trésors de l'Amérique du Sud devaient passer dans la métropole, et les Américains n'avaient pas même la permission d'acheter à d'autres nations les articles de consommation que l'Espagne ne produisait pas. Aux Espagnols seuls appartenait le droit de s'établir dans les colonies américaines. La plus sombre jalousie veillait à la garde de ces possessions d'outre-mer; et il fallait aux navires étrangers qui désiraient y aborder une permission spéciale de la cour de Madrid. Le cas de détresse ne faisait pas même exception à cette règle, et tout bâtiment qui venait y chercher un abri contre la tempête était saisi, alors même qu'il appartenait à une nation alliée de l'Espagne, et son équipage était mis aux fers. »

Uniquement préoccupée des inépuisables revenus que lui promettait cette terre opulente, l'Espagne, dès le début de l'occupation, en avait opéré la division par lots, qu'elle avait distribués à titre de *encomiendas* (conces-

sions), instituant de la sorte, elle aussi, de véritables fiefs. Quand un commencement d'organisation générale put s'établir, la puissance appartint de fait aux titulaires de ces fiefs qui continuèrent d'en user et abuser à leur fantaisie. Les *encomenderos* ou concessionnaires étaient seigneurs feudataires des pays conquis. Les Indiens leur étaient légalement asservis ; ils en firent leur chose, et les assimilèrent aux bètes de somme, exigeant d'eux les travaux les plus pénibles, sans leur donner en retour la moindre compensation. Dès l'âge de treize ans, l'Indien devait le tribut, et s'il n'était pas en état de le fournir on le vendait comme esclave. Ce n'est pas tout. On interdit brutalement aux victimes divers usages inoffensifs ; ils durent abandonner certaines parures qui, à leurs yeux, témoignaient d'une noblesse ancienne ou étaient la marque de dignités particulières. Telles familles, par exemple, jouissaient depuis Manco-Capac, du privilége de se couper carrément les cheveux sur le front ou de s'allonger indéfiniment le lobe de l'oreille. Pizarre et ses rudes lieutenants n'eurent pas assez de railleries pour les hauts dignitaires qui tenaient à honneur de conserver intactes de si précieuses prérogatives. Tels fonctionnaires se distinguaient de leurs administrés par la longueur de la chevelure, où le fer ne devait jamais pénétrer. On les fit raser d'autorité. Des mesures vexatoires furent prises contre plusieurs coutumes bizarres sans doute, ou paraissant telles, mais qu'il fallait au moins respecter momentanément. Un semblable abus de la force n'était pas fait pour asseoir d'une manière durable la colonisation, il eut pour conséquence la dépopulation, l'extermination des indigènes qui, s'ils échap-

paient aux combats, allaient mourir dans le travail des mines ; il eut pour conséquence aussi la traite des noirs. Ne fallait-il pas remplacer les bras que la guerre, les mauvais traitements, un labeur meurtrier enlevaient chaque jour par milliers?

Un philanthrope, l'évêque Las-Casas, en vint à croire qu'il n'y avait qu'un remède pour sauver les derniers représentants de la race aborigène, c'était de dévouer provisoirement aux mêmes emplois une autre race, les nègres, dont la constitution physique supportait mieux les feux brûlants de l'équateur. Hélas! ce provisoire, qui dura toujours, ne sauva rien. Les Indiens durent travailler sans relâche, ceux-ci courbés vers la terre sous un soleil qui les tuait, ceux-là plongés dans la mer, pour y chercher des perles, les autres enfouis dans les mines sans espoir de jamais remonter à la surface. Sous prétexte d'améliorer leur sort, Charles-Quint établit la *mita*, sorte de conscription civile, qui loin de leur être favorable eut pour résultat de les décimer. Chaque district fut tenu de fournir annuellement le nombre d'hommes nécessaire pour le service des exploiteurs du sol. Tout possesseur de mines ou de terres avait droit de réclamer le nombre d'Indiens qui lui était nécessaire. Or, il y avait dans le Pérou seulement quatorze cents mines en exploitation ! Tout homme de dix-huit à cinquante ans, fut soumis à la *mita*. Celui que le sort désignait savait la triste fin qui l'attendait. L'appel de son nom équivalait à une sentence de mort, car sur cinq de ces malheureuses victimes de la cupidité, une seule survivait ordinairement à cet horrible service. Avant de partir tous faisaient leurs dernières dispositions, les parents procédaient aux

cérémonies funèbres, comme devant un cadavre. Mais leurs bourreaux étaient pieux : une messe était dite à leur intention, et cette messe était un impôt de plus pour eux, car s'ils étaient tenus de l'entendre, ils étaient surtout tenus de la payer. A l'issue de l'office, le curé recevait leur serment de fidélité et obéissance au roi d'Espagne ; il les aspergeait d'eau bénite, prononçait sur eux la formule accoutumée : *Vete con Dios*, et leur tournait les talons : alors on les dirigeait sur les riches gisements aurifères. Voués aux travaux d'excavation, ils descendaient dans les puits et galeries, où le passage subit de l'air pur à une atmosphère pestilentielle leur occasionnait une espèce d'asthme dont ils mouraient dans l'année, quand l'excès de la fatigue, la mauvaise nourriture et le désespoir ne les tuait pas auparavant. Au Pérou seulement, la *mita* fit huit millions de victimes. Un détail : pendant la durée de son travail, l'Indien devait recevoir quatre réaux par jour (2 fr. 50 c.), dont un tiers revenait à son maître pour sa nourriture ; mais celui-ci s'arrangeait de façon à s'approprier les deux autres tiers en faisant à propos des avances de vêtements ou de liqueurs fortes ; le temps de la *mita* écoulé, l'Indien, s'il survivait par hasard, était obligé de continuer son service, jusqu'à l'extinction de sa dette.

Comme les aventuriers qui s'étaient abattus sur l'Amérique étaient de trop fiers hidalgos pour marcher à pied, et qu'un cheval valait environ quarante mille francs, ils se faisaient porter à de longues distances par des hommes, se souciant bien moins de la perte de quelques Indiens que de celle d'une aussi coûteuse monture. Entreprenaient-ils quelque voyage, chacun

d'eux avait à sa suite, en guise de bêtes de somme, cinq ou six Indiens pesamment chargés et attachés à une même chaîne. Si durant le trajet, l'un d'eux succombait à la fatigue, on lui coupait tout simplement la tête pour n'être pas obligé d'ouvrir le cadenas qui fermait son carcan, et son corps, abandonné sur le chemin. servait de pâture aux carnassiers. D'après le capitaine Palomino, voici ce qui se passait lorsque les maîtres du Nouveau-Monde allaient reconnaître les provinces et les villages dont ils voulaient prendre possession. « Si les habitants les recevaient en amis, on les mettait à la torture pour les forcer à avouer où se trouvaient leur trésors; si, au contraire, ils abandonnaient leurs maisons, les Espagnols y mettaient le feu, détruisaient toutes les provisions renfermées dans les dépôts et traquaient les fugitifs comme des bêtes fauves avec des chiens qu'ils avaient dressés à cette horrible chasse. Les champs restaient en friche, et il en résulta une telle famine qu'une foule d'indigènes moururent exténués sur les chemins. »

Les vaincus n'avaient pu enfouir tous leurs trésors ni surtout cacher l'existence de leur mines. Ce devait être là leur vengeance, comme le fait observer M. Ernest Charton, car ces richesses prodigieuses, loin de profiter aux vainqueurs, furent pour eux une cause de ruine et de corruption. « Pendant les trois siècles qu'ils occupèrent l'Amérique méridionale, ils se bornèrent à exploiter les gisements d'or et d'argent. Le travail des indigènes n'ayant pas suffi à assouvir leur cupidité, ils introduisirent les nègres esclaves. Cependant il n'existe aucun pays où le règne végétal soit aussi riche

que dans les contrées voisines de l'Equateur, où le sol soit aussi fécond, où les eaux soient aussi abondantes. Mais les Espagnols ont négligé d'étudier les ressources des provinces qu'ils avaient conquises; ils ont ignoré les noms et jusqu'à l'existence de plusieurs grandes rivières qui auraient pu devenir d'importantes artères commerciales. Attachés uniquement à l'exploitation de l'or, ils n'ont jamais songé à jeter les yeux vers l'avenir et ils ont dédaigné les utiles travaux qui eussent ouvert aux générations futures une source inépuisable de bien-être. L'Espagne qui se proclamait la reine des deux mers et des deux mondes, n'a su que détruire, elle n'a rien fondé de grand ni de durable (1). »
Les Espagnols laissèrent les ruines s'amonceler autour d'eux; les routes disparurent, les ponts s'effondrèrent, les digues se rompirent, les canaux d'irrigation s'obstruèrent, il ne resta bientôt plus rien de ce que le génie des nations indigènes avait créé sous les Incas.

D'autre part, l'agriculture était délaissée. L'Amérique pouvait produire des vins exquis, comparables aux crus de Madère et du Cap; l'olivier y pouvait réussir admirablement, mais l'Espagne y prohibait la culture de la vigne et de l'olivier, afin de pouvoir lui vendre ses vins et ses olives. Tout établissement de manufacture était interdit. La coupe des bois dans les forêts, eût pu offrir des résultats immenses; nul n'y songeait, il fallait des produits immédiats; quant à l'avenir, qui donc s'en préoccupait? Toute l'activité était dirigée vers l'exploitation aurifère, la seule que l'état favorisait et

(1) Quito, *Tour du monde*, t. XV.

dont il tirait le plus clair de ses revenus. Le soldat devenu seigneur, ne fouillait le sol que pour en extraire le précieux métal et ne songeait qu'à s'enrichir vite aux dépens du troupeau d'indigènes dont il disposait de par le roi et la papauté. « Là, comme le fait remarquer M. J.-M. Guardia (1), là était l'odieux et la cruauté, infiniment pire et mille fois plus meurtrière que celle des conquérants, tant reprochée à l'Espagne. Sans doute l'Espagne n'est point innocente du sang versé lors de la conquête, ajoute le même écrivain ; mais ce qu'il faut surtout lui reprocher sans merci c'est cet abominable et absurde système d'administration et de finances, qui sacrifiait sans scrupule toute une race, pour enrichir une poignée d'aventuriers et de gens sans aveu, au profit de l'état. Le pouvoir central, avide et imprévoyant, était sans entrailles, et il exploitait avec une habileté détestable les plus sottes des passions humaines. Les croisements entre blancs et Indiens pouvaient seuls préparer la prospérité future par l'établissement d'une population vigoureuse. Or, contre les croisements se dressaient les préjugés de race, fortifiés encore par les souvenirs de la conquête; et le pouvoir central favorisait le préjugé de race, en excluant les métis de tout avantage social, de toute distinction honorifique. Les créoles eux-mêmes étaient traités en inférieurs. De la sorte, l'administration des terres conquises fut exclusivement livrée à des gens qui, n'ayant aucune racine dans le pays, ne songeaient qu'à s'enrichir pour aller jouir ailleurs de leur fortune. Ainsi se glissait la ruine

1 *Les Républiques de l'Amérique espagnole*, 1862, in-8°.

et périssaient les bons germes. .... Le gouvernement espagnol, travaillant à son profit uniquement, écarta tout commerce, toute communication avec l'étranger. Pour établir plus sûrement le monopole, il eut recours à un système rigoureux de séquestre et d'isolement, et grâce à ce système absurde, l'Amérique du Sud se trouva livrée exclusivement à l'Espagne, la plus arriérée de beaucoup, depuis la fin du seizième siècle, de toutes les nations de l'Europe. »

Tout à l'heure nous parlions de la *mita.* Le *repartimiento* était un autre moyen d'oppression et de tyrannie. Il conférait aux corrégidors le privilége de vendre aux Indiens tous les objets nécessaires à leur consommation. Ces fonctionnaires exploitaient ce privilége avec cynisme. Ils contraignirent les indigènes à leur acheter, à des prix excessifs, des objets tout à fait inutiles ou sans valeur. Enfin, la perception du tribut royal offrait un autre prétexte à des exactions odieuses, et les prêtres, venus d'Espagne tout exprès pour sauver les âmes des infidèles, enlevaient à ceux-ci le peu que leur laissait l'insatiable voracité des carnassiers officiels. Car les Missions espagnoles, dont on a trop souvent célébré les bienfaits, n'étaient pas tendres non plus à l'égard de ces populations. M. Paul Marcoy, auteur d'un très-intéressant *Voyage dans l'Amérique du Sud* (1), nous donne sur les Missions péruviennes, dont la règle était loin d'être paternelle, des détails qu'il est nécessaire de rappeler : « Les Catéchumènes, qu'on surmenait un peu, qu'on nourrissait mal et qu'on fouettait fort, mouraient dru comme

(1) *Tour du Monde*, 1866, 2e semestre.

des mouches. Pour parer à ce déficit et tenir toujours au complet le cadre de leurs populations chrétiennes, les Révérends Pères de Jésus envoyaient, dans une embarcation armée en guerre, des religieux et des soldats *écumer*, — le mot est violent, mais parfaitement à sa place, — les rivages de l'Amazone et les Missions fondées par leurs coreligionnaires et rivaux du Brésil. Pendant que ces religieux faisaient râfle de néophytes, les soldats pillaient et saccageaient les habitations de ceux-ci devenues désormais inutiles. Ces choses-là n'avaient rien d'énorme en pays récemment conquis. La campagne finie, l'expédition navale s'en revenait en chantant des cantiques, et les prisonniers, faits au nom du Christ, étaient répartis dans les villages dépeuplés. Parfois on les conduisait dans les Missions centrales du Haut et du Bas-Huallaga, où ils attendaient, comme des marchandises en entrepôt, que le besoin d'âmes et de bras se fût fait sentir quelque part. La naturalisation violente au Pérou des Omaguas, établis dans les possessions brésiliennes, mais venus autrefois du Popayan et de la Nouvelle-Grenade par la rivière Japura, fut le résultat d'une de ces razzias. Un jour, le Brésil, ennuyé de ces maraudes apostoliques qui augmentaient d'autant la consommation des indigènes qu'il faisait pour son propre compte, imagina de fortifier Yahuaraté, et de lui confier la garde de son territoire. Un poste y fut établi, et ce Gibraltar au petit pied eut ordre de canarder toute embarcation qui descendrait le fleuve sans répondre au *qui vive!* des sentinelles et au commandement sacramentel : *Avance à l'ordre.* »

Les Jésuites avaient eu, de bonne heure, la pensée de former en Amérique un établissement d'où résulterait.

pour leur Compagnie, une nouvelle source de richesses et de prépondérance. Ils avaient déjà pénétré jusque dans le Chili et sur les bords du Tucuman, lorsqu'ils vinrent fonder un collége à l'Assomption du Paraguay. C'était vers la fin du XVIe siècle. Une fois là, ils attendirent patiemment et sans bruit, l'instant favorable à leurs projets. Les conflits survenus entre les gouverneurs et les évêques, qui prétendaient subalterniser tout à fait le pouvoir civil, ne tardèrent pas à leur fournir l'occasion sur laquelle ils comptaient. Le système des commanderies leur vint en aide ; sous prétexte de rassembler des Indiens pour ces sortes d'établissements, ils jetèrent, en 1609, sur la rive droite du Paraná, les bases de cette sorte d'état théocratique et communiste resté célèbre sous le nom de *Missions* ou de *Réductions* du Paraguay. Ils convertirent en bloc les Guaranis ; ils les enrégimentèrent, pour ainsi dire, en firent des agriculteurs, et fermèrent étroitement le pays aux étrangers. Trente-deux bourgades s'élevèrent et réunirent quarante mille familles. Ces avisés manieurs d'hommes, à la fois missionnaires apostoliques et administrateurs du temporel, exploitèrent adroitement les indigènes qui « dans leur heureuse simplicité, s'il faut en croire Schœll, ne connaissaient de chefs, de maîtres, nous aurions presque dit de Providence, que les Pères (1). »

Tout commerce était entre leurs mains ; ils établirent à leur profit un monopole qui leur permit de réaliser d'énormes bénéfices. Ecoutons M. Crétineau-Joly, leur apologiste déclaré : « Les jésuites étaient les tuteurs des

(1) *Cours d'histoire des Etats européens,* t. XXXIX.

chrétiens réunis en société au Paraguay. Vu l'incapacité de ces sauvages, que la religion civilisait, plusieurs rois d'Espagne, et Philippe V par son décret du 28 décembre 1743, renouvelant et confirmant des édits antérieurs, accordèrent aux missionnaires le droit d'aliéner les denrées des terres cultivées par les néophytes, ainsi que le produit de leur industrie (1). » Ce décret de 1743 ne fait qu'imparfaitement comprendre la manière d'opérer adoptée par les jésuites du Paraguay. Jamais, en effet, il n'a été donné à personne, pas même aux rois d'Espagne, de voir clair dans leur gestion : « Il conste par les informations faites, par les actes de conférences et les autres pièces, que vu l'incapacité et l'indolente paresse de ces Indiens dans le maniement de leurs biens, on assigne à chacun une portion de terre pour la cultiver et pour, de ce qu'il en retire, entretenir sa famille ; que le restant des terres est en commun; que ce qu'on en recueille de grains, de racines, comestibles et cotons, est administré par les Indiens, sous la direction des curés, aussi bien que l'herbe et les troupeaux, que du tout on fasse trois lots, le premier pour payer le tribut à mon trésor royal, sur quoi sont prises les pensions des curés; le second pour l'ornement et l'entretien des églises ; le troisième pour la nourriture et le vêtement des veuves, des orphelins et infirmes, de ceux qui sont employés ailleurs, et pour les autres nécessités qui surviennent, n'y ayant presque pas un de ceux à qui on a donné un terrain en propre pour le cultiver qui en retire de quoi s'entretenir toute l'année. »

(1) *Clément XIV et les Jésuites.*

Les écrivains jésuitiques parlent beaucoup de l'indolence naturelle aux peuplades du Paraguay, il paraît qu'à leurs yeux cette indolence suffisait pour qu'on leur imposât de vive force les bienfaits de la civilisation, c'est-à-dire, pour qu'on s'arrogeât le droit de les transformer en esclaves. Ils reviennent à dessein sur la parfaite incapacité des Indiens. Elle leur semble justifier suffisamment l'exploitation commerciale de ce troupeau humain dont le labeur tournait à l'avantage exclusif des bergers et qui était, en outre, appelé à verser son sang pour eux dans des guerres interminables. Et à ce propos, disons-le, les Réductions étaient loin de cet état de paix que l'on vantait en Europe; les néophytes formés en milices, dressés à l'européenne, avaient souvent les armes à la main pour résister aux nombreux ennemis de leurs maîtres et dominateurs. Les défenseurs des jésuites ne sentent-ils pas que la morale court un grand risque en cette affaire ? Au fond, il s'agissait bien moins pour les Pères de gagner des âmes que de gagner de l'argent. Leur négoce était coupable au premier chef, et, sous couleur de religion, ils trafiquèrent adroitement du travail de milliers de créatures systématiquement tenues dans l'ignorance, dans la misère et de plus odieusement fanatisées. Mais il est encore une considération d'un ordre différent. Grâce à un système de production particulièrement économique, ces pieux industriels étaient en mesure de livrer leurs récoltes au plus bas prix ; ils tuaient par cela même tout commerce autour d'eux, et les populations voisines, impuissantes à soutenir la concurrence, abandonnaient toute culture, toute entreprise, souffraient et s'exaspéraient. Les plaintes et les réclamations incessantes des

négociants de l'Assomption restaient sans effet. Les bénéfices que les jésuites tirèrent de leurs établissements furent énormes, on le sait, bien qu'on n'ait jamais pu en établir le chiffre d'une manière certaine. Ils eurent le talent de cacher soigneusement à l'Europe ce qui se passait dans leurs Réductions. Chaque bourgade était entourée de fossés destinés à empêcher les néophytes d'en sortir et les étrangers d'y pénétrer ; des gouverneurs et même des évêques s'en virent refuser l'entrée. Aux limites de chaque Mission, dans un lieu déterminé, se faisaient les échanges commerciaux, sans participation des néophytes, à qui tout contact étranger était rigoureusement interdit. Les décrets royaux n'atteignaient pas ces potentats inventifs; ils étaient maîtres absolus dans leurs domaines, se riaient des règlements, ordonnances ou décrets, et lançaient au besoin leurs milices abruties contre les gouverneurs eux-mêmes. » Ainsi, dit Famin, les jésuites qui, dans leurs mémoires à la cour d'Espagne, comme dans leurs livres imprimés, parlaient avec enthousiasme du salut des âmes de ces pauvres Indiens, et du bonheur de rattacher à la civilisation cette race sauvage, n'étaient mus, en réalité, que par des intérêts purement terrestres; et quant à l'éducation qu'ils prétendaient donner à leurs néophytes, elle se bornait à les mettre en état de travailler au profit de l'Ordre. Aussi après 150 ans de culture, la famille des Guaranis se trouva-t-elle à peu près au même point de barbarie qu'auparavant. »

Le 2 janvier 1767, les jésuites du Paraguay furent expulsés des possessions espagnoles, comme ils l'avaient été des possessions portugaises quelques années auparavant, et leurs biens furent confisqués. Le territoire

occupé par leurs Réductions avait été, en 1750, cédé au Portugal par l'Espagne, qui l'avait repris onze années plus tard. Ce qu'on peut dire à la décharge des Pères, c'est que, pour recruter le personnel de leurs Missions, pour fixer dans leurs villages des peuplades errantes, ils évitèrent presque toujours d'employer la force; le plus souvent, c'est par l'adresse qu'ils se procuraient des néophytes. Après leur départ, il ne fut plus guère question du Paraguay. L'Espagne, dans son incapacité administrative, l'oublia.

En résumé, l'oppression, la violence, l'esprit de rapine faisaient loi dans les colonies espagnoles, et ce ne furent pas seulement les Indiens qui trouvèrent le joug trop lourd; les métis étaient non moins à plaindre, et même, parmi les Espagnols de race pure, il n'y avait de bien traité que les gens en place et les gens d'église. Écraser d'impôts les colons, les accabler d'humiliations et les maintenir dans l'ignorance, telle fut la politique de l'Espagne : « Il ne faut, disait-on, enseigner aux créoles que la doctrine chrétienne, afin qu'ils demeurent soumis. » Dans la province de Velez (Nouvelle-Grenade), les détenteurs de fiefs réduisirent à une telle misère les Indiens Tunébos, que ceux-ci se précipitèrent par familles entières, de la crête d'un rocher de quatre cents mètres de hauteur, dans le rio de la Niève. Les tribus des Agatoès et des Cocomes se suicidèrent en masse, dans une seule nuit, pour se soustraire à leurs bourreaux. Beaucoup d'Indiens se pendaient de désespoir, pour ne pas tomber entre les mains des Espagnols et devenir esclaves. Un intendant se rendit, une corde à la main, à l'endroit où plusieurs de ces malheureux

s'étaient réunis pour mettre fin à leurs jours, et les menaça, s'ils persistaient, de se pendre avec eux. Les pauvres gens effrayés se dispersèrent, préférant la vie, quelque pénible qu'elle fût, à l'horreur de se retrouver au-delà du tombeau avec un de leurs tyrans. Des populations entières, lassées à la longue de tant d'infamies, de tant de cruautés, se soulevèrent. Les habitants d'Aconcahu, dans la province de Canas, exaspérés par une augmentation du tribut d'or en poudre qu'ils étaient tenus de payer, s'emparèrent un jour du collecteur espagnol qui le leur réclamait brutalement, et lui donnèrent à boire de ce métal fondu, *para saciar de este modo la sed insaciable del recaudador*, pour apaiser par ce moyen la soif insatiable du collecteur, dit Florez, qui rapporte ce fait dans un opuscule ayant pour titre : *Patriotismo y amos á la libertad.*

Cette exécution faite, ils abandonnèrent leur village et on ne les revit plus jamais. Par une nuit de décembre 1767, les descendants des premiers occupants des vallées de Caravaya, les Carangas et les Suchimanis vinrent demander compte aux Espagnols de San-Gaban d'une usurpation qui durait depuis deux siècles. Ils brûlèrent la ville et tuèrent à coups de flèches et de massue les habitants. On dit que lorsque cet événement fut connu, le vice-roi Antonio Amat, jura sur une parcelle de la vraie croix d'exterminer tous les sauvages du Pérou sans exception. La comédienne Mariquita Gallegas, que son surnom de Périchole, sa liaison avec le vice-roi et sa fin édifiante dans un cloître, ont rendue célèbre, plaida leur cause ; elle représenta à son amant que le devoir d'un chrétien et d'un vice-roi en cette circonstance, était de fonder

un obit perpétuel pour les victimes et d'envoyer à leurs bourreaux des missionnaires chargés de les instruire et de les baptiser. Amat se rendit, à ce qu'il paraît, aux raisons de la Périchole.

En 1780, la patience des victimes était à bout. L'improbité et la rapacité des corrégidors sont telles à ce moment, qu'en vertu du *repartimiento,* ils forcent les indigènes, qui vont pieds nus et qui n'ont point de barbe, à leur acheter à des prix exorbitants toutes sortes d'objets inutiles, tels que des rasoirs et des bas de soie, ou bien encore des lunettes et des cartes géographiques. Un jour, Condorquanqui, cacique de Taugasuca, se saisit du corrégidor de Tinta, qui dans une même année avait imposé trois *repartimientos* d'environ cent cinquante mille piastres chacun, et le pendit de ses propres mains. Ce cacique descendait de l'Inca Tupac-Amaru, décapité par les Espagnols en 1562, et que les Indiens chantent encore dans les *Tristes* qu'ils composent pour leurs fêtes publiques; il prit le nom de son aïeul et le costume des Incas, et donna le signal de la révolte. C'était un homme instruit et qui avait reçu dans un couvent de Cuzco une éducation soignée; ses vertus privées inspiraient l'estime et le respect, et sa faute fut de ne pas faire cause commune avec les créoles, outragés chaque jour, eux aussi, dans leurs droits les plus sacrés; il les traita en ennemis et les tourna contre lui. Les Indiens accoururent en foule sous ses drapeaux; quoique dépourvu d'armes, il dut à la valeur désespérée des siens plusieurs avantages, et mit en feu tout le Haut-Pérou. La lutte durait depuis une année, lorsque trahi par un autre cacique à qui les Espagnols avaient promis les épaulettes de colonel, promesse qu'ils

ne tinrent jamais, soit dit en passant, Tupac-Amaru fut fait prisonnier et conduit à Cuzco. Il fut jugé et condamné par Jose Antonio de Arèche. Ce scélérat rendit une horrible sentence, digne des temps les plus barbares, et qui fut exécutée de point en point. La femme du cacique, ses deux fils et son beau-frère Bastidas furent suppliciés sous ses yeux; après quoi, le bourreau lui coupa la langue, puis on lui lia les membres et il fut tiré par quatre chevaux. Son tronc fut ensuite brûlé et l'on expédia ses bras, ses jambes et sa tête aux bourgades qui s'étaient soulevées. On rasa sa maison ; ses biens furent confisqués, sa famille fut déclarée infâme à perpétuité; un de ses frères fut envoyé en Espagne dans un bagne où il resta trente années. On croyait ainsi terrifier les Indiens, on ne fit qu'exaspérer leur haine. Féroces comme tout peuple dégradé qui se lève contre ses oppresseurs, ils exercèrent de terribles vengeances. Au récit des atrocités de Cuzco, beaucoup qui jusque-là étaient restés neutres, coururent se joindre aux insurgés; ceux-ci réunis sous les ordres d'Andrès, neveu de Tupac-Amaru, et d'un autre chef, Catari, combattirent avec la fureur du désespoir. Chaque victime immolée à Cuzco, coûta, dit-on, cinq cents têtes aux Espagnols. Andrès mit le siége devant Sorata, où les familles des environs s'étaient réfugiées avec leurs richesses. Les fortifications défendues par de l'artillerie opposaient un obstacle presque invincible aux assiégeants dépourvus d'armes à feu. Andrès accumula dans un vaste bassin, barré par une digue, les eaux des montagnes voisines couvertes de neige; dirigées contre la ville, elles en emportèrent les murs et ouvrirent une large brèche aux Indiens. Sorata renfermait vingt

mille habitants; un seul, qui était un prêtre, fut epargné. Les insurgés vengèrent leur cacique par des cruautés qui rappelaient celles exercées par le juge de Arèche. La mort des principaux chefs, trahis et livrés à force d'argent par leurs propres domestiques, mit fin à la sédition, et la tyrannie s'exerça sans contrainte comme auparavant. Cependant le sang versé ne l'avait pas été en vain : le *repartimiento* fut aboli.

Les créoles, de leur côté, supportaient non moins impatiemment le régime auquel ils étaient livrés; las d'être persécutés et de voir les intérêts de leur patrie sacrifiés à l'insatiabilité de l'Espagne, ils faisaient de vagues projets d'émancipation. Vers l'époque où leurs frères indiens tentaient de s'affranchir, le Socorro, province de la Nouvelle-Grenade, se soulevait au sujet de quelques taxes vexatoires. Les patriotes s'avancèrent jusque sous les murs de Bogotá, leur bannière portait ces mots : « longue vie au roi; mort aux mauvais gouvernants! » L'archevêque, revêtu de ses ornements pontificaux et portant le saint-sacrement, intervint, apaisa le mouvement. Mais à quelque temps de là, le Socorro fut décimé et la plupart des habitants étaient envoyés dans les cantons insalubres de la côte, où ils périssaient.

On tenta pourtant quelques réformes. Il était trop tard! Les fondements de cette meurtrière domination de trois siècles étaient ébranlés. La Révolution des Etats-Unis leur avait donné une nouvelle secousse, la Révolution française en consomma la ruine. La *Déclaration des droits de l'homme*, imprimée secrètement à Bogotá, lue furtivement, enflamma tous les cœurs et fit naître d'ardents désirs d'indépendance. L'autorité frappait aveuglément

autour d'elle ; ce pénible enfantement de la liberté eut ses martyrs, il eut aussi ses héros. Bolivar voyageant à cette époque en Italie, jeune encore et tout à fait inconnu, faisait serment sur le Mont-Sacré de délivrer son pays de la domination étrangère. Il tint parole. Le peuple, formé de tant de mélanges, était prèt à verser son sang; les hommes de loi, les petits propriétaires, le bas clergé, les jeunes militaires indigènes avaient l'enthousiasme de la liberté. Quand l'Espagne croula sous la défaite, l'heure de la scissíon était bien venue. Par leurs fautes et par leurs crimes, les rois d'Espagne l'avaient eux-mêmes préparée.

CHAPITRE IV

AFFRANCHISSEMENT. — CONSTITUTION DES DIVERSES NATIONALITÉS

Conséquences américaines de la révolution d'Aranjuez (1808). — Soulèvement de Caracas (1810). — Indépendance du Venezuela (1811), le Chili insurgé (1810). — Bolivar; il constitue la *République de Colombie* (1819). — Autonomie du Brésil (1821), du Paraguay (1811). — Indépendance de la Plata (1816), du Pérou (1821).

L'affranchissement des colonies sud-américaines envers leurs métropoles constitue, dans l'histoire de ces pays, une troisième période qui s'est ouverte, pour les possessions espagnoles, par les événements de Caracas et de Buenos-Ayres, en 1810, et, pour les possessions portugaises, par la déclaration d'indépendance du Brésil, transformé en empire constitutionnel, en 1822.

On a vu quelle était la disposition des esprits à la fin du dix-huitième siècle. L'Espagne pouvait encore prévenir la catastrophe; mais son aveuglement était de ceux qui n'ont pas de limites. Elle continuait à froisser tous les intérêts, à contrarier tous les vœux. Il était entendu que jusqu'à la fin, elle resterait sourde aux avertissements; que tout, dans sa conduite insensée, rendrait inévitable et justifierait devant l'histoire le soulèvement qui allait avoir lieu. Ce soulèvement fut unanime.

La révolution d'Aranjuez fut l'événement décisif. Le peuple espagnol avait, le 18 mars 1808, renversé le faible

Charles IV, qui, tout entier aux plaisirs de la chasse et aux soins de son écurie, laissait la reine livrer les affaires de l'Etat à son amant Godoï. Ferdinand VII, fils méchant et vil de cette mère coupable et d'un père imbécile, s'était jeté sur la couronne; de honteux débats avaient éclaté entre ces Bourbons que Napoléon abaissait comme à plaisir. L'emprisonnement à Valençay de cette triste famille, l'abandon de ses droits moyennant rentes et pensions, l'impatronisation de la dynastie napoléonienne, l'invasion française, la conduite immorale et maladroite tenue envers les colonies par les divers corps politiques qui se disputèrent tour à tour le pouvoir, toutes ces circonstances précipitèrent la rupture et permirent aux Américains de considérer que, pour eux, l'insurrection était bien réellement le plus sacré des devoirs. Le malheur des peuples opprimés, c'est qu'ils se complaisent dans leur servitude. L'Amérique sut échapper à cette loi fatale. Elle n'entendait nullement partager le sort de l'Espagne conquise, de cette marâtre qui, jusque dans la défaite, essayait encore de lui imposer ses caprices. D'ailleurs, à qui obéir? Les arrêtés, les proclamations de tous les partis lui arrivaient à la fois, les uns émanant de Charles IV, les autres de Ferdinand VII, d'autres encore d'un roi de hasard, d'un intrus, Joseph; joignez à cela les nombreuses déclarations des juntes, junte de Cadix, junte de Séville, junte des Asturies et d'ailleurs, toutes se prétendant légitimes et réclamant l'obéissance, enfin les actes des conseils de régence. C'était l'anarchie. Le bourreau, de toutes parts atteint dans sa force, la victime vit luire une espérance.

Aussi, dès 1809, Quito, *la première née de l'indépendance*,

essayait-elle de s'affranchir. Le mouvement fut comprimé; deux patriotes payèrent de leur tête cette tentative qui devait se reproduire et triompher l'année suivante (2 août).

D'abord on eût pu croire que la métropole désirait enlever à ses colonies tout prétexte de revendication. Elle en avait reçu, de 1808 à 1810, des subsides et des dons considérables, et, sans doute, elle allait reconnaître cette fidélité au malheur par des réformes salutaires. Un décret royal du 22 janvier 1809 avait bien déclaré les provinces de l'Amérique espagnole partie intégrante de la monarchie, avec des droits égaux à ceux des provinces de la métropole, mais ce n'était qu'un leurre. L'année suivante, la junte de Séville, s'adressant aux Hispano-Américains, leur disait bien : « Vous êtes enfin élevés à la dignité d'hommes libres! Vous n'êtes plus à cette époque où, courbés sous un joug insupportable, vous étiez les victimes de l'arbitraire, de l'avarice et de l'ignorance. Rappelez-vous qu'en nommant vos mandataires au congrès national, vos destinées ne dépendent plus de ministres, de vice-rois, ni de gouverneurs; qu'elles sont dans vos propres mains. » Mais ce pompeux aveu de la manière dont l'Espagne avait gouverné ses colonies, aboutissait au décret qui restreignait le nombre des représentants à un seul par ville capitale; encore devait-il être tiré au sort sur une liste de trois membres formée par les municipalités et selon les formes d'élection qu'il plaisait aux vice-rois de prescrire.

La junte centrale s'était prononcée par l'ordonnance de 1809 en faveur de la liberté du commerce; mais, presque aussitôt, cette ordonnance avait été annulée par la ré-

gence de Cadix, qui venait de se substituer à la junte centrale. Cette conduite imprudente ne tarda pás à porter ses fruits. Dès qu'elle fut connue à Caracas, l'orage éclata. C'était, parmi toutes les colonies américaines du Sud, dans cette capitainerie, que les principes de la Révolution française avaient fait le plus de prosélytes. Le conseil municipal se saisit du pouvoir, se constitua en junte suprême de gouvernement (19 avril 1810), et, tout en reconnaissant Ferdinand VII, refusa d'obéir à la régence et à ses décrets. C'était vers le temps où des agents, venus d'Europe pour réclamer le serment de fidélité à Joseph, se voyaient accueillis aux cris de : *Vive Ferdinand!* Il n'y avait alors qu'une voix contre Napoléon, contre les *joséphinos*, les *afrancesados*. Le bruit s'étant répandu que des troupes françaises menaçaient la Nouvelle-Grenade, la province de Cundinamarca prit les armes (juillet). Le vice-roi, accusé d'avoir voulu vendre l'Amérique à Napoléon, fut relégué à Carthagène. Cette ville s'était aussi soulevée quelque temps auparavant, ainsi que les provinces de Pamplona et de Socorro; au nord, les provinces de Tunja, de Casanare, d'Antioquia, de Choco, de Neiva et de Mariquita se soulevèrent simultanément pendant que Quito renouvelait la seconde tentative dont nous avons déjà parlé. La vice-royauté de la Nouvelle-Grenade avait disparu avant la fin de 1810. Chaque chef-lieu de province voulait avoir sa junte, et n'entendait nullement relever des autres juntes. Or, l'union dans l'action eût été indispensable pour triompher jusqu'au bout. Celle formée à Santa-Fé de Bogotá, reconnut pour souverain Ferdinand VII, et invita Caracas à l'imiter et à faire cause commune avec elle. Caracas déclara que les représentants

des provinces de Venezuela allaient être chargés de constituer un gouvernement libre. En effet, le congrès de Caracas, formé des députés des provinces de Caracas, de Variñas, de Barcelona, de Cumana, de Margarita, de Trujillo et de Mérida, qui venait de se séparer de Maracaïbo, proclama, le 5 juillet 1811, l'indépendance du Venezuela, et le constitua en république.

Des événements analogues se produisaient sur plusieurs autres points de l'Amérique. De 1804 à 1807, Buenos-Ayres et Montevidéo avaient eu à soutenir la guerre contre les Anglais, dont l'escadre était venue bloquer les ports de la Plata. Jacques de Liniers, Français au service de l'Espagne, utilisant la valeur des créoles, avait repoussé l'assaillant; les nouveaux soldats, fiers de leur victoire, étaient entourés, caressés par des hommes qui déjà conspiraient, tels que Moreno, Castelli, Belgrano, Balcarce, tous nourris de la lecture des écrits révolutionnaires venus des États-Unis et de France pendant l'occupation anglaise. L'armée de l'insurrection était toute formée. A Buenos-Ayres, le terrain était tout préparé. Une assemblée de six cents notables dépouilla le nouveau vice-roi, Cisnéros, de son autorité (mai 1810). Castelli et Belgrano dirigeaient le mouvement. Les royalistes, malgré les secours envoyés du Portugal à l'instigation de la reine, femme de Jean VI, et la mise en campagne d'un corps d'armée dirigé par le vice-roi du Pérou, se firent battre, en diverses rencontres, par les patriotes buenos-ayriens. La lutte fut courte; les chefs espagnols, abandonnés par leurs troupes, avaient été faits prisonniers. Montevidéo servit d'abord de refuge et de quartier général aux royalistes. Mais des juntes se créaient au Paraguay

et dans toutes les provinces de la Plata. Le Chili, de son côté, s'était insurgé en juillet 1810, et la victoire lui était restée. Les révolutionnaires n'avaient dans ce pays que très-peu de fusils à leur disposition; plusieurs corps n'étaient armés que de jougs de bœufs; l'artillerie se fabriquait des canons de bois, qui crevaient à la quatrième décharge. Dans ces conditions, ils avaient triomphé, tant a de puissance le mot magique de liberté!

Le Bas-Pérou, resté soumis, offrait encore un point d'appui sérieux à la résistance des Espagnols; mais le Haut-Pérou luttait désespérément. L'explosion révolutionnaire avait eu lieu une première fois à Charcas et à la Paz, en mai 1809; un petit corps d'armée, parti de Buenos-Ayres l'année suivante, vit se grouper autour de lui beaucoup de patriotes; Castelli et Balgarce entrèrent en vainqueurs dans Potosi. Le gouvernement de Lima ayant à lutter contre les indépendants de Quito, du Haut-Pérou et du Chili, obligé de disséminer ses forces, avait fort à faire, et ses victoires mêmes l'épuisaient. D'autre part, la révolution, surtout dans la belle Lima, ville indolente et luxueuse, n'était pas accueillie chez toutes les classes avec un égal enthousiasme. Elle avait pour adversaires les nobles Castillans, les familles de fonctionnaires, les dignitaires de l'Eglise; les simples curés faisaient partout cause commune avec elle : « ils étaient particulièrement mécontents, pas un ne paraissait attaché au gouvernement royal (1). » Les jeunes gens des classes élevées étaient, dans beaucoup d'en-

(1) *Lettre de Morillo à son gouvernement*, dans les papiers saisis par un corsaire de Buenos-Ayres sur le navire la *Leona*, et reproduite dans les *Révolutions de l'Amérique espagnole*, par un citoyen de l'Amérique espagnole. Paris, 1819, 2e édit.

droits, de précieux auxiliaires pour la révolution ; par un admirable sentiment de patriotisme, ils se soumirent généreusement à toutes les exigences de la conscription, là où elle fut établie, comme à Venezuela, tandis qu'il fallut conduire à l'armée, les menottes aux mains, les hommes de condition inférieure. Les noirs, les Indiens, abrutis par l'esclavage, formés à l'obéissance, se laissaient entraîner indifféremment pour ou contre l'acte même qui devait en faire des hommes libres. Dans divers endroits, à Buenos-Ayres, par exemple, certaines tribus profitèrent des troubles pour recommencer leurs incursions et opérer de terribles razzias. Aussi, la guerre de l'indépendance eut-elle partout des alternatives de succès et d'insuccès. A ce moment, peut-être manqua-t-il à l'Espagne un homme de jugement net qui, pesant avec sagesse les événements, eût su faire la part du feu, abandonner à la révolution ses conquêtes et rattacher à la couronne, par d'équitables réformes, les contrées si belles et si vastes qui restaient encore soumises. Comme toutes les grandes secousses sociales, celle-ci fit surgir des hommes extraordinaires. Le plus grand et le plus illustre fut Simon Bolivar. Bolivar est le héros de l'Amérique du sud ; à lui seul, il personnifie pour ainsi dire cette lutte gigantesque de l'opprimé contre l'oppresseur, qui devait durer quinze ans. Sa patrie lui a décerné le titre de Libérateur (*el Liberador*), et l'un des États qui lui doivent leur indépendance a pris son nom.

Simon Bolivar, né à Caracas en 1783, était le plus jeune des quatre enfants de don Juan-Vicente Bolivar y Ponte, colonel de la milice des plaines d'Aragua, homme riche

et considéré. Orphelin à six ans et maître d'une fortune de deux cent mille livres de rentes, il fut envoyé, jeune encore, à Madrid, auprès de son oncle, le marquis de Palacios, pour y perfectionner son éducation. Il avait dix-sept ans lorsqu'il demanda la main de doña Teresa, sa cousine, fille du marquis del Toro. On le fit voyager, il vint à Paris, mais ne tarda pas à reparaître en Espagne. Il n'avait que dix-huit ans quand il se maria; il emmena sa jeune femme à Caracas; ils y vivaient depuis cinq mois lorsque la fièvre jaune la lui enleva. Cette perte l'affligea profondément. En 1803, il s'embarqua de nouveau pour l'Europe, revit la France en 1804, et ne revint dans sa patrie qu'en 1809, en passant par les Etats-Unis. Après avoir assisté à l'apothéose de Napoléon, à Paris et à Milan, comme empereur et comme roi, il s'était trouvé en présence d'un peuple énergique devenu libre par sa propre volonté. En France, il avait laissé échapper d'amères paroles que la police impériale voulut punir; en Amérique, il s'était senti plein d'admiration pour l'honnête et grand Washington.

La révolution le trouva dans ses domaines d'Aragua. Il lui offrit ses services et fut chargé d'aller avec Louis Lopez y Mendez demander à l'Angleterre sa protection et sa médiation. Les deux envoyés ne rencontrèrent que froideur, le gouvernement britannique faisant cause commune avec les Cortès contre la France, et, par suite, se refusant à seconder un mouvement hostile à l'Espagne. Bolivar revint en Amérique : il rapportait un petit nombre d'armes et ramenait le général Miranda, vieux et brave patriote, né comme lui à Caracas, qui, après avoir conspiré pour donner la liberté à son pays, s'était expa-

trié, et, depuis vingt-cinq ans, parcourait le monde pour susciter des auxiliaires à la cause américaine. Miranda avait servi la France dans les armées de la République ; fatigué d'attendre, il avait, en 1806, organisé une petite expédition avec ses propres ressources et celles de ses amis ; débarqué à Ocumare, puis à Coro, il avait dû reprendre le large à la hâte, par suite du mauvais accueil de la population. Il revenait vieilli, mais non découragé, mettre ses soixante ans au service de sa patrie. On lui donna le commandement suprême. Les Espagnols avaient regagné du terrain. Un tremblement de terre qui renversa les neuf dixièmes des maisons de Caracas, le jeudi-saint 1812, jeta la terreur parmi le peuple et devint, entre les mains du clergé, un moyen de faire triompher la tyrannie au nom du ciel. Un capitaine de navire, homme grossier et cruel, Monteverde, mis à la tête des royalistes, réussit à reconquérir Venezuela, et força Miranda à capituler. Le pays retombait sous la domination de l'Espagne. Miranda avait obtenu la promesse d'une amnistie en faveur des patriotes. Cette promesse fut violée et l'infortuné vieillard fut la première victime du système de perfidie et de réaction qui suivit. Monteverde l'envoya mourir dans les cachots de Cadix. Chose affligeante, Bolivar fut parmi les ennemis de Miranda. Il lui en voulait de ses théories un peu pédantes, de son irrésolution, de ses insuccès. Peut-être croyait-il réellement aux intrigues qu'on lui prêtait avec l'Angleterre. Quoi qu'il en soit, il joua un rôle déplorable en cette circonstance. Monteverde épouvanta la province de ses barbaries ; les cachots s'emplirent, le signal des supplices fut donné. Le meurtre et le brigandage furent érigés en système politique. Les

campagnes se peuplèrent de malheureux chassés de la ville, à qui on avait coupé le nez, une joue ou les oreilles, à qui on avait cousu les épaules, tranché les jarrets ou écorché les talons. La cause de l'indépendance semblait perdue dans le Venezuela. Elle n'était guère en meilleure situation dans la Nouvelle-Grenade.

Le Chili, de son côté, faiblissait. La réaction reprenait l'avantage à Quito, en attendant que le courageux Mariño, revint, à la tête d'une nouvelle expédition, arracher de nouveau ce pays aux Espagnols. Fort heureusement la Plata s'était affranchie complétement, et les armées d'Artigas et de Lopez tenaient les Espagnols en échec sur les frontières du Chili et du Pérou. Dans cette contrée, la cause royaliste était à tout jamais perdue

Bolivar s'était réfugié dans l'île de Curaçao avec son cousin Félix Ribas; il y rassembla les proscrits et les conduisit à Carthagène. Son projet consistait à s'aider des ressources de cette province restée libre, pour délivrer le Venezuela, et sauver du même coup la Nouvelle-Grenade. Le congrès de Carthagène l'accueillit avec empressement. Le président Torricès lui fournit de l'argent, des armes, des munitions, et lui adjoignit Manuel Castillo, avec cinq cents hommes. Bolivar conduisait trois cents Venezueliens. Ribas commandait en second. Cette petite armée quitta Carthagène au mois de janvier 1813; mais bientôt Castillo prétendit marcher à sa guise, et s'avancer vers l'Est, tandis que Bolivar recevait du congrès l'ordre d'occuper Barancas, bourg sur la Magdelena, et de s'y tenir. Bolivar n'entendait pas rester dans l'inaction; il passa outre avec la résolution d'effacer sa désobéissance par la gloire du succès. Tout d'abord il s'empara de Ténériffe,

sur la rive droite de la Magdalena, puis de Monpox, et enfin d'Ocana; sépara, battit, dispersa l'ennemi. Quand il pénétra dans le Venezuela, la Nouvelle-Grenade était délivrée. Les atrocités de Monteverde furent le salut de la révolution; elles jetèrent les modérés dans le camp des patriotes. Les recrues arrivaient de toutes parts. Déjà suivi de plus de deux mille hommes lorsqu'il pénétra dans les Andes aux environs de Pamplona, Bolivar vit accourir sous ses drapeaux plusieurs milliers de volontaires, dès qu'il eût opéré sa jonction avec Ribas sur le territoire de Venezuela. Ribas lui amenait six cents Grenadins qu'envoyait le congrès de Tunja. En même temps le colonel Briceno, détaché vers Guadalito, arrivait avec un corps de cavalerie. Sans plus de retard, Bolivar attaqua les royalistes à la Grita, puis à Merida, et s'empara de tout le district de ce nom; il occupa la province de Variñas avec la même rapidité. Sur d'autres points Mariño, ce jeune étudiant, qui après avoir passé en peu de mois par tous les grades militaires, était déjà cité comme un des plus fermes soutiens de la révolution, Mariño battait Monteverde, restait maître des provinces de Cumana et de Barcelona, et prenait le titre de général en chef, dictateur des provinces orientales de Venezuela. Favorisé par cette diversion, qui contrariait cependant ses vues d'unité, Bolivar forma ses troupes en deux corps, prit le commandement de l'un, confia l'autre à Ribas, et chassant devant lui les Espagnols, écrasa Monteverde et marcha sur Caracas. C'était au mois d'août 1813; son entrée dans la capitale excita un enthousiasme indescriptible; traîné dans un char triomphal par douze jeunes filles, il fut salué du titre de Libérateur. En quel-

ques mois il avait parcouru cent cinquante lieues, livré quinze batailles et de nombreux combats. Sa gloire serait entière s'il n'avait au cours de cette mémorable campagne, répondu par de sanglantes exécutions aux cruautés de Monteverde. Les Espagnols, il est vrai, déclaraient en parlant des indépendants, que rien de cette canaille ne devait subsister; ils tuaient jusqu'aux femmes et aux enfants, de peur qu'ils ne servissent d'espions.

Le Venezuela paraissait affranchi. Bolivar occupait à peu près la moitié de la capitainerie générale; Mariño tenait le reste. Les Espagnols n'avaient plus en leur pouvoir que des points sans importance, et Monteverde était bloqué dans Puerto-Cabello. Rien ne faisait prévoir que la fortune dût tourner.

Bolivar avait pris le titre de dictateur des provinces occidentales de Venezuela; il ne paraissait pas pressé de rétablir le gouvernement civil; les murmures de l'opinion l'éclairèrent, il comprit son erreur et convoqua une assemblée. Il rendit compte devant elle, de ses opérations, de ses plans, et déposa sa démission : on la refusa, et la dictature lui fut continuée jusqu'au moment où le Venezuela pourrait être réuni à la Nouvelle-Grenade.

Les royalistes n'avaient pas perdu tout espoir; ils armèrent les esclaves sous promesse de liberté. A la tête de ces brutes sanguinaires, se distingua le féroce Puy qui, s'étant emparé de Variñas, y fusilla cinq cents patriotes; Puy était un des lieutenants de Boves, le plus redoutable des adversaires de Bolivar. Ce Boves, Castillan d'origine, avait tour à tour été marin, garde-côte et porte-balles; certains méfaits l'avaient conduit en prison. Il se jeta, sans trop savoir pourquoi, dans les rangs des royalistes.

Capitaine de milice lors de la déroute des Espagnols, il fit appel aux vagabonds, aux repris de justice, aux noirs, aux hommes de couleur; il organisa de la sorte une bande qui mérita le nom de *Légion infernale* par sa férocité, et dont il excitait le courage par l'attrait du pillage. Cette bande renfermait des llaneros, barbares de la plaine, à la fois bouviers et bouchers, habitués à dompter les chevaux les plus farouches, qui, toujours en selle, font d'incomparables cavaliers. Les llaneros méprisent le montagnard qui s'avilit jusqu'à marcher à pied, l'Européen qui se sent fatigué par un galop non interrompu de seize heures. Ils montent à nu, et n'ont pour tout vêtement qu'une sorte de caleçon. Couchés sur leurs chevaux, la lance en arrêt, le lazzo tournoyant, ils fondent sur l'ennemi, le frappent et l'achèvent avec la rapidité de la foudre. Aucune cavalerie régulière ne peut résister au choc de ces cosaques des steppes colombiennes qui laissent des traces terribles derrière eux. On avait enflammé la cupidité de ces nomades par des promesses de distributions de terres prélevées sur les vaincus. Les bandes de Boves montèrent bientôt à huit mille hommes. Leur abominable intervention détermina des représailles, mille deux cents prisonniers furent égorgés en un jour. La guerre alors fut faite avec frénésie; de part et d'autre on rivalisa d'atrocités. L'énergie de Boves fut plus d'une fois paralysée par la nonchalance des généraux espagnols. Bolivar le battit plusieurs fois de suite ainsi que ses lieutenants, le mulâtre Rosette et le chef de guerillas Yanez. Mais le dictateur commit l'imprudence de s'aventurer dans de vastes plaines où la cavalerie de Boves le surprit; les forces réunies de Bolivar furent écrasées à la

Puerta (14 juin). Mariño, battu presque aussitôt, fut rejeté dans Cumana. Le vainqueur pénétra dans Caracas avec une telle précipitation, que le dictateur n'eut que le temps de se jeter dans une barque et de mettre le salut de la République à la merci des éléments. Rivas rallia les indépendants et continua de tenir la campagne; Boves le battit définitivement à Uriqua; mais, atteint d'un coup de lance, le vainqueur expira sur le champ de bataille Ses farouches soldats lui firent des funérailles dignes de lui : femmes, enfants, vieillards, tout fut égorgé; Rivas, prisonnier, fut fusillé, et sa tête fut envoyée à Caracas pour y être exposée publiquement (décembre 1814).

Bolivar avait pu gagner Carthagène qui, avec la province de Sainte-Marthe, formait une République à part, dont Torricès était toujours président. La Nouvelle-Grenade était toujours fort divisée. On se rappelle que, dès juillet 1810, une junte provisoire s'était établie à Bogotá. Les députés provinciaux, réunis en congrès, avaient rédigé un acte fédéral et constitutif qui n'avait pas obtenu l'assentiment de toutes les provinces. Les provinces dissidentes élurent une junte dite de Cundinamarca. En 1812, cette assemblée publia son projet de constitution, qui ne fut pas mieux accueilli que le précédent. L'anarchie était à son comble. Un troisième congrès s'ouvrit à Tunja le 10 septembre 1814, Bolivar lui offrit ses services. Chargé de marcher contre Bogotá et son dictateur Alvarez, il obtint la promesse formelle que les provinces dissidentes se joindraient à la confédération. En revanche, l'ancienne capitale deviendrait le centre du gouvernement. Installé dans Bogotá, le congrès songea d'abord aux moyens de repousser les Espagnols, que l'on s'atten-

dait à voir bientôt paraître. Napoléon était tombé; Ferdinand était rentré à Madrid ; on apprit bientôt qu'il envoyait au secours des royalistes une flotte et dix mille six cent quarante-deux hommes sous les ordres de Morillo. Des avis avaient été expédiés à tous les vice-rois pour leur signaler l'arrivée prochaine de ce renfort important. Le cabinet de Madrid entretenait l'espoir qu'à cette seule nouvelle, les rebelles, saisis de terreur, feraient en masse leur soumission. C'était trop compter sur le prestige des armes espagnoles, qu'on savait maintenant n'être point invincibles. D'ailleurs, ces événements coïncidaient avec la capitulation de Montevideo, dernier refuge de la métropole dans l'ancienne vice-royauté de Buenos-Ayres, désormais transformée en État indépendant. La nouvelle république s'était créé une escadre, et les marins de la Plata avaient battu la flotte espagnole. Montevideo et sa garnison de cinq mille cinq cents hommes capitulant, l'Espagne perdait l'unique territoire qu'elle occupât encore sur toute la côte orientale de l'Amérique du Sud. Si l'échec de Montevideo était, en quelque sorte compensé par les événements du Chili, retombé sous le joug en 1814, et livré aux horreurs de la répression à outrance, mais où le chef de guerillas Rodriguez, harcelait toujours les royalistes, il faut dire que le Pérou, cédant enfin aux suggestions de Belgrano et du gouvernement de Buenos-Ayres, voyait ses provinces de Cuzco, de Huamanga et d'Arequipa, jusqu'alors tranquilles, se déclarer pour la cause de l'indépendance. Lima, de son côté, n'était que très-difficilement maintenue.

Les chefs grenadins et les chefs venezueliens s'étaient rapprochés. Castillo, Cabal et Urdaneta agissaient pour la

Nouvelle-Grenade, Bolivar et Mariño pour Venezuela. Au sud, on envoya des troupes pour contenir le gouvernement de Quito, et dans l'est, Urdaneta fut chargé d'arrêter les incursions dévastatrices de Puy. Bolivar, nommé capitaine général de la Nouvelle-Grenade et du Venezuela, descend la Magdalena à la tête de trois mille hommes, surprend Monpox, où il fusille quatre cents prisonniers, et demande un renfort pour attaquer Sainte-Marthe, à Torricès, qui, plus préoccupé de maintenir l'indépendance de Carthagène vis-à-vis de Bogotá que de repousser l'ennemi, le lui refuse obstinément. Il veut contraindre le président à s'exécuter, et au lieu de poursuivre sa marche, il se dirige sur Carthagène. Il perd ainsi un temps précieux. L'ennemi approche; le salut commun s'oppose à une lutte fratricide. Il joint ses troupes à celles de Carthagène et s'embarque seul pour la Jamaïque d'où il espère ramener des secours. Il allait revenir avec des troupes fraiches, lorsqu'il apprit la capitulation de Carthagène après une résistance héroïque de quatre mois. La seconde période de la guerre insurrectionnelle finissait encore plus malheureusement que la première. Morillo entra dans Carthagène le 6 décembre 1815. Cette ville n'était plus que ruines; elle expiait cruellement son refus de concourir au salut commun; tout l'effort de l'ennemi avait porté contre elle; par cette place la Nouvelle-Grenade lui était rouverte.

Tout d'abord Morillo annonça des intentions pacifiques, mais presque aussitôt cédant aux conseils de Morales, il ordonna qu'à l'égard des rebelles, on oubliât « toutes les considérations d'humanité. » Les exécutions sommaires, les déportations en masse, les emprisonnements,

les contributions forcées, les saisies de biens commencèrent sur tous les points. Cependant les indépendants tenaient la plaine avec beaucoup de bravoure et d'opiniâtreté. Après une victoire importante à Puente (16 février 1816), Morillo se laissa battre par Urdaneta et Torricès. Sa situation fut un moment critique. Cinq cents Espagnols passèrent aux patriotes; des corsaires capturèrent ses convois, un de ses vaisseaux sauta; Brion, ce riche négociant hollandais, dont Caracas avait fait un capitaine de frégate, puis un amiral, ramenait Bolivar, Mariño et quinze cents hommes déterminés, dont un millier de noirs fournis par Péthion. Sa mauvaise foi, ses mesures tyranniques, son inhumanité jetaient dans les rangs de la rébellion, nombre d'individus convaincus désormais que les capitulations, les promesses de pardon étaient autant de piéges. Ainsi le brigadier Latorre, en retour d'un traité formel, portant amnistie générale, s'était vu ouvrir les portes de Bogotá; Morillo n'eut rien de plus pressé que de violer la parole donnée en son nom. Torres, Lozano, Torricès, Cabal, Miguel de Pombo, le mathématicien Cáldas et plus de deux cents autres patriotes furent passés par les armes, leurs familles furent exilées, leurs biens confisqués. Cet homme doué de talents militaires incontestables, n'avait rien de ce qu'il faut pour pacifier un pays. En exaspérant les vaincus, il rendit leur soumission impossible. Venu pour reconquérir l'Amérique, il en consomma la perte. Il croyait à l'efficacité des mesures odieuses et arbitraires imaginées par lui, et dont l'exécution était confiée à un *conseil de guerre permanent*, à un *conseil de purification*, à une *junte de séquestre*, enfin à des *conseils de guerre verbaux*.

Le drapeau espagnol flottait de nouveau sur tout le territoire de la Nouvelle-Grenade ; ce résultat l'aveuglait ; il s'exagérait sa puissance et croyait la rendre invincible et durable par un régime de terreur qu'il voulait aller porter jusque dans le Pérou frémissant ; en même temps, il rêvait l'écrasement de Buenos-Ayres. Bolivar vint le tirer de ses chimères. Le Libérateur mit secrètement à la voile, aux Cayes. L'expédition, presque toute aux frais de Brion, montait deux vaisseaux de guerre et treize vaisseaux de transport. Le 2 mars, Brion battait la flottille espagnole et capturait deux bâtiments; le 3, Bolivar débarquait à l'île Margarita, tombée au pouvoir du mulâtre Arismendi, où les insurgés, réunis en assemblée générale, proclamèrent, quatre jours après, la République de Venezuela « une et indivisible » avec Bolivar pour chef. Arismendi offrit au dictateur un roseau surmonté d'une tête d'or, « emblème de l'autorité suprême dans un pays qui peut ployer sous le vent de l'adversité, mais qui ne rompra pas. »

L'Écossais Mac Gregor, à la tête de six cents hommes déterminés, fut chargé d'aller secourir Mariño et Piar, qui se maintenaient dans la Guyane, pendant que Paez, prenant pour base de ses opérations la province d'Apure, en chasserait Morillo. L'Indien Paez, dont la jeunesse s'était passée au milieu des *llaneros*, avait entrepris d'arracher à la réaction ces redoutables adversaires et de les rallier à la cause de l'indépendance. Il y était parvenu; désabusés sur la gratitude du gouvernement espagnol qui, croyant n'avoir plus besoin d'eux, les avait licenciés avec dédain et sans la moindre rémunération, ils allaient servir la cause de la révolution et devenir pour elle l'ins-

trument le plus efficace du succès définitif. Paez, par son caractère loyal et généreux, était devenu l'idole de ces natures sauvages. Ses exploits en firent un personnage légendaire. On racontait sur son compte les choses les plus surprenantes; il chassait, assurait-on, l'infanterie espagnole en lâchant sur elle des bœufs sauvages, et incendiait les steppes pour arrêter la poursuite; il avait pris dans les eaux de l'Apure plusieurs canonnières à la nage, avec ses hommes à cheval; de sa lance terrible il tuait jusqu'à quarante ennemis dans la mêlée, et s'il tombait sur une bande de fuyards, il achevait la déroute par l'éclat de sa voix et l'épouvante qu'il inspirait. Doué d'une force prodigieuse, d'une énergie indomptable, il partageait les amusements et les dangers de ses soldats. A la tête des farouches llaneros des plaines d'Apure, il préludait aux brillants exploits qui devaient en faire la terreur des armées espagnoles.

Bolivar, trahi par la fortune, n'en fut pas moins obligé de battre en retraite encore une fois. Réfugié à la Jamaïque, il faillit périr sous le poignard des royalistes; mais rien ne pouvait altérer son courage; actif, fertile en ressources, inépuisable en expédients, le moment était venu où, après avoir touché le fond de l'abîme, il allait se relever et en sortir. La mutinerie de quelques chefs, ses rivaux, était on ne peut plus fatale à la cause de l'indépendance; elle l'eût été bien plus encore si, de leur côté, les commandants espagnols n'eussent été divisés à ce point que Morillo avait dû faire arrêter deux officiers généraux, Moralès et Real. Après de longs pourparlers, Arismendi, Via, Paez, Roxas, Monagas, Sedegno, Bermudez, convinrent de le reconnaître pour généralissime. Il

6.

convoqua un congrès général à l'île Margarita. Barcelona devint le siége du gouvernement provisoire, dont il prit la direction avec le titre de président de la République de Venezuela. C'est là que Morillo vint l'assiéger; il se fit battre et son camp tomba aux mains des républicains; quant à son escadre, elle échappa, comme par miracle, à une destruction totale; Bolivar n'avait pas craint en effet d'incendier ses propres vaisseaux pour couper à l'ennemi l'entrée du port : la fortune souriait de nouveau aux indépendants; ils reprenaient l'avantage sur plusieurs points à la fois, et le découragement se mettait dans les rangs opposés. Par contre, Bolivar et Mariño ne parvenaient pas à se mettre d'accord. Celui-ci voulait assiéger Cumana, celui-là avait en vue Caracas. L'éloignement de Mariño allait affaiblir Bolivar. Fort heureusement, les mouvements insurrectionnels se multipliaient dans la Nouvelle-Grenade; de nombreuses guerillas couraient les provinces d'Antioquia, de Quito, de Popayan, et Piar, secondé par Brion, envahissait la Guyane. De son côté, Paez, battant la plaine avec ses lanciers llaneros, remportait deux victoires éclatantes et culbutait Morillo en personne. L'armée espagnole aux abois s'apprêtait à évacuer Caracas, lorsqu'un renfort de quatre mille hommes lui permit d'aller déloger Mariño de la province de Cumana : l'île Margarita était devenue le siége de l'amirauté venezuelienne; il se porta de ce côté; en deux mois ses quatre mille hommes y périrent.

Bolivar avait établi son quartier général à Angostura, la rapidité de ses mouvements déconcertait l'ennemi; écrasé sur un point, il reparaissait victorieux sur un autre. Sa popularité n'avait pas souffert de ses dé-

faites et l'on accourait d'Angleterre et de France s'enrôler sous ses bannières; il fit de ces volontaires une légion modèle dont l'effectif dépassait deux mille hommes ; en même temps, il accréditait des chargés d'affaires à Washington et à Londres. En Angleterre, Lopez Mendez, chargé de contracter des emprunts et de recruter des soldats, avait vu affluer l'argent et les hommes. Le Venezuela comptait jusqu'à neuf mille combattants étrangers. Désespérant de vaincre le Libérateur, on tenta de l'assassiner. Douze hommes pénétrèrent une nuit dans sa tente ; il échappa presque nu à leurs poignards.

A la fin de 1818, la situation des républicains était devenue excellente. Bolivar réunit un congrès national à Angostura ; il l'ouvrit en personne le 15 février 1819, et lui présenta un projet de constitution. La présidence de la république lui fut confirmée; il résolut alors de frapper un coup décisif. Agir sur plusieurs points à la fois, feindre d'opérer en vue de Caracas et marcher sur le sud de la Nouvelle-Grenade, dont depuis deux ans les Espagnols étaient tranquilles possesseurs, tel était son plan. Morillo ne paraît pas l'avoir deviné. Mariño fut chargé d'occuper les provinces orientales et de prendre Cumana et Barcelona pendant que le dictateur se mettrait en campagne. Bolivar partit n'ayant avec lui que son état-major et deux mille hommes environ, mais il comptait sur les renforts étrangers, sur les llaneros de Paez et sur les contingents grenadins. Les patriotes de Casanare s'étaient soulevés de nouveau et avaient reconnu l'autorité de Santander, ami et agent de Bolivar; il s'agissait d'arriver jusqu'à eux, de s'emparer, avec leur aide, de Bogotá et de revenir dans le Venezuela avec des forces

nouvelles. Mais il fallait passer les Andes dans la saison des pluies, s'aventurer dans des régions escarpées, stériles, entrecoupées de torrents, s'engager dans des déserts où le mirage aggravait les tortures de la soif, pénétrer dans des forêts dont les arbres, d'une hauteur prodigieuse, excluent la lumière du jour et déversent une pluie continuelle, marcher pendant des heures entières dans les plaines inondées plongé dans l'eau jusqu'à mi-corps ; sur les hauteurs, les tourbillons d'un vent glacial, plus de végétation, la neige, et pour signaler le chemin les ossements des voyageurs qui avaient péri. Lorsque, au bout de soixante-dix jours des plus cruelles souffrances, la petite armée atteignit le versant occidental de la montagne, elle était dans un état lamentable et de beaucoup réduite. Le matériel de guerre avait dû être en partie abandonné; les chevaux avaient tous péri ; les hommes marchaient hébétés. Mais le but était atteint, et ces héros allaient bientôt recevoir le prix de leur courage : Le 1er juillet, dans la vallée de Sagamoso, Bolivar rencontra trois mille cinq cents Espagnols, les attaqua, les culbuta, et le soir même Tunja fut en son pouvoir. L'affaire décisive de Boyaca lui ouvrit les portes de Bogotá (10 août 1819). Cette brillante campagne avait duré soixante-quinze jours. Mettant à exécution son projet favori, Bolivar fit de la Nouvelle-Grenade et du Venezuela une seule république. Après avoir confié la vice-présidence à Santander, il reprit la route d'Angostura. Son retour fut une marche triomphale. Le Congrès, présidé par Antonio Zea, consacra la fusion des deux provinces, qui prirent le nom de *République une et indivisible de Colombie* en l'honneur de Christophe Colomb (17 décembre).

Avant d'aller plus loin, jetons un rapide coup d'œil sur la situation politique des diverses contrées sud-américaines. Et d'abord, que s'était-il passé au Brésil? La maison de Bragance, fuyant devant les Français, avait débarqué le 17 janvier 1808 à Rio-Janeiro. Elle avait trouvé le pays frémissant, lui aussi, aux idées de liberté, et prêt à faire sa révolution. Des rêves d'émancipation s'étaient formés là comme dans les contrées voisines. Une conspiration avait même été organisée, dès 1789, par des jeunes gens nourris de la lecture des écrivains français; leur chef, Joseph da Sylva-Xavier, expia sur le gibet les nobles élans de son patriotisme; les autres furent exilés. Rio-Janeiro devenant le siége de la monarchie portugaise, le Brésil cessa d'être colonie; ses ports furent ouverts au commerce et diverses innovations eurent lieu qui donnèrent au pays une prospérité jusqu'alors inconnue; mais en même temps les idées d'indépendance se reveillèrent. Le titre de royaume accordé au Brésil par le prince régent, qui, dès lors, gouverna sous le nom de Jean IV, ne causa qu'une satisfaction passagère. En 1817, les républicains de Pernambuco tentèrent une insurrection; elle fut noyée dans le sang; d'autres mouvements provoqués par les exigences royales, l'augmentation des impôts, la mauvaise administration de la justice, eurent lieu sur divers points.

Le moment n'était pas éloigné où l'antagonisme entre les Portugais et les Brésiliens allait donner lieu à des résolutions arbitraires, extravagantes, bientôt suivies de violences épouvantables comme le terrible massacre de la Bourse, en février 1821.

Au Paraguay, la révolution s'était accomplie sans effu-

sion de sang les 14 et 15 mai 1811. Il s'y était formé une sorte de république ayant à sa tête comme dictateur à vie un homme étrange, une sorte de Louis XI, le docteur Francia ; cet ombrageux despote, reprenant les traditions des jésuites, avait décrété l'interdiction absolue de toute relation entre le Paraguay et les autres pays du monde.

Les provinces de la Plata s'étaient définitivement détachées de la métropole. Rien n'avait pu les arrêter dans leur œuvre d'émancipation définitivement consommée en 1813, ni la guerre avec les Espagnols du Haut-Pérou et les tentatives armées des Portugais du Brésil, ni les efforts des factions royalistes pour entretenir l'anarchie, ni les rivalités des chefs, ni l'insubordination de l'armée, ni les intrigues des maisons souveraines d'Europe prises d'une véritable fureur de domination. Pour régner, la maison de Bragance alléguait les droits de Charlotte de Bourbon et se prévalait de la captivité des princes espagnols ; la France offrait le duc d'Orléans et le prince de Lucques, d'autres proposaient François de Paule, frère de Ferdinand VII. Ces compétitions coûtèrent beaucoup de sang. Les dix premières années de la révolution n'avaient été qu'une lutte incessante ; mais les mots magiques de patrie et de liberté réunissaient aux heures suprêmes tous les partis divisés, et la jeune République sortait triomphante des obstacles qu'on lui suscitait de toutes parts. Plus d'une fois, elle avait pu se croire perdue. Troublée jusque dans sa capitale même par les partis rivaux, attaquée dans la Banda-Orientale par Artigas qui voulait s'en attribuer le gouvernement, menacée de dislocation par les efforts séparatistes des pro-

vinces, peu disposées à subir le joug de Buenos-Ayres, ayant à redouter à la fois l'arrivée d'une escadre espagnole et les entreprises d'une armée brésilienne, exposée, par suite des succès du général espagnol Pezuela dans le Haut-Pérou et du colonel Osorio dans le Chili, à se voir envahie sur ces deux frontières, elle avait vu, pendant l'année 1816, sous la direction de Puyredon, disparaître successivement tous ces dangers. Artigas, qui s'était emparé pour son compte personnel de Santa-Féet de Montevideo, avait été reconnu par le gouvernement de Buenos-Ayres, en 1815, comme chef de la Banda-Orientale; repoussant, dès l'année suivante, une agression des Portugais, désireux de s'adjuger tout le pays jusqu'à La Plata, il les avait obligés à entrer en négociation avec la République de Buenos-Ayres. L'acte d'indépendance des Provinces-Unies du Rio-de-la-Plata, dont faisaient alors partie les provinces du Haut-Pérou (Bolivie), avait été voté le 9 juillet 1816 à Tucuman, par le congrès statuant « sur le grand et auguste objet de l'indépendance des peuples. » La République eût donc pu vivre tranquille, si le projet des grandes puissances européennes d'ériger le territoire de La Plata en royaume pour le prince de Lucques n'était venu porter à son comble l'anarchie. Puyredon, investi du pouvoir suprême, fut soupçonné de favoriser ces visées liberticides. Ce fut, dès lors, une confusion générale. La République se partagea en autant d'Etats que de provinces, les hostilités de ville à ville éclatèrent. Les provinces septentrionales commencèrent la guerre dite des fédéralistes et marchèrent contre les unionistes de Buenos-Ayres. Artigas battit, dans une rencontre sérieuse à Cépeda, les partisans de la monar-

chie. Un traité de paix fut conclu, le 23 février 1820, à El Pilar. On convint de former une confédération sous un gouvernement central et l'on célébra par des fêtes publiques l'important changement qui venait de s'effectuer. Si l'Espagne ne se fût pas trouvée alors en proie à des complications intérieures, elle eût sans doute essayé là comme dans la Colombie de porter un grand coup ; elle légua au Brésil la mission de perpétuer la guerre par les prétentions de la maison de Bragance à la possession de l'Etat oriental de l'Urugay, dont l'usurpation fut consommée en 1822. A la suite du traité d'El Pilar, les républiques fédérées des Provinces-Unies de La Plata formèrent six divisions : Buenos-Ayres, Mendoza, Tucuman, Cordova, Salta et Corientes, comprenant un million douze mille habitants environ. L'armée fédérale s'élevait à trente mille hommes, dont quatorze mille sept cent dix-huit cavaliers, treize mille six cent quatre-vingt-treize fantassins, et douze mille quatre-vingt-seize artilleurs ; le reste se composait de miliciens et de pasteurs des plaines.

La Plata ne faisait pas seulement des efforts pour assurer sa propre indépendance ; malgré ses embarras sans cesse renaissants, la jeune République offrait et portait secours aux pays qui voulaient être libres. Puyredon avait noué, dès 1815, d'actives communications avec Bolivar; il était en relation avec O'Higgins, ce fameux patriote chilien qui, bloqué à Rancagua et ne pouvant plus résister, avait cousu une bande noire à son drapeau, tiré ses derniers coups de canon avec des dollars en guise de mitraille, puis, à la lueur de l'incendie, se faisant jour l'épée à la main à travers l'ennemi, avait regagné Santiago

suivi de trois cents dragons, seuls débris de son armée (1814). Le Chili souffrait avec résignation le système de persécutions organisé par le commandant San-Bruno ; mais des hommes influents y préparaient la revanche de la liberté, et le gouvernement de Buenos-Ayres correspondait avec eux. Il était également en relations suivies avec tous les chefs de bandes insurgées du Haut-Pérou et du Bas-Pérou. Ainsi s'était formé le faisceau contre lequel les derniers efforts de l'Espagne ne devaient pas tarder à se briser.

Un corps de quatre mille hommes, sous les ordres de San-Martin, gouverneur de Mendoza, avait été envoyé au secours du Chili. San-Martin pénétra dans ce pays par un défilé des Andes regardé jusqu'alors comme impraticable. Vainqueur à Chacabuco (14 février 1817), il remit les rênes du gouvernement à O'Higgins ; la sanglante bataille de Maypo (5 avril 1818) enleva définitivement le Chili aux Espagnols. La joie causée par ce triomphe fut telle à Santiago, qu'un vieillard tomba raide mort en l'apprenant et que plusieurs citoyens devinrent subitement fous. A partir de ce moment, les Chiliens ne se contentent plus de défendre leur propre territoire ; d'accord avec les Buenos-Ayriens, ils volent au secours des peuples frères que l'Espagne tient encore asservis. Une flotte partie de l'Espagne avec deux mille hommes de débarquement est battue par les forces réunies des deux pays, et bientôt, sous le commandement de lord Cochrane, officier anglais, la marine du Chili est en état de tenir la mer et de jeter cinq mille hommes sur les côtes du Pérou (1820). Lord Cochrane et San-Martin, chargés d'arracher le Pérou à la domination espagnole, s'emparèrent

de Lima le 28 juillet 1821 ; l'indépendance péruvienne fut proclamée le jour même et, le 3 août, San-Martin se constitua dictateur suprême du Pérou.

On a vu par ce qui précède quel était l'état des colonies hispano-américaines lors de la révolution de 1820. Au moment où elle éclata, Ferdinand VII faisait préparer à Cadix la grande expédition destinée, dans son esprit, à ramener à l'obéissance et à subjuguer pour toujours les contrées rebelles. Vingt-deux mille hommes étaient réunis et attendaient dans le mécontentement et l'indiscipline un départ qui ne se faisait pas, faute de moyens de transport suffisants. Ces soldats, destinés à aller combattre la révolution en Amérique, la proclamèrent en Andalousie et la firent triompher à Madrid. Bolivar fit proposer à Morillo de cesser une lutte qui n'avait que trop duré ; un armistice fut conclu à Trujillo le 25 novembre 1820 entre les généraux espagnols et colombiens et ratifié le lendemain par Bolivar et Morillo, qui eurent une entrevue solennelle au village de Santa-Anna, dînèrent à la même table, reposèrent une nuit entière dans la même chambre. Les Cortès, mécontentes, rappelèrent Morillo, répondirent par des propositions dérisoires aux tentatives de négociation ; trois mois et demi après la signature de la trêve, Bolivar en dénonça le terme à Latorre, qui succédait à Morillo. Le 24 juin, il s'avança sur le quartier général espagnol et l'emporta après une charge brillante des lanciers de Paez. Le soir même Bolivar occupa Valence. Caracas, la Guaira rentrèrent en son pouvoir, Carthagène et Cumana se rendirent.

Le congrès assemblé à Cucuta jeta les bases d'un nouveau gouvernement. La constitution, publiée le 30 août 1821,

et modelée sur celle des Etats-Unis, abolissait l'inquisition, reconnaissait la dette des deux Etats, divisait le pouvoir législatif en deux chambres et remettait le pouvoir exécutif à un président nommé tous les quatre ans. Bolivar fut de nouveau investi de l'autorité suprême. En 1822, les États-Unis reconnurent l'indépendance de la Colombie et des traités de ligue et d'union furent signés avec le Pérou, Buenos-Ayres, le Chili et le Mexique. A la fin de 1823 la dernière garnison espagnole, celle de Puerto-Cabello, mit bas les armes. Le libérateur était alors à Lima, où les royalistes attisaient la discorde; traversant de nouveau les Andes, il était accouru pour sauver la cause de l'indépendance. Le général colombien Sucre, vainqueur du vice-roi, en vue de Pinchincha (1822), était entré dans Quito et dans Guayaquil; les représentants de ces provinces en votèrent l'incorporation à la Colombie qui s'accrut ainsi de deux millions six cent cinquante habitants. Les mémorables victoires de Junin et d'Ayacucho (1825) assurèrent la délivrance du Pérou; la reddition du Callao l'acheva, et l'année 1826 vit s'éloigner de la terre libre désormais de l'Amérique du Sud le dernier soldat espagnol. L'Espagne perdait pour toujours ces riches contrées où elle avait jusqu'alors puisé sans relâche; sa défaite honteuse était la juste expiation de sa conduite à l'égard de ces peuples qu'elle avait si cruellement tyrannisés. L'armée libératrice était arrivée au terme de ses exploits. Tout l'empire des Incas était affranchi, et parmi les étendards enlevés aux régiments espagnols qui pendant quatorze ans avaient combattu l'indépendance du Pérou, il s'en trouvait un qui avait bien son prix; c'était celui avec lequel Pizarre était

entré trois cents ans auparavant dans la capitale d'Atahualpa.

Les événements qui vont se produire à partir de ce moment appartiennent à la seconde partie de cet ouvrage. C'est là que nous allons assister au développement du vaste empire qui s'est substitué à la colonie portugaise et à la laborieuse organisation des neuf républiques qui ont remplacé les colonies espagnols : si le Brésil, secondé par les monarchies d'Europe put accomplir sa transformation sans trop de secousses, il n'en fut pas de même des républiques hispano-américaines, entourées de piéges et d'obstacles dès leur berceau. Avant de juger sévèrement ces nations turbulentes et encore inexpérimentées pour la plupart, il faut songer à l'état d'ignorance et d'abaissement dans lequel l'Espagne avait systématiquement tenu ses tributaires, aux cruels embarras financiers qu'elle leur avait légués, aux germes de fanatisme que ses inquisiteurs ont déposé parmi le peuple, au trouble des esprits, abaissés par une si longue oppression et peu faits encore à l'exercice paisible de la liberté.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

ÉTATS-UNIS DE COLOMBIE

(Nouvelle-Grenade.)

Bolivar retourne en Colombie. — Congrès de Panama. — Paëz. — Le congrès de Lima (1827). — Mort de Bolivar. — Démembrement de la République colombienne : Nouvelle-Grenade, Équateur, Venezuela. — Histoire de la République de Nouvelle-Grenade ou de Colombie jusqu'à nos jours (1895).

Un décret du 23 juin 1824 divisait le territoire de la république colombienne en douze départements : Orinoco, Venezuela, Apure, Zulia, Boyaca, Cundinamarca, Cauca Magdalena, Isthme, Equateur, Assuay, Guayaquil, qui se subdivisaient en provinces, en districts et en paroisses. Mais cette organisation n'eut qu'une durée éphémère. Mise à l'épreuve, la constitution de Cucuta avait été l'objet des plus vives attaques : deux partis étaient en présence ; les *unitaires*, qui voulaient le maintien de l'union, les *fédéralistes*, qui demandaient la séparation avec un système d'alliance. Lorsqu'au mois de juin 1826, Bolivar, chargé du gouvernement dictatorial du Pérou, rentra dans la Colombie, la paix intérieure était gravement compromise. Au nom du salut public, il s'empara de la dic-

tature. L'armée lui était dévouée, elle applaudit à cette détermination. Mais l'élément civil le soupçonna de céder aux attractions du pouvoir et de vouloir marcher sur les traces de l'homme de Brumaire. On a prétendu que ce qui sauva la Colombie du danger de s'organiser en monarchie sous Bolivar, ce fut l'existence à côté du libérateur de nombreux patriotes dévoués au triomphe de la cause nationale et qui n'entendaient sous aucun rapport se subordonner à ses instincts despotiques. On a dit que comme César, Bolivar cherchait de tous côtés des Antoines, qui, sous le prétexte du bien public, le forçassent à prendre en main les rènes du gouvernement et à absorber en lui-même toute l'autorité (1). Partant de là, on lui a prêté une hypocrisie tout à fait raffinée lorsqu'il recommandait à ses concitoyens de se tenir en garde contre lui-même. Cette recommandation nous la voyons se produire à tout propos. L'histoire a conservé sa belle réponse au congrès d'Angostura, qui lui offrait en 1819 la présidence de la république colombienne : « L'épée sera inutile dans la paix. Un homme comme moi est dangereux dans un gouvernement populaire, il est une menace constante à la souveraineté du peuple. Je préfère le titre de citoyen à celui de libérateur, car celui-ci vient de la guerre et l'autre de la loi. » En 1824, il écrivait au président du Sénat pour résilier le pouvoir : « Je désire convaincre l'Europe et l'Amérique de l'horreur que m'inspire le pouvoir suprême, sous quelque nom qu'il se déguise : ma conscience est révoltée des colomnies atroces qu'accu-

(1) G. Hubbard, *Histoire contemporaine de l'Espagne.* Paris et Madrid, 1869, in-8°, 2e vol.

mulent contre moi les *libérales* de l'Amérique et les *serviles* de l'Europe. » En adressant au congrès de Bolivie un projet de constitution pour ce pays, il disait : « Législateurs, la liberté est désormais indestructible en Amérique. Vous voyez que la nature sauvage de ce pays est suffisante pour repousser toute forme de gouvernement monarchique. Nous n'avons ici ni de grandes puissances nobiliaires, ni de hautes dignités ecclésiastiques. Dépourvus de pareils appuis, les tyrans ne peuvent fonder un empire durable; et si quelques hommes ambitieux songeaient à s'emparer du pouvoir suprême, que le sort de Dessaline, de Christophe et d'Iturbide leur apprenne ce qui les attend. Ces princes improvisés qui s'aveugleraient au point de vouloir élever des trônes sur les ruines de la liberté, creuseraient leur propre tombeau pour apprendre à la postérité comment ils ont pu préférer leur insatiable ambition à la liberté et à la gloire. » Il ne parait pas qu'un homme qui eût convoité la couronne se fût exprimé dans des termes aussi catégoriques. Une autre fois, à Bogotá, ce toast fut porté dans un banquet : « Si jamais le gouvernement monarchique est établi en Colombie, puisse Bolivar être notre empereur ! » Un des généraux de l'indépendance se levant alors s'écria : « Si jamais Bolivar se laisse nommer empereur, puisse son sang couler de son cœur comme ce vin de mon verre. » Le Libérateur embrassa son compagnon d'armes en disant : « Si les sentiments de cet honnête homme animent toujours les habitants de la Colombie, notre indépendance et notre liberté ne seront jamais en danger. » Que Bolivar ait désiré la dictature à vie cela n'est pas douteux, il la regardait comme le seul moyen d'effectuer la délivrance de l'Amérique, il la

croyait indispensable à ses projets d'agrandissement et de prépondérance pour son pays, et en cela, il était sur la pente qui, fatalement, conduit au despotisme ; mais nous persistons à croire à sa sincérité, à sa bonne foi, à son patriotisme. De ce qu'on lui avait donné le sobriquet de « l'Oncle ça s'entend, » parce qu'il se servait souvent de ces mots et surtout lorsqu'il était d'un avis contraire à celui qu'il semblait ainsi appuyer, on a voulu en faire un tartufe politique ; c'est se montrer bien injuste envers ce patriote intègre que l'exemple de Bonaparte n'avait pas perverti ; ne le mesurons pas à la taille d'un Washington ; c'est un héros créole et si l'on veut un Sertorius — le mot a été dit. Passons-lui sa jactance, son orgueil, sa dissimulation ; voyons son activité, sa bravoure, sa passion pour la gloire et pour l'indépendance de son pays, son désintéressement et sa générosité. Strict exécuteur de la promesse qu'il avait faite à Péthion, en affranchissant les nègres des autres, il donna la liberté à 1,200 esclaves qu'il avait dans ses terres ; il ne touchait que des à-compte sur ses traitements, et ces à-compte étaient moins à lui qu'à ceux qui l'entouraient ; son sang sa vie, ses biens, il sacrifia tout à la cause qu'il avait embrassée ; nous pouvons critiquer ses actes, son goût de domination, mais nous devons croire à la pureté de ses motifs. Songeons d'ailleurs qu'il est notre allié par plus d'un côté : ses méditations s'étaient de bonne heure portées vers la France, vers les principes de notre immortelle Révolution, et d'un jeune homme insouciant et dissolu, la Déclaration des droits de l'homme avait fait un citoyen et un héros ; mais comme tous les héros celui-ci a ses faiblesses, il a ses fautes et peut-être même ses crimes. Qu'on

ait, à de certains moments, pu parler autour de lui de la monarchie « sans horreur » comme en des circonstances analogues, disait Washington à son ami John Hay, cela n'est pas douteux. On y pensait, on en parlait, et « de la parole à l'action — c'est encore Washington qui parle — il n'y a qu'un pas, mais quel pas irrévocable et terrible !» Or, ce pas, Bolivar n'a jamais eu la pensée de le franchir et c'est pourquoi les peuples libres salueront son nom à jamais.

Du Pérou, le Libérateur avait repris un projet né dans son esprit en 1822, au plus fort de la guerre contre l'Espagne ; ce projet avait pour but de convoquer une assemblée de plénipotentiaires des Etats américains pour délibérer « sous les auspices de la victoire » d'intérêts communs, aviser au moyen de se défendre contre l'Espagne ou toute autre puissance qui menacerait l'indépendance, et d'opposer une vaste fédération américaine à la Sainte-Alliance et au dangereux principe d'intervention adopté par les cabinets européens. Cette assemblée aurait pu, dans la pensée de Bolivar, servir de conseil dans les grands troubles, de point de ralliement dans les dangers communs, d'interprète fidèle des traités publics, s'il s'élevait des difficultés, et enfin d'arbitre (1). Ce projet fut pendant toute l'année 1825 l'objet d'une correspondance active entre la Colombie, le Pérou et les autres gouvernements nouveaux, et même avec les Etats-Unis et le Brésil. Bolivar était d'autant plus pressant que la France de la Restauration menaçait alors de reprendre

(1) *Note du conseil du gouvernement du Pérou au pouvoir exécutif de la Plata,* du 2 mai 1825.

au nom du droit divin, la cause que venait d'abandonner l'Espagne. Il allait jusqu'à demander que le Congrès fut érigé en un comité de salut public indépendant de ses mandataires et disposant d'une flotte puissante, ainsi que d'une armée de 100,000 hommes. Le Mexique et Guatemala accueillirent le projet avec empressement : le Chili et Buenos-Ayres mirent des délais à y répondre ; le Brésil, qui déclarait la guerre à la Plata, et les États-Unis du Nord, se bornèrent au rôle de spectateurs. Quant au Paraguay, il vivait étranger à tout ce qui se passait au-delà de ses frontières. Les conférences s'ouvrirent le 22 juin 1826, à Panama, dans cette magnifique position « où la diplomatie américaine devait considérer les intérêts de dix peuples nouveaux et constituer une fédération républicaine en regard de la vieille organisation monarchique de l'Europe. Mais le Congrès était à peine ouvert que les effets du climat se firent sentir d'une manière alarmante ; le plénipotentiaire des Etats-Unis et deux secretaires du commissaire britannique moururent presque en meme temps. Sous la menace d'un danger qui allait croissant, les représentants de la Colombie, du Pérou, de Guatémala et du Mexique, signèrent en hâte un traité d'union et de confédération perpétuelle et s'ajournèrent à une époque indéterminée, mais les événements rejetèrent bien loin la poursuite de ce projet grandiose. Bolivar, dont les espérances s'évanouissaient ainsi, comparait tristement le Congrès de Panama à un pilote fou, qui, du rivage, essayerait de guider un navire secoué par les tempêtes du large. Son but secret avait été de préparer l'érection de la Colombie, du Pérou, de la Bolivie, de la Plata et du Chili en une immense république dont il

eût été le chef suprême. Par suite, le continent américain se serait trouvé composé de quatre États : le Mexique agrandi aux dépens de Guatémala, l'Amérique du Nord, le Brésil, et enfin, sous le nom d'États-Unis du Sud, l'Amérique méridionale. Une dépêche adressée à Santander, vice-président de la République colombienne, par Vidaure, ministre des affaires étrangères du Pérou, établit que ce projet fut connu à Panama. Dans une lettre à Bolivar, Vidaure, qui présidait le Congrès, s'indigna. Les termes de sa dépêche à Santander montrent à quel point sa défiance est excitée. « C'est avec peine, dit-il, que j'entendis le neveu du Libérateur, sehñor Briceno Mendez, plénipotentiaire au grand congrès américain, parler de son *couronnement*. Son ancien aide de camp, Masquera, intendant de Guayaquil, se montra également l'apôtre de sa royauté. » Et il ajoute : « Combien furent profondes ma douleur et ma surprise, lorsque, dans ces circonstances, j'entendis sehñor Gual me dire : « Colombie aura une population aussi grande que celle du Mexique. » Dès ce moment, Vidaure se proposa de renverser de fond en comble un projet qui, « quoique si fort dans la conception des complices de la tyrannie, était bien faible lorsqu'on en examinait le fondement. » Il écrivit pour l'ouverture du Congrès un discours qui fut approuvé par les représentants de tous les États libres, mais qui lui attira, dit-il, de la part des envoyés d'Angleterre et de Hollande la remarque suivante : « Votre vie court le plus grand danger. Bolivar a jeté le masque ; il veut être empereur et établir une nouvelle dynastie. » Au dire de Vidaure, le projet de Bolivar échoua par la précipitation avec laquelle les traités furent conclus.

Ces faits éclairent d'un jour particulier la physionomie du Libérateur. Il est certain qu'à cette époque la jonction des trois républiques de Bolivie, du Pérou et de Colombie, sous le titre de Confédération, avec une capitale, résidence d'un chef perpétuel et inviolable, était déjà presque faite; le système de centralisation avait des adversaires nombreux que l'on traitait assez durement de factieux, d'anarchistes et de perturbateurs. A leur tête était Paez, l'ancien compagnon d'armes de Bolivar. Paez, député au sénat colombien pour Venezuela, avait le commandement militaire de ce pays dont il réclamait l'autonomie absolue. Le vice-président Santander, tout en combattant en apparence le parti fédéraliste ou séparatiste, l'appuyait secrètement. Son but était-il, comme on l'a prétendu, de tromper ce parti de l'annihiler par la ruse, après quoi de se substituer à Bolivar lui-même. En tous cas, le Libérateur savait où étaient ses ennemis, et il entreprit de s'en défaire en les attaquant séparément et les uns par les autres. Ses calculs n'eurent pas tout le résultat qu'il en attendait. En mars 1826, Bolivar avait obtenu du Congrès une accusation contre l'administration de Paez. L'ancien chef des llaneros, soutenu par Mariño, essaya un soulèvement. Quito, Guayaquil, Maracaïbo, Puerto-Cabello, arborèrent le drapeau de la révolte. Ce fut alors que Bolivar accourut du Pérou. Il marcha contre les rebelles, soumit aisément plusieurs des villes insurgées, s'y fit offrir la dictature par les municipalités, et proclama l'amnistie. Un décret du 3 août 1827, convoqua pour le 2 mars 1828, dans la ville d'Ocana, une grande assemblée nationale de la Colombie, à l'effet de s'assurer si la *constitution devait être réformée, et procéder*

dans ce cas à sa réforme. Ce décret apporta une sorte de calme momentané. En réalité, Bolivar ne songeait qu'à faire sanctionner les pouvoirs extraordinaires dont il s'était emparé. L'intrigue présida aux élections. Soixante-quatre députés seulement sur cent-huit se rendirent à Ocana; les autres par crainte de Bolivar, restèrent chez eux. La discorde éclata dès les premières séances. Des amis du président accusèrent Santander de dilapidations; ils firent valoir la nécessité d'un pouvoir fort et proposèrent un projet de constitution dans lequel les fédéralistes crurent découvrir les assises d'un trône pour Bolivar. Ces craintes se propagèrent et les bolivaristes s'aperçurent que leur nombre décroissait de jour en jour. La retraite de vingt d'entre eux rendit les délibérations impossibles. On se sépara. L'émotion populaire fut grande. Le Libérateur, placé en observation à quelques lieues d'Ocana d'où il dirigeait l'action de ses partisans, feignit la surprise. Par une proclamation dans laquelle l'Assemblée était implicitement inculpée, il appela les départements à des mesures extraordinaires. A Bogotá, à Carthagène, à Caracas, qu'il visita successivement, s'ouvrirent des assemblées populaires, organisées par ses adeptes; on y délibérait sous la protection des baïonnettes et les municipalités le suppliaient de prendre l'autorité suprême et de sauver la patrie. La république traversait une crise terrible.

Pendant ce temps, le Pérou renversait la constitution semi-monarchique connue sous le nom de code bolivien, que le Libérateur lui avait imposée. Le Congrès de Lima déclarait, dès 1827, que Bolivar, président à vie, était un contre-sens avec la liberté. Le général La Mar, nommé

président, bloquait les côtes de la Colombie, et la guerre étrangère s'ajoutait aux discordes intérieures. De son côté la Bolivie, avec l'aide des Péruviens, renversait le général Sucre, imposé à la république nouvelle en même temps que le code bolivien. Des traités intervinrent. Le Pérou, la Bolivie échappaient à Bolivar; les deux pays reprenaient possession d'eux-mêmes, l'édifice que le libérateur avait voulu élever s'écroulait de toutes parts. Quant à la Colombie, il ne la maintenait plus qu'avec peine. Sa conduite au milieu de ces complications graves n'était pas de nature à dissiper d'injurieux soupçons. On le trouvait trop préoccupé de se faire décerner un pouvoir illimité, et son ardente poursuite d'une centralisation despotique ouvrait le champ à toutes les suppositions; chaque jour la défiance allait croissant. Les fédéralistes ou républicains ne cessaient de l'épier et d'augmenter leurs forces contre lui. Ils résolurent d'en finir, de se soustraire une fois pour toutes à ses tentatives de prépotence. Dans la nuit du 26 septembre 1828, son palais est assailli, les sentinelles sont égorgées et lui-même n'échappe au poignard que grâce à sa présence d'esprit. Les conjurés avaient compté sur le peuple, le peuple se prononça pour Bolivar, en qui il voyait toujours le héros légendaire de l'émancipation, le Libérateur! Plusieurs furent passés par les armes. Santander, accusé d'être l'âme du complot, fut jeté en prison, puis banni. Les ennemis du Libérateur ne se tinrent pas pour battus. Le général Cordova, ancien ami de Bolivar, se souleva dans la province d'Antioquia et se fit tuer au milieu de ses soldats; une insurrection se produisit dans le Popayan, une autre dans Rio-Negro; un mouvement plus

sérieux encore éclata le 25 novembre 1829, à Caracas, ville natale du Libérateur. Une réunion d'un millier de notables, de fonctionnaires et de généraux, décida la séparation de Venezuela du gouvernement de la Colombie. Paez fut chargé de la dictature provisoire. Le Sénat protesta contre le démembrement de la Colombie. Peine inutile. Bolivar sentait que son étoile pâlissait. Il ne dédaigna pas de recourir à des stratagèmes et à des expédients peu dignes d'un grand homme; il se montra en butte aux poignards des amis de la liberté et multiplia la reproduction d'une médaille commémorative de la tentative du 26 septembre. Dans son message au Congrès, du 20 janvier 1830, il renouvela sa démission, tant de fois offerte. Il se plaignit amèrement d'avoir été soupçonné aux États-Unis, en Europe, dans son pays même, d'aspirer à un trône. Réélu, il fit déclarer que le Congrés recourrait aux moyens les plus énergiques pour empêcher le démembrement de la Colombie. A la tête de 8,000 hommes, il marcha sur la province de Maracaïbo, mais Paez, avec des forces supérieures, l'attendait dans une position inexpugnable; Bolivar dut s'arrèter; souffrant, inquiet, découragé, il hésitait à prendre un parti, lorsqu'eut lieu la convocation d'assemblées provinciales au moyen desquelles le Congrès croyait prévenir la scission redoutée. Un instant le Congrès eut la pensée de conférer au Libérateur la présidence à vie; mais l'accepterait-il? Après plusieurs négociations, Bolivar renouvela le 27 avril l'offre de son abdication. La nouvelle constitution était achevée. Le 4 mai, le Congrès nomma Joaquin Mosquera, président de la Colombie; il offrit en même temps au Libérateur, au nom de la nation colombienne,

le tribut de sa gratitude et de son admiration, et une pension annuelle de 155,000 francs, payable *partout où il lui plairait de fixer sa résidence.*

L'éloignement de Bolivar excita de vifs regrets. Lorsqu'il prit congé de ses anciens compagnons d'armes, l'émotion du général Urdaneta et de ses officiers fut telle que les sanglots éclatèrent parmi les assistants. Le jour même de son départ, les troupes portèrent au pouvoir Urdaneta, qui ne put s'y maintenir : ce fut le dernier effort des unitaires. Le parti séparatiste l'emportait. Son triomphe fut signalé par le rappel de Santander que Bolivar avait fait bannir à vie de la République. Un décret du 10 juin rétablit cette « illustre victime du despotisme » dans tous ses grades et honneurs militaires et dans tous ses droits de citoyen. En arrivant à Carthagène, Bolivar eut la douleur d'apprendre que la séparation de Venezuela était un fait accompli. De son côté, l'Équateur, obéissant au général Florès, se déclarait indépendant. L'édifice colombien perdait ses deux colonnes latérales. C'en était fait de l'indivisibilité, objet constant des efforts de Bolivar. La fin tragique de Sucre, prisonnier d'Ovando, et que ce général fit impitoyablement fusiller, vint ajouter à l'affliction du Libérateur. Abreuvé de chagrins, humilié dans sa gloire, déçu dans ses espérances, il succomba, le 17 décembre 1830, à une maladie de langueur qui le retenait à San-Pedro, près de Sainte-Marthe. Il n'était âgé que de quarante-sept ans. Ses adieux aux Colombiens, datés du 10 du même mois, montrent dans quelles angoisses cruelles il a fini. Ses dernières paroles furent : « De l'union ! de l'union ! »

Ce suprême appel ne fut pas entendu. La république colombienne, née à sa parole, enfantait sur sa tombe trois

Etats séparés : la Nouvelle-Grenade, l'Équateur et le Venezuela.

Le Venezuela fut formé des départements de Venezuela, de Zulia, de Maturin et de l'Orénoque; l'Équateur comprit les départements de l'Équateur, de Guayaquil et d'Assuay. Quant à la Nouvelle-Grenade, qui, plus tard, devait se changer en Confédération Grenadine et prendre ensuite le nom d'États-Unis de Colombie, elle comptait cinq départements : Cundinamarca, Isthme, Boyaca, Cauca et Magdalena, auxquels sont venus s'ajouter ceux d'Antioquia, de Guanenta et les territoires de Goajira et de Moaca. L'histoire de l'Équateur et du Venezuela fait l'objet de deux études spéciales ; celle de la Nouvelle-Grenade ou des États-Unis de Colombie va seule nous occuper dans ce chapitre.

Le général Francisco de Paulo Santander fut le premier président que se choisit la république de la Nouvelle-Grenade. Il était aux États-Unis lorsque son élection eut lieu, le 9 mars 1831. En entrant en fonctions, le 8 octobre, il invita les Grenadins, quelles qu'aient été leurs opinions dans les jours de discordes intestines, à sacrifier leur ressentiments sur l'autel de la patrie ; « qu'il n'y ait plus « qu'un parti, leur dit-il, celui de la liberté sous les ins- « titutions auxquelles nous avons juré obéissance. » Santander rétablit le calme ; aussi pouvait-il, le 1er mars 1835, en ouvrant le troisième congrès de la République, tracer un tableau satisfaisant de la situation morale et matérielle du pays. D'après un recensement fait à cette époque, la population était de 1,687,100 habitants, chiffre bien faible comparé à l'étendue du territoire. Sous la présidence de Santander eut lieu le règlement de la répar-

tition entre les trois Républiques de la dette colombienne qui avait été contractée avec plusieurs maisons de Londres, en 1822 et en 1824 ; le Saint-Siége reconnut officiellement la République Grenadine et des traités furent conclus avec le Venezuela et l'Équateur, au sujet de leurs limites respectives. Pour attirer l'attention sur l'isthme de Panama, à travers lequel il voulait, dès 1834, établir un chemin de fer qui épargnerait aux navigateurs un trajet de dix-huit cents lieues par le cap Horn, en ouvrant au commerce un accès immédiat dans tous les pays baignés par le Pacifique, Santander déclara Panama et Porto-Bello ports libres pendant vingt ans, pour toutes les nations qui ne seraient pas en guerre avec la Nouvelle-Grenade ; toutefois était prohibée l'importation des esclaves. Le chemin de fer qui relie les deux Océans a été ouvert en 1855. Une convention spéciale assure aux États-Unis, à perpétuité, le privilége exclusif du transport du matériel de guerre par cette voie. En échange, le Gouvernement fédéral garantit à la Colombie sa souveraineté sur l'isthme contre tout gouvernement étranger. Cette convention a été renouvelée en 1865.

En 1836, quand il quitta le pouvoir, Santander vit les partis, que jusque-là il avait contenus, entrer ouvertement en lutte. A sa mort survenue quatre ans après, la guerre civile désolait le pays. Elle fut pour ainsi dire en permanence pendant un quart de siècle, la République connut alors toutes les variétés de révolutions et de pouvoirs, passant tour à tour de la politique conservatrice à la pratique des doctrines socialistes. Les efforts de ceux qui poursuivaient l'organisation radicale du système fédératif triomphèrent en 1858. Par suite, la Nouvelle-Grenade de-

vint la Confération Grenadine. Le docteur Mariano Ospina, qui était l'élu du parti conservateur, soumit alors au vote du congrès plusieurs lois destinées à sauver ce qui restait de centralisation; ces lois parurent aux fédéralistes une atteinte indirecte portée à leur système. Des protestations se firent entendre. L'État de Santander repoussa les résolutions du Congrès; le Cauca, où l'ex-président conservateur Tomas Mosquera, récemment élu gouverneur et converti aux opinions démocratiques, était tout puissant, — le Cauca fit de même. L'État de Bolivar et celui de Magdalena ne tardèrent pas à suivre l'exemple. Ospina mit la Confédération en état de siége et décréta une levée de troupes, mais il avait en matière de gouvernement des idées qui ne lui permettaient guère d'en user ainsi : au cours de son message n'avait-il pas philosophiquement déclaré qu'il était bon que toutes les théories fussent essayées, afin que le pays pût faire l'expérience pratique des divers systèmes de gouvernement? Revenant donc presque aussitôt à des sentiments plus conformes à ses propres dires, il se croisa les bras et attendit patiemment l'ouverture du Congrès de 1860. Celui-ci ne parut pas non plus disposé à défendre par la force l'autorité centrale. Au commencement de 1861, le mouvement révolutionnaire avait gagné les villes de la côte. Ospina déposa, au terme fixé par la loi, ses fonctions présidentielles et s'enrôla comme simple soldat parmi les défenseurs de la constitution. Julio Arboleda, le chef le plus habile des conservateurs, fut élu à sa place. Homme énergique, orateur distingué et le poëte le plus remarquable peut-être de la Colombie, Arboleda descendait d'une famille dont tous les membres s'étaient illustrés

pendant la guerre de l'indépendance. Son père, voulant, en dépit de la fièvre, remplir une mission que lui avait confiée Bolivar, s'était empoisonné en arrêtant les accès du mal par l'arsenic ; ses deux oncles, le savant Cáldas et Miguel de Pombo, avaient été fusillés sur la place de Bogotá; son cousin Ulloa avait subi le même sort; une de ses tantes plutôt que de se rendre aux Espagnols, s'était laissée mourir de faim. D'autres parents étaient tombés sur le champ de bataille. Tous ces faits racontés par une mère héroïque, avaient développé dans le cœur de l'enfant un ardent amour de la liberté. Lui-même avait eu la vie la plus agitée. Nommé représentant, une révolution éclate et le jette en prison. A peine délivré, il est assiégé dans sa demeure, s'enfuit, revient à la tête d'une armée, mais pour être vaincu et condamné à mort. Un revirement de fortune le ramène en triomphateur; puis un coup d'État militaire disperse le Congrès, et Arboleta se trouve à la tête d'une armée victorieuse; il est nommé président du Sénat, puis président de la République. Arboleta ne comptait pas jouir longtemps de ces honneurs : « Chez cette nation vaillante et orgueilleuse, disait-il, en recevant le serment de son ami Mallarino, il est aussi facile de passer de l'exil au pouvoir que du pouvoir à la barre du Sénat (1). » Il dut se replonger dans la guerre civile, ayant pour adversaire principal son parent Mosquera. Le 18 juillet 1862, celui-ci pénétra dans Bogotá, après cinq heures de combat. Le vainqueur prit le titre de président provisoire de la Nouvelle-Grenade

(1) Élisée Reclus. *La Poésie et les Poètes dans l'Amérique espagnole.* Rev. des Deux-Mondes, 15 fév. 1864.

qui s'appela dès lors les États-Unis de Colombie. Il décréta que la loi naturelle serait le seul code de la nation, proclama la séparation de l'Église et de l'État, avec défense aux prêtres d'exercer leur ministère sans autorisation du pouvoir civil, et confisqua les propriétés des couvents. Il acheva sans perdre de temps la défaite des conservateurs. Arboleda, trahi par ses compagnons d'armes, périt assassiné, le 22 novembre, dans les défilés de Berruecos, non loin de l'endroit où Sucre avait eu autrefois le même sort, et Leonardo Canal, son lieutenant, se rendit le 30 décembre.

La guerre civile n'existait plus, toute résistance était vaincue lorsque s'ouvrit, le 9 février 1863, à Rio-Negro, l'assemblée chargée de rédiger la constitution nouvelle. Celle-ci, votée définitivement le 25 avril, a consacré l'organisation fédérale de la république et ce nom d'*Etats-Unis de Colombie*, qui est devenu le nom officiel de la Nouvelle-Grenade. Le général Mosquera resta chargé du pouvoir exécutif jusqu'à ce que le premier congrès constitutionnel pût s'ouvrir et que le nouveau président pût prêter serment devant lui; il céda le pouvoir, le 1er avril 1864, au docteur Manuel Murillo Toro. Mosquera, malgré l'appui d'une armée victorieuse et dévouée, s'était désisté de sa candidature devant l'article de la constitution qui interdit la réélection du président en fonction; mais il restait le chef du parti démocratique. Un jeune homme de vingt-deux ans, fils d'un préfet de Bogotá qui avait été fusillé par ses ordres en 1861, tenta de le tuer en tirant sur lui dans la rue en plein jour. Le peuple dont il était l'idole l'acclamait dans les clubs; il y prononçait contre la France à propos de l'expédition du Mexique, et contre

l'Espagne à propos de sa conduite au Pérou, d'ardentes paroles où revenait sans cesse la pensée de faire rentrer dans un même cadre national, sous une forme républicaine, démocratique et fédérale, la Nouvelle-Grenade, l'Équateur et le Venezuela, de reconstituer en un mot le faisceau colombien comme au lendemain de l'indépendance. Des ouvertures avaient d'ailleurs été faites à ce sujet au président de l'Équateur. Il est vrai qu'elles avaient eu pour résultat de rompre les relations des deux pays, et que le conflit s'était vidé sur le champ de bataille de Cuaspud, où Mosquera battit les Équatoriens conduits par le vieux Florès, en décembre 1863.

Depuis la révolution de 1862, la stabilité du gouvernement fédéral n'a pas été ébranlée. Toutefois de graves agitations se sont produites à diverses reprises dans les neuf Etats confédérés qui sont : Antioquia, Bolivar, Boyaca, Cauca, Cundimarca, Magdalena, Panama, Santander, Tolima. Ces États sont indépendants dans leur gouvernement intérieur ; chacun d'eux à son président, sa législature et sa haute cour de justice. Les municipalités y sont organisées sur les bases les plus libérales, tous les emplois publics, y compris les fonctions de juge, sont soumis à l'élection populaire. Le gouvernement fédéral, qui réside à Bogotá, se compose d'un président élu par la nation pour deux ans et d'un Congrès élu par les Etats pour la même durée et divisé en un Sénat de 27 membres et une Chambre des représentants de soixante-six. Le président, en qui réside le pouvoir exécutif, ne peut être réélu deux fois de suite; il est assisté de quatre ministres, celui de l'intérieur et des relations extérieures, celui de hacienda y fomento, celui du trésor et du crédit national, celui de

la guerre et de la marine. Une cour suprême composée de trois membres et d'un procureur général de la nation est élue par les chambres des neuf Etats. Le Congrès est la seule autorité qui puisse déclarer la guerre; le choix des agents diplomatiques doit être confirmé par le Sénat. Ni le président ni les ministres n'ont le droit de présenter aux chambres des projets de loi, mais seulement celui de faire des observations sur les projets que le congrès leur envoie pour être sanctionnés et publiés, et dans le cas où ces observations ne seraient point prises en considération, elles demeureraient *ipso facto* sans aucun effet, le projet auquel elles se rapportent ayant dès lors force de loi. Les lois rendues par le Congrès ne sont pas toujours acceptées par les Etats ; de là des prises d'armes assez fréquentes; les légions s'improvisent et s'équipent de la façon la plus étrange; mais de part et d'autre il semble qu'il y ait accord pour éviter l'action. Non pas que les Colombiens soient dépourvus de courage, ils ont fait leurs preuves dans la guerre de l'indépendance; mais dans les conflits journaliers de la politique ils se trouvent souvent entraînés malgré eux à la suite de généraux ambitieux. De là leur peu d'enthousiasme, de là ces luttes bénignes que nous traitons de loin de fratricides, ces chocs peu terribles où des corps d'armée sont complétement battus et fait prisonniers après cinq minutes de combat sans qu'il y ait eu mort d'homme. La lutte a pris cependant un caractère plus sérieux dans certains cas.

Le président Manuel Murillo Toro, un des chefs ultra-libéraux, apportait au pouvoir beaucoup d'honnêteté et un sentiment très-vif du droit · mais il se trouvait en pré-

sence de difficultés inextricables. Les sources du revenu public taries ; les salines, une des principales richesses du pays, mal administrées et ne rendant rien ; les biens du clergé, sur lesquels on comptait pour éteindre la dette, vendus à vil prix. Telle était la situation, aggravée par l'improbité des fonctionnaires. Murillo trouva encore dans la lutte engagée contre le clergé une nouvelle cause d'embarras. L'hostilité du parti démocratique envers la cour de Rome s'était surtout traduite par la confiscation des biens ecclésiastiques, qu'une encyclique du pape était venue condamner. Pour toute réponse, Mosquera avait proposé au Congrès une loi qui fut votée le 26 avril 1864, et aux termes de laquelle tout ecclésiastique devait prêter serment à la constitution et n'obéir aux bulles, décrets et ordonnances, résolutions de fonctionnaires, églises, congrégations, conciles résidant à l'étranger, qu'après une autorisation expresse du pouvoir exécutif. Murillo fit tous ses efforts pour adoucir l'application de cette loi ; un des derniers actes du Congrès, avant de se séparer, le 18 mai 1864. Malgré les bonnes intentions du président, la tranquillité intérieure laissait beaucoup à désirer, et les États ne faisaient pas de leur souveraineté un usage irréprochable. L'instabilité de leurs gouvernements allait jusqu'à compromettre les relations avec les puissances étrangères. Dans son message du 1er février 1865, Murillo faisait entendre des paroles attristées; on sortait à peine d'une guerre civile, « la plus désastreuse de celles que comptent nos sanglantes annales, » disait-il. La paix eût été désirable. Mais comment l'obtenir? De nouvelles agitations se produisirent dans la ville de Buenaventura, dans le Magdalena, le Cauca, le Tolima,

le Cundanimarca. A Panama, la contrée la plus agitée de la Confédération, un bataillon, soulevé le 9 mars, porta à la présidence de l'État le docteur Gil Colunje, après avoir renversé le général Santa-Colonna. En juin, le mulâtre Correoso, ami de Mosquera, tenta, mais vainement, de renverser à son tour le docteur Colunje. Panama, Magdalena et Bolivar, mécontents de voir une partie des revenus de leurs douanes passer entre les mains du gouvernement central de Bogotá, aspiraient à se détacher de l'Union et à constituer une république indépendante. Enfin un mouvement conservateur était tenté dans le Cauca par le général Joaquim Cordova. Murillo, qui redoutait le retour de ses anciens adversaires, soutenus et travaillés par le clergé, déclara la République en état de guerre, se mit à la tête des troupes et, dans une série de combats, battit et dispersa les rebelles. Mosquera, rappelé au pouvoir, lui succéda le 1er avril 1864 ; il avait alors soixante-quatorze ans. Peu fidèle à la constitution dont il avait lui-même tracé le plan, il prit les allures dictatoriales, refusa d'indiquer l'emploi qu'il comptait faire des emprunts contractés par lui en Angleterre, dicta une série de mesures arbitraires portant atteinte à la souveraineté constitutionnelle des États fédéraux. Les législatures particulières de ces États refusèrent pour la plupart de se soumettre à sa volonté. A court d'argent, le président fit saisir, dans les églises, les objets d'or et d'argent destinés à la célébration du culte. Le Congrès dans sa session de 1867, annula les décrets rendus sans sa participation comme inconstitutionnels. Mosquera lança un appel au peuple et adressa, dans une revue, un discours violent à la garnison de Bogotá. Le Congrès tint

bon et réclama le compte des finances. Mosquera déclara qu'il s'arrogeait le pouvoir discrétionnaire et donna l'ordre d'arrêter le docteur Murillo, qui eut le temps de se réfugier à la légation de France. Le Congrès finit par céder et vota les projets de loi tels qu'ils lui étaient présentés. Mosquera fit parade de cette réconciliation; il promena les députés dans une procession triomphale à travers les rues de la capitale. En grand uniforme, couvert de cordons et chamarré de décorations, il ouvrait la marche portant haut la tête. Un banquet termina la fête. Mais la bonne harmonie fut bientôt troublée de nouveau. Cette fois Mosquera prononça la dissolutíon du Congrès. La Confédération fut mise en état de siége, et Bogotá, érigé en district fédéral, fut séparé de l'État de Cundinamarca. Quatre députés allaient être fusillés, lorsque le général Acosta, deuxième vice-président, résolut de tenter une contre-révolution. Mosquera, arrêté dans la nuit du 22 au 23 mai, fut jeté en prison. Accusé de malversation et d'abus du pouvoir, reconnu coupable d'avoir supprimé la liberté de la vente du sel, d'avoir interdit la circulation des journaux, d'avoir vendu l'alliance de la Colombie au Pérou, il resta déchu de ses pouvoirs présidentiels, privé de ses droits de citoyen et condamné à un exil de quatre ans. Mosquera se rendit à Lima. Ses partisans firent leur soumission, et un certain calme succéda à cette période orageuse. Le premier vice-président, Gutierrez, fut nommé président, et entra en fonctions le 1er avril 1868. Il a eu pour successeur le général Salgar.

Aujourd'hui la paix règne au sein de la Colombie, une des contrées qui ont passé par le plus de vicissitudes, et les élections s'y font avec plus de calme, quoique cer-

tains Etats aient encore été troublés dans ces dernières années. A la fin de 1873, par exemple, la turbulente ville de Panama, mise en état de siége, a vu ses rues ensanglantées. L'amiral des Etats-Unis dut débarquer des troupes pour assurer la protection du chemin de fer international qui relie les deux océans. Le Grand-Hôtel y fut le théâtre d'un événement tragique. La police ayant voulu arrêter le colonel Uscategui, ex-commandant en chef des forces nationales, celui-ci, tout d'abord, essaya de s'enfuir. Les gens de police firent feu sur lui ; une première balle le blessa, une autre lui brisa le crâne. Uscategui était le neveu du président en fonctions.

Le docteur Murillo Toro, qui succédait au général Salgar, avait été élu pour la période comprise entre le 1er avril 1872 et le 31 mars 1874 ; il était le premier de l'élément civil qui eût été élevé pour la seconde fois à la dignité présidentielle trop souvent et trop malheureusement réservée à des généraux. Son attention s'est fixée sur les chemins de fer, les télégraphes et les écoles, sur les moyens de hâter les améliorations matérielles et la colonisation des terrains vagues. C'est lui qui, dans son message, félicitait, en 1873, les gouvernements anglais et américain d'avoir donné un grand exemple de justice en soumettant leurs différends à la décision d'un tribunal d'arbitrage. « Ce précédent, ajoutait-il, doit être considéré comme une conquête importante obtenue par la justice pour la paix du monde et la sécurité des peuples. » N'était-ce point inviter les Etats de Colombie, si prompts à guerroyer entre eux, à entrer dans cette voie pacifique et à vider désormais leurs différends à l'amia-

ble. Le président visait sans doute aussi les pays limitrophes, notamment le Venezuela; l'éternelle question des frontières menaçait encore une fois d'altérer les bons rapports des deux peuples.

A cette époque de 1873, la République de Colombie, grâce à la marche régulière des institutions, prospérait visiblement; l'industrie et l'instruction étaient parvenues à un état de développement fort enviable; enfin, la situation financière du pays s'améliorait; les sommes dues aux Etats-Unis se trouvaient payées, la dette extérieure était réduite à 10 millions de piastres, et la loi du 10 juin 1872 sur l'amortissement de la dette intérieure avait déjà produit d'excellents résultats. Dès lors, on pouvait prévoir que, grâce à de sages réformes introduites dans le système financier, le budget des dépenses et celui des recettes s'équilibreraient à l'avenir sans difficulté. Les revenus dépassent annuellement trois millions de piastres (3,993,494 piastres en 1872-73) et ont réalisé un excédant sur les dépenses. Le mouvement commercial à l'importation a été, en 1873, de 12,515,659 piastres, et, à l'exportation, de 10,477,631. Le maintien de la paix, le développement de l'industrie et l'ouverture de nouvelles voies de communication, en facilitant l'exportation, a contribué à augmenter le produit des douanes, et le pays peut maintenant faire face aux dépenses occasionnées par la loi du 5 juin 1871 sur la colonisation des terrains vagues.

Sous la présidence du Dr Santiago Perez les progrès scientifiques, industriels qui caractérisaient le mouvement du pays depuis 1870 s'accentuaient; à Bogota on éclairait les rues au gaz, on construisait des usines de

produits chimiques, on traçait des lignes de chemin de fer qui devaient réunir le centre du pays à l'Océan et à la vallée de la Magdalena. Mais les troubles politiques recommencèrent.

Il fut impossible, au milieu du désarroi, de faire élire un président par le peuple : le Congrès fit le choix, l'élu fut Aquilleo Parra que les conservateurs ne voulurent pas reconnaître, les évêques soulevaient les fidèles en leur faveur, prêchant pour l'enseignement religieux que les libéraux éliminaient de l'enseignement de l'école. De part et d'autre on mit des armées sur p.eds ; les états de Condinamarca, Boyuca, Santander, Magdalena, fournirent 26,000 hommes aux conservateurs ; mais les libéraux en trouvèrent presque le double dans le Condinamarca, le Santander et le Cauca. A Los Chaucos le général Trujillo battit les défenseurs du cléricalisme définitivement vaincus. La guerre n'avait point été sanglante, on put constater un progrès des mœurs.

Après le président Parra (qui avait signé la concession accordée à M. de Lesseps pour le canal interocéanique de Panama), le pouvoir passa au général Trujillo (1878-80) qui avait récemment mené les libéraux à la victoire ; les conséquences néfastes de la guerre se manifestèrent sous cette présidence ; le lien fédéral s'était trop dénoué, les finances étaient en mauvais état ; on ne put payer les créanciers de l'État en 1879.

C'est dans cette situation qu'un juriste, le Dr Rafael Nuñez, arriva au pouvoir (1880) ; c'était un des hommes les plus importants du parti libéral. Sa première présidence fut marquée par une tentative de restauration économique du pays. Il fut de nouveau élu président en 1884

et, en 1885, au mois de janvier, sept états se soulevèrent. Le président eut l'appui moral des États-Unis, un navire de guerre colombien chassa les insurgés de Panama et au mois de juillet les vaisseaux insurgés étaient capturés.

Nuñez se séparant alors des autonomistes se rapprocha des centralistes, il supprima la constitution et fit voter l'année suivante une constitution nouvelle qui rétablissait une république unitaire. La majorité du congrès était favorable au président et l'aida à exécuter ce changement officiel depuis le 5 août 1886. Afin d'assurer à la nouvelle constitution une certaine stabilité Raphael Nuñez a été élu en 1885 pour six ans encore. La nouvelle constitution n'interdisait pas la réélection du président.

Rafael Nuñez est mort en 1894.

En 1894 les chemins de fer colombiens formaient un réseau de 452 kilomètres à ne compter que les lignes en exploitation; les lignes télégraphiques étaient longues de 10,483 kilomètres.

On sait l'histoire du canal de Panama; à la suite des récents désastres financiers une convention a été conclue entre le gouvernement colombien et le liquidateur général de la compagnie de Panama. La concession a été prolongée de 10 ans à condition que la nouvelle compagnie qui devra s'être formée et avoir repris les travaux avant le 1er novembre 1894 fasse un versement en espèces et en actions de 17 millions de francs.

Le budget biennal (1895-1896) se solde en déficit: les recettes s'élèvent à 26,303,966 pesos (le peso = 2 fr. 50) : les dépenses à 33,801,888 pesos. — La dette antérieure au 30 juin 1892 est de 11,192,829 pesos; il y a en outre 31,000,000 de pesos de papier-monnaie en circulation.

Les exportations en 1893 se sont élevées à 14,630,332 pesos, les importations à 13,403,299.

L'armée permanente est composée de 5,500 hommes. Mais en temps de guerre tous les Colombiens valides doivent le service militaire.

L'année 1874 a vu se terminer la lutte qui existait entre le clergé catholique et le pouvoir civil. Un mandement adressé par l'archevêque de Bogotá défend aux prêtres de s'immiscer en quoi que ce soit dans les affaires politiques. Il serait à désirer que cet appel fût entendu dans toute l'Amérique du Sud. Aujourd'hui, les questions de progrès matériel sont à peu près les seules qui agitent l'opinion. Les effets de la paix qui s'est faite dans les esprits depuis 1865 environ ont été si heureux au point de vue de la prospérité générale, que les douanes ont vu doubler leur revenu en huit ans, de 1865 à 1873. Aussi le Congrès de 1876 s'est montré sage en offrant la présidence de la République au docteur Parra.

La Colombie mesure une superficie de 1,010,160 kilomètres carrés. Elle occupe le grand nord-ouest de l'Amérique du Sud, d'où elle se prolonge vers l'Amérique du Centre jusqu'à Costa-Rica pour former l'isthme de Darien et de Panama. Baignée par les deux mers au nord et à l'ouest, elle confine vers l'est au Venezuela, vers le sud au Brésil et à l'Equateur, vers l'ouest à l'Etat de Costa-Rica.

Sa population qui n'était que de 800,000 habitants en 1810, atteint aujourd'hui 3,000,000 dont 1,200,000 blancs[1],

(1) Depuis 1870 nous n'avons plus de nouvelles données statistiques sur la population.

600,000 Indiens civilisés ou métis; les Indiens insoumis forment le reste. Les Colombiens sont hospitaliers, vaillants, désintéressés: le sentiment de la liberté est si vif parmi eux qu'ils sont capables des plus héroïques efforts, des sacrifices les plus extraordinaires pour obtenir ou conserver ce qu'ils considèrent à juste titre comme le premier des biens. Il leur a fallu cinquante années de luttes pour conquérir l'ordre de choses dont ils jouissent et renverser le formidable édifice élevé par le despotisme et la superstition. Leurs institutions politiques sont libérales et philanthropiques. Ils ont aboli la peine de mort, et la détention pour toute peine ne dépasse pas dix années; l'organisation des prisons permet aux détenus de s'instruire et de se moraliser. Les titres de noblesse et les distinctions autres que celles résultant du mérite et du talent ne sont point reconnus. L'industrie est dégagée de toute entrave. Le droit de réunion est sans limite; la presse est libre. L'esclavage n'est toléré sous aucune forme. Les couvents sont supprimés et leurs biens ont fait retour à l'État. L'enseignement est libre; celui que patronne le gouvernement est gratuit. Les passe-ports ont été abolis. On peut presque dire qu'il n'y a pas d'armée permanente, ce nom ne pouvant être donné à douze ou quinze cents hommes préposés à la garde des parcs d'artillerie, et qui en cas de nécessité, peuvent servir de noyau pour la formation d'une force respectable; mais tous les hommes valides se considèrent comme soldats de la patrie et sont tenus de la défendre ainsi que de maintenir l'ordre public. Le recrutement est interdit par la constitution, qui suppose l'enrôlement volontaire, ou quelque autre moyen respectant les garanties qu'elle a données elle-même.

La Colombie forme une magnifique contrée, merveilleusement placée pour le commerce des Deux Mondes. Sa capitale, Bogotá est une belle ville très spacieuse dont les places sont ornées de fontaines; elle compte 60,000 habitants et renferme un observatoire astronomique, un musée d'histoire naturelle, une école de médecine, un jardin botanique, une bibliothèque, une académie, trois colléges pour les garçons, un autre pour les filles, un séminaire, quatre hôpitaux, vingt-sept églises, un temple protestant, un théâtre. Un nouveau palais du Congrès a été bâti en 1871. C'est aux environs de Bogotá que se trouvent les deux ponts naturels d'Inconthe, formés de grands rochers tombés au-dessus du torrent de la Summa-Paz, de manière à se soutenir mutuellement. Le plus élevé de ces ponts dessine une arche d'environ 50 pieds de longueur sur 40 de largeur. L'Etat de Cundanimarca, dont Bogotá est la ville principale, fournit les plus abondants lavages d'or de la Colombie. Près du village de Muzo se trouve une des plus riches mines d'émeraudes connues : On les appelle à tort *émeraudes du Pérou;* et c'est sous ce nom qu'on les expédie dans tout l'univers. Carthagène, première place forte de la Colombie, est la station ordinaire de l'escadre; le commerce de cette ville est très-étendu; c'est l'entrepôt du Panama. Carthagène, avec ses rues étroites et sombres, ses longues galeries, a quelque peut l'aspect d'un cloître. Ses habitants vont chercher un refuge contre les chaleurs de l'été à Turbaco, village indien, situé à quelque distance et remarquable par ses volcans d'air. Panama, dont le port a été érigé en port franc en 1849, est le chef-lieu de l'Etat de ce nom, formé de l'isthme tout entier, et qui compte

176,000 habitants. En 1873, l'assemblée de Panama a voté une loi établissant une zone neutre à travers l'isthme, à l'effet de protéger le transit et de le garantir de toutes les entraves locales provenant de guerre civile ou d'autres causes.

M. le docteur Saffray, qui parcourait la Nouvelle-Grenade en 1869, constatait qu'elle possédait tous les éléments de prospérité; une vaste étendue de côtes sur deux océans, de grands fleuves navigables et des rivières sans nombre; un climat généralement salubre; un sol fertile où, selon la hauteur, naissent spontanément ou se peuvent cultiver toutes les familles végétales. Le cacaotier, l'indigotier, le cotonier, la vanille, y croissent à l'état sauvage. Les bois les plus recherchés pour la teinture et l'ébénisterie, les baumes, les résines, le caoutchouc, abondent dans ses immenses forêts vierges; ses plages fournissent la nacre, la perle et l'écaille. La majestueuse Cordillère des Andes se ramifie sur son territoire, comme pour offrir à plus de vallées les richesses de ses montagnes : l'or, le platine, l'argent, le plomb, le fer, le cuivre, les porphyres, les marbres, les grès, la houille, le sel, les pierres précieuses (1). Par son admirable situation géographique qui lui permet de communiquer directement avec le nord, par ses ressources de toute espèce, par ses institutions, par l'activité et par les qualités de ses habitants, la Colombie peut occuper un jour le premier rang parmi les peuples du Sud-Amérique.

(1) *Voyage à la Nouvelle-Grenade.* Tour du Monde, t. XXVI.

CHAPITRE II

ÉTATS-UNIS DE VENEZUELA

Rôle important de Paëz. — Blanco. — La constitution de 1864. — Mort de Paëz (1873). — Guzman Blanco; rôle capital jusqu'à nos jours.

La Nouvelle-Grenade avait agi sagement en n'essayant pas de retenir Venezuela par la force, dans une union que Bolivar lui-même n'avait pu consommer. Venezuela n'eût pas été facile à soumettre, encore moins à garder, avec son territoire deux fois égal à celui de la France, sa population insaisissable, composée d'éléments hétérogènes, descendants d'Espagnols, Indiens civilisés, Indiens sauvages, nègres, mulâtres, métis, zambos. Cette population, clair-semée le long des côtes, sur les plateaux de la chaîne venezuelo-grenadine, à une hauteur de 6 à 700 mètres, errante dans les llanos immenses où la vue se perd, dans les forêts impénétrables, le long des fleuves ou même sur les lacs innombrables, ne dépassait pas un million d'habitants; elle n'était encore que de 1,300,000 habitants en 1851, et de 1,784,194 lors du recensement de 1873, en 1891 : 2,323,527 individus, plus les étrangers 42,898. Or pour peupler un seul des États dont se compose la République, celui de la Nouvelle-Andalousie, on a calculé qu'il faudrait au moins vingt années de paix et une émigration européenne de 200,000 agriculteurs.

Venezuela avait ses limites toutes tracées (1), c'étaient celles de l'ancienne capitainerie de Caracas, qui formait les quatre départements de Zulia, de l'Orénoque, de Venezuela et de Maturin : au nord la mer des Antilles ; à l'ouest et au sud-ouest, la Nouvelle-Grenade ; à l'est, l'océan Atlantique ; au sud-est, la Guyane anglaise, et au sud, le Brésil. Au total un territoire de 1,044,443 kilomètres carrés, alors divisé en douze départements, subdivisés en provinces qui l'étaient elles-mêmes en cantons et en paroisses.

Bolivar mourant vit le triomphe de Paez. Il n'avait pas fermé les yeux, que déjà un congrès siégeait à Caracas. Paez, le terrible compagnon des grandes luttes pour l'indépendance, fut le premier président que la République venezuelienne se donna, en 1831, après l'établissement de sa constitution. L'ancien chef des llaneros eut promptement raison des derniers partisans de l'unité colombienne ; les principaux chefs se soumirent à la condition de conserver leurs grades militaires. Paez fit preuve de talents administratifs et de modération, il prescrivit certaines économies budgétaires, certains retranchements. Les droits d'importation et d'exportation furent modifiés dans un sens libéral ; on abolit certains priviléges entachés de monarchisme, trop facilement accordés par Bolivar à l'armée et au clergé, et l'égalité de tous les citoyens devant la loi fut proclamée. Paez encouragea l'agriculture et l'industrie ; il entama des négociations avec l'Espagne pour la reconnaissance de la République, qui eut lieu seulement en 1845. En 1834, l'es-

(1) Voir plus bas le conflit anglo-vénézuélien.

clavage fut aboli. Parvenu le 20 janvier 1835 au terme de ses pouvoirs, Paez les transmit au docteur Jose Vargas et se retira dans ses domaines. Il laissait le pays dans un état relativement prospère. En demandant à l'élément civil son nouveau président, la République donnait un exemple dont elle s'est, malheureusement pour son repos, départie depuis lors. Un jurisconsulte, qui de la loi faisait l'objet principal de ses études, ne pouvait vouloir gouverner que par la loi : l'épée devait rentrer au fourreau. L'armée sentit son influence entamée ; ses chefs organisèrent une conspiration. Le 8 juillet, une douzaine de généraux se saisirent du président dans son hôtel à Caracas, et comme il refusait de donner sa démission, l'embarquèrent, ainsi que le vice-président, pour l'île danoise de Saint-Thomas. Paez quitta sa retraite, leva des troupes et marcha sur Caracas. Le 15, il disait dans une proclamation : « Lorsque j'étais le chef de l'État, j'ai fait exécuter la constitution de 1830 ; en 1831, j'ai renouvelé, comme président, le serment de la respecter ; mon devoir est donc de défendre ce pacte, même au péril de mes jours. » Paez, grâce au concours de la population, se rendit maitre de la capitale avant la fin du mois, et Vargas, aussitôt rappelé, fut rétabli dans ses fonctions. Toutefois la lutte se continua dans la province de Cumana jusque dans les premiers mois de 1836.

En 1839, Paez fut appelé pour la seconde fois à la présidence. Soublette lui succéda en 1842. Cette période de l'histoire de Venezuela fut assez tranquille. Lorsque la guerre éclata dans l'année 1846, entre les hommes de couleur et les créoles, Paez fut investi des pouvoirs et du titre de dictateur. La lutte terminée il fit élire à la

présidence, en janvier 1847, Tadeo Monagas ; mais il ne tarda pas à se repentir de ce choix.

A la tête de quelques partisans il essaya de renverser son successeur et, le 2 juillet 1849, pénétra en armes dans le Coro ; peu secondé dans son entreprise, il se fit battre et, le 14 août, se rendit avec ses deux fils au général Sylva. Il fut conduit à Caracas et y demeura prisonnier jusqu'au 24 mai 1850, où il recouvra la liberté, grâce à l'énergie du sénateur Rendon ; il se réfugia à New-York. En octobre, eurent lieu les élections présidentielles ; aucun des candidats, Gregorio Monagas, le sénateur Rendon et le vice-président Guzman, n'ayant obtenu les deux tiers des votes, majorité fixée par la constitution, le futur président devait être nommé par le Congrès. Cette assemblée avait été élue sous la pression de Tadeo Monagas, après la dispersion violente de l'assemblée précédente, on pouvait prévoir que son choix se porterait sur le frère de Tadeo. Elle consacra en effet l'usurpation des Monagas qui, alternant habilement entre eux la présidence, conservèrent le pouvoir jusqu'en 1858. Le 15 mars de cette année une révolution mit fin à la domination de cette famille. Avec elle succombait le parti fédéraliste.

Un gouvernement provisoire, présidé par le général Julien Castro, rappela les exilés. Paez, après de longues hésitations rentra dans sa patrie ; mais le parti conservateur ayant été vaincu dans sa lutte avec les démocrates, il partit de nouveau pour l'exil en juin 1859, ne voulant pas servir de prétexte à la guerre civile. Au lendemain de la chute des Monagas, les conservateurs avaient restauré l'ancienne constitution améliorée toute-

fois dans le sens libéral. Castro avait publié la nouvelle charte de la République dressée à Valencia par une assemblée constituante. Ce n'était pas le compte des libéraux et des démocrates. Pour échapper à l'ancien parti des oligarques de Venezuela, aux conservateurs, ils levèrent le drapeau du fédéralisme. Plusieurs provinces répondirent à leur appel. Castro quitta le pouvoir pour rompre avec ses amis politiques, puis il ressaisit la présidence, prit des ministres libéraux et lança un programme fédéraliste. Cette manœuvre n'eut pas le succès qu'il en attendait. Abandonné par tout le monde au moment où les deux partis rivaux en venaient aux mains dans Caracas, il fut tour à tour arrêté et mis en liberté; enfin il disparut. Les conservateurs, restés maîtres du terrain, placèrent à leur tête le docteur Pedro Gual, premier *designado* ou vice-président, qui fit juger Castro comme traître et ensuite lui fit grâce. Gual contint l'insurrection, déjoua de nouvelles tentatives des Monagas et rétablit la tranquillité. Manuel Felipe de Tovar, élu président, reçut la république en assez bon état des mains du *désignado*; mais les fédéralistes n'avaient pas renoncé à la lutte. Tovar prit contre eux des mesures dont le résultat ne fut pas heureux. Les yeux se tournèrent de nouveau vers Paez. Le vieux général avait été accrédité en octobre 1860 auprès du gouvernement des États-Unis, en qualité d'envoyé extraordinaire et de ministre plénipotentiaire; on le rappela. En mars 1861, il était à Caracas. Tovar lui confia le commandement des troupes; mais il chercha bientôt à restreindre son autorité et Paez donna sa démission; cette retraite causa une agitation telle que Tovar dut abdiquer (8 mai). Gual

reprit la direction des affaires et réintégra Paez dans son commandement en lui conférant les pouvoirs les plus étendus. Mais Paez ne tarda pas à entrer en conflit avec Gual lui-même qui favorisait le parti libéral ; il donna encore une fois sa démission. Le 27 août, un colonel nommé Echezuria, jusque-là obscur, et pressé de devenir général, se mit à la tête de la garnison de Caracas, marcha sur l'hôtel du gouvernement, fit prisonnier le docteur Gual et les ministres, et proclama Paez dictateur. Cette dictature, née des divisions des conservateurs, dont les quatre fractions se faisaient la guerre entre elles, n'était qu'une complication de plus dans l'éternelle partie qui se jouait entre les unitaires et les fédéralistes. Paez sentit bientôt son impuissance à réduire par les armes le mouvement fédéraliste, dont le promoteur principal, le général Juan Jose Falcon, prenait l'attitude d'un chef de gouvernement dans les provinces qu'il occupait. Cette impuissance fut démontrée par les négociations mêmes qu'il fallut entamer avec Falcon.

D'ailleurs, le chef brillant de l'Indépendance était fatigué et vieilli, en réalité il abandonnait le pouvoir à un entourage qui usait du prestige attaché à son passé pour gouverner selon ses propres vues, avec ses propres passions, et ne craignait pas de compromettre sa renommée dans de sourdes et basses intrigues. Son ami Rojas gouvernait, agissait et parlait à sa place. C'était l'homme tout-puissant de ce régime. Paez l'avait fait ministre de l'intérieur, en même temps que l'ambitieux colonel Echezuria recevait le portefeuille de la guerre; Rojas recourait au despotisme, multipliant les mesures arbitraires et vexatoires. Ce système, décoré comme toujours

du titre de conservateur, déconsidéra Paez et produisit des résultats tout différents de ceux qu'on espérait. Maracaïbo se détacha de Caracas, et, le 20 août 1862, forma un État séparé. Bientôt les fédéralistes furent partout à peu près les maîtres. Paez, dépourvu de ressources financières, ne disposait que de forces précaires et surtout peu sûres. En veut-on la preuve? Echezuria, chef du département de la guerre et de la marine, celui-là même qui avait proclamé Paez, conspirait à présent contre lui; on l'arrêta. Les généraux Rubin et Michelena, lancés contre Falcon, firent défection. D'autres personnages sur qui l'on comptait pour des postes de gouverneur ou autres refusaient leur concours à cause de Rojas, objet de l'animadversion générale. Et comme si cet état de crise n'eût pas suffi, on rompait avec l'Espagne à la suite de paroles insultantes du directeur des relations extérieures au chargé d'affaires espagnoles. Pendant ce temps, Falcon battait les troupes du gouvernement.

La confusion était à son comble au mois d'avril 1863; les provinces occidentales proclamaient la fédération; des bandes armées parcouraient et soulevaient les provinces orientales. La capitale était pour ainsi dire bloquée par l'insurrection. Paez se vit réduit à traiter, le 23 avril, avec les fédéralistes; le 22 mai, il fut stipulé que l'administration suprême serait confiée à une junte où chaque province enverrait quatre membres désignés, moitié par Paez, moitié par Falcon. Cette junte se réunit à Victoria, capitale de la province de l'Aragua, le 15 juin: les deux chefs rivaux abdiquèrent leurs pouvoirs. Le surlendemain, la junte nomma président et vice-président provisoires, le général Juan Falcon et le général

Guzman Blanco. Ce dernier avait puissamment contribué au succès des fédéralistes. Par suite, la révolution s'achevait sans effusion de sang. Toutefois, la paix n'était pas complète. Des généraux unitaires, Martinez et Cardenas, enfermés dans Puerto-Cabello, formèrent un gouvernement provisoire, ayant à sa tète le général Cardero. Falcon entra le 26 juillet à Caracas, au milieu des démonstrations populaires; il introduisit dans le nouveau cabinet, le vice-président en qualité de ministre des relations extérieures et des finances.

Les élections pour l'Assemblée constituante chargée de réorganiser encore une fois la République de Venezuela devaient avoir lieu le 11 octobre. En attendant, le chef de la nouvelle fédération usant de ses pouvoirs dictatoriaux, nommait un Conseil d'État, envoyait aux provinces des gouverneurs de son choix. Le 18 août, il publia une déclaration des droits, reconnaissant toute espèce de liberté aux Venezueliens, abolissant la peine de mort. Malheureusement il était difficile de faire face aux embarras financiers et déjà l'on parlait d'un emprunt. De même que Paez avait eu à ses côtés un conseiller qui était le vrai dictateur, de même Falcon avait aussi auprès de lui un homme qui tendait à dominer : le général Blanco semblait vouloir être un autre Rojas et l'on soupçonnait même une certaine entente entre ces deux personnages qui avaient été les négociateurs de la paix. Rojas en tombant s'était fait nommer général, bien qu'il n'eût jamais servi dans l'armée, et l'on supposait qu'il se ménageait quelque moyen de retour.

Ce fut le 24 décembre que l'Assemblée constituante, élue le 11 octobre, se réunit à Caracas. Falcon, dans le

message qu'il lui adressait, constatait qu'il n'y avait ni un prisonnier ni un exilé, que ses actes avaient été dictés par un sentiment de générosité et que les garanties les plus larges étaient assurées à tous les citoyens. Puis il remit aux représentants de la nation l'autorité dictatoriale dont il avait été investi. Falcon, promoteur « de la grande croisade de la liberté » fut invité à « continuer d'exercer le gouvernement général de la fédération avec le caractère de président des États-Unis de Venezuela. » Il reçut ensuite le titre honorifique de « grand citoyen maréchal ». Guzman Blanco vit également ses pouvoirs confirmés ; l'Assemblée le nomma son président.

La constitution des États-Unis de Venezuela fut promulguée le 22 avril 1864. Elle repose sur des bases entièrement démocratiques; la souveraineté appartient au Congrès. Le président n'a pas droit de veto en matière législative. La République forme une confédération composée de vingt États indépendants : Apure, Aragua, Barcelona, Bariñas ou Variñas, Barquisimeto, Carabobo, Caracas (Bolivar ou Libertador), Cojedès, Coro, Cumana, Guarico, Guyana, Maracaïbo, Maturin, Merida, Margarita (Nouvelle-Sparte), Portuguesa, Tachira, Trujillo, Yaracuy. Chaque État a son gouvernement à part, démocratique, électif, représentatif et responsable. Le pouvoir législatif de la confédération appartient à un Sénat renouvelable par moitié, tous les deux ans, et à une Chambre des représentants, renouvelable en totalité à l'expiration de la même période. Les fonctions de ministre sont incompatibles avec celles de député. Les Chambres s'assemblent à Caracas, le 20 février de chaque année, de plein droit et sans convocation. Leur réunion forme le Congrès.

Le pouvoir législatif fixe le chiffre de l'armée, déclare la guerre, requiert le pouvoir exécutif de conclure la paix, approuve ou rejette les conventions diplomatiques. Le pouvoir exécutif est confié à un président élu pour quatre ans par les États fédéraux. Le président administre le pays, choisit les ministres, nomme aux fonctions diplomatiques. En cas de guerre, il peut exiger l'avance des impôts et suspendre les garanties que la constitution accorde aux personnes, excepté celle de la vie. Il est, ainsi que les vice-présidents et les ministres, responsable devant les Chambres. Une haute cour de justice, composée de cinq membres élus, un par chaque groupe de quatre États, juge les délits diplomatiques, les questions de compétence entre les pouvoirs, les conflits d'État à État. La force publique se compose d'abord de la milice citadine des États, ensuite d'une armée recrutée avec des volontaires et un contingent fourni par chaque État, en proportion de sa population. La peine de mort est abolie, l'esclavage reste supprimé, les nègres et les hommes de couleur participent à tous les emplois. La constitution reconnait la liberté absolue de la presse, le droit de réunion, d'association ; la liberté d'enseignement, la liberté religieuse, avec cette restriction que la religion catholique sera seule exercée en public dans les temples. L'instruction primaire est gratuite et obligatoire. Aucun accusé ne peut être mis en arrestation avant une information sommaire établissant sa culpabilité. Sont regardés comme sujets venezueliens tous les citoyens nés sur le territoire de la république, même les fils d'étrangers. Cette manière de décider la question de nationalité est commune à plusieurs législations de l'Amérique du Sud.

Elle peut faire naitre des difficultés avec les nations étrangères, d'autant mieux que dans la pratique, les émigrants au Venezuela acquièrent la qualité de Venezueliens, par le seul fait de leur arrivée dans le pays (1).

Le pouvoir législatif restait chargé de rédiger un code de lois uniformes et applicables à toute la confédération; on lui confiait en outre la mission de choisir un terrain dépeuplé pour en faire le district fédéral et y élever la capitale définitive de l'Union.

La situation financière avait préoccupé tout d'abord la nouvelle Assemblée. Elle était alarmante. En 1862, malgré la guerre civile, le commerce général avec la France seule atteignait cependant la somme de 13,918,000 fr., dont 9,265,000 fr. d'importation de marchandises françaises : tissus, nouveautés, vins et liqueurs. Le revenu public, presque exclusivement alimenté du produit des douanes, surpassait encore celui de la Nouvelle-Grenade, quoique la population de ce dernier État fût plus nombreuse; en 1864, il dépassait 32 millions de francs. Or, les dépenses portées au budget s'élevaient seulement à vingt millions de francs. Malheureusement, ce revenu était grevé au profit de divers créanciers d'hypothèques qui en absordaient une grande partie et l'on ne pouvait imposer de nouvelles taxes en augmentation de celles déjà créées en 1862 et 1863 sans ruiner le commerce. Dans ces circonstances, la Chambre se décida à voter le 14 janvier 1864 un emprunt de 3 millions de livres sterling que

(1) Un avis, inséré au *Journal officiel de la République française*, en mai 1875, prévient les Français qui émigrent dans ce pays qu'ils ne sauraient compter sur la protection de nos agents consulaires pour obtenir leur rapatriement.

M. Guzman Blanco fut chargé d'aller négocier en Europe.

Mais l'on se tromperait fort si l'on supposait que ces jeunes Républiques américaines perdissent, au milieu de leurs tourmentes, tout souci d'amélioration économique. En cette même année si troublée de 1863, des services de vapeur étaient inaugurés, l'un entre la Guayra et Ciudad-Bolivar, touchant à l'île Margarita, à Barcelona, à Carupano, à Cumana et à Trinidad, l'autre sur le Rio-Aroa; un contrat intervenait pour la navigation à vapeur entre la Guayra et Saint-Thomas étendant la ligne jusqu'à Puerto-Cabello, où l'on avait jeté les assises d'un phare; on poursuivait activement l'exécution du chemin de fer de l'est; les travaux pour l'éclairage au gaz de la capitale s'achevèrent; on établit à Caracas une école d'ingénieurs, une école des arts et métiers. L'année précédente, le Venezuela avait figuré avec succès à l'exposition de Londres, immédiatement après le Brésil. Néanmoins, nous sommes loin de prétendre que l'agitation politique n'ait pas exercé une fâcheuse influence. L'industrie et l'agriculture ont particulièrement souffert sur ce sol bouleversé constamment par la guerre civile. Une seule entreprise importante prospérait; nous voulons parler des mines d'or du Yuruari, découvertes en 1849, et exploitées depuis 1858 avec une grande activité.

Falcon s'était tenu éloigné de Caracas pendant que se discutait la constitution, laissant la direction des affaires au second designado le général Paredès. Il ne revint, en avril 1864, que pour clore la session législative et surveiller de plus près les incidents du conflit hispano-péruvien qui venait d'éclater. Lima demandait alors l'appui et le

concours des États américains. Malgré la crise que traversait la République, il lui fut répondu que le gouvernement venezuelien ne romprait pas « la communauté qui le lie aux autres Républiques du continent américain dans la défense qu'elles auraient à entreprendre pour la conservation de leur autonomie et de leurs institutions. » En conséquence, Venezuela eut un représentant aux conférences qui s'ouvrirent à Lima vers la fin de 1864.

Falcon forma un nouveau cabinet, établit un ministère du crédit public dont Alvarès Lugo fut le premier titulaire, et réduisit l'effectif de l'armée à 2,800 hommes. Après quoi, les deux vice-présidents étant absents, il laissa le soin de gouverner à l'un des ministres, le général Trias, et se retira à Coro. On comprend difficilement cette désertion du pouvoir en un tel moment : on était en désaccord avec l'Espagne, les conservateurs s'agitaient ; les États fédérés prétendaient secouer la dépendance du pouvoir central ; au mois d'août, les gouverneurs de l'Aragua et de l'Apure furent même renversés ; celui de Guarico, le général Sotello, se révolta contre Caracas ; il eut des imitateurs : dans Guyana, le général Arismendi, maître des douanes de Ciudad-Bolivar, leva un corps de troupes et disposa de quelques petits bâtiments à l'embouchure de l'Orénoque ; dans la capitale, des mesures intempestives concernant le prix du pain, soulevèrent contre les résidents étrangers la population déjà émue des événements du Pérou, et provoquèrent quelques émeutes. Le président, accourant de sa retraite, réunit, non sans peine, un millier d'hommes dont il était même hors d'état d'assurer la subsistance. Le Trésor

était vide, et des traites tirées de Londres restaient en souffrance. La mission financière confiée à Blanco n'avait pas fourni au gouvernement les ressources sur lesquelles il comptait, et le crédit de l'État était tombé si bas qu'un négociant exigea le payement comptant avant de livrer une fourniture de fourreaux de sabres. Dans cette situation critique, on recula les élections présidentielles, qui, légalement, devaient se faire le 21 octobre 1864, et Falcon pensa qu'il y avait lieu d'entrer en arrangement avec l'État de Guyana. Celui de Guarico put être réduit par la force, mais le Maracaïbo garda son indépendance. Blanco, de retour d'Europe, reprit (6 novembre 1864) le gouvernement que Falcon, occupé contre les rebelles, lui abandonnait. Il se composa un ministère dévoué, procura au Trésor quelques ressources par diverses mesures improvisées, et fit procéder aux élections. Falcon, réélu président, fut proclamé par le Congrès le 18 mars 1865, un mois après l'ouverture des Chambres nouvelles. Mais, peu soucieux sans doute d'engager sa popularité dans d'inextricables difficultés, il laissa Blanco affronter la tempête à sa place, confia le commandement de l'armée à Trias et regagna sa tranquille retraite de Coro. Sa réélection consacrait le triomphe définitif du fédéralisme. Paez comprit que son rôle était fini. Il reprit, exilé volontaire, le chemin des Etats-Unis et vint, héroïque épave, jouet des vents adverses, échouer sur la terre étrangère. Il mourut à New-York en 1873, âgé de quatre-vingt-trois ans. A quelques mois de distance, en 1874, Rojas succombait en France, où il s'était fixé.

Le pays eût retrouvé le calme, si les vainqueurs, une fois l'adversaire commun écarté, ne s'étaient disjoints.

Au lendemain même de la bataille électorale, des séditions graves éclatèrent. Dans Barcelona, le général Carvajal, après avoir renversé le président de l'État, prétendait donner comme chef à la République le vieux Tadeo Monagas, alors âgé de plus de quatre-vingts ans. Dans Maracaïbo agissait Venancio Pulgar qui, battu, ne dut son salut qu'à la vitesse de son cheval. Falcon reprit la direction des affaires en juillet 1865, mais sa présence à Caracas ne changea rien à la situation. En novembre, l'Apure chassa son président et les insurgés massacrèrent le capitaine et l'équipage du bateau américain chargé de desservir la rivière qui a donné son nom à cette province. Et, comme si toutes ces complications ne suffisaient pas encore, le Chili, en guerre avec l'Espagne, fit réclamer le concours de la République. Le 2 mars 1866, en l'absence de Falcon, ce fut Guzman Blanco qui ouvrit la session législative; son message constatait l'insuffisance absolue des revenus de la fédération. Les Chambres sommèrent les ministres de déposer leurs mémoires respectifs dans les vingt-quatre heures. Le ministre des finances Landacta présenta seul le sien La pénurie était telle, disait-on, que l'argent avait manqué à ses collègues pour faire imprimer les leurs. Landaeta signalait la banqueroute comme imminente et déclarait que la contrebande, favorisée par des fonctionnaires de tous rangs, anéantissait les ressources. L'attitude hostile des Chambres ramena Falcon à Caracas; il voulait surveiller de près les élections à la vice-présidence qui allaient avoir lieu. Ses deux candidats, les généraux Marquez et Colina l'emportèrent, et, dans le nouveau cabinet, la plus haute position fut dévolue au général Pachano, son beau-frère.

Il parvint même à obtenir des Chambres un vote de confiance. Enfin, il réussit à calmer l'effervescence qui s'était produite dans le peuple à la nouvelle du bombardement de Valparaiso. Falcon redoutait une guerre avec l'Espagne, les côtes venezueliennes étant bien autrement exposées que celles du Chili et du Pérou aux coups de l'escadre espagnole. Les Chambres le laissèrent libre de maintenir la paix ou de rompre avec Madrid. Au fond, l'autorité présidentielle restait précaire. A la fin de juin, l'insurrection s'étendit dans l'ouest. Une campagne de trois mois, dirigée par Falcon en personne, aboutit à un traité. La paix fut achetée moyennant un million de piastres distribué aux insurgés. C'était, dans le triste état des finances, un sacrifice qui portait un coup terrible à la popularité déjà bien ébranlée du gouvernement. La capitale était elle-même très-agitée. Le gouvernement provisoire auquel le président avait délégué ses pouvoirs en quittant Caracas, avait suspendu tous les payements du Trésor. Blanco, qui représentait à ce moment la République à Paris et à Londres, critiqua cette mesure et fut révoqué : aussitôt, la plupart des ministres donnèrent leur démission. L'anarchie était complète. Colina, qui commandait un petit corps d'armée aux environs de Caracas, accourut, prit en main la direction des affaires, et parvint à décider les ministres démissionnaires à rentrer en fonction.

Cependant Falcon se dérobait comme par le passé aux devoirs de sa charge et se tenait éloigné encore une fois de Caracas. Il ne parut s'inquiéter ni des troubles de Barcelona, ni des attaques dirigées contre Maracaïbo soit par les émigrés rentrés en armes sur le territoire national, soit par

les conservateurs. On signalait plusieurs provinces comme décidées à rompre définitivement le lien fédéral. Avant de se séparer, le Congrès alarmé, conféra au président des pouvoirs presque illimités. Ceci se passait au mois de juin 1867. En octobre, une insurrection éclata dans l'État même de Caracas. Falcon après une lutte assez courte en eut raison, mais 1868 s'ouvrait gros de menaces. Les revenus des douanes de la Guayra et de Puerte-Cabello faisaient seuls retour assez régulièrement au Trésor national, les autres États confisquaient le plus souvent à leur profit les revenus des douanes situées sur leurs territoires, la République n'était pas en mesure de faire taire ses nombreux créanciers. La pénurie était à son comble. Ce fut dans ces conditions que Falcon tomba.

Le parti unitaire, vaincu en 1863, reprenait l'avantage en 1868, sous le commandement de J.-R. Monagas, porté par lui à la présidence; mais ce parti fut bientôt culbuté à son tour. Monagas mourait en novembre, Fulgar était créé président provisoire en décembre. L'année 1869 se passa dans l'agitation. Le 27 avril 1870, Guzman Blanco s'empara de Caracas, après trois jours de combat, et se proclama « général en chef de l'armée constitutionnelle de la confédération. » Le 13 juillet suivant, il se fit conférer à Valencia, par un congrès, des pouvoirs extraordinaires et le titre de président provisoire de la République. Ce provisoire dura jusqu'au 20 février 1873, époque à laquelle il fut élu définitivement. Dans l'intervalle, il avait eu à vaincre une insurrection formidable dirigée par le général Salazar, second designado. La lutte avait été fort vive dans la partie orientale de la République, où plusieurs places importantes, qu'il fallut enlever de vive force, étaient

au pouvoir des rebelles. La défaite de Salazar, pris et fusillé au mois de juin 1872, avait assuré le triomphe de Blanco et mis momentanément fin à la guerre civile.

Le 1er mars 1873, le président s'adressant au Congrès des États-Unis de Venezuela, siégeant pour la première fois dans le palais neuf construit à Caracas, exprimait l'opinion que si une nouvelle guerre ne venait pas troubler le pays et l'arrêter dans la voie du progrès, il parviendrait dans peu d'années à un grand degré de prospérité. Aucune dette nouvelle n'avait été contractée pendant sa dictature et la position financière du pays était selon lui exceptionnellement favorable. Le président se proposait de soumettre au Congrès un nouveau Code civil, un Code pénal, un Code de commerce, de finances et un Code militaire. Il terminait en réclamant une modification importante à la constitution, demandant qu'on réduisît de quatre à deux ans la période constitutionnelle du président et des fonctionnaires. Cette mesure devait à son sens offrir une garantie de liberté et mettre un terme aux révolutions, parce qu'au lieu de renverser par les armes le gouvernement établi, on trouverait plus sage d'attendre l'expiration d'une période si courte. Le président, en cas d'adoption de sa proposition, renonçait à la troisième et à la quatrième année de la période présidentielle pour laquelle il avait été élu; heureux, ajoutait-il, de donner à son pays cette preuve d'abnégation et de montrer combien il était éloigné de toute ambition personnelle. Cette proposition n'a pas trouvé crédit auprès des législateurs de Caracas.

Le gouvernement n'en a pas moins travaillé avec une grande activité au développement de toutes les entre-

prises matérielles importantes et à l'extension de l'instruction publique. Ses décrets sur l'immigration ont produit un bon résultat : aussi bien de la France que de l'Allemagne, des milliers de colons sont partis pour apporter au Venezuela le concours de leurs bras et de leur intelligence.

Durant cette présidence de Guzman Blanco les chambres firent de très importants changements en matière ecclésiastique et religieuse : la suppression des couvents fut décrétée en 1874 (le 2 mai), une église nationale fut établie (1876).

Guzman Blanco fut remplacé à la présidence par le général Linarès Alcantara (1877); il vint se fixer à Paris où il représentait la Colombie en qualité de ministre plénipotentiaire, mais en 1878 le général Linarès Alcantara mourut et le Venezuela fut en proie à de nouvelles dissensions. C'est alors qu'on conféra à Blanco les pouvoirs de président provisoire, qu'il exerça à partir de 1879 et qui, régularisés, se prolongèrent jusqu'en 1882.

A cette époque, le général Crespo lui succéda et Guzman Blanco put revenir à Paris : il était encore ministre plénipotentiaire. Ses concitoyens le rappelèrent de nouveau au Venezuela en 1886 en le réélisant président; mais après avoir confié (avril 1887) les affaires au général H. Lopez il reprit la route de l'Europe... chargé d'une mission diplomatique, puis il donna sa démission pour représenter son pays dans l'ancien continent. Les Vénézuéliens reconnaissants ont donné le nom de Guzman Blanco à un territoire et à un nouvel état de la Confédération (1).

(1) Voir plus bas le conflit anglo-vénézuélien.

CHAPITRE III

RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR

Lutte des conservateurs et des démocrates. — La constitution (1843). — José Florès. — Rocafuerte et Roca. — Mort de Rocafuerte en 1847. — Lutte contre le parti clérical : Moreno chef de ce parti. — Guerre de la Colombie et de l'Équateur. — Moreno battu par Mosquera. — Les conservateurs maîtres du pays. — Bustamente. — Mort de Moreno.

Le territoire de l'Équateur s'allonge de l'est à l'ouest, entre le Brésil et l'océan Pacifique. Il a pour limites, au nord, les États-Unis de Colombie, au sud, le Pérou, et forme un des plus beaux et des plus riches pays du monde. Dans le centre, des montagnes à perte de vue, des volcans les plus élevés du globe ; plus bas, de vastes plateaux, et, sur le bord de la mer, des plaines couvertes de la plus admirable végétation équatoriale. Là, comme en tant d'autres points de l'Amérique, ce n'est pas la nature qui fait défaut aux sollicitations de l'homme, mais bien l'homme aux libéralités de la nature. Sur un espace d'environ 650,000 kilomètres carrés, se dissémine une population évaluée généralement à 1,300,000 habitants, et dans laquelle on fait entrer pour 200,000 les Indiens sauvages. Un recensement de 1871 nous fournit les chiffres suivants : blancs, 351,672; Indiens Quiches, 274,440 ; Indiens de l'Est, 135,000; nègres, 7,831 ; métis, 31,057 ; soit 800,000, non compris les Indiens sauvages. Un si maigre contingent ne suffit pas à la prospérité d'un vaste territoire où les voies de communication laissent tant à

désirer. C'est en vain qu'une terre féconde prodigue ses trésors ; les bras manquent pour les recueillir, et les difficultés de transport viennent s'ajouter encore à cette insuffisance : aussi que de richesses les montagnes et les forêts vierges gardent dans leurs entrailles ! Le travail des mines est délaissé, l'agriculture est en décadence complète. « Une quantité d'arbres précieux sont prêts à offrir, les uns le tribut de leurs fruits succulents, les autres, celui de leurs bois que rechercheraient l'ébénisterie et la construction ; ici s'élèvent le cotonnier, l'ébénier le cèdre, le cascal, aux troncs majestueux desquels s'enlacent la savoureuse grenadille ou la vanille odorante ; là, le cannellier, le caoutchouc, les plantes qui donnent les épices et les aromates, les baumes médicinaux, les résines, les gommes, les laques, qui se confondent avec le tabac, le tamarin, le laurier ; les creux des arbres recèlent d'abondants rayons de miel, et à leurs pieds croissent souvent des tubercules et des racines alimentaires. Toutes ces richesses sont les productions spontanées du sol ; le règne végétal croît et fructifie sans le concours du travail. L'homme semble ignorer ou dédaigner ces dons de la nature... (1). »

C'est sur les hauts plateaux de la province de Quito que la majeure partie de la population équatorienne est groupée. Quito, résidence des derniers incas et capitale de la République, compte 76,000 habitants; elle est située à 3,000 mètres environ au-dessus du niveau de la mer. Accrochée, pour ainsi dire, aux flancs d'une montagne, entre les deux cratères du Pichincha, qui dresse un panache de fumée, déchiré de temps en temps par une

(1) Ernest Charton. *Quito*.

légère eruption, elle domine les cours d'eau et les grands bassins des deux versants qui descendent dans le Pacifique et dans l'Atlantique. Cette ville, si riche en souvenirs historiques, est surtout connue en France par le séjour qu'y firent, en 1736, les savants envoyés par l'Académie des sciences de Paris pour mesurer un degré du méridien ; triste et peu avancée sous le rapport de la civilisation, elle n'a guère d'autres fêtes que d'interminables processions à travers les rues escarpées, auxquelles prennent part toutes les femmes de la ville. Quelques édifices religieux, de style mauresque, sont la seule trace durable que les Espagnols aient laissée de leur passage. Elle possède un observatoire très-beau, le premier qu'on ait élevé sur la ligne qui sépare les deux hémisphères, une bibliothèque publique, une école normale, une université renommée et des manufactures de coton, de lin et de flanelle. Quito a eu des peintres distingués, parmi lesquels on cite, au XVIIe siècle, un métis nommé Santiago ; la sculpture en bois y est exercée par quelques Indiens et des métis, grands confectionneurs de vierges et de christs. M. Charton signale la noblesse des types, la variété des costumes, le bon goût inné qui, jusque dans les classes inférieures, préside à la coupe des vêtements, à l'arrangement des couleurs, forment un ensemble pittoresque et harmonieux à la fois ; nulle part, même chez les races les mieux douées, il n'a trouvé à un égal degré le sentiment artistique.

La ville la plus importante après Quito, c'est Guayaquil qui compte 26,000 habitants. Le port de Guayaquil a pour ainsi dire le monopole de l'industrie des chapeaux appelés de Panama, dont la fabrication est spéciale à l'Équateur.

Les plus beaux sont faits au village de Monte-Cristi avec la feuille appelée *Toquilla*. Cuenca, chef-lieu de la province d'Assuay, la troisième ville de la République, renferme 20,000 habitants. Elle fait un commerce de grains assez important, a plusieurs raffineries de sucre et une fabrique de cotonnades. On voit dans ses environs les traces de la grande chaussée des incas.

Lors de la dissolution de la République de Colombie, en 1831, l'Équateur formait les trois départements de l'Équateur, de Guayaquil et d'Assuay. La nouvelle république fut divisée en sept provinces qui, plus tard, ont été portées à douze : Pichincha ou Quito, Imbabura, Chimborazo, Léon, Esmeraldas, Guayaquil, Manabi, Assuay, Loja, Tienguregua, Los Rios, Oriente, formant les trois départements ou districts de Pichincha, de Gayas et d'Assuay, désignés le plus souvent par le nom de leurs chefs-lieux, Quito, Guayaquil et Cuenca.

Des trois républiques, formées du dénombrement de l'ancienne Colombie, celle de l'Équateur est la seule que les questions de fédéralisme et d'unitarisme n'aient point agitée. En revanche, conservateurs et démocrates s'y sont tour à tour disputé le pouvoir. Aux termes de la constitution de 1843, plusieurs fois modifiée, notamment en 1869, le pouvoir exécutif est confié à un président qui, d'abord élu pour quatre ans, l'est maintenant pour six ans. Le président n'est rééligible qu'après la période présidentielle suivante écoulée. Son autorité est limitée : il ne peut dissoudre ou proroger le Congrès. Un conseil d'administration l'assiste, formé des ministres, du président de la cour suprême et de justice et d'un membre du haut clergé; ce conseil est présidé par le ministre de l'in-

térieur qui est de plein droit vice-président de la République. Le pouvoir législatif s'exerce par deux Chambres, la première composée de dix-huit sénateurs, la seconde, de trente députés. Le Congrès se réunit de plein droit le 15 septembre de chaque année. Le pouvoir judiciaire est exercé par la cour suprême de Quito, par trois cours supérieures, par les juges particuliers des provinces, par les alcades municipaux dans les cantons et par les juges paroissiaux dans les chefs-lieux des paroisses. Le jury prononce dans les affaires criminelles et il existe quelques tribunaux de commerce. Au point de vue ecclésiastique, la République se divise en trois diocèses : l'archevêché de Quito et les évêchés de Cuenca et de Guayaquil. Le clergé y est nombreux ; on n'y compte pas moins de trente-six couvents d'hommes et onze couvents de femmes. La force armée consiste en 2,000 vétérans environ et une garde nationale. Les Équatoriens sont, aux termes de la loi, tous également libres ; ils ne reconnaissent ni titres, ni noblesse, ni distinctions honorifiques. L'esclavage a été définitivement aboli en 1854. Il ne faut pas en conclure que le sort des indigènes se soit pour cela notablement modifié; ils sont toujours employés à porter des fardeaux écrasants, on les laisse croupir dans la misère et l'ignorance ; on les recrute de force pour servir comme soldats, les blancs ne voulant entrer dans l'armée qu'à titre d'officiers. « Par un juste retour, cette tyrannie est devenue funeste aux oppresseurs eux-mêmes, dit M. Charton : les Espagnols ont cherché à se réserver le privilége exclusif d'exploiter les richesses du pays, ils ont décimé la race indigène, ils ont éloigné les étrangers, et aujourd'hui, sur les trois

cents millions d'hectares que possède l'Équateur, on ne compte guère plus d'un million d'habitants de diverses races. Les bras manquent à l'industrie et à l'agriculture; les entreprises coloniales qui feraient la force et la grandeur du pays, ne peuvent ni se développer, ni même s'établir, et des territoires d'une admirable fertilité demeurent complétement incultes. »

Depuis l'époque où il s'est constitué en république indépendante, l'Équateur a presque continuellement été agité par les guerres civiles et par les guerres avec les États voisins. Une question de territoire le mit dès le début en lutte armée avec la Nouvelle-Grenade qui ne voulut pas lui céder les provinces de Popayan, de Buenaventura et de Pasto, si favorables à ses communications avec le Pacifique. Les troupes grenadines ayant repoussé le président Florès qui déjà avait envahi Pasto, un traité sanctionnant la réunion à la Nouvelle-Grenade des provinces, objet du litige, fut conclu le 8 décembre 1831; mais ce traité, après de longues contestations, ne fut ratifié par l'Équateur que quatre ans plus tard. Juan-Jose Florès, compagnon d'armes et ami de Bolivar, trouvait un appui parmi les partisans du Libérateur; son triomphe eût pu changer les destinées de la Nouvelle-Grenade. Vaincu, il dut se borner à faire porter ses efforts sur l'établissement de la République équatorienne; il en fut le premier président, lui donna la forme de gouvernement qu'elle a gardée. Chef du parti conservateur, il eut à lutter contre les libéraux dirigés par Vicente Rocafuerte. En 1834, un mouvement révolutionnaire éclata dans Quito, Florès mis hors la loi, fut battu à Guayaquil, mais il reprit l'avantage et fit son adversaire prisonnier

à Quito. La victoire du 18 janvier 1835 fut décisive. Quelques généraux essayèrent cependant de tenir encore la campagne. Il s'en présenta trois la même année pour attaquer le pouvoir établi. L'un d'eux fut pris et fusillé avec 23 de ses soldats. Les deux autres gagnèrent la frontière. C'est ainsi que chaque jour Florès trouvait des compétiteurs à combattre. Une réconciliation nouvelle avait eu lieu entre lui et Rocafuerte (mai 1835), et une assemblée spécialement convoquée, le 9 août, à Ambato, pour réorganiser le pays, donna une constitution à l'Équateur. Rocafuerte fut élevé à la présidence et Florès reçut le commandement en chef de l'armée.

Rocafuerte, né à Guayaquil en 1783, avait fait ses études en France, au collége de Saint-Germain en Laye. En 1803 il avait rencontré Bolivar à Paris et s'était lié avec lui. Animé des idées de liberté, imbu des principes de la Révolution française, et fortifié par la lecture des publicistes du XVIIIe siècle il était revenu dans sa patrie frémissante et avait pris part à ses premières tentatives d'émancipation. Député par la province de Guayaquil aux cortès espagnoles en 1812, mais bientôt obligé de fuir Madrid, il avait parcouru l'Europe, visité les Etats-Unis, et avait ensuite résidé au Mexique. Ecrivain distingué, il s'était, en toute occasion, montré l'ardent défenseur des idées démocratiques. Président, il se révéla bon administrateur, mit de l'ordre dans les finances livrées à un véritable chaos, organisa l'instruction publique, établit des colléges, une école militaire, un institut agricole, créa une commission chargée de rédiger un code civil et aussi un code pénal que discuta et approuva la législature de 1837. Il renoua des relations avec l'Espagne, et

l'Équateur fut la deuxième république hispano-américaine qui vit son indépendance reconnue par son ancienne métropole. En ce qui concerne les matières religieuses, sa politique fut toujours libérale et en harmonie avec les idées modernes; il ne transigea jamais avec le fanatisme et n'entra point en alliance indigne avec le clergé comme ont fait après lui des politiques vulgaires pour le convertir en instrument de leurs vues personnelles. Dans son message de 1839, il exprima avec la plus grande franchise son opinion sur la nécessité d'établir la tolérance religieuse, non-seulement par respect de la liberté de conscience, mais comme un moyen de favoriser l'immigration *y de promover el progreso de la Republica.* Sous sa direction habile, la République traversa une période de calme et de prospérité. Florès succéda, cette même année 1839, à Rocafuerte qui fut nommé gouverneur de Guayaquil.

L'acte le plus important du second passage de Florès aux affaires fut le décret du 27 mars 1839, qui ouvrit les portes de l'Équateur au commerce et aux navires de l'Espagne, et qui eut pour conséquence, en 1841, un traité formel de paix et d'amitié entre les deux nations. Une convention réunie à Quito révisa la constitution de 1835 et lui en substitua une nouvelle qui fut proclamée le 31 mars 1843. C'est celle qui, sauf quelques modifications, est — nous l'avons déjà dit — encore en vigueur aujourd'hui. Rocafuerte, qui était membre de cette assemblée, avait énergiquement protesté contre la mutilation du pacte d'Ambato. Le langage patriotique et ferme qu'il fit entendre en cette circonstance lui attira des inimitiés telles qu'il jugea opportun de quitter le pays; il s'expatria

volontairement et alla se fixer à Lima, d'où il entreprit de soutenir ses principes par la plume.

Au commencement de 1843, Florès fut réélu pour la troisième fois ; le conflit entre les libéraux et lui s'accentuait chaque iour davantage. Une révolution partie de Guayaquil, le 6 mars 1845, le renversa ; Rocafuerte qui l'avait dirigée, n'en profita point, et ce fut Vicente Roca, homme de couleur, qui fut élevé à la présidence. Rocafuerte, élu député pour la province de Pichincha à la Convention qui se réunit à Cuenca, puis sénateur par quatre provinces, fut nommé en 1846 président du Sénat, et contribua à l'établissement du jury pour les causes criminelles. Florès consentit à quitter le territoire de la République avec le titre de général en chef et un traitement annuel de 80,000 francs : diverses tentatives faites par lui pour rentrer dans l'Équateur et ressaisir le pouvoir échouèrent complétement. On alla jusqu'à lui prêter le projet de fondre sur l'Équateur avec une armée recrutée en Europe. Rocafuerte fut chargé par le Congrès de s'entendre avec le Pérou, la Bolivie et le Chili, sur les moyens de repousser toute expédition de ce genre ; il reçut en même temps le titre de plénipotentiaire au congrès américain qui devait se réunir à Lima. Malade à son arrivée dans cette ville, en décembre 1846, il y mourut le 7 mai 1847, laissant par testament sa bibliothèque au collége de Guayaquil. Sa patrie perdait en lui un grand citoyen, l'Amérique un défenseur enthousiaste de son indépendance. Le Congrès décréta la translation de son corps à Guayaquil.

Un conflit avec la Nouvelle-Grenade était survenu ; il donna lieu à quelques promenades militaires, et se

termina par un accord signé à Santa Rosa de Carchi le 29 mai 1846. Roca conclut un traité de commerce avec la Belgique et une convention avec l'Angleterre pour l'abolition de l'esclavage. A l'expiration de son mandat, en octobre 1849, les partis ne réussissant pas à se mettre d'accord, le pouvoir exécutif fut confié provisoirement au vice-président, Manuel Ascasubi. L'agitation fut grande, et plus grande encore lorsque le parti clérical, ayant réussi dans le Congrès à faire élire son candidat, Diégo Noboa, celui-ci eût rappelé les jésuites et donné asile et protection aux conservateurs en fuite de la Nouvelle-Grenade. Aux menaces de cette nation voisine, Noboa répondit par un envoi de troupes à la frontière ; mais le général José Maria Urbino, qui les commandait, ne se mit à leur tête que pour le renverser. Déposé par une junte réunie à Guayaquil au mois de juillet 1851, l'impopulaire Noboa fût arrêté puis expulsé du territoire de la République. Urbino fut fait dictateur ; il établit le gouvernement à Guayaquil ; le parti ultra-démocratique triomphait en sa personne. Florès cherchant à mettre à profit l'irritation des conservateurs et favorisé secrètement par le cabinet de Lima, voulut encore tenter un coup de main ; il mouilla le 14 mars 1852 dans les eaux de Guayaquil à la tête d'une escadre, dans le but déclaré de rétablir Noboa comme seul président légitime ; trahi par son équipage, il se réfugia au Pérou. Naturellement, son insuccès eut pour résultat de fortifier Urbino. Celui-ci quitta le pouvoir en 1856 ; son successeur fut le général Roblès. Cette fois encore les conservateurs étaient battus. Roblès, par une loi du 6 décembre 1856, appliqua le système décimal français aux monnaies, poids et me-

sures de la République. Cette loi fort importante au point de vue commercial, est en vigueur depuis 1858.

Les efforts du parti clérical ou conservateur redoublaient. De graves embarras surgissaient à l'intérieur; les démêlés avec les États voisins s'envenimaient. Un conflit avec le Pérou, voisin peu scrupuleux, à propos de quelques territoires incultes et contestés, sur les frontières, amena le blocus des ports de l'Équateur; et cela, en dépit des offres de médiation de la Nouvelle-Grenade et du Chili (novembre 1858). Roblès et Urbino, les *deux jumeaux*, comme on les appelait, se mirent à la tête de l'armée ; le général Guillermo Franco, chargé de défendre Guayaquil, conclut, le 21 août 1859, avec le chef de l'escadre péruvienne, une convention par suite de laquelle le blocus fut levé ; mais le président refusa de ratifier cette convention ; deux mouvements éclatèrent, l'un à Guayaquil, l'autre à Quito ; il se forma dans chacune des deux villes un gouvernement provisoire. Roblès et Urbino, forcés de fuir, cherchèrent un asile au Chili. Les révolutionnaires de Guayaquil confièrent le pouvoir au général Franco ; celui-ci prit le titre de chef suprême, choisit un ministère et fit alliance avec le Pérou, qui, bientôt aux prises avec une escadre française, ne put lui porter secours ; de leur côté, les conservateurs de Quito mirent à leur tête le professeur de chimie Gabriel Garcia Moreno, gendre de Florès ; Florès fut appelé au commandement en chef de l'armée. Le 8 août 1860, le vieux général battit Franco à Babahoyo ; le 14 septembre suivant, il entra dans Guayaquil. Poursuivant au profit de son pays l'éternelle querelle de limites toujours pendante avec le Pérou, il envahit les petits cantons de Napo, Canelos et Quijos ; le

Pérou, occupé ailleurs, ne put que protester. Les triumvirs de Quito rassemblèrent, le 8 juillet 1861, une assemblée nationale qui choisit pour président le docteur Moreno, tandis que Florès recevait le titre important de gouverneur de Guayaquil.

Moreno, homme instruit, et qui à des défauts inhérents à la race et au pays joignait de belles qualités, avait été proscrit dans sa jeunesse. A Londres et à Paris, il avait employé les années de son exil à étudier les institutions et les rouages administratifs du vieux monde, espérant rapporter un jour dans sa patrie le fruit de ses observations et de ses travaux. Il appartenait aux plus anciennes familles espagnoles, et le parti conservateur appréciant la supériorité de ses lumières, avait mis en lui ses espérances. Moreno trouvait en arrivant au pouvoir les finances dans un état misérable. Le revenu public ne s'élevait pas à un million de piastres ; le Trésor était aux expédients et empruntait à 20 pour cent. Les fonctionnaires ne parvenaient pas à se faire payer ; il déclara renoncer à son traitement de 20,000 piastres pour en appliquer le produit à des œuvres d'utilité publique. Son activité se tourna vers les réformes matérielles les plus urgentes. On lui doit la construction de routes allant des régions montagneuses à la côte, la création d'un nouveau port dans le Pailon, entre les embouchures du Mina et de l'Esmeraldas; l'établissement d'une ligne télégraphique entre la capitale et Guayaquil, la fondation d'un hôtel des monnaies et d'un hôpital à Quito. Après avoir joui dans les premiers temps d'une faveur réelle, Moreno vit peu à peu décroître sa popularité. Le cours forcé d'un papier-monnaie fit des mécontents; un concordat signé avec Rome

et qui aliénait une partie de la puissance publique au profit de l'Église souleva les plus ardentes critiques. On sut bientôt que désespérant d'en finir sans le secours étranger avec les difficultés de la situation, il avait recherché le protectorat de la France; des bruits d'annexion à l'Espagne prirent ensuite une telle consistance que le ministre des affaires étrangères du Pérou crut devoir inviter par une circulaire du mois d'août 1861 les gouvernements hispano-américains à se réunir pour empêcher cette annexion. Sa propre correspondance avec un diplomate français, publiée à Lima, excita contre lui un véritable déchainement. L'Amérique tout entière s'indigna. Il fut question de former des ligues pour aller le renverser comme trahissant l'indépendance américaine. Le Pérou, qui se sentait menacé plus que tout autre pays, multiplia ses efforts pour le combattre. L'élection d'un nouveau président péruvien au moment où une rupture diplomatique existait déjà et pouvait dégénérer en guerre ouverte délivra l'Équateur de toute crainte de ce côté, mais la Nouvelle-Grenade se montrait fort courroucée. Les griefs que pouvait invoquer son gouvernement étaient de diverses natures. Moreno n'était pas seulement à ses yeux l'homme qui réclamait l'intervention européenne, c'était aussi l'ultra-conservateur qui, tout récemment, dans la lutte engagée entre le parti démocratique de Mosquera et le parti conservateur d'Arboleda, s'était étourdiment fait battre par ce dernier et placé dans l'obligation de le reconnaitre comme chef de la confédération néo-grenadine. Le 15 août 1863, Mosquera invita les Équatoriens à renverser leur gouvernement et à s'unir à lui pour fédéraliser les trois sections qui avaient formé

autrefois la Colombie. Le 29 septembre il fit proposer dans ce sens un traité que Moreno refusa de signer. Mosquera, s'avançant vers les frontières, déclara dans une proclamation qu'il voulait affranchir « les frères démocrates de l'Équateur du joug théocratique du professeur Moreno. » Le président de l'Équateur se fit autoriser par les Chambres, qu'un sentiment patriotique ralliait autour de lui, à « déclarer la République en état de défense ». Le 22 novembre, le vieux Florès à la tête de 6,000 hommes envahissait le territoire néo-grenadin, expliquant cette maladroite stratégie par la nécessité de porter la guerre en pays ennemi plutôt que de livrer à l'invasion une des plus riches provinces de l'Équateur. Le 6 décembre, il se trouvait en face de l'armée de Mosquera, à Cuaspud. Avant le combat, Mosquera dit : « Ils ont 6,000 hommes, mais moi j'ai 4,000 soldats. » La déroute de l'armée équatoriale fut lamentable, elle eut 1,500 hommes tués, blessés ou disparus et 2,000 prisonniers, et perdit toute son artillerie. La République semblait perdue, et songeait à se donner au Pérou ; mais Mosquera se montra généreux ; rappelé par d'autres devoirs il se contenta d'imposer aux vaincus un traité de paix qui fut signé le 30 décembre 1863 dans la ferme de Pensaqui. Ce traité se bornait à replacer les relations des deux pays dans les conditions anciennes ; Mosquera renonçait à employer la force pour amener l'Équateur à devenir partie intégrante des États-Unis de Colombie.

De telles épreuves n'étaient pas faites pour relever le prestige du parti conservateur. Le pouvoir du président ébranlé par deux défaites successives, semblait impuissant désormais à assurer la sécurité du pays. Moreno se

montra prêt à résigner ses fonctions; mais en mars 1864, le Congrès décida qu'il devait les garder; l'opinion publique lui serait revenue s'il ne l'avait pas découragée par divers projets de loi, qui sacrifiaient les droits de l'État aux intérêts de l'Église. C'est ainsi que les modifications introduites l'année précédente au concordat conclu en 1862 avec Rome, et qui en avaient suspendu la promulgation, furent supprimées. Sous l'influence du président, le congrès en revint à se plier aux volontés du Saint-Siége, c'est-à-dire à laisser les membres du clergé sous la juridiction immédiate de leurs supérieurs ecclésiastiques. Le contrat passé avec les jésuites pour la direction d'un certain nombre de colléges fut approuvé, et l'on décréta l'installation d'écoles de frères de la doctrine chrétienne, aux frais des contribuables. Cependant lorsqu'après avoir ratifié le traité de paix avec la Nouvelle-Grenade, adopté une loi sur l'expropriation, pour l'ouverture des chemins publics, organisé une police, voté le budget, et réduit, par des raisons d'économie, l'armée permanente à moins de mille hommes, le Congrès se sépara le 18 avril 1864, Moreno se croyait suffisamment affermi à l'intérieur. Mais à l'extérieur la situation était moins rassurante. Si la paix était faite avec les États-Unis de Colombie, la tempête grondait toujours du côté du Pérou. Ce n'était qu'à son corps défendant que Moreno avait envoyé un plénipotentiaire au congrès de Lima, chargé d'examiner un projet d'union des Républiques américaines; quand l'Espagne menaçant le Pérou, occupa les îles Chinchas, il tint une conduite louche qui offrait un contraste pénible avec les témoignages de sympathie que les autres États d'Amérique prodiguaient

à la cause péruvienne. Le Pérou, tout occupé de sa querelle avec l'Espagne, n'était guère à craindre pour le moment, mais la rupture avait pour effet d'exciter les espérances du parti hostile à Moreno, dont le chef le plus actif, Urbina, se tenait réfugié sur la frontière péruvienne, encouragé et même aidé par le cabinet de Lima. Dans ces conditions, Moreno eut à combattre des mouvements insurrectionnels, qui se produisirent coup sur coup. Le premier partit de Guayaquil au mois de mai, le second éclata vers la fin de juin à Quito même. En août, Urbina lançait l'avant-garde de ses partisans sur le territoire équatorien. Le vieux Florès se préparait à marcher contre lui, lorsque la mort le surprit à Guayaquil. En lui s'éteignait un des derniers survivants de l'indépendance, le père de la République équatorienne, l'homme qui depuis quarante ans exerçait une si regrettable influence sur les affaires. Moreno se mit à la tête des troupes. La lutte fut courte. En novembre, la province de Loja, quartier général de l'insurrection, était pacifiée, Urbina était rejeté sur le territoire péruvien; le président, entre autres mesures de répression, avait ordonné l'exécution du général Maldonado, principal organisateur du mouvement de Quito; vainqueur, il accorda une amnistie, dont les chefs de l'insurrection restaient seuls exceptés.

Les travaux publics forcément interrompus, furent repris avec activité malgré le déplorable état des finances. Une nouvelle émission de papier-monnaie avec cours forcé, permit de poursuivre l'assainissement de Quito, l'établissement de la route reliant cette ville à Guayaquil, et la réédification des édifices détruits par le tremble-

ment de terre de 1859. Une compagnie anglaise se chargea d'ouvrir une voie importante de communication, moyennant la concession de terrains situés sur son parcours. Le président qui voyait approcher le terme de ses pouvoirs, était impatient d'accomplir les œuvres utiles dont il voulait doter son pays. Malheureusement tout s'ébauchait, rien n'était terminé. Par une politique habile, il mit fin à l'inimitié du cabinet péruvien et régla pacifiquement ses contestations avec la Nouvelle-Grenade. Vers cette époque fut introduit l'usage des timbres-poste. Le commerce semblait renaître, le pays était tranquille.

Vinrent les élections. Celles des chefs et des conseillers provinciaux et cantonaux, faites en décembre, donnèrent l'avantage au parti conservateur et gouvernemental; les élections présidentielles devaient, à quelques mois de là, lui assurer définitivement la victoire. L'opposition avait pour candidat un homme considérable, l'ancien président du Sénat, Gomez de la Torre; ce fut Geronime Carrion, désigné par Moreno lui-même, qui l'emporta le 1er mai 1855, par 21,733 voix contre 8,211 données à son compétiteur. Pour assurer le triomphe du candidat de son choix, Moreno paraît avoir usé de moyens d'une légalité fort contestable. Moreno reçut le gouvernement de Guyaquil, qu'il devait prendre le 10 août en quittant la présidence.

Cependant Urbina se tenait toujours sur la frontière péruvienne; il s'empara par surprise, le 31 mai, du *Guayas*, seul navire de guerre que la République possédât, massacra l'équipage, se procura encore trois petits vapeurs et bloqua le port. Moreno accourut, il se saisit d'un vapeur

anglais mouillé dans le port de Guayaquil, qu'il paya trois fois sa valeur sur les remontrances du consul, le fit occuper par 150 soldats, parvint à armer un autre vapeur marchand; puis, sortant du port, il attaqua les urbinistes, les battit, s'empara de leur escadrille et fusilla 97 prisonniers. La correspondance d'Urbina saisie avec ses bagages compromettait beaucoup de libéraux. Plusieurs furent mis à mort; de plus, on confisqua leurs biens. Le Pérou se débattait, lui aussi, sous les efforts des partis rivaux. Moreno crut le moment favorable pour se venger de ce pays. Un nouveau ministre péruvien venait d'être accrédité à Quito, il refusa de le reconnaître, tant que son gouvernement ne se serait pas déclaré débiteur envers l'Équateur d'une somme de un million et demi de piastres à titre d'indemnité pour l'appui que Urbina avait trouvé à Lima. Toutefois, cela n'empêcha point l'Équateur d'adhérer, l'année suivante, au traité d'alliance offensive et défensive déjà conclu entre le Chili et le Pérou pour repousser l'Espagne et, à cette occasion, un traité postal fut conclu avec le cabinet de Valparaiso qui, depuis plusieurs années, avait rompu diplomatiquement avec l'Équateur.

La présidence de Carrion fut d'abord assez calme. Homme d'habitudes modestes, d'allures simples, Carrion quittait son hacienda pour la première fois, quand il vint à Quito prendre possession du pouvoir. Les difficultés de la situation lui apparurent dès le début. Moreno, dont il était la créature, comptait, sous son nom, continuer son œuvre; il espérait le faire agir à sa guise, mais Carrion abandonna la politique à Bustamente qui était son ami. Ce ministre, justement impopulaire, usa de sa situation

pour recourir à l'arbitraire : deux sénateurs et trois députés furent arrêtés sur l'escalier même du palais du Congrès. Carrion et Bustamente, décrétés d'accusation pour ce fait, résolurent de dissoudre la Chambre par la force. C'était un coup d'État : il échoua misérablement. Le ministre tomba. Carrion n'avait alors d'autre ressource que d'associer Moreno à son gouvernement. Moreno était toujours le chef le plus populaire du parti conservateur, il reçut le commandement supérieur des troupes, et, dès qu'il l'eut, se prononça contre Carrion. Le 5 novembre, dans la nuit, le Congrès déclara que le Président s'était rendu « indigne du poste élevé où l'avait porté la confiance populaire. » Devant cette sommation, que Moreno vint en personne lui signifier, Carrion résigna ses fonctions. Le vice-président Arteta fut, en vertu de la Constitution, investi par intérim du pouvoir suprême. Le 29 janvier 1868, Espinosa fut élu à la présidence. L'année suivante, le général Veintemila se souleva contre lui et marcha sur Guayaquil, avec l'artillerie placée sous ses ordres ; il allait pénétrer dans la ville lorsqu'il fut tué.

La Constitution subit, en 1869, des modifications en vertu desquelles le pouvoir passa de nouveau entre les mains de Moreno, mais cette fois pour six ans. Moreno, livré de plus en plus aux influences catholiques, semblait vouloir s'éterniser à la présidence. Le clergé le poussait dans cette voie fâcheuse. L'appui donné aux missions prêchées par les pères rédemptoristes, à Quito, en septembre 1874, et surtout l'envoi, sur les fonds de l'État, d'un don de plus de un million au Saint-Père, agitèrent fortement les esprits ; des mouvements eurent lieu sur plusieurs points, il y répondit, en janvier 1875, par la mise

en état de siége des provinces de Guayas, Assuay et Manabi. Parvenu au terme de sa seconde présidence, Moreno, malgré la Constitution, brigua pour la troisième fois les suffrages de ses concitoyens. Ce fut son arrêt de mort. Le 6 août, sur les degrés de son palais, trois assassins fondirent sur lui, lui fendirent le crâne d'un coup de coutelas, le hachèrent à coups de couteau et le criblèrent de balles. Telle fut la fin tragique de cet homme, à qui nous reprochons d'avoir été un autoritaire d'instinct et de principe, de s'être montré violent et d'une sévérité excessive dans ses répressions. Allié au clergé, instrument complaisant de ses projets ambitieux, il lui a permis de couvrir le pays de son ombre, et les moines de tous ordres ont pu, grâce à lui, fanatiser à leur aise des populations naïves et confiantes. Cela dit, il faut reconnaître que, pendant les années de sa dictature, d'importants progrès ont été réalisés. Le revenu public s'élevait, l'année de sa mort, à quinze millions de francs. La dette inscrite devait être éteinte en 1876, et la dette flottante n'était plus que d'environ sept millions de francs.

On voit par là qu'en dépit de ses insurrections militaires, et quoique toujours menacé et convoité par ses voisins à cause de sa faiblesse même, l'Équateur a quelque peu prospéré ; il a vu son commerce se développer, ses voies de communication s'étendre ; 300 kilomètres de routes carrossables, 400 kilomètres de chemins pavés pour les mulets existent maintenant, un chemin de fer est commencé ; de nombreux ponts en fil de fer remplacent les escarpolettes en lianes, sur lesquelles les voyageurs se suspendaient au-dessus des abîmes. Ses dissensions intérieures, le désarroi de ses finances, les désastres

à peine réparés du terrible tremblement de terre de 1869 n'ont pas empêché la République équatorienne d'envoyer à la France en deuil le témoignage de sa sympathie. Sa souscription pour la libération de notre territoire dépassa 25,000 francs. Ce pays entre à peine dans la voie du progrès économique; mais on peut prévoir qu'il deviendra par la suite l'un des plus prospères de la jeune Amérique.

La position stratégique de sa capitale, la douceur de son climat, la fertilité de son sol égal en richesse à celui du Pérou, les communications que l'Amazone lui permet d'ouvrir avec l'Europe, tout lui promet un avenir brillant. Mais il faut, d'une part, que le peuple soit arraché à l'état de stupide ignorance et de superstition dans lequel il est maintenu par des prêtres et des moines intolérants; d'autre part, que des immigrations nouvelles viennent seconder ou remplacer la population primitive décimée ou dispersée par une administration inintelligente. Les Équatoriens sont heureusement doués pour les travaux manufacturiers. Par des procédés tout primitifs, ils exécutent des tapis remarquables pour la qualité du tissu, la beauté des dessins, la vivacité des couleurs. L'introduction des machines a permis d'utiliser les aptitudes de ce peuple longtemps réduit à suppléer par la patience, l'adresse et l'application, à l'insuffisance des instruments et des moyens de fabrication. L'agriculture, pour laquelle une école a été fondée, progresse lentement, mais les voies de communication, qui relient les plateaux élevés des Andes aux différents points de la côte du Pacifique à travers les forêts et les vallées, permettront d'introduire les procédés de culture dans le défrichement de nouvelles

terres. Encore une fois, la République de l'Équateur ne peut fonder aucun espoir sérieux que sur la colonisation. Elle semble l'avoir enfin compris. L'immigration, repoussée longtemps, paraît devoir être encouragée. Les colons apporteront donc le concours de leurs bras et de leur intelligence à ce pays que l'Europe ne connait encore, à vrai dire, que par ses défauts (1).

(1) Au moment où nous imprimons, l'*Officiel* du 5 mars 1876 nous fait connaître que le nouveau présiden. constitutionnel de l'Équateur, M. Antonio Borrero, a notifié sa nomination au président de la République française.

CHAPITRE IV

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

Rôle politique de Rivadaria (1825). — Le chef des fédéralistes, Rosas. — Tyrannie de Rosas. — La constitution de 1853 : Urquiza, président. — Mitre (1868). — Sarmiento. — La République jusqu'en 1876.

La République Argentine semble appelée à rivaliser un jour de développement et d'activité avec les États-Unis. Il n'est pas de plus admirable champ d'exploitation pour l'industrie humaine ; sa capitale serait le New-York du sud, sans les troubles qui sans cesse viennent suspendre la vie agricole et commerciale ; elle se contente d'en être l'Athènes, c'est du moins le nom qu'elle se donne, fière qu'elle est de ses littérateurs et de ses poëtes, les Mitre, les Echeverria, les Mármol, les Ascasubi, les Guttierez, les Sarmiento. Après le Brésil, la République Argentine est le plus grand pays du continent sud. Son territoire embrasse une superficie de 2,311,815 kilomètres carrés ; sa partie habitée dépasse en étendue la France, l'Angleterre et l'Espagne. C'est aussi le plus accessible par le nombre et l'importance de ses cours d'eau, tous navigables pour les bateaux à vapeur.

Le rio de la Plata, qui donne son nom à la contrée, est un des plus beaux fleuves du monde, son embouchure est une petite mer qui va s'élargissant de 40 à 300 kilomètres; il coule du nord au sud, grossi par de nombreux affluents parmi lesquels le Paraná peut être remonté par les navires jusqu'à trois cents lieues de l'Océan.

Cette vaste région confine au nord à la Bolivie, à l'est au Paraguay, au Brésil et à l'Uruguay; au sud à la Patagonie, abandonnée jusqu'à présent aux hordes indiennes; elle s'étend depuis les Cordillères du Chili, qui la bornent à l'ouest jusqu'à l'Océan atlantique, sur lequel elle développe au sud-est mille kilomètres de côtes et possède plusieurs ports naturels. On peut la diviser en trois parties distinctes : la première, enfermée dans le Paraná et l'Uruguay, comprend les provinces d'Entre-Rios et de Corrientes et l'ancien territoire des Missions, c'est la Mésopotamie argentine; la deuxième longe la chaîne des Andes et réunit les provinces montagneuses de Mendoza, San-Juan, la Rioja, Catamarca, Tucuman, Salta et Jujuy. La troisième déroule entre les deux premières quarante mille lieues carrées de vastes plaines et de pâturages naturels, où vivent en liberté quinze millions de bêtes à cornes, quatre millions de chevaux et quatre-vingt millions de moutons. C'est la région des Pampas, d'une horizontalité presque absolue. L'Indien indompté, ennemi terrible, y mène une vie errante et guerroyante; l'infatigable *gaucho* y poursuit, le lasso à la main, les animaux sauvages; elle renferme le territoire du Chaco argentin, la partie non montagneuse des provinces de Santiago, de l'Estero, de Cordova et de San-Luis, et la totalité de Santa-Fé et de Buenos-Ayres. Sur

ce point, est le foyer de la vie politique et commerciale, et le champ d'expérience de l'émigration.

Les quatorze provinces que nous venons de citer forment autant d'États indépendants dans leur administration intérieure, et leur ensemble compose la République fédérale ou Confédération Argentine, dont le pouvoir législatif est dévolu à un Congrès composé de deux Chambres. Les députés sont élus par le peuple à raison de un député par vingt mille habitants; les sénateurs sont choisis par les législatures provinciales. Le pouvoir exécutif est exercé par le président ou le vice-président, nommés pour six ans et non rééligibles, si ce n'est après l'intervalle d'une nouvelle présidence; ils sont élus par des électeurs spéciaux nommés par le peuple dans chaque province. Le président est assisté de cinq ministres choisis par lui. Le pouvoir judiciaire fédéral est représenté par une Cour de justice chargée de connaître des différends entre les provinces ou des conflits entre les autorités diverses d'un même État.

Le recensement régulier de la population, exécuté pour la première fois au mois de septembre 1869, donnait un total de 1,877,490 habitants, y compris les Indiens encore nomades du Chaco, des Missions, des Pampas et de la Patagonie, évalués à 93,000.

D'après le recensement du 10 mars 1895, la population de la République Argentine est de 4,093,000 individus. Buenos-Ayres est aujourd'hui (juin 1896) une ville de 663,854 habitants; en 1895 plus de 61,000 étrangers sont arrivés directement dans cette ville; l'immigration totale était de 80,888 individus. Il faut ajouter que l'émigration

était forte de 36,820 personnes. La population de l'Argentine a doublé depuis vingt ans. Grâce à ce mouvement progressif, de nombreuses et florissantes colonies agricoles ont pu se former sur différents points du territoire. L'acclimatation des Européens se fait d'ailleurs sans difficulté, le pays est un des plus salutaires qu'on connaisse, et l'hiver peut y être comparé au printemps du midi de la France. Le nom de Buenos-Ayres lui vient de la bonté et de la douceur de son climat. Peu de pays sont aussi riches en matières premières, alimentaires et industrielles, et tout y prospérerait si les commotions politiques y étaient moins fréquentes.

Le traité d'El-Pilar, signé en 1820, reconnaissait l'égalité de toutes les provinces et le droit qu'elles avaient de concourir à la formation du gouvernement national. La déroute des monarchistes avait été complète; Artigas ne devait pas jouir de son triomphe; une révolte d'un de ses généraux, Ramirez, le força de se réfugier au Paraguay, où le dictateur Francia l'interna dans un village; résigné à son sort, il s'adonna à l'agriculture, fut le père des pauvres et mourut en 1826. Quant à Ramirez, il tomba mortellement frappé le 10 juillet 1821, sous les murs de Buenos-Ayres. Le 21 du même mois, un pouvoir administratif provincial fut formé, composé d'un gouverneur, le général Rodriguez; d'un ministre des affaires étrangères et de l'intérieur, Rivadavia; d'un ministre de la guerre et de la marine, Cruz; et d'un ministre des finances, Garcia. Citoyen intègre, habile diplomate, administrateur éclairé, Rivadavia avait longtemps représenté à Paris et à Londres les provinces insurgées de la Plata. Ce fut sur lui que pesa le fardeau des affaires

publiques. On doit à son initiative plusieurs décrets sur l'établissement du système représentatif, l'inviolabilité des propriétés, la publicité des actes du gouvernement, la liberté de la presse, les lois d'oubli et de tolérance civile, politique et religieuse, celle relative aux étrangers. L'instruction publique fixa particulièrement son attention ; chaque district eut une école primaire; une université, plusieurs colléges ainsi qu'une caisse d'épargne et une société de bienfaisance furent fondés, et l'on favorisa l'exploitation des mines et de la navigation. Particularité digne d'être notée, Buenos-Ayres donna dès cette époque le premier exemple de la suppression de la course maritime.

Une certaine tranquillité régna pendant ces premières années d'élaboration. Le Brésil n'épargnait rien pour la troubler. A la faveur des luttes intestines, il avait occupé Montevideo sous prétexte d'y rétablir la paix, et s'était annexé son territoire transformé par lui en *Province Cisplatine* (1821). Un parti, décidé à rejeter à la fois la suprématie de Buenos-Ayres et celle du Brésil, se formait à Montevideo ; nous le verrons triompher plus tard, et l'ancienne Banda-Orientale, après une longue guerre, deviendra la République de l'Uruguay.

L'indépendance des provinces Argentines était un fait que l'Espagne seule contestait encore ; reconnue par les Etats-Unis de l'Amérique du Nord, en 1823, elle le fut deux ans plus tard par l'Angleterre. En 1824, le général de Las Heras, ancien combattant de la liberté, fut appelé à succéder à Rodriguez. Rivadavia, alors gouverneur par intérim, procéda à son installation et quitta volontairement le ministère. Une des premières discussions du

Congrès général des Provinces-Unies eut pour objet de déterminer la forme définitive du gouvernement. La Constitution du 24 décembre 1826 consacra le système de l'Unité sous le nom de République Argentine; elle faisait revivre, tout en la mitigeant, la prétention de Buenos-Ayres de nommer les gouverneurs; il n'en fallut pas davantage pour mettre le feu aux poudres. La concession faite aux provinces de présenter trois candidats ne les satisfit pas. La guerre déclarée depuis quelques mois entre le Brésil et Buenos-Ayres nécessita de nouveaux impôts et la levée des hommes de 16 à 40 ans. Ces mesures occasionnèrent des troubles à Tucuman et à Catamarca.

Entre temps, Rivadavia avait été porté à la magistrature suprême (février 1825); il était l'âme du congrès et le lien entre la République et les nations étrangères; au milieu de difficultés sans nombre il négociait un emprunt avec l'Angleterre, appelait et favorisait l'immigration. Contre la flotte brésilienne qui bloquait Buenos-Ayres, il arma une petite escadre sous les ordres de l'amiral anglais Brown, qui battit l'ennemi en détail sans pouvoir le chasser toutefois. Malheureusement le mauvais accueil fait par les provinces à la Constitution de 1826 lui créait de nouveaux embarras. Stanislas Lopez à Santa-Fé, Bustos à Cordova, Quiroga dans l'ouest, refusaient de reconnaitre la suprématie de Buenos-Ayres, voulaient maintenir le système fédéral, et les populations, soulevées par eux, refusaient d'envoyer leurs députés au Congrès. Jamais le gouvernement de Buenos-Ayres ne s'était trouvé dans une situation plus critique qu'au début de l'année 1827; ajoutez qu'il était ouvertement

brouillé, avec la Colombie, ou du moins avec Bolivar, à cause de la séparation des provinces du Haut-Pérou, constituées en État à part sous le nom de Bolivie, et dont il se montrait peu disposé à reconnaître l'indépendance.

La population de Buenos-Ayres et des petites provinces voisines se trouvait seule en réalité à soutenir la lutte contre le Brésil. La bataille d'Ituzaingo (20 février), avait donné la victoire aux armes républicaines; mais s'il était possible de tenir les impériaux en échec et même de les vaincre en détail, il ne fallait pas songer, dans l'état de désarroi politique et de détresse financière où était plongé le pays, à les poursuivre et à en avoir définitivement raison. Dans ces conditions, Garcia fut chargé d'aller porter à Rio-Janeiro des ouvertures de paix ; mais il outrepassa ses instructions : par une convention préliminaire du 13 mai, Montevideo, son territoire et toute la Banda-Orientale se trouvaient cédées au Brésil ; cette convention excita dans Buenos-Ayres une vive irritation ; le gouvernement la désavoua comme attaquant l'honneur et l'indépendance de la nation, et le président, en même temps qu'il communiquait sa résolution au Congrès, lui adressait sa démission (28 juin).

Rivadavia, partisan déclaré de la république une et indivisible, sentait que, dans l'état des esprits, son maintien à la présidence était un obstacle de plus à la conciliation. Vincent Lopez, appelé provisoirement à lui succéder, prêta serment le 7 juillet, et, dans des conjonctures aussi graves, ne réussit pas tout d'abord à former un cabinet. Le général Balcarce consentit enfin à se charger de la guerre ; Anchorena accepta les finances. Puis il y eut comme une trêve des partis ; on parla d'oubli ; il se pro-

duisit un immense désir de faire à la patrie le sacrifice de ses propres aspirations, et de venger l'injure que le traité Garcia faisait au drapeau Argentin. D'un avis unanime, unitaires et fédéralistes voulurent continuer la guerre contre le Brésil. L'élan fut admirable. Le président, les ministres, les fonctionnaires abandonnèrent une partie de leurs traitements; d'autres, comme Rivadavia, s'engagèrent à tripler, pendant toute la durée de la guerre, les impôts à leur charge; les souscriptions particulières affluèrent au trésor, les femmes offrirent leurs bijoux. L'enthousiasme gagna jusqu'aux provinces séparatistes, et cette crise eut le salutaire effet de disposer les esprits à la conciliation. C'est ainsi que Buenos-Ayres renonça volontairement à être la capitale et le gouvernement central de la République; ce résultat fut obtenu, grâce à la sage fermeté du colonel Dorrego, l'élu des fédéralistes. Une diète fédérale réunie à Santa-Fé, tout en poursuivant les négociations avec le Brésil, n'en était pas moins formellement décidée à faire tous les sacrifices nécessaires pour soutenir l'honneur de la nation. Les deux pays belligérants avaient également sujet de désirer la fin d'un état de choses désastreux pour l'un comme pour l'autre. Un traité de paix intervint le 27 août, et fut ratifié par le Congrès de Santa-Fé le 26 septembre. Le Brésil, fatigué d'une lutte de dix années, se dessaisit de sa proie; les pays en litige furent invités à procéder sans délai à l'élection de députés qui, formés en Assemblée constituante, proclamèrent l'indépendance de Montevideo et de la Banda-Orientale.

Les factions rentrèrent aussitôt dans l'arène. Les unitaires, sous l'influence de Lavalle, le vainqueur d'Itu-

zaingo, redemandaient la suprématie de Buenos-Ayres avec la république une et indivisible. Dorrego tenait d'une main ferme les rênes gouvernementales ; il avait eu cette chance de réconcilier Buenos-Ayres avec les provinces, et ce bonheur de réaliser la paix glorieuse du 27 août. Mais il était fédéraliste, et il n'en fallait pas davantage pour que Buenos-Ayres lui fût hostile ; le retour de l'armée vint compliquer sa situation. Le 1er décembre, Lavalle, à la tête d'une division, s'empare de l'hôtel du gouvernement, et, secondé par l'amiral Brown, se fait nommer directeur provisoire de l'État, par les notables rassemblés au Cabildo. Dorrego se dirige vers Santa-Fé, et invoque le secours du Congrès fédéral ; Lavalle le poursuit, l'atteint et le fait fusiller (9 décembre). Cet acte odieux fut le signal d'une prise d'armes générale. Le Congrès mit l'assassin hors la loi. Lavalle répondit par une déclaration de guerre ; la République était livrée à toutes les horreurs de l'anarchie lorsque expira l'année 1828. Les deux années suivantes virent se poursuivre avec acharnement la lutte des fédéralistes et des unitaires, les premiers obéissant à Lopez et à Quiroga, les seconds à Lavalle. Les fédéralistes s'étaient renforcés d'une troupe nombreuse de gauchos dévoués à un personnage qui n'allait pas tarder à se faire un renom terrible, don Juan-Manuel Ortiz de Rósas.

Rósas avait alors trente-cinq ans ; sa jeunesse s'était passée sur les domaines de sa famille, au milieu des pâtres à demi sauvages. C'était un homme aux traits accentués, aux yeux bleus, vifs et pénétrants, ayant le teint clair et coloré de l'Européen et la haute stature du gaucho ; la première fois qu'il parut sur la scène poli-

tique, en 1820, à la tête de ses *colorados*, ce fut pour secourir Rodriguez et le parti unitaire; sept ans plus tard, il souleva de nouveau ses paysans, mais ce fut cette fois au profit du parti fédéraliste. Dorrego l'avait nommé général. Dès qu'il eut appris la fin tragique de son chef, il accourut avec ses gauchos, livra bataille à Lavalle et le mit en déroute. Les fédéralistes saluèrent en lui leur sauveur, et, le 8 décembre 1829, il fut nommé gouverneur et capitaine général de Buenos-Ayres. En 1831, Lavalle reprit l'offensive dans l'Entre-Rios, et fut battu; Paz l'était en même temps dans Cordova. Ce double échec porta le dernier coup aux unitaires, et les provinces de Cordova, de Corrientes, de Mendoza et de Santiago-del-Estero avaient adhéré au pacte de la fédération lorsque Rósas ouvrit la session de 1832. Il fut stipulé que chaque État conserverait, pour ses affaires intérieures, une complète indépendance, et que la direction des relations extérieures et des affaires de guerre communes à toute la République, serait déléguée au gouverneur particulier de Buenos-Ayres. En prenant le pouvoir, Rósas dit : « Vous m'avez choisi pour gouverner selon ma science et ma conscience, j'obéis. Ma conviction sera mon guide, la faire prévaloir sera mon devoir. » C'était net et clair.

Traqués dans une sorte de chasse à l'homme, les unitaires firent preuve d'une indomptable opiniâtreté; Rósas employa, pour les exterminer, toutes les ressources du despotisme, et la presse, bâillonnée, se tut sur ses actes et sur ceux de ses lieutenants; ses soldats ne firent point de quartier; des coupe-jarrets, organisés en société populaire, frappaient les suspects. Il faut noter que tous les documents officiels porteront désormais cette épigraphe :

« Vive longtemps la Confédération Argentine! Mort aux sauvages unitaires! » Les généraux qui avaient secondé Rósas, lui inspirèrent une vague inquiétude. Quiroga fut égorgé aux environs de Cordova; Lopez, de Santa-Fé, invité à venir à Buenos-Ayres, mourut d'un mal mystérieux, et Cullen, son beau-frère, fut mis à mort, ainsi que les généraux Reynafé et Heredia. Une campagne habilement menée contre les Indiens des Pampas du sud, et qui mettait un terme à leurs incursions sur les terres de Buenos-Ayres, vint à point augmenter le prestige de Rósas. La multitude vit décidément en lui un héros, un homme providentiel, se jeta dans ses bras et en fit un dictateur.

Le meurtre de Quiroga, mis au compte des unitaires, excita fort à propos l'indignation populaire; le 8 mars 1835, au lendemain d'une comédie parlementaire savamment combinée à l'avance, la Chambre de Buenos-Ayres remit aux mains de Rósas *toute la puissance publique*, avec le titre de gouverneur et de capitaine général de la province pour cinq ans. Le but du dictateur n'était pas encore atteint. Il fallut qu'un plébiscite confirmât son élection. On lui prépara une entrée solennelle; la foule idolâtre traîna sa voiture; les gauchos en délire le portèrent triomphalement et les airs retentirent des bénédictions et des actions de grâces du clergé.

Tel fut le point de départ d'une dictature qui dura jusqu'en 1852, et qui a tenu en échec l'Angleterre et la France. Tous les cinq ans, à l'expiration de son pouvoir, Rósas priait hypocritement la Chambre de prendre en considération sa santé affaiblie et de le rendre à la vie champêtre; on lui décernait de nouveaux honneurs et

le tour était joué. Dans leur admiration, les gauchos l'appelaient le Washington du Sud.

Laborieux, perspicace, toujours en éveil, il voyait tout, conduisait tout : l'armée, la police, les finances, la diplomatie, l'administration et la presse ; les traités de 1829 faisaient du gouverneur de Buenos-Ayres le représentant des États de la Plata auprès des puissances étrangères ; celles-ci apprirent à connaître Rósas dans cette fameuse « affaire de la Plata » qui le grandit aux yeux des Américains, et préoccupa si fort l'Europe et surtout la France. Le gouvernement de Juillet s'était hâté de reconnaître l'indépendance des anciennes colonies espagnoles; mais ses agents diplomatiques se trouvèrent en hostilité avec Rósas qui refusa d'accueillir l'un d'eux, M. Laforêt, sous prétexte qu'il avait offensé le Chili : premier grief. Dans l'Uruguay, le président Oribe, attaqué par Ribera, qui faisait cause commune avec Lavalle et les unitaires, recevait des secours intéressés de Rósas, malgré les protestations du ministre résident de France. L'emprisonnement illégal de citoyens français amena en 1838 le blocus de Buenos-Ayres par une flotte partie de Cherbourg. Le dictateur tint bon et se donna comme le défenseur de l'indépendance américaine contre l'Européen.

Cependant Ribera chassait Oribe et déclarait la guerre à Buenos-Ayres ; Lavalle appelait les Argentins à la révolte. Corrientes et l'Entre-Rios s'armaient contre le dictateur. Menacé de toutes parts, Rósas redoublait de cruauté envers ses adversaires. Dans un seul jour, il fit fusiller soixante-dix personnes. Ses lieutenants se conduisirent en bêtes féroces. A Santiago-del-Estero, le

gouverneur Ibarra rendit son nom à jamais exécrable dans la contrée (1). Les pourparlers durèrent deux ans. Enfin, le vice-amiral Mackau traita le 29 octobre 1840 avec Rósas. Une indemnité fut promise à nos nationaux; mais, à Paris, et les Chambres et la presse reprochèrent à ce traité d'abandonner nos alliés de la veille aux vengeances de Rósas.

Lavalle, battu le 16 novembre à Santa-Fé, puis à Luxan et surpris enfin près de Jujuy, fut mis à mort (1841). Oribe expulsa de l'Uruguay le général unitaire Paz, et ses victoires dans les provinces de Santa-Fé et de Corrientes furent suivies de massacres journaliers. C'est ainsi que le jour anniversaire de l'élection de Rósas ses fidèles se répandirent dans les rues, s'y ruèrent sur les personnes soupçonnées d'appartenir au parti vaincu, et les égorgèrent sans pitié. Les unitaires écrasés partout, Brown reçut l'ordre de bloquer Montevideo, tandis qu'Oribe, repoussant la médiation de l'Angleterre et de la France, envahissait l'Uruguay et allait l'assiéger par terre.

L'idée fixe de Rósas était depuis longtemps de ramener la République Orientale dans le giron de la Confédération Argentine. Oribe secondait avec zèle ses vues ambitieuses. Montevideo, défendue par Paz, avait à son service une légion française commandée par le colonel Thibaut et une légion italienne commandée par Garibaldi. Néanmoins, cette ville allait succomber ; les plénipotentiaires français intervinrent, Rósas refusa de cesser les hostili-

(1) Voir sur ce monstre, les *Aventures et malheurs de la senora Libarona* (*Tour du Monde*, tome III).

tés. Alors les escadres de France et d'Angleterre mirent le blocus devant Buenos-Ayres (18 septembre 1845) et forcèrent le passage du Paraná, dont la libre entrée avait toujours été refusée aux navires étrangers. Cette médiation armée avait été déterminée par trois motifs : les intérêts du commerce français, la protection due à nos nationaux et la coopération du Brésil (1). La coopération du Brésil fut retirée plus tard. Montevideo comptait deux mille Français et Buenos-Ayres dix mille ; les deux grands intérêts invoqués, celui du commerce et celui de l'humanité, avaient plus à gagner à la paix qu'à la guerre. Les négociations entamées avec Rósas par les puissances alliées aboutirent en 1849 à des traités qui stipulaient la libre circulation du Paraná, le *statu quo ante bellum* et l'indépendance de la République Orientale. A Paris, l'Assemblée nationale refusa de ratifier celui que l'amiral Le Prédour avait signé au nom de la République française. En 1851, la France se décida à envoyer un corps expéditionnaire d'infanterie de marine dans les eaux de l'Atlantique.

La tyrannie de Rósas touchait à sa fin. Le dictateur, qui avait résisté à deux puissances européennes de premier ordre, tomba devant une insurrection des provinces, secondée par le Brésil qui voyait le moment où elle l'aurait bientôt pour voisin. Sa tyrannie, son obstination dans les négociations qui, en amenant le blocus des ports Argentins, entravait le commerce tout entier de la Plata et perpétuait la guerre avec Montevideo, avaient fini par

(1) Rouher. — Séance de l'Assemblée nationale du 29 décembre 1850.

fatiguer jusqu'à ses généraux. Juste-José de Urquiza, gouverneur d'Entre-Rios, envoyé deux fois pour pacifier les villes insurgées, finit par embrasser leur cause. Urquiza, sorti des rangs du peuple, simple gaucho, devait son élévation à la force de son caractère et à la supériorité de son intelligence. Il avait commencé sa carrière militaire sous Rósas, qui l'avait nommé gouverneur de l'Entre-Rios en 1842, et s'était distingué contre Ribera dans l'Uruguay. Avait-il enfin démêlé la politique astucieuse de Rósas ? S'apercevait-il qu'on exploitait son patriotisme au profit d'une ambition personnelle ? Toujours est-il qu'il se tourna contre le dictateur. Lorsque celui-ci voulut, en 1851, renouveler la comédie de son abdication, il lança contre sa mauvaise foi un manifeste éloquent; il obtint l'alliance du Brésil, du Paraguay, de Corrientes et de l'Uruguay, réduisit Oribe à capituler, le 8 octobre, et délivra Montevideo. Le 8 janvier 1852, la « grande armée libératrice de l'Amérique du Sud » passa le Paraná et marcha sur Buenos-Ayres en suivant la rive du fleuve. Rósas vit le péril. Il fit déclarer Urquiza « traître, fou, sauvage unitaire » ; il réclama de la Chambre des représentants une nouvelle investiture, et se fit exonérer, pour le temps de la guerre et trois ans après, « de tous devoirs ordinaires et extraordinaires. » Ses forces concentrées autour de la capitale s'élevaient à vingt-cinq mille hommes. L'armée libératrice en comptait vingt-huit mille, et ces masses formèrent les deux plus fortes armées qui se fussent encore heurtées dans l'Amérique du Sud. La bataille de Monte-Caseros (3 février 1852) mit fin en quelques heures à la puissance du chef gaucho. Rósas eut le temps de fuir; un vapeur anglais le

débarqua le 26 avril en Irlande avec sa fille Manuelita ; il s'établit ensuite à Southampton, en Angleterre, et y apprit en 1861 que le tribunal de Buenos-Ayres venait de le condamner à mort.

Le régime créé par Rósas avait duré vingt ans. Quoique élevé au pouvoir par les fédéralistes, il n'avait pas toujours tenu compte des droits des provinces. La cause de sa chute tient beaucoup moins encore aux moyens tyranniques par lesquels il maintint son autorité qu'à la part léonine, faite par sa politique même à la capitale, dans la répartition du rendement des douanes. Rivadavia, fils direct de la Révolution française, avait voulu donner l'unité pour base à la liberté ; Rósas, le bourreau des unitaires, centralisait tout, et sa main despotique s'appesantissait sur la Plata tout entière.

Urquiza chargea le docteur Lopez, vieillard fort estimé, d'administrer Buenos-Ayres ; une Constituante fut convoquée à Santa-Fé. Buenos-Ayres ne s'y fit point représenter ; ses prétentions au rôle prépondérant, à la suprématie politique, étaient tenaces ; ses journaux et ses assemblées ravivaient ses ardeurs unitaires. Lopez donna sa démission. Le général Pinto, président de la Chambre de Buenos-Ayres, prit l'intérim. Urquiza accourut, dispersa la Chambre et confia, par acte dictatorial, le gouvernement de la province à un de ses généraux. Un mouvement populaire renversa celui-ci, déclara la ville émancipée, et nomma Valentin Alsina capitaine général (30 octobre 1852). La campagne de Buenos-Ayres se souleva contre la ville, réclamant son incorporation immédiate à la Confédération ; ses milices prirent les armes, Urquiza se joignant à elles mit le siége devant Buenos-

Ayres et bloqua son port. En même temps il concluait avec la France et l'Angleterre un traité qui assurait la libre navigation des fleuves Argentins. Le peu d'union des troupes assiégeantes, l'attitude de l'escadre, fraternisant avec la population, la résistance unanime, tant des habitants indigènes que des résidents européens, forcèrent Urquiza de renoncer, par une retraite précipitée, à une tentative ouvertement condamnée par le sentiment national (1). Il offrit sa démission au Congrès qui la refusa.

Le Congrès avait voté la Constitution, promulguée le 1er mai 1853, et délégué le pouvoir exécutif à Urquiza. La paix était un besoin absolu. Urquiza établit le siége du gouvernement à Paraná, où le suivirent les représentants des puissances étrangères; il reconnut la province de Buenos-Ayres comme formant un État séparé du reste de la Confédération, possédant sa représentation nationale de deux Chambres et un gouvernement élu pour trois ans. Les rapports des deux fractions séparées de la famille Argentine affectèrent une tendance hostile jusqu'à la signature des traités des 20 décembre 1854 et 8 janvier 1855, qui rétablirent la confiance et raffermirent le crédit public. L'État dissident vit s'accréditer auprès de lui, par les puissances amies et par le gouvernement fédéral lui-même, des agents diplomatiques et consulaires. Pendant que sous l'administration éclairée, tolérante et ferme du docteur Obligado, Buenos-Ayres bâtissait de somptueux édifices, sa douane monumentale, ses théâtres, ses palais,

(1). Balcarce. *Buenos-Ayres, sa situation présente*, etc., Paris, 1857, in-8°.

éclairait ses rues au gaz, commençait ses chemins de fer, la Confédération Argentine, sous la présidence d'Urquiza, voyait renaitre l'ordre et la prospérité, et se développer son commerce et son industrie. Le chemin de fer de Rosario à Cordova était mis à l'étude et une reconnaissance géographique et statistique de la Confédération était confiée à un Français, le docteur Martin de Moussy; les fleuves de l'intérieur étaient explorés et des colonies agricoles se formaient dans les provinces de Santa-Fé et d'Entre-Rios.

Cependant Urquiza ne perdait pas l'espoir de reformer le faisceau fédéral. Les négociations entamées dans ce but trouvèrent peu d'écho à Buenos-Ayres. Dès lors cette grande cité fut accusée de vouloir reconquérir son empire perdu, d'être le foyer du monopole et de répudier les idées de libre navigation et de libre commerce (1). Il en résulta certaines modifications dans ses relations internationales, et le gouvernement de Paraná en profita pour répudier l'attitude pacifique qu'il avait gardée jusqu'alors. Le 18 mars 1856, il dénonça le traité de 1854, et par une loi postérieure, établit des droits différentiels à l'importation. Le commerce de Buenos-Ayres était atteint directement; il s'émut, gronda. Les rapports entre les deux États s'aigrirent. En mai 1859, des manifestations eurent lieu dans les provinces; on y demanda le ralliement de gré ou de force de Buenos-Ayres à la Confédération. De part et d'autre, les gardes nationales furent mises sur le pied de guerre. Les ministres de France, d'Angle-

(1) *Organisacion de la Confederacion Argentina*, et les journaux *le Pays*, *le Constitutionnel*, *les Débats*, de 1856.

terre et des États-Unis offrirent leur médiation. Buenos-Ayres refusa toute entente et le général Mitre fut chargé de sa défense; il fut vaincu par Urquiza. La bataille de Cepeda gagnée par les forces fédérales (23 octobre) fut suivie d'un traité aux termes duquel Buenos-Ayres rentrait dans la Confédération (11 novembre 1859). Le 1er mars 1868, Urquiza dont le mandat était expiré, céda le pouvoir au docteur Santiago Derqui; le 1er mai suivant, Mitre fut nommé gouverneur de Buenos-Ayres, et à l'occasion de la paix conclue entre les divers États de la Confédération, des fêtes nationales réunirent, le 9 juillet, à Buenos-Ayres, le président Derqui, le général Urquiza et le général Mitre. qui recevait le titre de brigadier général de la nation.

L'union Argentine venait à peine d'être célébrée lorsqu'une révolte éclata dans la province de San-Juan; le gouverneur Virasoro fut assassiné chez lui avec cinq de ses amis; le docteur Aberastein, élu à sa place, étant tombé entre les mains du colonel Saa, chargé de châtier la sédition, fut passé par les armes. Cette justice sommaire excita l'indignation dans l'État de Buenos-Ayres. Mitre ayant en vain demandé au président Derqui, le désaveu du colonel Saa, en appela au Congrès. L'affaire se compliqua de l'annulation par la Chambre Argentine de l'élection des députés de Buenos-Ayres faite conformément à la loi provinciale et non selon la loi fédérale. Pendant que toutes ces choses se passaient un terrible tremblement de terre détruisait Mendoza de fond en comble.

Buenos-Ayres faisant de l'admission de ses députés un cas de guerre, supprima, dès le 1er mai 1861, les

cent mille piastres fortes qu'elle payait par mois au Trésor pour conserver la disposition de sa douane; le pouvoir fédéral éleva d'autre part diverses prétentions restrictives. L'éternelle querelle entre le droit de l'État et les droits des États, entre les unitaires et les fédéralistes renaissait plus ardente que jamais. Après avoir épuisé toutes les voies de la conciliation, Urquiza, commandant en chef des forces de la Confédération, et Mitre, à la tête des troupes de Buenos-Ayres, se mirent en campagne. Mais cette fois Urquiza mécontent de la politique suivie par son successeur, n'entreprenait pas volontiers cette campagne, et tout en s'y prètant pour la forme, il entra sous main en négociation avec Mitre. Celui-ci, vainqueur à Pabon, le 17 septembre 1861, grâce à la légion italienne que commandait l'ex-garibaldien comte Piloni, envahit la province de Santa-Fé, et pénétra dans Rosario avec douze mille hommes, après avoir reçu l'adhésion de la province de Cordova. Urquiza, dès le commencement de la lutte avait regagné sa résidence habituelle de San-José. Sa retraite inopinée avait amené la dissolution de l'armée Argentine, qui, abandonnée par ses officiers, sans vivres, sans bagages, sans munitions, eut à supporter, dans sa longue retraite, des souffrances inouïes. Réduit à l'impuissance, le président Derqui demanda l'hospitalité d'un vapeur anglais et se réfugia à Montevideo; quelque mois après, Mitre signait la paix avec Urquiza, qui restait gouverneur de l'Entre-Rios.

Le 1er mai 1862, Mitre ouvrit à Buenos-Ayres la neuvième législature provinciale, et, dans son message, célébra le triomphe du parti libéral, le rétablissement de la paix, la prospérité croissante du commerce, l'état satis-

faisant des finances, la construction de nouveaux chemins de fer et des progrès matériels et administratifs. Élu président de la République Argentine, le chef du parti vainqueur entra en fonctions au mois d'octobre, et la ville de Buenos-Ayres redevint, par convention provisoire, le siége du gouvernement.

A l'extérieur, des complications avaient surgi ; les trois Républiques de la Plata, la Confédération Argentine, l'Uruguay et le Paraguay, se trouvaient engagées dans des querelles auxquelles l'Empire voisin du Brésil ne devait pas tarder à se mêler et dont le résultat fut une guerre sanglante et générale. Ces trois Républiques se voient toujours avec jalousie. Buenos-Ayres travaille incessamment contre l'indépendance de sa rivale Montevideo. Les Argentins n'ont jamais renoncé à l'idée de ramener l'Uruguay dans leur sphère d'action en composant un État unique où rentrerait le Paraguay lui-même. De là l'effort de chaque parti qui triomphe à Buenos-Ayres pour favoriser à Montevideo l'avénement du parti qui lui ressemble le plus. Les choses se passèrent ainsi en 1863 lors de l'insurrection dirigée par Florès contre le gouvernement oriental. Florès était parti de Buenos-Ayres où ses bandes s'étaient organisées. Du côté du Paraguay, les questions de limites territoriales étaient une menace continuelle. En 1864, de sourds projets d'agrandissements territoriaux amenèrent une entente entre les cabinets de Buenos-Ayres et de Rio-Janeiro contre l'Uruguay. Le Paraguay sentant l'équilibre des États de la Plata menacé, protesta contre toute intervention armée du Brésil dans les affaires intérieures de Montevideo, et il en résulta une conflagration qui offrit ce spectacle d'un

empire, aux proportions déjà si inquiétantes, réussissant à tourner les unes contre les autres des républiques destinées à s'unir et à s'entr'aider. Le 4 mai 1865 fut signée la triple alliance formée contre le Paraguay, ou plutôt contre son président Lopez, qualifié de despote et de tyran. Mitre, qui ne peut avoir nos sympathies en cette circonstance, fut nommé généralissime des troupes alliées. Son premier soin fut de repousser l'invasion paraguayenne; après quoi les alliés, dont le plan était de modifier le gouvernement établi au Paraguay, poursuivirent Lopez sur son territoire.

On sait ce que fut la lutte; nous la racontons ailleurs. Engagée dans cette guerrre, où ne la suivaient pas les sympathies du Chili et du Pérou, la République Argentine avait eu à lutter, en 1866 et 1867, contre une série de troubles intérieurs. Urquiza conservait dans l'Entre-Rios une dictature presque indépendante du gouvernement fédéral de Buenos-Ayres, et les provinces de la rive droite du Paraná essayaient, les armes à la main, de rompre le pacte fédéral; il faut ajouter à cela les dévastations commises par les Indiens. Quant à la législature de Buenos-Ayres, elle blâmait ouvertement la continuation des hostilités. Enfin, le recrutement pour l'armée se faisait partout avec une extrême difficulté.

Cependant le message présidentiel du 6 mai 1866 s'applaudissait des progrès de l'émigration européenne, qui avait fourni, dans les quatre premiers mois de cette année, quatre mille sept cent quatre-vingts émigrants; il constatait une plus-value de dix-huit pour cent dans les recettes de 1865, et indiquait un accroissement considérable dans l'exportation des laines brutes. La crise finan-

cière n'en était pas moins très-sérieuse. A tel corps envoyé contre le Paraguay, il était dû quinze mois de solde. Mitre ramenait avec lui quatre mille Argentins, plus de la moitié du contingent. Son retour imprima plus de vigueur aux opérations dirigées contre les rebelles.

Au milieu de ces graves événements, le choléra, né sur les champs de bataille du Paraguay, sévissait pour la première fois à Buenos-Ayres, et devant son effroyable action, la vie politique restait suspendue. Mitre, désireux de pousser les affaires militaires, reprit le chemin du Paraguay, le 22 juillet 1867; les troupes employées à la pacification des provinces avaient regagné le camp dès le mois de juin, et le contingent argentin se trouvait reporté à huit mille hommes environ. L'insurrection dans les provinces andines ne s'éteignait sur un point que pour se rallumer sur un autre. En sept mois, la Rioja renversa quinze fois le gouvernement. Dans l'Entre-Rios, Urquiza, le plus riche propriétaire foncier de la contrée, et maître absolu du pays, avait une attitude énigmatique. Buenos-Ayres, en proie à l'épouvante, chassa les autorités municipales, quand, vers la fin de l'année, le choléra reparut plus menaçant que jamais. D'autre part, le gouvernement fédéral s'était disloqué : le ministre des affaires étrangères, Elizalde, le partisan le plus décidé de l'alliance brésilienne après Mitre, se trouvant en désaccord avec Paz, venait de donner sa démission en même temps que le ministre de la justice. Ainsi : guerre, mésintelligence avec le Chili, insubordination des provinces, crise financière et industrielle, épidémie violente, voilà ce qui résume l'année 1867.

Fait digne de remarque et pour ainsi dire particulier

à ces jeunes et ardentes nations, au milieu de ce chaos, la population s'accroît d'une manière rapide ; l'émigration européenne, française surtout, est considérable ; un grand mouvement existe dans le port de Buenos-Ayres, le commerce général atteint quatre cent millions de francs, dont cent-vingt millions avec la France ; des lignes de fer sont en pleine exploitation, d'autres sont en construction, un télégraphe électrique relie Montevideo à Buenos-Ayres, des routes sont tracées, des écoles créées ; la Confédération prend une part considérable à l'Exposition universelle de 1867 et y obtient des récompenses.

Au commencement de 1868, la mort du vice-président rappela Mitre à la direction des affaires. Le 12 octobre il céda la présidence au docteur Sarmiento, élu le 12 juin. Sarmiento, mêlé aux événements comme publiciste, avait attaqué dans la presse la tyrannie de Rósas et pris part à la bataille de Monte-Caseros comme chef d'état-major d'Urquiza. Plus tard inspecteur général des écoles, il avait donné l'impulsion à l'enseignement populaire et doté la capitale de créations scolaires importantes. Sénateur et ministre, en 1860, un vote de cinq millions qu'il obtint en faveur des écoles lui avait permis de faire pénétrer dans les pampas les germes de la civilisation ; son initiative avait porté en outre sur le service de télégraphie, les opérations du cadastre et le défrichement de landes immenses. Gouverneur de San-Juan en 1862, il avait doté ce pays d'une école modeste et d'une bibliothèque populaire. Il représentait la République auprès des Etats-Unis quand l'élection alla l'y chercher. Un de ses livres a pour conclusion : « Sans instruction

point de liberté! » et pour devise : « Ayez des écoles et vous n'aurez point de révolutions ! » Sarmiento a mis en pratique ces paroles si justes ; il a travaillé sans relâche et dans tous les sens au progrès de son pays, et cherché d'une façon sérieuse à favoriser l'éducation du peuple.

Le 3 février 1870, à l'anniversaire de la bataille de Monte-Caseros, Urquiza reçut à San-José le nouveau président et manifesta son adhésion au gouvernement national par des fêtes brillantes. Cette évolution du vieux fédéraliste, dans le sens de la conciliation, causa une sourde irritation parmi ceux qui depuis longtemps étaient habitués à le considérer comme leur chef. A deux mois de là, en avril, sur la fin du jour, il fut poignardé dans sa maison. A la même heure, Lopez Jordan appelait Conception à la révolte, pénétrait dans l'enceinte du Corps législatif et s'y faisait proclamer gouverneur par les députés saisis d'épouvante. Sarmiento fit partir des troupes pour l'Entre-Rios. Lopez Jordan les attendait de pied ferme ; la lutte se prolongea jusqu'à l'année suivante et se termina enfin par la déroute et la fuite, au Brésil, du dernier des *caudillos*. Le vieux parti gaucho qui, en somme, ne compte plus aujourd'hui que l'élément rétrograde et antilibéral, ne se tint pas pour vaincu définitivement, quoiqu'il ait perdu sa raison d'être dans l'état actuel du développement politique et social de la République, il s'agita jusqu'à ces derniers temps. En 1873, Lopez Jordan, qui avait reparu dans l'Entre-Rios, tint longtemps la campagne ; il fut écrasé en décembre.

L'intrépide président du Paraguay avait été tué dans un dernier combat le 1er mars 1870 ; le 20 juin un traité

intervenait entre le Brésil et la République Argentine, d'une part, et le Paraguay, épuisé, dévasté, ruiné, d'autre part; mais, bientôt, il fut donné aux hommes d'Etat argentins de mesurer les conséquences de cette guerre qui fut une si grande faute. L'accord entre les vainqueurs ne se fit pas; le 30 septembre 1871, tout le personnel de la légation argentine quittait Rio-Janeiro rappelé par le cabinet de Buenos-Ayres; une question de limites à propos du Paraguay causait la rupture, les alliés de la veille allaient-ils donc en venir aux mains? Tout le faisait prévoir. Mitre fut chargé d'aller à Rio entamer des négociations; à la fin de 1872 un arrangement amiable intervint. Quelle durée aura-t-il? là est la question. La Confédération portera longtemps le poids de la guerre fratricide du Paraguay et le résultat final pourrait bien être une lutte terrible avec le Brésil: D'autre part, la Patagonie semble devoir être une source de discorde entre le Chili et la République Argentine.

La Patagonie, du côté de l'ouest, est simplement une continuation du Chili, décidé à coloniser tout le territoire qui s'étend entre le Pacifique et les Andes, jusqu'à la région des froids intenses. Quant à la partie centrale, qui est la plus considérable, puisque la plaine s'étend du pied des Cordillères jusqu'à l'Atlantique, la République Argentine en réclame la possession; et, en effet, cette vaste contrée, parcourue plutôt qu'habitée par les Patagons, était comprise dans le domaine de l'ancienne vice-royauté de Buenos-Ayres. Quoi qu'il en soit, le Congrès Argentin ayant, en 1873, décrit la Patagonie: « la région comprise entre le Rio-Negro, l'Atlantique, les Andes et le détroit de Magellan », et ayant ordonné de

la coloniser, le gouvernement chilien protesta (1).

Un terrible fléau, la fièvre jaune, était venu terrifier Buenos-Ayres au commencement de 1871. Il avait fallu fermer la douane, la banque et tous les bâtiments publics. Le 30 avril, vingt-six mille personnes avaient succombé dans le délai de cent jours. Une question pendante depuis longtemps, celle du choix d'une capitale, fut résolue cette même année par le Congrès, le gouvernement devait abandonner Buenos-Ayres et aller s'installer à Villa-Maria, entre Rosario et Cordova ; mais le président opposa son veto à ce projet, par cette raison que le séjour du gouvernement dans ce lieu tant que la guerre avec l'Etat d'Entre-Rios ne serait pas terminée, présenterait des dangers. Vers le même temps (15 octobre) s'ouvrait à Cordova une grande exposition nationale qui marque une ère nouvelle dans les annales du développement agricole et industriel de la République.

Les pouvoirs de Sarmiento expiraient en 1874. Son dernier message au Congrès fait un exposé rassurant de la situation du pays. L'augmentation des recettes du Trésor avait suivi chaque année une progression rapide dans l'ordre matériel et intellectuel. Il suffisait de citer le développement de l'éducation populaire et de la correspondance postale, l'encouragement donné à l'immigration, la grande consommation du papier, qui donne si

(1) On sait que l'Araucanie et la Patagonie ont un roi en la personne d'un ancien avoué de Périgueux qui, sous le nom d'Orélie-Antoine Ier, a été proclamé par les peuplades indépendantes, en 1861. Ses démêlés avec le Chili, en 1862, sont bien connus; en 1874, il fut arrêté sur le territoire argentin, mais le tribunal de Buenos-Ayres rendit une ordonnance de non-lieu et le fit mettre en liberté (13 décembre).

Voir plus bas le conflit de l'Argentine et du Chili.

bien la mesure du mouvement intellectuel d'un pays, les progrès en viabilité sur tous les points du territoire et enfin l'étendue des lignes télégraphiques. En 1868, les recettes du Trésor national s'élevaient à 60 millions de francs; en 1873 ces recettes ont été de 100,850,000 francs. A la même époque (1868), le nombre des immigrants était de 39,000, ce nombre s'est élevé à 80,000 en 1873. En 1868 la poste a distribué 4,000,000 d'imprimés et de manuscrits; en 1873 ce chiffre a été de 7,787,400 sur un parcours de 81,000 lieues. La distribution par facteurs seulement a été de 1,000,000 de lettres. En 1870 on a expédié 6,400 télégrammes sur des lignes d'une étendue de 129 milles; en 1873 le nombre des télégrammes a été de 170,079 sur des lignes dont l'extension est de 2,618 milles. En 1868, les colléges comptaient 1,006 élèves; ils étaient 4,000 en 1873. En 1852, époque de la chute de Rósas, il y avait 20 écoles entretenues aux frais de l'Etat de Buenos-Ayres. Il y en avait encore moins dans les provinces de l'intérieur. Aujourd'hui il existe 1,117 écoles publiques. En 1868, San-Juan était la seule province qui eût une bibliothèque populaire. Aujourd'hui il y en a 140: on en voit à présent dans les plus petits villages. En 1868, il n'y avait que 4 vapeurs mensuels pour l'Europe; à présent il y en a 19, de sorte que Buenos-Ayres a un départ tous les deux jours. En 1868, l'importation du papier n'atteignait pas 12,000 rames par an. En 1872 et 1873, la consommation s'est élevée à 200,000 rames. Les machines auxiliaires du travail étaient, en 1868, au nombre de 5,630; on en comptait 70,000 en 1873.

En parlant des travaux publics, le message énumérait les édifices construits par le gouvernement national à

Buenos-Ayres, les bâtiments où sont établis les bureaux de la comptabilité, les laboratoires de chimie et de physique, annexés au collége national, les constructions plus récentes pour les bureaux du commandant du port, pour le télégraphe et pour la poste aux lettres; au Rosario de Santa-Fé, un collége national, un bureau télégraphique et une douane; à Cordova, un observatoire et une académie des sciences. Le président se plaisait à constater les progrès en architecture à la vue des villes, des faubourgs et des villages. « Sur le parcours de nos chemins de fer et sur le bord de nos fleuves s'élèvent à présent les longues cheminées de nos usines. Cet aspect ne donne-t-il pas au voyageur une bonne opinion du développement de nos industries. »

L'élection présidentielle de 1874 fut vivement disputée. Le Dr Nicolas Avellaneda, vainqueur dans le scrutin du mois d'avril, avait Mitre pour concurrent. Son installation eut lieu le 12 octobre dans des circonstances critiques. Mitre n'avait pas accepté le résultat du vote, entaché de fraude disait-on; une insurrection militaire, fomentée et dirigée par le parti qui s'intitulait constitutionnel, vaincu sur le terrain électoral, avait éclaté. Mitre à la tête de troupes importantes menaçait Buenos-Ayres; d'autres chefs: Arredondo, Rivas et Borges, se joignirent à lui, et le 6 novembre, la flottille insurrectionnelle mouilla en vue du port. Les forces gouvernementales, sous les ordres de Sarmiento, restèrent victorieuses; Mitre se rendit. En décembre, la province de Buenos-Ayres était pacifiée; Arredondo était en pleine déroute. La paix semblait rétablie lorsque survint un événement tragique.

D'anciennes prétentions s'étaient ranimées à l'avéne-

ment à la présidence de Nicolas Avellaneda. Les jésuites, agents actifs de l'oppresseur lors de la guerre de l'Indépendance, avaient fui Buenos-Ayres en même temps que les Espagnols. L'Etat avait transformé les établissements abandonnés par eux en lycées et en hôpitaux; les Pères étaient revenus discrètement, se gardant bien d'éveiller les soupçons, et attendant patiemment que l'heure fût venue; ils démasquèrent subitement leurs batteries après l'élection d'Avellaneda, non moins dévoué à leur ordre, parait-il, que l'archevêque Eneiro. Les passions cléricales s'exaltèrent; les chaires retentirent d'attaques violentes contre « les spoliateurs du clergé, les libéraux, les francs-maçons », etc. L'archevêque demanda formellement la *restitution* des immeubles devenus propriétés de l'Etat en 1816. La population s'émut au-delà de toute expression. Le 1er mars 1875, les étudiants promenèrent une bannière portant ces mots : *Protestation contre les jésuites*, et se présentèrent devant la maison de ces religieux. La considérant comme propriété nationale, ils demandèrent à en traverser les cours. La porte s'ouvrit. L'étudiant qui tenait le drapeau, jeune homme de vingt ans, nommé Suzini, avait à peine franchi le seuil, qu'il fut saisi par les jésuites embusqués, renversé à terre et complétement décapité par les lames réunies de leurs couteaux et de leurs poignards. Le camarade qui suivait fut frappé en pleine poitrine, un troisième reçut dans le ventre une affreuse blessure; d'autres encore roulèrent ensanglantés sur le sol. La foule, hors d'elle-même se rua sur les assassins et les assomma sur place; le bâtiment fut mis à feu et à sac; après quoi on se porta aux cris de : *muerta a los jesuitos !* sur l'archevêché, qui fut fouillé de fond en

comble ; le prélat ultramontain avait fui, on ne le trouva pas. Tels sont les faits qui, mal connus encore en Europe, ne peuvent être ici l'objet que d'une simple mention.

Ils nous amèneront à dire que l'ultramontanisme pourrait bien être un jour la plaie des républiques sud-américaines. Si la Confédération Argentine ne se hâte d'imiter le Brésil; si elle ne coupe pas au plutôt le mal dans sa racine, le jésuite la rongera jusqu'à la moelle; qu'elle songe au sort de l'Espagne, au sort de l'Italie et qu'elle se dise que le souffle clérical est non moins fatal à la liberté qu'à la grandeur des peuples (1).

(1) Voir plus loin la suite des événements jusqu'en 1895.

CHAPITRE V

RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY

La constitution (1830); les partis; Oribe et Rivera. — La guerre. — Montevideo menacé. — Le parti rouge au pouvoir.

Le traité du 27 août 1828 qui reconnaissait l'indépendance de la Banda-Orientale, cette proie fortuite du Brésil, fut ratifié le 4 octobre de la même année. L'ancienne province de la vice-royauté du Rio-de-la-Plata, définitivement détachée du territoire argentin, élut ses députés qui, formés en congrès constituant, nommèrent pour président provisoire le général Rondeau, ancien combattant du Pérou et naguère un des gouvernants de Buenos-Ayres. Le 18 juillet 1830, la constitution était proclamée. Par suite, le gouvernement de la République Orientale de l'Uruguay se trouva composé : 1° d'un pouvoir exécutif exercé par un président élu pour quatre ans par les deux chambres réunies, rééligible seulement après une période égale passée hors de charge et qui est assisté de quatre ministres : intérieur, extérieur, finances, guerre et marine; 2° d'un pouvoir législatif exercé par deux chambres : le Sénat, que préside le vice-président de la République, et la Chambre des représentants. Le pouvoir judiciaire, exercé par des juges spéciaux, présente les

trois degrés de juridiction qui correspondent aux tribunaux français de première instance, d'appel et de cassation. Le tribunal suprême de la justice, formé de cinq membres, fonctionne comme cour de cassation et nomme une partie des juges des juridictions inférieures. Les causes criminelles sont soumises au jury. C'est également au jury que sont déférés les délits de presse. Le code français sert de base à la législation.

L'Uruguay est le plus petit État de l'Amérique du Sud quant au territoire (112,000 kilom. carrés), mais il n'est pas le moins important au point de vue des transactions commerciales. Sa population, d'après le mouvement officiel de 1865, était de 346,000 d'habitants seulement; des évaluations plus récentes fournissent un total de 500,000, ce qui n'a rien d'exagéré si l'on songe aux immigrations nombreuses d'Européens : Français, Espagnols, Italiens, Anglais et Allemands. Dans ce dernier chiffre, Montevideo figure pour 106,000 habitants. Montevideo, que les poëtes indigènes appellent la Troie du Sud-Amérique, est une ville admirablement située entre le grand estuaire de la Plata et l'océan Atlantique, et où presque tous les navires à vapeur qui vont à Buenos-Ayres font escale.

Objet des perpétuelles convoitises du Brésil qui la limite au nord et de la Confédération Argentine dont le fleuve Uruguay la sépare à l'ouest, la République Orientale est baignée au sud et à l'est par le Rio de la Plata et l'Atlantique. Sa position géographique est éminemment favorable à l'expansion de ses ressources, la majeure partie de ses frontières étant formée par la mer et par des cours d'eau abordables aux vaisseaux marchands du plus fort tonnage. Les laines et les cuirs constituent, comme

dans la Confédération Argentine, la principale industrie du pays, divisé en treize départements : Salto, Paysandú Soriano, Colonia, San-José, Montevideo, Canelones, Maldonado, Cerro-Largo, Tacuarembó, Minas, Florida, Durazno.

Après une assez courte période de tranquillité, l'Etat, nouvellement émancipé, vit les factions rivales se disputer le pouvoir et les tribus indiennes apporter dans les cités de l'intérieur la dévastation et la mort. Parmi ces tribus, celle des Charruas s'était de tout temps signalée par son indomptable esprit d'hostilité. Diaz de Solis et ses compagnons, les premiers Européens qui s'aventurèrent dans la Plata, avaient été dévorés par eux, en 1516, et, depuis lors, ils n'avaient cessé de faire aux conquérants une guerre d'extermination. Fidèles aux traditions de leurs ancêtres, ces redoutables sauvages pillaient et brûlaient les haciendas, volaient les troupeaux, massacraient les hommes, enlevaient les femmes et les enfants. Fructuoso Rivera, porté à la présidence, résolut d'en finir avec eux ; ils furent anéantis à peu près complètement dans de nombreux et périlleux combats ; les rares survivants s'enfoncèrent dans les déserts, et il ne fut plus question de cette nation qui n'aurait eu besoin, comme le lion de la fable, que de savoir peindre ou écrire pour transmettre d'héroïques annales à la postérité. Sur ces entrefaites, l'Uruguay vit s'ouvrir pour lui l'ère funeste des pronunciamentos. Rivera, soudainement attaqué à son quartier général, faillit être tué ; un colonel, Gurzon, soulevant son régiment, dispersa les ministres, s'arrogea tous les pouvoirs et nomma le général Lavalleja commandant en chef de l'armée. Rivera, soutenu par un bataillon

de nègres et quelques centaines d'hommes, marcha contre l'insurrection et la vainquit. Dix officiers furent passés par les armes. La peine du bannissement, prononcée contre les fauteurs de cette échauffourée, tomba, trois ans plus tard, devant un décret d'amnistie qui n'exceptait personne, pas même Lavalleja.

Le 1er mars 1835, Manuel Oribe fut élu président. Rivera appelé d'abord au commandement de l'armée, se vit bientôt remplacé par Ignacio Oribe. Devenu l'ennemi personnel de son successeur, il fit cause commune avec les unitaires argentins, réfugiés dans l'Uruguay, et rattacha à sa cause les nombreux Français et Italiens établis à Montevideo. Oribe invoqua le secours de Buenos-Ayres et Rósas dont l'idée fixe était de ressaisir la République Orientale au profit de la Confédération, se hâta d'intervenir, malgré les protestations du ministre résidant de France. Battu en 1837, Rivera se réfugia sur le territoire brésilien, d'où il soutint une guerre de guerillas; lorsque la flotte française, l'année suivante, bloqua Buenos-Ayres, il pénétra dans Montevideo, et s'y fit élire président, tandis qu'Oribe se réfugiait auprès de Rósas.

Oribe, fait général de brigade par Rósas, et mis à la tête des forces argentines, ne tarda pas à battre les alliés de Rivera, les unitaires. Pendant que la flotte argentine aux prises avec l'escadre de l'Uruguay, commandée par Coe, et ensuite par Garibaldi, bloquait Montevideo, Oribe repoussant l'offre de médiation de l'Angleterre et de la France, envahissait la Banda-Orientale, vers la fin de 1842, battait, près d'Arroyo-Grande, l'armée de Rivera, s'emparait de tout le pays et marchait sur la capitale, qu'il assiégea par terre le 16 février 1843. Ses soldats dévastaient

les campagnes et lui-même ordonnait le pillage. Ce n'était pas assez de guider l'étranger à travers sa patrie ensanglantée, il apportait à ceux qu'il subjuguait le despotisme à la manière de Rósas. Le peuple le haïssait ; il s'en vengeait cruellement, et son nom est voué à l'exécration. On ne le connaissait plus sur les deux rives de la Plata que sous le nom de Coupe-Tête (*Corta-Cabezas*). Les résidents étrangers de Montevideo s'étaient armés. De ce côté, combattaient la légion italienne, la légion française, le régiment basque commandés par Garibaldi, le colonel Thibaut et le colonel Brie. Paz et Pacheco y Obes dirigeaient la défense. Ces hommes qui représentaient les principes de liberté et d'humanité firent des prodiges de valeur ; Garibaldi surpris à San-Antonio dans une sortie par douze mille cavaliers et trois cents fantassins, résista toute une journée avec cent quatre-vingts Italiens et opéra sa retraite en bon ordre sur le Salto. Le prétexte mis tout d'abord en avant pour justifier l'intervention de la France, de l'Angleterre et du Brésil, avait été le désir de protéger l'indépendance de la République Orientale ; le véritable motif était la libre navigation du Paraná, qu'assura le combat naval d'Obligado (novembre 1845), livré par les escadres combinées de France et d'Angleterre. Nous avons vu dans le précédent chapitre comment finit cette lutte désastreuse ; Oribe, serré de près par Urquiza, subit, le 8 octobre 1851, un échec désisif qui amena la délivrance de Montevideo.

Le pays reprit haleine ; le coup porté à la fortune nationale était profond. Tout progrès avait été suspendu, toute amélioration remise à des temps moins bouleversés. Jusqu'alors l'industrie pastorale, qui constitue la princi-

pale ressource de l'Uruguay, se bornait à peu près à l'élève et à l'exploitation des bêtes à cornes, des chevaux et des mules; l'élève des moutons, en vue de la production de la laine, prit une importance considérable. Avec la multiplication des fermes à moutons la valeur de la propriété rurale s'éleva dans des proportions fort sensibles. Des Français, des Anglais, des Allemands, achetèrent d'immenses étendues de terrain de parcage où se trouvent aujourd'hui réunis des troupeaux de cinquante mille et de soixante mille têtes. Rien n'est plus commun que de voir des exploitations compter dix mille bœufs et six mille chevaux. Libres dans d'immenses et gras pâturages, dont la fraicheur est incessamment entretenue par des eaux limpides, sous un ciel doux et salutaire, les animaux, sujets d'élites importés d'Europe, se multiplient dans une proportion qui déconcerte tous les calculs. C'est ainsi que les statistiques signalaient pour les trois premiers trimestres de 1866, année si troublée pourtant, l'abattage et la préparation dans les saladeros de 452,834 bœufs ou vaches et 21,404 chevaux.

La tonte de telle estancia de 60,000 bêtes fournissait la même année 62,466 kilog. de laine; celle d'une autre estancia de 54,000 têtes donnait 88,500 kilog. La culture du maté, de la canne à sucre, du cotonnier, des principales céréales, du tabac, de l'indigotier, vient encore fournir aux colons de faciles produits dans un pays où la nature a déployé un si grand luxe de fertilité. La situation aurait donc pu devenir tout à fait brillante, sans l'éternelle division des partis, qui forment eux-mêmes des groupes que séparent de vivaces inimitiés. Les *colorados* ou libéraux sont sans cesse en antagonisme avec les

blancos ou conservateurs ; mais, à travers tous ces chocs, un certain mouvement matériel se fait jour, et c'est là un des phénomènes curieux de ces turbulentes nations où la vie déborde de toutes parts. L'Uruguay, au milieu de ces secousses incessantes, n'est pas resté étranger aux luttes plus pacifiques du travail. Les produits de son industrie, peu remarqués à notre Exposition de 1855, au lendemain de ses désastres, figuraient avec éclat en 1862 à celle de Londres, et en 1867 à l'Exposition universelle de Paris, où elle obtenait une médaille d'or.

Resserré entre ses deux voisins qui, l'un et l'autre, intervenant à tout propos dans ses débats intérieurs, s'accusaient réciproquement de vouloir s'agrandir à ses dépens, l'Uruguay signa le 2 janvier 1859, avec eux, un traité destiné à garantir sa complète indépendance et sa neutralité en cas de guerre entre la Confédération et le Brésil.

1860 amenait le renouvellement du président ; l'élection se fit sans tumulte. Pereira comptait se faire donner pour successeur son propre fils ; il lui vit préférer un vieillard, vert et actif encore, il est vrai, Bernardo Berro, ancien lieutenant d'Oribe et appartenant au parti *blanco*. Les gouvernements précédents s'étaient signalés, pour la plupart, par des actes arbitraires ; le souvenir de cette scène lugubre de Quinteros, où Pereira avait fait impitoyablement exécuter le général Dias, le général Freire, le colonel Tajes, officiers des plus distingués, était présent à tous les esprits. Le nouveau président repoussait de telles rigueurs ; il prononça le 15 février 1851, à l'ouverture des Chambres, un discours mesuré et pacifique, et fit voter une loi qui ne réussit pas à remener les *colo-*

rados émigrés. Ceux-ci, massés sur la frontière argentine se tinrent prêts à fondre sur le parti vainqueur et à lui arracher le pouvoir à la première occasion.

Dans les premiers temps, l'ordre et le travail ne furent pas troublés; à peine si l'on fit attention aux petites chutes presque journalières de ministres obscurs que le vieux Berro congédiait brusquement, dès qu'ils semblaient prendre un peu d'importance. Le règlement des créances françaises et anglaises, au payement desquelles les revenus de l'impôt sur le papier timbré furent affectés, dégagèrent le terrain diplomatique. Les causes de conflit avec les puissances de l'ancien monde étaient de plus d'une sorte et naissaient du moindre incident. A propos d'un aspirant de marine sabré et d'un matelot maltraité à Montevideo, l'Italie et l'Angleterre firent entendre des menaces ; des réparations furent accordées, mais d'assez mauvaise grâce et sans grandeur : le gouvernement se sentit affaibli. Un ministère provisoire était aux affaires depuis quelques mois; le 21 janvier 1863, Berro se décida à former un cabinet plus consistant; la situation politique ne s'en trouva pas sensiblement modifiée. D'un œil inquiet, le président suivait les progrès du complot que l'émigration orientale nouait à Buenos-Ayres. Troublé, éperdu, il recourut à ces mesures violentes contre la presse, à ces actes de rigueur contre les personnes, qui jamais ne tirèrent du danger aucun régime et le plus souvent hâtèrent sa chute.

Le 19 avril 1863, un ancien président de l'Uruguay qui, réduit à émigrer, s'était fait admettre dans l'armée argentine, et avait pris part à la bataille de Pabon, le général Venancio Florès, chef du parti *colorado*, débarquait

sur la côte orientale et appelait le pays à l'insurrection. Les divisions du parti adverse, les mécontentements que provoquait une administration faible facilitaient l'entreprise. Les Chambres effarées déclarèrent Florès coupable de haute trahison. Le gouvernement, saisi de stupeur, prit mesure sur mesure, envoya des troupes de tous côtés, dispersa ses forces. Montevideo s'agitait, très-partagé ; les populations rurales, assez indifférentes, étaient prêtes à subir le joug du vainqueur, qu'il fût *blanco* ou *colorado*. La connivence mal dissimulée de Buenos-Ayres donnait une grande force au mouvement. Au mois d'août, Florès ne se trouvait plus qu'à trois lieues de Montevideo, lorsqu'il fut attaqué et battu par le vieux général Medina. L'on se demandait ce qu'il était devenu, lorsque, faisant un retour offensif et franchissant quarante-cinq lieues en un jour et demi, il tomba sur le général Diego Lamas et le mit en déroute.

Berro touchait au terme légal de la présidence. Son découragement était extrême. Accusé par les ultra-conservateurs de s'entendre secrètement avec Florès, en lutte avec les Chambres qu'il finit par dissoudre, voyant le Trésor vide et ne pouvant ni nourrir ni vêtir son armée, il était impatient de laisser le pouvoir à un autre. Son successeur, Anastasio Aguirre, appartenant comme lui au parti *blanco*, entra en fonction le 1er mars 1864. La crise était à son paroxysme; un moment on put croire qu'elle allait s'apaiser sous l'action pacificatrice des agents diplomatiques étrangers résidant à Montevideo. Vain espoir. La situation se compliquait, à l'extérieur, de contestations de territoire, qui amenèrent la République Argentine et le Brésil à une entente contre l'Uruguay.

Ce fut alors que le Paraguay, menacé par cette alliance et lui-même en butte aux revendications des deux gouvernements, entra dans la lutte à son tour. On sait quel sort l'attendait. Non content de susciter les plus cruels embarras au cabinet de Montevideo, le Brésil et la République Argentine favorisaient l'insurrection. Le Brésil surtout n'eût pas été fâché de remplacer un gouvernement qui lui était hostile par un gouvernement qui, lui devant beaucoup, se montrerait sans doute reconnaissant. Enhardi par cette attitude, Florès, maître de l'ouest, y formait une administration, y levait des impôts. Vers le mois de juin, un accommodement sembla possible entre le Brésil, la République Argentine, Florès et Aguirre. Mais le cabinet qu'on voulait imposer à ce dernier était exclusivement composé d'amis de Florès. Aguirre repoussa cette combinaison et la guerre devint inévitable. Le 4 août, l'ultimatum brésilien fut signifié; il récapitulait tous les griefs du cabinet de Rio depuis 1858, demandait des indemnités pour les sujets brésiliens victimes des troubles civils, et fixait un délai de six jours, après lequel on aurait recours à la force. Refusant l'arbitrage d'une tierce puissance, le Brésil commença les hostilités.

Montevideo improvisa une armée de défense, enrôlant tous les citoyens de seize à soixante ans et jusqu'aux prisonniers, et, à bout de ressources, s'adressa aux légations et aux stations navales étrangères pour obtenir les moyens d'assurer la sécurité de la ville et du port. Aguirre s'était allié à Lopez, mais Lopez ne croyait pas le moment opportun pour intervenir. Florès fut mis hors la loi; il répondit à cet acte inutile en emportant

d'assaut le chef-lieu de Florida, s'empara de Durazno, et se présenta devant le Salto que bombardait l'escadre brésilienne.

La déclaration de guerre du Paraguay au Brésil ne fut pas une diversion suffisante pour empêcher six mille Brésiliens réunis à Florès de donner l'assaut à Paysandú, qui fut livrée au pillage. La chute de cette ville exaspéra Montevideo. On demanda la déchéance du gouvernement, on institua des commissions de salut public. Le 4 janvier 1865, la République fut déclarée en deuil et les traités avec le Brésil furent brûlés publiquement. Dans son désarroi, le parti *blanco* suggéra des mesures fâcheuses, rejeta l'arbitrage de Mitre et se refusa à toute transaction. La terreur était à son comble. Les riches prirent la fuite, les pauvres mouraient de faim, les vivres n'arrivaient plus ; huit mille Brésiliens campaient sous les murs et treize vapeurs bloquaient le port. Le 15 février, Aguirre résigna ses fonctions entre les mains de Villalba, que sept sénateurs, les seuls qu'on avait pu rassembler, venaient d'élire président le matin même.

Villalba sauva Montevideo par une convention qui consacrait le triomphe des colorados. Le 21, il remit le pouvoir à un lieutenant de Florès ; le 23, Florès entrait triomphalement dans Montevideo pendant qu'un navire emportait Aguirre et les chefs du parti *blanco*. Des réjouissances publiques eurent lieu, et ce ne furent pendant plusieurs semaines que *Te Deum*, représentations théâtrales, harangues, banquets, distributions de drapeaux et de médailles. Florès prit le titre de gouverneur provisoire de la République, constitua un ministère, désavoua les actes de son prédécesseur à l'égard des ca-

binets de Buenos-Ayres et de Rio-Janeiro, rendit un décret sur les banques. Un autre décret souleva les attaques les plus vives; celui-ci restituait aux congrégations religieuses et notamment aux jésuites, expulsés par le décret du 26 janvier 1859, la faculté d'ouvrir des maisons d'éducation. Florès fit avec le Brésil et la République Argentine un traité d'alliance offensive contre le président du Paraguay, l'allié du parti blanco : la victoire des colorados aboutissait donc à une guerre générale entre les Etats de la Plata.

Le 23 juin, Florès délégua le pouvoir exécutif au ministre de l'intérieur Vidal et partit pour l'armée avec ses deux fils, jeunes officiers de 16 et de 21 ans. Le contingent oriental était de cinq mille hommes. Un décret du 14 avait prescrit le tirage au sort d'un garde national sur dix pour former un corps destiné à marcher contre le Paraguay; cette nouvelle levée d'hommes fut mal accueillie et il fallut en ajourner l'exécution.

Vidal réussit à remettre les finances en un meilleur état; il apporta au système postal d'importantes améliorations. Un projet de cadastre fut élaboré. Son gouverment voulut garder une neutralité absolue dans les différends hispano-chilien, qui occupait alors l'attention de toute l'Amérique; il en résulta une rupture momentanée avec le Chili.

Les alliés, après quelques légers succès, vinrent se briser le 22 septembre à Curupayti. A la suite de cet échec, Florès quitta le camp sans dissimuler qu'il blâmait la direction des opérations, laissa les débris du contingent oriental au général Castro et revint à Montevideo, où le gouvernement intérimaire avait à lutter contre la déso-

béissance des préfets des départements et la turbulence du fameux bataillon *Libertad* que commandait un des fils de Florès. Il visita les provinces et imprima une direction énergique aux affaires. La prospérité matérielle, l'importance commerciale de Montevideo, grandirent rapidement. Le choléra qui, deux fois, fondit sur la capitale, dans la seule année 1867, n'arrêta pas cet élan. Les villes qui avaient souffert de la lutte se relevaient de leurs ruines. De nombreux essaims d'émigrants venus de l'Europe latine, continuaient à se répandre dans l'Uruguay; l'Allemagne elle-même et la Suisse fournissaient des colonies tout entières. Un télégraphe électrique et sous-marin relia Montevideo à Buenos-Ayres, des chemins de fer furent concédés à des Compagnies qui allaient enfin doter le pays de voies de communications inconnues jusque-là dans la République. La bourse de Montevideo achevée ainsi que l'hôtel des postes, les bâtiments de la douane agrandis, on construisit un hôpital, un asile d'orphelins, un pénitencier, un marché. Le commerce général dépassait 154 millions de francs et le port de Montevideo avait un mouvement de 2,865 navires, jaugeant 335,000 tonneaux. On juge par ces chiffres de l'activité des affaires au milieu même des plus graves complications de la politique; en un seul mois la douane rendit 1,456,720 francs, chiffre qui n'avait jamais été atteint. Une commission fut chargée de réviser le code de commerce, les lois civiles, criminelles et de procédure. Le code civil fut achevé et publié dans les premiers jours de 1868.

La représentation nationale n'avait pas été reconstituée. Cédant à la pression de l'opinion, averti par l'atti-

tude des Etats-Unis, peu pressés de reconnaître un pouvoir dictatorial, fatigué, peut-être, d'une aussi lourde responsabilité, Florès fit procéder aux élections législatives, qui eurent lieu sans désordre à la fin de 1867. Il avait promis de remettre les pouvoirs publics à la nouvelle Chambre, le 15 février 1868. Florès comptait beaucoup d'ennemis. On lui reprochait d'avoir vendu au Brésil l'indépendance de Montevideo et l'entrée de la Plata. Une fois déjà on avait attenté à ses jours et son palais avait été miné. Il périt assassiné au commencement de 1868. Le général Lorenzo Battle, appartenant au parti colorado, lui succéda le 2 mars; il vit la fin de la guerre du Paraguay, mais eut à lutter énergiquement contre les blancos; une insurrection dirigée par les chefs les plus autorisés de ce parti se prolongea jusqu'en janvier 1872. A cette date un armistice fut signé entre les forces insurrectionnelles et le docteur Gomensoro, président du Sénat, et comme tel, chargé provisoirement de gouverner la République; un traité intervint enfin le 6 avril, grâce à la médiation de la République Argentine, et des fêtes nationales destinées à sceller cette réconciliation furent célébrées trois jours de suite. Les élections approchaient. On s'y prépara par la formation de clubs où s'élaborèrent des listes de candidats. Ces assemblées représentaient les partis alors en présence : rouge ou colorado, blanc et radical. Les radicaux étaient des jeunes gens désireux de créer un nouveau parti libéral en faisant abstraction complète des anciens partis qui avaient si longtemps divisé la République. Les nouvelles Chambres se réunirent pour procéder à l'examen des pouvoirs en février 1873. Le Sénat élut pour son président le docteur José Ellauri,

qui, le 1er mars, fut appelé à la présidence de la République. Ce fut sous son administration que l'Uruguay fut mis en communication télégraphique directe avec l'Europe, par l'installation et la mise en activité du câble transatlantique.

Ellauri vit, lui aussi, son pouvoir attaqué les armes à la main. En décembre 1874, les troupes envoyées contre les insurgés refusèrent de marcher et demandèrent la démission du ministre. Don Pedro Varela fut appelé à remplacer Ellauri, en mars 1875; il trouva la situation financière et commerciale extrêmement compliquée. Une année s'était à peine écoulée qu'il donnait sa démission. Le colonel Lorenzo Latorre prenait alors le titre de gouverneur provisoire de la République de l'Uruguay (1876). Les dernières années de l'histoire de l'Uruguay sont marquées par l'arrivée au pouvoir du parti rouge : le pays est désormais ouvert aux étrangers qui arrivent au nombre de 15 à 20,000 chaque année, ce sont particulièrement des Basques et des Italiens.

L'Uruguay est une république unitaire comme le Paraguay et la plupart des petits états de l'Amérique du Sud. Le pouvoir exécutif appartient à un président élu pour quatre ans, le pouvoir législatif à une Chambre et à un Sénat qui forment le congrès. Les crises économiques ont signalé la période la plus récente de l'histoire de ce pays. Elles se sont produites à la suite des spéculations exagérées qui entraînèrent des perturbations dans le commerce. En 1890, la Banque nationale faisait faillite. La dette publique s'élève à plus de 400,000,000 de francs.

Montevideo, une des plus grandes villes de l'Amérique du Sud, a près de 200,000 habitants.

CHAPITRE VI

RÉPUBLIQUE DU PARAGUAY

L'indépendance du Paraguay. — Francia; sa domination, sa mort. — Rôle de Lopez jusqu'en 1869. — La guerre contre le Brésil; les ruines.

Le Paraguay fait exception dans l'histoire agitée des républiques américaines. Une paix invariable, mais longtemps stérile, régna pendant la première partie du siècle dans cette contrée dérobée, où les crises intérieures ne s'étaient point acclimatées. Depuis sa sortie des mains de l'Espagne jusqu'à l'écrasement de 1865, elle vécut sans secousses, indifférente aux passions politiques, n'osant lever la tête et complétement à l'écart des autres nations. Son gouvernement, despotique, jaloux et ennemi de l'étranger, sauvait l'ordre à sa façon. Ce n'est pas nous qui envierons pour un peuple l'espèce particulière de quiétude afférente à la tyrannie asiatique d'un Francia.

Cet étrange personnage emmaillota de tant de liens étroits ce peuple naissant qu'il l'empêcha de se mouvoir et conséquemment de grandir. Il l'isola et le séquestra du reste du monde et fut servi en cela par la position méditerranéenne du pays. Malheur au voyageur qui s'aventurait sur le sol paraguayen; il expiait sa témérité par une détention qui, pour le botaniste Bonpland, dura dix années.

Ce fut au mois de mai 1811 que le Paraguay opéra sa révolution. Elle se fit sans effusion de sang. Le mouvement était dirigé non-seulement contre l'autorité séculaire de la métropole, mais contre celle récemment improvisée de Buenos-Ayres. D'une assemblée, réunie le mois suivant, sortit une junte exécutive qui eut Fulgencio Yegros pour président et Francia pour secrétaire. Le premier était un homme dépourvu d'instruction et peu apte aux affaires; quant au second nous apprendrons bientôt à le connaître. La junte décréta l'indépendance du Paraguay, laquelle était bientôt reconnue par Buenos-Ayres dans un traité signé à l'Assomption. Deux ans plus tard, se réunit un deuxième congrès composé de mille députés. La junte fut remplacée par deux consuls qui furent Yegros et Francia. On avait disposé pour eux deux chaises curules, appelées l'une siége de César, l'autre siége de Pompée. En entrant en fonctions, Francia prit la première et laissa la seconde à son collègue. Francia concentra sans peine toute l'administration entre ses mains, institua une secrétairerie d'Etat, s'efforca de rétablir l'ordre dans les finances, réorganisa l'armée, frappa les Espagnols de mort civile afin de s'attirer les Indiens. Mais il n'était pas homme à partager le pouvoir avec personne: à son instigation, le Congrès composé d'hommes ignorants et simples, s'arrêta à l'idée d'une magistrature souveraine, comme pouvant seule sauver la République, menacée au dehors; il fut nommé dictateur pour trois ans (8 octobre 1814). Ce pouvoir temporaire ne suffisait pas encore à Francia; le Congrès, convoqué de nouveau, le proclama dictateur suprême et perpétuel (1er mai 1816).

José-Gaspar-Rodriguez de Francia, qui allait faire peser

sur le Paraguay, pendant un quart de siècle, une des tyrannies les plus curieuses que connaisse l'histoire, trouvait sous sa main des populations façonnées à l'obéissance par les jésuites, fort ignorantes, étrangères aux arts, à l'industrie et n'ayant de l'agriculture que des connaissances rudimentaires. Il avait alors cinquante-neuf ans. C'était un homme de taille moyenne, nerveux et maigre, aux traits réguliers, aux yeux noirs et pénétrants. Il aimait à se dire d'origine française par son père qui, appelé du Brésil au Paraguay par le gouvernement espagnol pour y fonder des manufactures de tabac, s'y était marié. Francia avait été destiné à l'état ecclésiastique, ses études commencées au séminaire de l'Assomption se terminèrent à l'université de Cordova de Tucuman. Reçu docteur du droit canon et pourvu d'une chaire de théologie, il renonça aux ordres, étudia la jurisprudence et se fit homme de loi. Habile, éloquent, désintéressé, toujours prêt à défendre le faible contre le fort, le pauvre contre le riche, il ne tarda pas à se faire remarquer et fut successivement élu membre de la municipalité, procureur syndic et alcade. Nous l'avons vu secrétaire de la junte de l'Etat, puis consul et enfin dictateur. Assemblage bizarre de bonnes et de mauvaises qualités, Francia apportait au pouvoir suprême le même désintéressement que dans la vie privée. Généreux lorsqu'il puisait dans sa propre bourse, il se montrait avare dès qu'il s'agissait des deniers publics. Le Congrès lui avait assigné un traitement de 9,000 piastres, il n'en voulut accepter que 3,000. Sa règle étant de ne recevoir aucun présent, il payait tout ce qu'on lui offrait ou le retournait à l'envoyeur. Dans son enfance il avait entendu

parler du despotisme des jésuites, de leur ambition, de leurs menées occultes et tortueuses; élève des moines franciscains, il avait eu à se plaindre d'eux et conçu de bonne heure la plus insurmontable aversion pour les pratiques extérieures du culte, qu'il traitait de fourberies. Au début de sa dictature, il assistait tous les jours à la messe, mais bientôt il cessa de paraître à l'église et congédia son aumônier; il se montra dès lors prodigue de railleries envers les prêtres, qu'il accusait de débiter effrontément des mystères qu'eux-mêmes ne comprenaient point. « Les prêtres et la religion, disait-il, servent à croire au diable bien plus qu'à Dieu; » il déclarait que si le Saint-Père venait au Paraguay, il en ferait son aumônier.

Francia remit en pratique le système d'isolement des anciennes Missions. Sous prétexte de préserver son pays de la contagion de l'anarchie, et en même temps pour le soustraire aux projets d'absorption du Brésil, il interdit, sous les peines les plus rigoureuses, toutes communications entre les habitants du Paraguay et leurs voisins. Défense fut faite à tout étranger de pénétrer sur le territoire. En 1826, la peine de mort, avec privation de sépulture, fut décrétée contre ceux qui, se disant envoyés de la cour d'Espagne, franchiraient la frontière sans y avoir été préalablement autorisés, et contre les nationaux qui, ayant reçu du dehors des lettres traitant d'affaires politiques, ne les porteraient pas aux magistrats aussitôt après réception. Ces mesures, singulièrement excessives, auraient été motivées par la conduite que le cabinet de Madrid avait tenu envers un agent de Francia, chargé d'entamer, avec l'aide de la reine Charlotte, des négocia-

tions dont le but véritable est assez mal connu, mais dans lesquelles les uns ont voulu voir une mystification, les autres, un projet destiné à rattacher le Paraguay à l'Espagne. La vérité est que, vers le même temps, soit inquiétude ou dégoût des affaires, soit tout simplement pour consolider son autorité en se faisant rappeler au pouvoir, le dictateur convoqua une sorte d'assemblée nationale à laquelle il soumit et qui ratifia le 24 septembre 1826 une déclaration d'indépendance motivée sur le refus que le cabinet espagnol avait fait de ses propositions. Après quoi on découvrit, fort à propos, une conspiration militaire : un certain colonel Abendeno fut mis à mort. Dans ces circonstances, Francia fut prié de reprendre le pouvoir qu'il venait de quitter (4 novembre) : il y consentit, non sans se laisser quelque peu faire violence et seulement, disait-il, en attendant que le marquis de Guarany, son envoyé en Espagne, qu'il désignait adroitement comme son successeur prochain, fût de retour. C'en était fait, le pays retombait sous le joug du terrible docteur.

Francia a trouvé des apologistes. Ce pays, maintenu dans une subordination absolue au milieu d'États bouleversés par toutes les tempêtes de la politique aux prises avec l'ardente jeunesse des peuples, ce pays, modèle de passivité, a excité l'admiration des partisans de l'ordre à tout prix. On a oublié les abus d'autorité, les persécutions, les tortures, les proscriptions et tous les odieux moyens employés par ce maître impérieux pour assouvir son effroyable passion d'omnipotence. On vante l'organisation intérieure du pays, les ressources militaires dont il le dota, les progrès qu'il fit faire à l'industrie. Sans doute

son système a obtenu ce résultat de constituer en corps de nation une partie de la race indienne, restée errante et sauvage dans tout le reste de l'Amérique; il a engendré une force attestée par la durée même et l'intensité de la guerre qui l'a détruite; mais cela concédé, et sans nous demander si un régime différent n'eût pas pu conduire au même but, comment ne pas voir que tous ces prétendus bienfaits de la tyrannie se réduisent à la réglementation capricieuse d'un monopole étouffant.

En somme quelle pensée féconde inspira donc à Francia cet admirable sol paraguayen qui, de lui-même, rend deux récoltes par an? Reprenant tout simplement les traditions mercantiles des jésuites, il en accapara les fruits, les emmagasina pour le compte d'un gouvernement qui était tout dans la communauté, possédait les deux tiers du territoire et disposait à sa fantaisie de la glèbe et des habitants. Il se chargea de l'échange des produits, et se fit trafiquant à l'imitation des pères procureurs. Avait-il besoin de bras pour une récolte? il recourait à l'enrôlement forcé, appliquant le système des corvées au profit de l'État. A la longue, il vit bien qu'une complète séquestration était impossible, et que, d'ailleurs, elle le privait des ressources les plus indispensables. Il ouvrit un jour de souffrance sur la frontière brésilienne, et, sous l'œil vigilant de ses soldats, établit une sorte de comptoir pour les transactions du commerce. Mais de crainte qu'une telle innovation n'eût des résultats fâcheux pour sa politique ombrageuse, notre homme conjura le danger en monopolisant encore ce mouvement des échanges. Il fallut pour pouvoir se livrer à ces opérations être muni de licences en bonne forme, délivrées par lui-

même et portant sa signature. C'était d'ailleurs lui qui tarifait les produits importés, qui les revendait; il se faisait le fournisseur exclusif des articles d'origine européenne, débités dans des bazars gardés militairement : les quantités à délivrer à chaque acheteur étant déterminées avec soin.

Cet étrange régime économique n'était pas fait, on en conviendra, pour aider au développement de l'agriculture, du commerce et de l'industrie. Il aboutissait à l'interdiction de l'effort individuel et du mouvement. Grâce à lui, tout bien-être se trouvait paralysé : il fallait payer vingt réaux (cinq francs) un simple mouchoir de coton venu d'Angleterre. Mais Francia n'avait-il pas en réserve des denrées, des armes et des munitions? Là était pour lui le point essentiel. Tout démontre, en vérité, que son unique préoccupation était bien moins de développer les forces productives que d'en subordonner l'essor aux vues d'une politique de séquestration absolue. Son ambition était de pouvoir se passer du concours de l'étranger. Il possédait une bibliothèque assez variée où se rencontraient, avec les œuvres de Voltaire, de Rousseau, de Montesquieu, des ouvrages de médecine, de mathématiques, de géographie et un dictionnaire français des arts et métiers, dont il était fier, et qu'il consultait sans cesse. Ce fut au moyen de ce livre qu'il imagina de monter des manufactures, de faire confectionner des métiers, prodiguant, tour à tour, l'argent et la menace pour stimuler le zèle des ouvriers voués à cette besogne. Un jour il condamnait aux travaux forcés un forgeron maladroit ; une autre fois il faisait dresser une potence, et laissait à un malheureux cordonnier l'alternative d'être largement ré-

tribué en cas de réussite ou d'être pendu s'il échouait dans sa tâche. Il avait prescrit le mode de culture qui seul dut être employé. D'abondantes récoltes, rendues faciles par l'extraordinaire fertilité du sol, donnèrent, ou semblèrent donner raison à ses prétentions agronomiques, et l'économie rurale fit un pas. Mais quel pas? Tout restait à l'état rudimentaire. Un pieu servait de charrue, le blé se pilait dans un mortier, le moulin à sucre n'était qu'une pièce de bois mise en mouvement par des bœufs; on dépouillait à la main les graines du coton, qui était ensuite filé au fuseau et livré à quelque tisserand ambulant transportant son attirail à dos de mulet et suspendant son métier à une branche d'arbre.

Cet homme étrange eut un jour l'idée d'embellir l'Assomption ; le voilà, traçant lui-même des plans et, mêlé aux maçons, les faisant exécuter sous ses yeux; mais son inexpérience éclata en cette circonstance, et la capitale, au lieu d'être régularisée, fut complétement bouleversée. Il fut plus heureux dans le percement des routes et la mise en état de défense des villes fortifiées et de l'Assomption. Une cité nouvelle, Tevego, port militaire destiné à contenir les Indiens sauvages, fut fondée par ses soins, dans la région nord. D'ailleurs, le dictateur s'était fortifié contre toute tentative de rébellion à l'intérieur ou d'agression au dehors, en créant une force armée capable d'imposer aux Etats voisins aussi bien qu'à ses sujets et aux tribus indiennes. Quant aux indigènes, disséminés dans les anciennes Missions, il les courba par degrés sous le joug en les forçant à la culture, et les incorpora même comme les autres citoyens, et la force militaire en fut augmentée. Cette force fut portée à vingt mille hommes de milice et

cinq mille hommes de troupes régulières, les unes et les autres bien exercées et pourvues d'une excellente cavalerie. La garde du dictateur fut composée de grenadiers d'élite, véritables gendarmes, chargés d'exécuter les ordres de police, et d'une fidélité éprouvée ; ils veillaient sur l'ancien hôtel des gouverneurs espagnols, que son hôte avait fait isoler en ordonnant la démolition des maisons environnantes. Là, retiré avec son barbier, mulâtre ivrogne, qui servait de confident à ce nouveau Louis XI, et de gazette pour mettre le public au courant de ses projets; avec son secrétaire, le métis Patiños, scribe insolent qui se vengeait sur le public des duretés de son maitre ; et servi par quatre esclaves, deux hommes et deux femmes, Francia, toujours inquiet, toujours tourmenté, ne voyant partout que conspirations, vivait mystérieusement dans une austérité et une simplicité de mœurs tout à fait cénobitique, ne dormant jamais dans le même appartement afin qu'on ne pût savoir où il passait la nuit. A l'âge de soixante-dix ans, il épousa une jeune Française. Il ne déguisait pas d'ailleurs ses sympathies pour la France, et admirait grandement Robespierre et Napoléon. Affublé d'un costume qui, sur la foi d'une caricature allemande, le faisait, croyait-il, ressembler à ce dernier : habit bleu galonné d'or, épaulettes de brigadier espagnol, culotte et gilet blancs, bas de soie, souliers à larges bords ; armé d'un grand sabre et de pistolets, il faisait manœuvrer lui-même ses troupes, qui, soumises à une discipline sévère, tant qu'elles étaient sous les armes, jouissaient hors de là d'une liberté qui allait jusqu'au désordre.

Avec une telle armée, avec un peuple complétement

asservi, Francia put rassasier ses instincts dominateurs et cruels. Dès le début, il avait fait mettre en prison, déporter à sa colonie de Tevego, fusiller ou pendre ceux qui excitaient les défiances de ce terrible inquisiteur ; l'éternel prétexte de complot contre sa personne identifiée avec l'Etat lui venait en aide. Yegros, son ancien collègue au consulat, fut une de ses premières victimes. Accusé de favoriser les projets de Ramirez, qui, de l'Entre-Rios, méditait d'envahir le Paraguay, il fut mis à mort avec quarante autres citoyens (1819). Plus de trois cents personnes, incarcérées pour le même objet, se virent condamner *in solido* à payer chèrement leur mise en liberté, après dix-huit mois de tortures quotidiennes. Francia n'était pas tendre pour ses prisonniers et avait sa manière à lui de les soumettre à la question, d'aviver leurs angoisses, de se faire un régal de la vengeance. Sa nature féline s'aiguisait à la vue de leurs terreurs et son regard de chacal aux aguets les suivait jusque sur l'échafaud. On en a conclu que, comme ses frères, il inclinait à la folie ; il était, cela est constaté, sujet à de fréquents accès d'hypocondrie, et le temps de ces accès était celui des proscriptions et des inepties les plus féroces. Malheur alors à l'imprudent qui, soit par écrit, soit verbalement, omettait de le qualifier d'*excellentissime seigneur* et de *dictateur perpétuel!* Malheur à celui qui, pour lui parler, s'avançait trop près de lui ou ne tenait pas ses mains en évidence pour montrer qu'elles ne cachaient pas une arme ! Car la maladie du soupçon ne lui laissait pas de relâche et partout il ne voyait que trahison, poignard et assassinat. Il en vint à envoyer en prison une paysanne qui, pour lui remettre une supplique, s'approcha de la

croisée auprès de laquelle il travaillait, et à ordonner de faire feu sur quiconque oserait seulement *regarder* son hôtel. Un Indien faillit payer cher cette consigne donnée sous le coup de l'émotion causée par cette idée que la malheureuse femme pouvait bien être une Charlotte Corday, et nous devons dire, à la décharge de Francia, qu'il la révoqua. Une escorte nombreuse accompagnait le dictateur dans ses sorties. Dès qu'il mettait le pied dehors, la cloche de la cathédrale sonnait et tous les habitants rentraient chez eux en répétant : « el supremo ! » Si l'un d'eux, attardé, rencontrait le redoutable cortége, il se précipitait la face contre terre, n'osant lever les yeux sur ce glacial visage qui commandait un silence épouvanté.

La mort le surprit à l'apogée de sa puissance, après quelques jours de maladie, pendant lesquels il continua de s'occuper seul de l'expédition des affaires, repoussant toute assistance et défendant l'entrée de sa chambre, à moins qu'il n'appelât lui-même. En vain le presse-t-on de se désigner un successeur afin de préserver le pays de l'anarchie, il répond brusquement qu'il ne manquera pas d'héritiers. Peu s'en fallut qu'il ne sortît de la vie par un crime. Dans un accès de colère contre son *curandero,* sorte de médecin empirique, il se jette hors du lit, s'arme d'un sabre et se précipite, mais il tombe frappé d'apoplexie. Personne n'ose même le secourir, enfreindre ses ordres, et il meurt le matin du 20 septembre 1840, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. On fit à Francia de splendides funérailles; un mausolé lui fut élevé, mais des mains inconnues le brisèrent pendant la nuit.

Ainsi finit ce personnage insolite, sombre génie dont

la silhouette s'allonge en caricature, problème indéchiffrable pour les Européens, et que le voyageur suisse Rengger, une de ses victimes, a fait entrer en parallèle avec l'homme fatal de brumaire. Du moins peut-on dire en faveur du despote de l'Assomption qu'il n'a pas eu un Waterloo et qu'il n'a pas préparé un Sedan ; Napoléon fut un recul pour l'admirable France de 89, Francia fut un progrès pour le pauvre Paraguay de 1811.

L'avantage est à celui-ci ; il n'avait pas affaire à une nation civilisée, capable, nourrie de la moëlle des plus grands génies, pleine d'enthousiasme et d'héroïsme, mais à des populations disparates, abruties, dégradées, ignorantes, qui, dressées pour la plupart à la discipline des jésuites, semblaient ne pas être en état de se passer de maître. La tragi-comédie napoléonienne s'est jouée sur un plus vaste théâtre, et, comme il ne manquait pas de claqueurs autour du Francia des Tuileries, la foule n'apercevait ni les folies de son orgueil, ni ses violences, ni ses ridicules, elle ne savait rien de ses proscriptions, presque rien de ses assassinats juridiques ; les accès d'hypocondrie du dictateur américain coûtaient quelques larmes, ceux de l'empereur corse coûtaient des flots de sang et ruinaient la France. Tyran pour tyran, mieux vaut le premier que le second.

Lorsqu'il fut constaté que Francia était bien réellement mort, le métis Patiños convoqua secrètement les commandants des casernes ; l'événement resta caché pendant quelques heures, que l'on mit à profit pour opérer des arrestations et doubler le poste de la prison publique, où sept cents détenus étaient gardés dans d'étroites cellules. Mais Patiños ne devait pas survivre à son maî-

tre. Soupçonné d'aspirer à lui succéder, il fut arrêté sur l'ordre de la junte, qu'il dirigeait avec le titre modeste de secrétaire; et, pour éviter le châtiment qui l'attendait, il se pendit dans sa prison. Juan-José Medina tenta de s'emparer du gouvernement avec l'aide d'un certain nombre de citoyens; mais cette autorité usurpée ne fut pas reconnue par les troupes. Un congrès convoqué le 12 mai 1841, confia pour trois années le pouvoir exécutif à deux consuls: Carlos-Antonio Lopez, neveu de Francia, et Mariano Roque Alonzo.

Le nouveau gouvernement s'empressa de conclure un traité de commerce et d'amitié avec la province de Corrientes, qui était alors en guerre avec Buenos-Ayres, et décréta l'abolition progressive de l'esclavage. En mars 1844, Lopez reçut du congrès, pour dix années, le titre de président de la République et hérita de l'omnipotence de son oncle Francia. Comme ce dernier, Lopez se montra fort jaloux de son autorité; mais, préoccupé en même temps de faire cesser l'isolement dans lequel avait été jusque-là tenu le Paraguay, tous ses efforts tendirent à stimuler les intérêts commerciaux et à nouer des rapports avec les nations étrangères. Il signa, en 1857, avec la France, l'Angleterre, la Sardaigne et les Etats-Unis, des traités d'amitié, de commerce et de navigation, et c'est sous son gouvernement que les premiers navires étrangers purent pénétrer jusqu'à l'Assomption. En 1861, un progrès considérable pour le pays fut réalisé. Devant la population émerveillée, on inaugura, dans la capitale, un chemin de fer aboutissant à Villarica, le centre le plus riche de la production agricole. Lopez décréta la dissolution des Missions du Paraguay, toujours soumises

au régime de la communauté, fit entrer les Indiens dans le droit commun et leur reconnut le titre de citoyens (1848). Il poursuivit activement l'organisation du pays, créa un trésor public, établit des écoles d'enseignement primaire, une fonderie de fer à Ibicuy et un arsenal de constructions militaires et maritimes à l'Assomption. Plus d'une fois, Lopez eut maille à partir avec l'Angleterre, les Etats-Unis, le Brésil ; mais il échappa toujours habilement aux difficultés qui surgissaient et repoussa avec énergie les empiétements des Etats voisins et les prétentions de Rósas, qui persistait à ne voir dans le Paraguay qu'une dépendance de la République Argentine. Il avait fini par être accepté comme arbitre ou médiateur dans la guerre qui mettait aux prises les provinces argentines et la ville de Buenos-Ayres. Au commencement de 1854, le Congrès national, après avoir examiné et approuvé les actes de l'administration présidentielle, avait réélu Lopez pour dix nouvelles années. Lopez usa d'un droit que lui donnait la Constitution, en appelant à la vice-présidence de la République, le 10 septembre 1862, avant de s'éteindre, son fils, le brigadier don Francisco-Solano Lopez. La vie renfermée et solitaire qu'il menait avait détruit sa santé, il allait atteindre soixante ans lorsqu'il mourut.

Solano Lopez, alors âgé de trente-cinq ans, avait complété ses études en Europe ; il était venu de bonne heure visiter la France. Son père l'avait mêlé jeune encore aux affaires publiques et l'avait fait ministre de la guerre et de la marine. Le Congrès, réuni le 26 octobre 1862, ratifia le choix du défunt. Le fils était plus dégagé encore que le père des traditions étroites de Francia, aussi s'attacha-

t-il, dès son avénement, à seconder le mouvement progressif du Paraguay qui, si longtemps, avait ignoré ou repoussé toutes les œuvres de la civilisation, Grâce à ses efforts, la culture du coton prit, pendant la guerre des Etats-Unis, une grande extension, et il exempta de tous les droits d'importation les outils et machines destinés à l'agriculture et à l'industrie. D'assez fortes sommes furent avancées par le Trésor public, soit à des nationaux, soit à des étrangers, pour des entreprises d'utilité générale. Signalons aussi l'envoi successif en Europe d'un certain nombre de jeunes gens désignés périodiquement pour venir achever leur éducation dans l'ancien monde. Au mois de juin 1863, le retour de quelques-uns de ces jeunes gens, qui purent être aussitôt employés, donna au gouvernement l'idée de choisir encore dans les colléges de la République trente-cinq élèves pour les envoyer en France, où ils venaient se former à toutes les carrières de la magistrature, de l'armée, de l'administration, de l'industrie, du commerce. En dépit de quelques pratiques despotiques que le nouveau président avait trouvées dans le bagage de ses prédécesseurs et dont il paraissait peu disposé à se défaire, le Paraguay voyait s'ouvrir devant lui une ère de prospérité jusqu'alors inconnue. C'est alors qu'éclata entre ce pays et trois pays voisins coalisés, le Brésil, la République Argentine et l'Uuruguay, cette guerre terrible pendant laquelle le président et le peuple du Paraguay firent preuve d'une indomptable énergie.

L'obscure et indécise question des frontières embarrassait depuis longtemps les relations du Paraguay avec les Etats qui bordent ses frontières. L'incessante hostilité

dont se poursuivent les républiques de cette région vient du désir de dominer la navigation de la Plata et de ses affluents et, surtout, de l'idée qui, sans cesse, se réveille, de résoudre en un même corps de nation les différentes familles de ce grand bassin fluvial dont le rio de la Plata est le vaste débouché. Cette idée n'était pas étrangère aux agitations de l'Uruguay et de la République Argentine à cette époque. Il en résultait pour le Paraguay une situation assez tendue, et Lopez crut prudent de mettre son pays en état de défense ; c'était son droit, mais il alla plus loin. Après s'être assuré de l'adhésion des notables de l'Assomption, Lopez n'hésita point à prendre l'offensive. Il se saisit d'un paquebot brésilien à bord duquel se trouvait le gouverneur de la province de Matto-Grasso (11 novembre 1864) ; le 15 décembre, un corps de dix mille hommes pénétra dans cette province et, dans les premiers jours de janvier, s'empara des postes fortifiés d'Albuquerque, de Corumba, de Dourado, et marcha sur Cuyabas. D'autre part, de petits engagements avaient lieu avec les patrouilles argentines, Lopez étant décidé à brusquer les choses avec Buenos-Ayres comme il l'avait fait avec Rio-Janeiro. Le Congrès, assemblé à l'Assomption, le 5 mars 1865, acclama sa politique, lui décerna le titre de maréchal, l'autorisa à contracter un emprunt de 124 millions de francs et à émettre du papier-monnaie. Lopez avait tout intérêt à agir rapidement, sans laisser à ses adversaires le temps de s'organiser. Le 14 août, quatre navires paraguayens entrèrent dans le port de Corrientes et y capturèrent deux navires argentins, tandis que deux mille hommes prenaient la ville et y installaient une administration fédéraliste à la place de l'ad-

ministration unitaire, Lopez cherchant ainsi à profiter des rivalités de parti. Jusque-là il n'y a de lutte engagée qu'avec le Brésil et la République Argentine. La Banda-Orientale s'unit à ces deux adversaires, dès que Florès eut triomphé d'Aguirre. Les trois nations signèrent à Buenos-Ayres, le 6 mai, un traité d'alliance qui, soit dit en passant, ne rallia pas les sympathies des autres républiques américaines ; elles s'engageaient à ne poursuivre la guerre que contre Lopez, qualifié de tyran, et se donnaient mission de délivrer un peuple-frère gémissant sous un despotisme cruel. Le 11 juin, l'escadre brésilienne et la flotille paraguayenne se rencontrèrent. Après un long et sanglant combat, pendant lequel les Paraguayens fortifièrent leur réputation de bravoure, l'avantage resta aux Brésiliens ; par compensation, le même jour, la division paraguayenne de l'Uruguay entrait dans la province de Rio-Grande et y occupait des positions importantes. Une partie de cette division fut écrasée par le nombre dans une rencontre avec Florès. La trahison supposée du colonel Estigarribia livra sans coup férir, aux alliés, l'autre partie, forte de 6,000 hommes, renfermée dans l'Uruguayana.

Devant le double échec qui anéantissait complétement l'un de ses corps d'armée, Lopez, craignant de voir la démoralisation gagner ses troupes, les ramena, par une retraite habile, sur le territoire de la République. Il se fortifia sur la rive nord du Paraná, y fit affluer les approvisionnements, prit pour base de ses opérations la ville d'Itapua, en ayant soin d'établir des parcs de réserve à Humaïta et à l'Assomption ; puis il attendit l'armée coalisée, qui n'avait pas craint d'incorporer de force, dans

ses rangs, les prisonniers paraguayens. Pendant toute une année, Lopez lutta contre le général brésilien Porto Alegre, le plus souvent avec succès. Ses troupes, emportées par un patriotisme ardent, fanatisées, d'ailleurs, par des prédications religieuses, se faisaient tuer avec une intrépidité aveugle. Il en prenait un soin extrême et avait appelé auprès d'elles des chirurgiens américains et anglais. Forcé de plier devant le nombre, Lopez dut abandonner son camp de Stapira, les batteries qu'il avait établies près du Paraná, et aller, le 23 avril 1866, prendre position sous la protection du fort de Humaïta. Ce fut là qu'il attendit et battit les Argentins commandés par Mitre, si malencontreusement égaré dans cette lutte fratricide. L'échec fut lamentable pour les assaillants ; il en résulta quelques essais de négociations qui n'aboutirent point, malgré les efforts du Chili.

Quoique la lassitude des populatious argentines et orientales fût extrême, la guerre recommença avec un nouvel acharnement et fut rendue plus pénible et plus cruelle encore par la terrible épidémie de choléra qui éclata dans les deux camps. A la fin de 1867, Lopez parvint à rétablir ses communications entre l'Assomption et Humaïta, dont les batteries coulèrent des vaisseaux de guerre brésiliens qui tentaient de force le passage. A cette époque, la guerre consista surtout en combats d'avant-postes, généralement contraires à l'ennemi, et auxquelles prit une grande part, à la tête de bataillons d'amazones, une jeune Anglaise, Elisa Linch, qui avait épousé avec chaleur la cause du président, dont elle était vivement éprise. Un corps brésilien destiné à envahir le Paraguay par le nord-ouest, sur les frontières du Motto-

Grosso, fut repoussé et poursuivi l'épée dans les reins. Il opéra sa retraite dans les circonstances les plus difficiles, mettant trente-cinq jours à franchir trente-neuf lieues (1). Vers le milieu de 1868, une nouvelle flotte brésilienne parvint à rompre les barrages et à remonter jusqu'à Humaïta; mais, là encore, elle dut s'arrêter jusqu'à ce que les alliés, renforcés par de nombreux contingents, eussent forcé Lopez à abandonner le formidable camp retranché d'Humaïta, pour se retirer à Tebicuary et à Timbo (25 juillet). Lopez avait à reconstituer son armée anéantie par des combats acharnés. Il fut bientôt en état de reprendre l'offensive. Par une marche hardie, il s'avança jusqu'à 40 kilomètres au sud de l'Assomption, puis s'établit à Villeta. Ecrasé encore une fois par le nombre, il se retira derrière les retranchements d'Angostura; il en fut délogé après six jours d'une lutte sanglante, laissant aux mains des vainqueurs seize bouches à feu et mille prisonniers (27 décembre). Du même coup, la capitale tomba au pouvoir de l'ennemi.

Lopez semblait perdu; déjà on le disait fuyant aux Etats-Unis; mais l'indomptable maréchal, loin d'être abattu, ne songeait qu'à prendre sa revanche. Ralliant les débris de son armée, il appela de nouveaux contingents et s'établit à Piribebuy, dont il fit sa capitale provisoire. De leur côté, les alliés croyant à une victoire définitive, commençaient à se diviser entre eux et des conflits journaliers s'élevaient parmi les généraux. Dès

(1) Le récit de ce douloureux épisode a été fait par un des officiers de l'expédition. La *Retraite de Laguna*, par Alfred d'Escragnolle Taunay. Rio-Janeiro, 1871, in-8°.

qu'il sut la rentrée en campagne de Lopez, l'empereur Pedro mit en route de nouvelles troupes (1869); à la tête des forces alliées il plaça son gendre, le jeune comte d'Eu, petit-fils de Louis-Philippe. Le comte d'Eu marcha contre Lopez, qui avait établi son quartier-général à Ascurra, et après avoir dominé toute la ligne de l'Assomption à Villarica, le défit le 12 août 1869, le poursuivit, et, le mois suivant, près de Caraguatry, l'écrasa presque complétement.

Dès le 15, un gouvernement provisoire, composé de Loizaga, Rivarola et Diaz de Bedoya, était établi à l'Assomption par les alliés ; un décret du gouvernement brésilien mettait en même temps hors la loi l'héroïque soldat qui, pied à pied, disputait ainsi sa patrie à l'ennemi et tous ceux qui combattraient sous ses ordres. Cette mesure inique qui ne saurait avoir d'autre fondement que le sauvage axiome prussien « la force prime le droit » n'arrêta pas Lopez, fermement résolu à défendre jusqu'au bout l'intégrité du territoire paraguayen. N'ayant plus qu'une faible troupe d'infanterie et de cavalerie, et une trentaine de petites pièces de campagne, il se porta sur San-Isidoro, au pied des Cordillères de Coaguaru, et s'y retrancha. Débusqué de cette position dernière, poursuivi jusqu'aux montagnes du nord-ouest par le général Camera, ce fut en vain qu'il se procura l'aide de cinq mille Indiens. Cerné de toutes parts, il n'hésita point à engager une partie désespérée ; le petit corps paraguayen subit le choc suprême, le 1er mars 1870, sur les rives de l'Aquidaban ; il périt tout entier. Parmi les morts on trouva le président Lopez et le vice-président Sanchez, tombés tous deux au premier rang.

Ainsi se terminait la lutte gigantesque de ce petit peuple intrépide. Elle avait duré cinq ans. Lopez y déploya l'énergie, la ténacité, la force d'âme d'un patriote et d'un héros. C'était un homme brave, intelligent, humain, passionnément préoccupé de l'avenir de son pays, qu'une guère aussi sauvage qu'inutile vint ruiner et dépeupler.

Le Paraguay était tout entier au pouvoir des alliés. Entièrement dévasté, sa population, évaluée, en 1857, à 1,337,000 habitants, se trouvait réduite par la guerre, les exécutions, les épidémies et la famine, à environ un sixième de ce chiffre, et ne se composait pour la plus grande partie que de femmes et d'enfants. Ses revenus étaient tombés de 13 millions à 2 millions. Les instruments et les objets de production étaient partout détruits, le chemin de fer n'avait plus ni matériel roulant, ni ateliers, ni stations ; les édifices publics tombaient en ruines, les vivres manquaient, les semences faisaient défaut. Le naufrage était tel que le gouvernement ne retrouvait plus les titres de ses propriétés. Tout à refaire. Le 20 juin, un traité préliminaire de paix fut signé entre le Brésil et la République Argentine, d'une part, et le gouvernement provisoire de la République du Paraguay, d'autre part. Un congrès national, élu par le suffrage universel, proclama, le 25 novembre, une constitution calquée sur celle des Etats-Unis. Un président nommé pour trois ans, un vice-président, un cabinet composé de cinq ministres, un Sénat, une Chambre de députés furent appelés à exercer le pouvoir de l'Etat. Quelques réformes judiciaires et administratives furent votées, l'armée active fut abolie. On admit les étrangers à jouir de tous les droits et priviléges des indigènes, même dans les charges de l'Etat,

excepté toutefois dans les hautes fonctions politiques ou administratives.

Dans les premiers jours d'août, Cirilo-Antonio Rivarola avait été fait président. Des dissentiments assez graves s'étaient élevés entre lui et le Congrès; il prononça, vers la fin de 1871, la dissolution de l'Assemblée, qui alla siéger hors des murs de l'Assomption; le président appela la garnison argentine et brésilienne à son secours; mais les plénipotentiaires considérèrent toute intervention étrangère comme contraire à la Constitution et comme étant de nature à porter atteinte à l'indépendance et à la dignité nationale. Rivarola résigna ses pouvoirs, et le vice-président, don Salvador Jovellanos, fut mis à la tête de la République, pour une durée de trois ans, le 12 décembre 1871. Il a eu pour successeur, le 11 octobre 1874, Juan-Baptista Gill qui, longtemps ministre des finances, n'a négligé aucun effort pour rétablir le crédit national.

Le Paraguay n'est pas près de se relever de ses terribles désastres. Par le traité définitif de paix conclu en janvier 1872 avec le Brésil, la frontière entre les pays limitrophes se trouve formée par le cours du Paraná, de l'embouchure de l'Ignassu à la cataracte des Sept-Chutes; puis, elle suit la ligne de partage des eaux le long des sierras de Maracaju et d'Amanbahy, et descend vers le fleuve Paraguay par le cours de la rivière Apa. Ce traité établit la navigation libre de tous les pavillons sur le Paraná, le Paraguay, l'Uruguay et leurs affluents. D'autres traités spéciaux ont déterminé les règles d'extradition pour les criminels non politiques, les avantages concédés aux sujets des pays alliés, le libre commerce entre le Paraguay et la province brésilienne limitrophe de Matto-Grosso. Le

Paraguay s'est engagé à payer, comme dette de guerre, 200 millions de pesos au Brésil, 35 millions à la République Argentine et 1 million à l'Uruguay. D'autre part, le Brésil garantit le gouvernement de l'Assomption contre toute agression soit nationale, soit étrangère, et, pour ce motif, il a été stipulé que les troupes brésiliennes continueraient à occuper pendant dix ans le territoire de la République. Cette stipulation montre assez combien l'autonomie de ce pays est illusoire, et l'on doit craindre qu'une diplomatie insidieuse, pouvant compter sur un déployement de baïonnettes, ne soit dans un avenir plus ou moins reculé maîtresse de tant de belles régions. Il est temps que l'Amérique républicaine fasse entendre sa protestation contre l'ingérence du Brésil monarchique dans les affaires intérieures du Paraguay; il est temps que le peuple argentin et le peuple oriental, directement intéressés à l'indépendance du Paraguay, réparent la faute, nous pourrions dire le crime, qu'ils ont commis. L'idée d'Urquiza de réunir en un faisceau les républiques de la Plata, pour résister à la prépondérance naissante du Brésil, était une idée sage et prévoyante, Mitre et Florès ont eu le tort de lui tourner le dos; il serait prudent d'y revenir.

Depuis que Lopez a été tué un régime nouveau a commencé au Paraguay : un gouvernement libéral avec deux chambres. Aujourd'hui le Paraguay est une république unitaire, gouvernée par un président élu pour quatre ans. Le pouvoir législatif appartient au Congrès (Sénat et Chambre des députés).

Le gouvernement a créé des écoles, il a rendu l'instruction primaire obligatoire; le pays est aujourd'hui

ouvert aux étrangers qui s'y trouvent au nombre de 10,000. Mais ces arrivées ne compensent pas les pertes en hommes que la dictature et la guerre ont coûtées au pays. Avant la guerre il y avait au Paraguay 1,337,000 habitants; au recensement de 1873 il n'y en avait plus que 221,000. Actuellement la population comprend 50,000 indiens, 120,000 hommes de couleur et 70,000 blancs, plus les étrangers.

La guerre a eu pour conséquence l'accroissement de la dette; en 1882 le déficit était de 25,000 dollars, en 1892 les créanciers anglais ne touchaient pas leurs intérêts. Aussi le pays passe-t-il sous la dépendance économique et financière de l'étranger. Le Paraguay a une armée permanente minuscule de 1,300 hommes, une flotte de trois vapeurs.

CHAPITRE VII

LE BRÉSIL JUSQU'EN 1876

Rupture entre le Brésil et le Portugal. — La constitution de 1824. — Règne de Pedro Ier. — Soulèvement de Rio de Janeiro. — Pedro abdique en faveur de son fils Pedro II. — Règne de Pedro II. — Guerre contre Rosas (1851) et contre Lopez (1865-69), le président du Paraguay. — Les luttes parlementaires. — État intérieur du pays vers 1876.

Le Brésil, empire constitué, diffère des anciennes colonies espagnoles par son organisation politique, par les mœurs, les usages et aussi par la langue. A ne considérer que la nature des problèmes économiques à résoudre, il leur ressemble beaucoup, et chez lui, comme chez elles, la même disproportion existe entre le travail productif de l'homme et les étonnantes ressources du sol. Si, politiquement, le Brésil a sur la plupart d'entre elles l'avantage d'un système réglé, déterminé, assis, cela ne veut pas dire que l'Empire lusitanien n'ait eu et n'ait encore ses agitations, ses crises et ses conflits. Seulement les chocs qui atteignent sa vie intérieure ou extérieure, même quand ils ont une certaine gravité, gardent toujours un caractère régulier : la lutte des partis n'y a d'autre conséquence que des changements de ministère.

Un rapport de la *Direction générale de la statistique brésilienne*, pour 1874, assigne au Brésil une superficie de 12,672,742 kilom. carrés. Cet État, l'un des plus vastes

du monde, occupe près de la moitié de l'Amérique du Sud; la France tiendrait à l'aise dans sa huitième partie, et cependant c'est à peine s'il a le tiers de sa population. Admirablement partagé sous le rapport des productions naturelles, il est des mieux situés pour prendre part au mouvement intellectuel et commercial de l'Europe. Qu'on se figure sur l'océan Atlantique 8,500 kilom. de côte; avec cela un grand nombre d'îles, quelques-unes d'une étendue et d'une fertilité considérable, d'autres se recommandant par leur importance géographique et politique. Quelques baies, celles de Bahia, d'Angra-dos-Reis, de Rio-Janeiro, abriteraient les flottes réunies du monde entier.

On conçoit que les limites d'un tel territoire ne sont guère susceptibles d'être déterminées rigoureusement. Deux siècles de contestations entre l'Espagne et le Portugal n'ont pu les fixer, et longtemps encore elles seront un sujet de discussion pour le Brésil et les pays qui l'entourent. Ces pays sont, au nord, les Guyanes française, hollandaise et anglaise, la République de Venezuela et les États-Unis de Colombie; au sud, la République de l'Uruguay et la Confédération Argentine; à l'ouest, cette même Confédération, le Paraguay, la Bolivie, le Pérou et l'Équateur (1).

Le Brésil, qui pourrait nourrir 300 millions d'habitants,

(1) La France a toujours recherché, pour sa Guyane, la frontière de l'Amazone; le Brésil, de son côté, invoque le traité d'Utrecht (1713), renforcé par celui de Vienne (1815) et confirmé par la convention de Paris entre la France et le Portugal (1817). Voyez sur cette question, qui occupe les deux pays depuis deux siècles, l'important ouvrage : *l'Oyapoc et l'Amazone*, par Joaquin Caetano da Silva. Paris, 1861, 2 vol. in-8°.

en compte 10,196,327 seulement, d'après le recensement de 1874. Dans ce chiffre sont compris un million et demi d'esclaves. 500,000 Indiens restent encore livrés à la vie sauvage. Cette population, extrêmement disséminée, se répartit en vingt provinces, auxquelles il faut ajouter le *municipe neutre*, c'est-à-dire la ville de Rio-Janeiro et ses annexes. Une nouvelle circonscription administrative, comprenant les rives fertiles du San-Francisco, est en voie de création; elle portera le nom de ce grand fleuve et sera formée de territoires détachés des provinces de Pernambuco, de Bahia et de Minas-Geraes.

Une aussi vaste étendue ne saurait présenter un climat uniforme. Parsemé de lacs, sillonné par d'innombrables cours d'eau et des fleuves gigantesques, parmi lesquels on compte le plus grand et le plus profond de tous les fleuves connus, l'admirable Amazone, qui parcourt plus de 2,600 kilomètres dans le territoire brésilien et offre à la navigation, avec sa multitude d'affluents, une longueur totale d'environ 30,000 kilomètres; hérissé de montagnes, dont quelques-unes s'élèvent à des hauteurs considérables, le Brésil jouit d'une température essentiellement dominée par la chaleur; mais, l'action du soleil, assez forte sous l'équateur, au Pará, l'est beaucoup moins dans les districts du centre; sur le littoral, elle est modérée par des brises régulières, et, en s'avançant graduellement vers le sud, on rencontre un climat doux et salubre, principalement dans les plaines immenses de Rio-Grande, réputé le meilleur entre les principales contrées du globe, et il est pour le continent des deux Amériques ce qu'est l'Italie pour l'Europe. C'est, du moins, l'opinion du docteur Segaud, auteur de vragel'ou *Du Climat et des*

Maladies du Brésil. Bien que le Brésil ait été récemment encore, vers 1873, éprouvé par une de ces terribles atteintes de la fièvre jaune qui sont dues en partie aux mauvaises conditions dans lesquelles vivent les peuples sud-américains, la statistique établit que, dans les villes les plus populeuses et à Rio-Janeiro, la mortalité est inférieure à celle des capitales les plus policées de l'Europe (de Macedo, *Notions de chorographie du Brésil*).

Quant à la végétation, tous les voyageurs ont épuisé les expressions les plus imagées pour essayer d'en peindre la magnificence. Rien ne peut rendre la splendeur de ses forêts. Le règne minéral n'est pas moins bien favorisé. Après le Mexique, le Pérou et la Bolivie, le Brésil est la contrée du globe qui a fourni à l'Europe le plus de métaux précieux. Mais là, comme dans toutes les autres parties de l'Amérique du Sud, ce sont les bras qui manquent, ce sont les énergies qui font défaut. La société brésilienne, fille de la conquête, s'est fondée sur l'esclavage. Le blanc a refoulé l'Indien dans les forêts et a tenu sous le fouet le nègre courbé vers la terre. Le dogme du *far niente*, importé par ses aïeux, s'allie trop bien à la douceur du climat, à la fécondité du sol, et sa nature indolente et sensuelle s'en accommode trop aisément pour qu'il n'en fasse pas aujourd'hui encore sa loi suprême. Depuis quelques années, l'ancien monde envoie fort heureusement, vers cette terre clémente et si peu explorée encore, des travailleurs qui, sous le nom de colons, seront les agents les plus énergiques de la prospérité du pays. Vingt-cinq mille Européens abordent chaque année au Brésil et se répandent les uns dans les villes, les autres dans les terres. Faute de femmes

blanches, ils s'allient aux négresses ou aux indiennes et donnent naissance à des individus doués de la vigueur nécessaire pour braver l'âpre et torride nature des tropiques. « Ce n'est donc que par une infusion incessante du sang européen, par la réhabilitation du travail s'accomplissant dans les idées et les mœurs ; enfin, par l'action vivifiante que les chemins de fer exercent partout sur leur passage, que la civilisation poursuivra ses conquêtes et prendra possession de ces espaces immenses encore livrés aux seules forces de la nature. Ajoutons que le dédain professé par l'homme de couleur pour toute espèce d'occupation, ne provient pas uniquement de l'action du climat ; il a surtout sa source dans un préjugé, répandu dans les pays serviles, qui veut que le travail déshonore ; et ce préjugé, conséquence de l'esclavage, ne peut disparaître qu'avec lui » (1).

On a vu, dans la première partie de cet ouvrage, comment, fuyant devant l'armée française, la cour de Portugal vint, en 1808, demander asile à son opulente colonie du Nouveau-Monde. La présence de Jean VI sur le sol brésilien, jusque-là soumis à toute la rigueur du système colonial le plus absurde et le plus barbare, eut pour effet de briser les barrières qui tenaient les ports fermés aux nations étrangères. Le Brésil cessa d'être colonie ; sept ans plus tard, par décret du 17 décembre 1815, il passa à l'état de royaume. Les idées qui remuaient l'Europe y pénétraient maintenant à ciel ouvert et non plus par contrebande. On le vit bien lorsqu'éclata, en 1817, la révolution de Pernambuco ; c'était le premier

(1) D'Assier. *Le Brésil contemporain;* 1867, in-8°.

effort vers l'indépendance nationale. Un prêtre instruit, Jean Ribeiro, que la lecture de Condorcet avait enflammé et qui, selon ses propres paroles, « ne respirait que pour la liberté », fut le président d'un gouvernement provisoire. Il avait, voulant ainsi donner l'exemple des privations, suivi pieds et jambes nus l'armée insurrectionnelle, que commandait le négociant Domingo-José Martins. Cet essai de république dura deux mois et demi. Comme son maître Condorcet, Ribeiro se donna la mort ; les royalistes promenèrent sa tête au bout d'une pique dans les rues de Pernambuco. Les autres chefs subirent le dernier supplice. La répression fut cruelle et implacable ; elle eut pour agent le comte dos Arcos.

Néanmoins, c'en était fait, les droits du pays avaient été mis en discussion. Le séjour de Jean VI au Brésil ne cessa plus d'être troublé par des mouvements insurrectionnels, que provoquaient, d'ailleurs, l'accroissement des impôts, la déplorable administration de la justice, les fastueuses exigences du souverain et sa partialité envers les sujets portugais, insolemment gorgés de sinécures. L'antagonisme entre les Brésiliens et les Portugais éclatait à tout propos. En vain Jean VI s'était fait sacrer roi de Portugal, du Brésil et des Algarves, le 5 février 1818, les causes de scission subsistaient. D'autre part, de graves événements étaient survenus en Europe. Le Portugal, appauvri, pressuré pour satisfaire au luxe de Rio-Janeiro, las de voir qu'en un sens il était devenu la colonie et le Brésil la métropole, que ses richesses allaient s'engloutir en Amérique et que l'Amérique ne lui rendrait rien en échange, réclamait la présence de la cour à Lisbonne. Il lui en coûta le Brésil. Lorsqu'en 1820 eut lieu à Porto

la révolution qui avait pour but de donner au Portugal un gouvernement constitutionnel, Pernambuco gronda de nouveau. Bahia et la province de Pará proclamèrent la Constitution proclamée par les Cortès. A la cour de Rio, on alla jusqu'à rêver une expédition anglo-brésilienne contre le Portugal. Le faible et mélancolique Jean, placé entre sa femme, la laide et ambitieuse Charlotte, âme du parti absolutiste et dont la cour, séparée de celle du roi, était un centre d'opposition contre le gouvernement de son époux, et son fils aîné Pedro qui lui conseillait des concessions, fut enfin trop heureux de recourir à celui-ci pour calmer l'effervescence populaire. Il accepta, par un décret formel, les bases de la future Constitution, et ce fut Pedro qui donna lecture de ce décret à la foule amassée au théâtre Saint-Jean. Puis, las d'un pays qu'il n'avait d'ailleurs jamais aimé, le pauvre monarque s'embarqua, le 26 avril 1821, pour le Portugal, laissant la régence au prince héréditaire, le jeune Pedro, âgé de vingt-deux ans. Son départ s'effectuait au lendemain d'une catastrophe. Cinq jours auparavant, les électeurs, réunis à la Bourse de Rio pour nommer leurs députés aux Cortès portugaises, manifestaient le désir de s'opposer à l'éloignement du roi; ils voulaient tout au moins recevoir de lui la promesse que le Brésil serait toujours laissé sur le pied d'égalité avec le Portugal. Tout à coup, ils avaient été assaillis et fusillés à bout portant par la division auxiliaire qui, complétant sa sinistre besogne, s'était livrée au pillage. Trente victimes avaient succombé sur place.

La période gouvernementale de Jean VI au Brésil s'était signalée par quelques tentatives heureuses de coloni-

sation, de civilisation des peuplades sauvages, d'exploration des grandes rivières et des mines. L'agriculture et l'industrie manufacturières reçurent des encouragements; une académie pour l'enseignement des mathématiques et des sciences militaires, un hôpital, des écoles d'anatomie, de chirurgie et de médecine furent fondés. Une colonie d'artistes français, à la tête desquels étaient Lebreton, Debret, Taunay, fut appelée au Brésil, ainsi que des musiciens italiens; de là une école des beaux-arts, un grand nombre d'édifices remarquables, un théâtre.

Aveugles et maladroites, les Cortès replacèrent le Brésil sous l'ancien joug de la métropole. Comptant sur l'appui des troupes laissées dans les villes, elles lancèrent des décrets impolitiques, provocateurs, et enjoignirent bientôt au prince-régent de revenir en Europe. Pedro déclara le 9 janvier 1822 qu'il resterait au Brésil. Rio, Pernambuco, San-Paulo, Bahia prirent les armes et chassèrent leurs garnisons portugaises. Le régent, une mèche à la main droite, et la main gauche appuyée sur un affût, annonça qu'il tirerait le premier contre la division auxiliaire massée dans ses retranchements, si elle ne s'embarquait sur-le-champ. Il alla combattre dans le Minas-Geraes une insurrection royaliste. A Rio, pendant ce temps, les partisans du passé avaient essayé de reprendre l'avantage ; son retour fut salué par des acclamations enthousiastes. Le 13 mai, il reçut des représentants provinciaux convoqués dans la capitale, le titre de *défenseur perpétuel du Brésil* ; le 12 octobre, une Assemblée nationale lui décerna celui d'*empereur constitutionnel*. Un décret du 1er août avait consommé la rupture du lien colonial entre le Brésil et le Portugal.

Impatient de porter le sceptre, le jeune prince acceptait toutes les conséquences de la révolution qui venait de tourner à l'avantage de son ambition. Son père lui avait dit en partant : « Conserve le Brésil à la couronne de Portugal tant que tu le pourras ; mais si la chose devient impossible prends-le pour toi-même.» Le conseil répondait trop bien aux vues particulières de Pedro pour qu'il ne s'empressât pas de profiter des fautes du cabinet de Lisbonne, fautes qui le rendaient d'autant plus cher aux Brésiliens. Il écrivit à son père que c'était afin de conserver le Brésil à la maison de Bragance qu'il se faisait empereur constitutionnel de ce pays. Quelque opinion qu'on puisse avoir de sa sincérité, il est certain que le Brésil, animé comme il l'était contre la domination portugaise, serait devenu république fédérative, s'il ne se fût érigé en monarchie indépendante. D'une façon comme d'une autre, il eût brisé le joug. Il faut voir la main de l'Angleterre dans ces événements. Lord Cochrane reçut le commandement de la flotte impériale, et le cabinet de Saint-James, par son ambassadeur, décida Jean à se résigner, lui représentant qu'après lui le Brésil se trouverait naturellement resoudé à la mère-patrie. Pedro n'avait pas, en effet, comme on l'a cru, renoncé au trône du Portugal en montant sur celui du Brésil.

Mais le fils de Jean VI n'était pas l'homme que les circonstances réclamaient pour fonder un empire. Rivé par son éducation à tous les préjugés des vieilles cours européennes ; galant, impétueux, esclave de ses impressions et sans fixité dans ses desseins ; d'ailleurs faible et irrésolu, le rôle de monarque constitutionnel n'était nullement son fait. Au début, pour s'attirer les sympathies

populaires, il avait paru disposé à accepter des institutions libres; il s'était même proclamé grand maître de la franc-maçonnerie ; mais dès qu'il tint le pouvoir, il revint à ses idées absolutistes, fit fermer les loges maçonniques, s'entoura de favoris et compromit tout son règne par l'acte de dissolution de la première Assemblée constituante brésilienne (novembre 1823). La Constitution qu'il promulgua (mars 1824), et dont il s'était fait le rédacteur, ne put malgré son libéralisme vaincre le ressentiment de la nation. Pernambuco et Pará résistèrent, invoquant la souveraineté du peuple méconnue. Pernambuco se déclara en république, et engagea les provinces du Nord à s'unir à elle pour former une *Confédération de l'Équateur*. Parahyba, Ceará et Rio-Grande du Nord répondirent à son appel. Cette tentative fut réprimée avec une énergie sauvage; on répandit la terreur, et des châtiments odieux furent appliqués. Le mécontentement devint général ; il s'aggrava par le soulèvement de la province cisplatine, qui réclamait son indépendance. La connivence du gouvernement de la Plata n'était pas douteuse. Dom Pedro déclara la guerre à la République Argentine, à la fin de 1825 ; de son côté, l'Angleterre attisait le feu. Cette campagne ne fut qu'une suite d'actions stériles et d'échecs mortifiants.

A ces embarras, à ceux causés par les tentatives du parti républicain fédéraliste, puissant et nombreux, venaient s'ajouter les revendications et les menaces de la mère patrie. Le Portugal ne se résignait pas volontiers à perdre cette riche colonie dont les revenus lui étaient plus que jamais nécessaires dans le désarroi de ses finances. Jean VI, trahi par sa femme, trahi par son fils Miguel, enveloppé de conspirations, fatigué des dissenti-

ments qui régnaient dans son ministère, accablé de chagrins, miné par la maladie, traînait une existence misérable ; on le disait épileptique. Le 13 mai 1825, sur les instances de sir Charles Stuart, envoyé britannique à Lisbonne, il signa entre deux crises nerveuses les lettres patentes par lesquelles l'indépendance du Brésil et sa séparation du Portugal étaient reconnues. Dix mois ne s'étaient pas écoulés que sa mort réunissait de nouveau la couronne de Portugal à celle du Brésil, sur la tête de dom Pedro. Après quelques semaines de cumul, l'empereur brésilien disposa de la royauté portugaise en faveur de sa fille doña Maria, agée de sept ans, qui prendrait pour époux son oncle Miguel. Cette fois encore la politique britannique était intervenue. Elle avait réduit l'impétueux Pedro à abdiquer la plus flatteuse de ses deux couronnes. Ce fut pour lui un cruel désenchantement, et à compter de ce jour il comprit combien sa situation était précaire. Son choix s'était porté sur sa sœur l'infante Isabelle-Maria pour exercer la régence en attendant la majorité de doña Maria ; l'Angleterre exigea que le régent fût dom Miguel. Il obéit. Miguel passa par Londres pour se rendre en Portugal. Il prêta serment à la Charte octroyée par dom Pedro, mais poussé par le parti clérical et absolutiste, il jeta les Cortès à la porte, s'empara du trône pour son propre compte, et repoussa toute idée de mariage avec la jeune reine, qui ne put même aborder en Portugal et dut regagner le Brésil sous la protection de l'Angleterre. Miguel cédait à l'influence plus ou moins avouée de cette puissance qui, protestant de sa neutralité, fit canonner 600 émigrés pédristes, au moment où ils tentaient de s'introduire à Terceira, seul point du royaume resté

fidèle à doña Maria. Diminuer les chances d'une réunion toujours redoutée du Portugal et du Brésil, en ajournant la royauté de doña Maria indéfiniment, telle était la politique de l'Angleterre.

Malgré l'anarchie qui régnait dans ses États et les difficultés toujours croissantes de sa situation, Pedro Ier déclara qu'il entendait maintenir par la voie des armes les droits méconnus de sa fille. Les Brésiliens craignirent alors de voir les ressources de leur pays s'épuiser dans un intérêt dynastique fort indifférent à la nation. Sur ces entrefaites, fut signé le traité qui coupait court à la malheureuse campagne du Sud en reconnaissant l'indépendance de Montevideo. On l'accusa de sacrifier le meilleur port de la Plata, une place si importante pour la sécurité des frontières et l'extension du commerce brésilien. Son second mariage fournit un aliment de plus à ces reproches. Dom Pedro, veuf depuis 1826 de Léopoldine d'Autriche, épousait Marie-Amélie de Leuchtenberg, fille d'Eugène Beauharnais (1829). On vit dans cette union le signal d'une nouvelle invasion d'étrangers à la cour et dans les emplois publics. Le Congrès, écho de l'opinion, avait pris une attitude agressive ; il fut dissous (septembre 1829). La population s'émut, gronda. L'empereur dut aviser. Après bien des hésitations, il prit un ministère dans les rangs des républicains et il le composa presqu'entièrement de Brésiliens. Il était trop tard. Changeant brusquement de tactique, il présenta dès l'ouverture de la session législative de mai 1830, une loi restrictive de la liberté de la presse. N'est-ce pas toujours sur la presse, qui les avertit, que les gouvernements se vengent avant de mourir ? Celui de Charles X allait périr

par les ordonnances. Le contre-coup de la révolution de Juillet se fit sentir au Brésil. Enfin, la tempête se déchaina. Le 6 avril 1831, la capitale prit les armes ; des bandes parcoururent les rues, et les troupes préposées à la garde du palais impérial se réunirent aux citoyens. Pedro Ier comprit que son rôle en Amérique était à jamais fini. Au moins il voulut déjouer les vues des républicains et sauver le principe monarchique. Dès le lendemain, il abdiqua en faveur de son fils Pedro II, alors dans sa sixième année, et, le 13 du même mois, il quitta le Brésil pour conduire en personne une expédition contre l'usurpateur Miguel et aller lui disputer, les armes à la main, le sceptre du Portugal.

Dom Pedro donnait pour tuteur à son successeur l'ancien chef du parti démocratique, Bonifacio Jose de Andrada e Sylva, auteur du remarquable pamphlet le *Réveil brésilien*, exilé en France depuis 1823. Andrada, qui était à Bordeaux, accepta cette mission délicate : mais quoiqu'un tel choix fût une garantie pour la liberté, l'ancien ministre de la révolution devint bientôt suspect au parti populaire. En 1833 il fut destitué de ses fonctions et arraché du palais impérial par la force publique. Pedro II passa sous la tutelle directe du conseil de régence.

Le Congrès de 1834 apporta des modifications importantes à la Constitution en accordant à chaque province une législature particulière et en lui abandonnant le mécanisme des affaires intérieures, administratives, judiciaires, financières et municipales. Cette réforme hardie a sauvé l'unité brésilienne et le trône impérial, dans un moment où tout un puissant parti voulait partager l'Empire en un certain nombre d'États fédéralisés à l'imita-

tion de la grande République des États-Unis. Généralement bien accueilli, cet acte additionnel devint un prétexte de troubles dans plusieurs districts; ces troubles furent aisément apaisés excepté toutefois dans le Rio-Grande du sud. La guerre civile prit dans cette contrée des proportions énormes et se prolongea dix ans. Garibaldi combattit quelque temps parmi les Rio-Grandenses. Une amnistie sagement accordée put seule mettre un terme à cette lutte acharnée qui fit de nombreuses victimes.

En 1835, la Chambre des députés élut régent le P. Antonio Feijo, évêque de Marianna et sénateur, et qui avait été ministre de la justice ; en même temps, elle excluait la reine de Portugal, doña Maria, de la succession au trône, et, en cas de mort de Pedro II, appelait à lui succéder sa sœur, doña Januaria. Désespérant de concilier les exigences des partis, Feijo donna sa démission après deux ans de luttes. L'ancien ministre de la guerre, Pedro Araujo de Lima, nommé à sa place, se maintint jusqu'en juillet 1840 ; ayant voulu dissoudre la Chambre, celle-ci proclama Pedro II majeur à l'âge de 15 ans.

Le jeune empereur prit solennellement la couronne le 18 juillet 1841. Des mouvements insurrectionnels, provoqués par la dissolution des Chambres qui suivit cet acte, éclatèrent dans les provinces de San-Paulo et de Minas-Geraes, où les républicains étaient nombreux. Le général Caxias se rendit maître de San-Paulo, mais la guerre se prolongea dans le pays de Minas-Geraes, où le sénateur Feliciano ralliait autour de lui six mille combattants. En 1842, une victoire décisive de Caxias à San-Lucia, réduisit à l'impuissance les partisans d'une Répu-

blique fédérative. Six ans plus tard, la fière et ardente province de Pernambuco fit une dernière tentative. L'amnistie est toujours venue effacer la trace de ces commotions, si bien que l'apaisement s'est fait, que la tranquillité s'est établie sans que la liberté en ait souffert : preuve éloquente de l'inefficacité des échafauds, des fusillades et du sang répandu. Cette politique d'oubli, de sagesse et de générosité a fait la grandeur du Brésil. Les commissions militaires, les exécutions sommaires, les vengeances furieuses de 1817 et de 1824, sous Jean VI et sous Pedro Ier, l'avaient au contraire conduit aux catastrophes.

Homme doux et bon, libéral et éclairé, Pedro II a exercé le pouvoir avec intelligence. Le parti rétrograde et le parti avancé lui ont tour à tour créé des embarras dont il n'a jamais pris prétexte pour transformer son gouvernement en une dictature militaire. Son aptitude pour les affaires, l'élévation de son caractère, son tact, sa modération lui ont fait éviter l'écueil où sont tombés d'autres souverains. L'état de siége est inconnu au Brésil ; le droit de penser, d'écrire y est intact ; de nombreux journaux républicains s'y publient sans crainte d'être poursuivis. Pedro II a compris que la liberté était encore le plus sûr et le meilleur moyen d'assurer sa puissance et de consolider le trône. Le soin que l'empereur a toujours mis à faire respecter le régime parlementaire lui a conquis l'estime des Brésiliens. Il règne et ne gouverne pas. Mais si dans la sphère purement politique il a pris soin, comme l'indique le pacte constitutionnel, de n'être que le premier représentant de « l'association politique de tous les citoyens brésiliens, » il n'a pas moins exercé une influence considérable sur les affaires du pays. Ses

efforts ont eu surtout pour but de développer la prospérité agricole, commerciale et maritime du Brésil et d'assurer sa prépondérance dans l'Amérique du Sud.

La Constitution, à laquelle Pedro II est resté fidèle, est aujourd'hui l'une des plus anciennes parmi les nations civilisées. C'est toujours la loi fondamentale édictée par Pedro Ier, le 25 mars 1824, et amendée par les actes additionnels des 12 août 1834 et 12 mai 1840. Elle donne au chef de l'État le titre d'*empereur constitutionnel et défenseur perpétuel du Brésil.* Il est le premier représentant de la nation, à laquelle appartient la souveraineté. Une Chambre des députés de cent vingt-deux membres élus pour quatre ans par le vote à deux degrés et un Sénat de cinquante-huit membres nommés à vie, exercent le pouvoir législatif; mais la Chambre des députés a seule l'initiative des impôts, du recrutement, de la mise en accusation des ministres et du choix d'une dynastie nouvelle en cas d'extinction de la famille impériale. Les élections sont « indirectes. » La masse des citoyens nomme les électeurs; ceux-ci nomment les députés et, quant aux sénateurs, dressent des listes où figurent trois noms parmi lesquels l'empereur en choisit un. Les princes de la famille impériale sont sénateurs de droit à vingt-cinq ans. La réunion des deux Chambres forme l'Assemblée générale, laquelle a des attributions exclusives et distinctes de celles qui sont particulières à chacun de ces corps délibérants. Aucun acte des deux Chambres n'a force de loi sans la sanction impériale. Le pouvoir judiciaire se compose de juges et de jurés; les juges appliquent la loi, les jurés prononcent sur le fait. Aucun procès ne peut être intenté sans que les moyens de con-

ciliation aient été préalablement épuisés. A cet effet, il y a dans chaque paroisse des juges de paix élus directement par le peuple. Le droit qu'a le souverain de faire grâce, de convoquer les Chambres dans l'intervalle des sessions et de sanctionner les lois, constitue le pouvoir « modérateur. » Le pouvoir exécutif est entre les mains du chef de l'État. Les ministres sont responsables. La Constitution garantit aux citoyens la liberté individuelle, la liberté religieuse, l'inviolabilité des propriétés, le libre exercice de l'industrie et la liberté absolue de la presse. — La noblesse n'est pas héréditaire (1). — L'enseignement public est gratuit. — L'esclavage n'est point consigné dans la Constitution. Il n'a été toléré que comme un droit de propriété acquis dans les temps coloniaux.

Les provinces qui divisent le territoire brésilien ont leurs législatures spéciales renouvelables par l'élection, de deux ans en deux ans, et compétentes pour créer des paroisses, des bourgs et des districts, les supprimer, en transférer le siége ou en altérer l'étendue et les limites, Chacune d'elles a pour chef supérieur civil un président

(1) Les Brésiliens ont l'amour des titres. Agassiz nous en fournit la preuve dans son *Voyage au Brésil*. Lorsqu'il s'agit de construire le magnifique asile des aliénés de Botafogo, le gouvernement offrit des distinctions aux citoyens riches qui voudraient ouvrir les cordons de leur bourse en faveur de cet établissement charitable. On fit des commendadores, des barons, l'importance du titre étant mesurée à celle de la donation. De grosses sommes furent recueillies de cette manière, et plusieurs des hommes titrés de Rio-Janeiro ont acheté ainsi leurs lettres de noblesse. Manoel de Macedo parle aussi de distinctions honorifiques décernées à des citoyens qui, dans la capitale ou dans les provinces, font construire ou aident par leurs souscriptions à l'érection d'édifices appropriés aux écoles.

nommé par le pouvoir central qu'il représente et qui fait exécuter les décisions de l'assemblée provinciale. Chaque paroisse est subdivisée en *comarcas* ou districts ayant leurs chambres municipales, leurs tribunaux administratif, judiciaire et de police. Les chambres municipales élues pour quatre ans se composent de neuf membres ou échevins dans les villes et de sept dans les bourgs; celui qui a réuni le plus de suffrages en est le président. Elles ont à leur charge l'économie et la police municipales, et ont leurs revenus particuliers. Toutes ces provinces et comarcas se relient à la capitale, *municipe neutre,* siége du gouvernement général, qui est placé sous l'administration du Sénat et du ministère de l'Empire. Le gouvernement central a sous sa juridiction exclusive l'enseignement supérieur, les postes, l'adminisnistration ou le système financier en général, les affaires diplomatiques et consulaires, la police, et enfin, la force publique. Dans l'ordre ecclésiastique, il nomme l'archevêque métropolitain et les évêques.

Il résulte de cet ensemble une grande centralisation politique ayant pour salutaire correctif une immense décentralisation administrative, chaque province possédant sa recette particulière, qu'elle administre elle-même, et une recette générale qui fait retour au Trésor central. C'est en réalité le système fédératif des États-Unis s'alliant à une monarchie constitutionnelle héréditaire de mâle en mâle.

Le règne de Pedro II a vu deux guerres étrangères : la première (1851), contre Rósas, qui armait et soutenait Oribe dans le but manifeste d'incorporer l'Uruguay à la Confédération Argentine; la seconde (1865-1869),

contre le Paraguay et son président Lopez. Ce que nous avons dit précédemment nous dispense d'entrer dans de nouveaux détails. Il nous suffira de constater que cette immixtion de l'Empire lusitanien dans les affaires de la Plata a été diversement jugée. De tout temps, le Brésil s'est vu soupçonné de vouloir continuer les traditions du Portugal au temps de la colonisation et de songer à s'étendre aux dépens des Républiques voisines. Sur ce point les appréhensions de Lopez sembleraient justifiées, dans une certaine mesure, par une pièce secrète émanée de la chancellerie de Montevideo et signalée par l'auteur du *Brésil contemporain* (page 312, en note). Les auteurs portugais prennent à tâche de réfuter ces accusations. « Le Brésil, disent-ils, a trop d'étendue territoriale, et tout en voulant la maintenir, il reconnaît là une cause de faiblesse, tant qu'il ne pourra pas peupler ses déserts, couvrir de villes florissantes ses plaines immenses, tracer partout des routes à travers les forêts inhabitées, faire sillonner les rivières et les fleuves, qui le coupent dans toutes les directions, par des bateaux à vapeur, et porter ainsi le mouvement industriel, la vie et la civilisation dans son centre abandonné et sur les terres sans culture. » (Pereira da Silva. *Situation de l'Empire du Brésil.*)

Il n'en est pas moins vrai que l'ambition des hommes d'État brésiliens a constamment été tournée du côté de la Plata. Mais, ils sentent que de grosses impossibilités se dressent devant eux et ils attendent. Ce qu'ils pensent tout bas, certains publicistes le disent tout haut; telles modifications territoriales apparaissent à ces conquérants de cabinet comme la conséquence fatale de l'antagonisme des races anglo-saxonne et hispano-portugaise :

« Ces modifications sont inévitables, déclarent-ils, parce que le Brésil ne peut résister efficacement aux États-Unis qu'autant qu'il sera établi dans ses limites naturelles. Or, ces limites naturelles étant à l'ouest de Rio-Paraguay, l'État de ce nom doit disparaitre aussi bien que Corrientes, l'Entre-Rios et la Banda-Orientale, qui empêchent l'Empire d'atteindre sa limite rationnelle, le Paraná. Cent fois ces nécessités ont été proclamées, et jamais le gouvernement brésilien n'a cessé d'y répondre par d'énergiques protestations. Malgré leur évidente sincérité et des engagements excellents, s'il ne s'agissait que du Brésil, ces protestations ne prouvent que l'extrême répugnance du souverain et de ses conseillers à accomplir une tâche difficile peut-être, mais indispensable. » (Dutot. *France et Brésil*). Voilà qui est bientôt dit ; mais cette « extrême répugnance » pourrait bien être tout simplement de la sagesse et, en tout cas, de l'honnêteté.

Autre jugement : « Il n'est peut-être pas de contrée dans les deux mondes qui ait plus de droit que le Brésil à étendre ses limites du côté de la Plata. C'est plus qu'un besoin politique, c'est une nécessité indispensable à la prospérité du pays. Les rivières qui forment le Rio-de-la-Plata, c'est-à-dire le Paraná, l'Uruguay, le Paraguay, etc., prennent toutes leurs sources sur le territoire brésilien : de plus, ce sont et ce seront longtemps encore les seules voies qui permettent d'écouler les produits de la province de Matto-Grosso vers l'Océan, et de la faire communiquer avec la capitale. Qu'une guerre éclate parmi les populations riveraines de ces fleuves, et une province des plus vastes de l'Empire est aussitôt privée de ses communications et isolée du reste du monde au milieu d'affreux

déserts. » (D'Assier, le *Brésil contemporain.*) L'auteur de ces lignes s'empresse d'ajouter, il est vrai, qu'il ne pense pas que « cette loi historique par laquelle les grands États s'étendent, vivent, se renouvellent aux dépens des petits, puisse encore s'appliquer au Brésil ». Si jamais cette heure venait à sonner, l'Empire aurait peut-être à compter avec un voisin plus puissant, l'anglo-saxon. « Les obstacles qui ont arrêté Pedro Ier dans sa tentative contre Montevideo existent encore tout entiers, ajoute-t-il avec raison. L'énormité des distances, le défaut de routes, les marécages qui inondent le pays, et par-dessus tout, la différence d'origine des populations, espagnoles dans la Banda-Orientale, indiennes dans le Paraguay, rendent la conquête presque impossible. » Le Brésil a dû penser ainsi lorsqu'après avoir si chèrement acheté la victoire, il laissa vivre la République du Paraguay. Il lui en revint, il est vrai, quelques accroissements territoriaux; mais une annexion sur les frontières n'a pas, dans les pays vagues, le caractère d'atteinte à la nation qu'elle aurait en Europe; ces acquisitions, le vainqueur les réclamait depuis longtemps et, même après avoir réduit le pays ennemi au territoire situé entre les deux fleuves du Paraguay et du Paraná, les vainqueurs ont encore cru pouvoir justifier la prétention ordinaire de ne combattre que dans les intérêts de la civilisation et de la liberté. En cette circonstance, le gouvernement impérial fit œuvre de bonne politique internationale et se conduisit au mieux de ses intérêts de paix et de tranquillité en n'abusant pas de la victoire.

La violence n'entre pas dans les procédés gouvernementaux du Brésil. Il faut l'en féliciter. Au dedans

comme au dehors, il a su, à l'heure du succès, se montrer clément. De là cette paix intérieure qui contraste avec les agitations trop souvent stériles de quelques pays voisins. Est-ce à dire qu'il n'ait pas ses crises? S'il ne se traîne pas de révolutions en révolutions comme la Bolivie, il a ses secousses comme le Chili. Il n'y a que les peuples morts qui ne bougent pas. Quoiqu'il se soit accompli une certaine décomposition des partis, que les opinions se soient fondues dans des combinaisons nouvelles, la seule difficulté d'établir une balance entre les aspirations libérales et les résistances conservatrices, provoque des tempêtes parlementaires et des bouleversements ministériels qui, en de certains cas, ont abouti à la dissolution des Chambres. Pedro II s'est en général montré peu disposé à sanctionner des actes de cette gravité. L'orageuse année 1862 s'était écoulée à travers bien des péripéties. Les cabinets, aussitôt culbutés que formés, avaient à parer aux conséquences d'un conflit avec l'Angleterre, dont l'origine remontait au mois de juin de l'année précédente. A l'ouverture de la session de mai 1863, on vit se grouper les éléments d'une majorité hostile. En présence des complications extérieures, l'empereur accordait enfin ce qu'il avait refusé à deux ministères précédents. Le 12 mai, avant tout débat, les Chambres furent dissoutes.

Cette mesure semblait spécialement atteindre le parti conservateur qui criblait de ses coups la politique ministérielle, et dans la circonstance elle était un pas vers le parti libéral. La lutte électorale s'ouvrit; les conservateurs furent écrasés; les libéraux, ralliés pour les besoins du moment aux ministériels, et composant avec eux le

parti des *ligueiros*, triomphèrent au scrutin définitif du 8 septembre. Mais le ministère de Olinda, bientôt battu en brèche par ses alliés d'un jour, tombait dès le mois de janvier 1864, et, le 15, naissait un cabinet nouveau présidé par Zacarias de Goès et Vasconcellos ; Zacarias était l'ancien chef du ministère qui avait fait place à celui du marquis de Olinda, et qui n'avait vécu que quelques jours. Formé d'éléments pris dans toutes les nuances de l'opinion, le cabinet Zacarias manquait par cela même de la force nécessaire pour s'imposer au pays. Au mois de septembre, il disparut à son tour, et Furtado se chargea de lui trouver un remplaçant d'une couleur plus nettement libérale.

La situation était grosse de difficultés. Le Trésor courait au déficit. On avait fait pour l'armée des dépenses considérables, d'abord à cause des appréhensions nées du différend avec la Grande-Bretagne ; plus tard, par suite des hostilités contre Montevideo et le Paraguay. La faillite d'une des principales maisons de banque de Rio et plusieurs autres sinistres financiers jetèrent la panique. Le commerce s'arrêta. La mise sur pied de nouveaux contingents, l'extension donnée à la marine de guerre, épuisaient toutes les ressources de l'État. Heureusement le désaccord avec l'Angleterre reçut une solution pacifique. Le traité de triple alliance du 8 mai 1865 fut accueilli avec joie. Le peuple montrait, par de belliqueuses manifestations, qu'il approuvait la campagne contre le Paraguay ; il espérait en voir sortir un accroissement de territoire et un accroissement d'influence ; nul ne songeait à blâmer ni la dépense, ni les mesures exceptionnelles telles que le recrutement forcé. Pourtant

le ministère Furtado sombra. Un vote de défiance sur des questions d'administration intérieure le précipita du pouvoir, le 24 mai 1865, et y fit remonter le marquis de Olinda. Celui-ci recruta ses collaborateurs dans les deux nuances du parti libéral, les modérés et les radicaux. La période qui va s'ouvrir verra s'accroître la gène financière et le malaise général. Dès l'année 1866, le gouvernement se trouve à court d'hommes et d'argent. Par quels expédients nouveaux sauver la situation? Les blancs ne suffisent plus au recrutement de l'armée, on a recours aux noirs; affranchir les esclaves pour les transformer en soldats, c'était un pas que faisait la question de l'émancipation. La liberté de la navigation sortit des nécessités de la même heure. Un emprunt essayé à Londres ne put être placé; un autre fut tenté au Brésil même sans beaucoup plus de succès. La pénurie était à son comble. Dans le cabinet, l'entente ne se faisait plus. Des revers devant Humayta amenèrent la démission de tous ses membres. Zacarias reparut et prit en mains les finances.

Telle était la situation, quand l'année 1867 s'ouvrit au milieu des opérations électorales. Le ministère n'obtint qu'une majorité peu solide. On lui imputait, comme à ses devanciers, les lenteurs de la guerre. Quand finirait-elle? Quel serait le prix de tant de sang répandu, de tant d'argent dépensé? Vivement pressé par les conservateurs qui l'accusaient de soulever prématurément la question de l'émancipation des noirs, il lui fallut, d'autre part, assumer l'impopularité de la création de taxes nouvelles. En juillet 1868, le souverain prit un ministère conservateur. Ce fut une explosion dans le Parlement.

Cette fois encore Pedro II recourut à la dissolution. Une nouvelle Chambre fut élue; les mêmes incidents allaient renaître, ils étaient la conséquence même de la situation que le Brésil s'était créée en se lançant dans les aventures lointaines. Malgré tout, le gouvernement était décidé à poursuivre avec énergie la lutte engagée contre le Paraguay. Il refusait obstinément toutes les offres de médiation. Les plus durs sacrifices ne l'arrêtaient plus. La mort de Lopez lui donna enfin la victoire. Cette pénible campagne de cinq années avait tiré de ses caisses 1,278,000,000 de francs. Nous ne parlons pas du sang répandu, des milliers d'hommes tombés loin de la patrie.

Le ministère qui parvenait aux affaires à ce moment promit des réformes concernant l'affranchissement des esclaves; les mêmes promesses se retrouvèrent dans le discours du trône, prononcé à l'ouverture de la session de mai 1871. Ce fut cette même année que la loi fut votée. Le moment n'était pas éloigné où le pays allait passer par des émotions d'un autre genre. L'attitude du haut clergé, ouvertement entretenu par la cour de Rome dans sa résistance aux lois constitutionnelles, produisit une de ces crises religieuses qui ont pour effet de surexciter les esprits, de les porter à l'intolérance et à la haine. Les choses en vinrent à ce point que le gouvernement dut sévir contre la faction ultramontaine. En mars 1874, la Cour suprême condamna l'évêque de Pernambuco à quatre ans de prison. Les évêques d'Olinda et de Pará furent arrêtés et poursuivis pour les mêmes motifs, et les jésuites se virent expulsés de la province de Pernambuco. Il n'en fallut pas davantage pour soule-

ver les colères du parti clérical. Le ministère Rio-Branco se vit attaqué avec violence par quelques députés fanatisés, dans la séance du 2 septembre 1874; on alla jusqu'à réclamer sa mise en accusation immédiate, pour cause de trahison et de conspiration contre la religion de l'État. Ce ministère avait eu à réprimer une sédition dans le district de San-Leopold. Le clergé tonnait contre lui, le traitait de « ministère excommunié », de « ministère franc-maçon ». Le souverain faiblit et les libéraux virent avec douleur tomber ce cabinet; il avait lutté avec beaucoup de courage contre les exigences et les empiétements d'une secte ignorante et dominatrice qui est la menace perpétuelle des jeunes nations d'Amérique. Le Brésil échappera-t-il à ses étreintes funestes? Nous le lui souhaitons pour sa grandeur et sa prospérité futures.

Il restait à l'Empire cette honte d'être un pays à esclaves. Nous venons de voir qu'il l'a en partie effacée. En 1852, la traite des noirs avait été abolie. Le Brésil était la seule nation du continent sud-américain où elle existât encore. Pedro II, il faut le dire à sa louange, s'était déclaré en maintes circonstances pour la cause de l'affranchissement. Ce fut lui qui poussa les grands propriétaires à entrer dans cette voie, et pour faciliter une mesure qui trouvait des résistances, pour donner à l'agriculture les bras qui lui manquaient, on le vit favoriser l'enrôlement de six mille coolies chinois. C'est à son initiative qu'est dû le projet de loi ayant pour objet d'abolir en principe l'esclavage, mais de le maintenir temporairement en déterminant le mode suivant lequel les esclaves s'élèveront graduellement à la liberté. Depuis

le 28 septembre 1871, jour où cette loi fut promulguée, le ventre des femmes esclaves est affranchi. Il y a là un acte important, mais l'humanité réclamait davantage. Rendre libre l'enfant, sans affranchir ceux qui lui ont donné la vie, est un système défectueux, dans tous les cas immoral et contraire aux lois de la nature et de la famille. Le gouvernement comprendra quelque jour qu'il lui reste à compléter son œuvre. Quoi qu'il en soit, l'acte important du 28 septembre fut unanimement accepté par les planteurs; son application se fit paisiblement; les affranchissements dus à l'initiative privée furent nombreux. L'ordre des bénédictins émancipa ses esclaves, au nombre de 1,600. L'empereur voyageait alors en Europe. Ce fut la princesse régente qui sanctionna cette loi. L'enthousiasme fut grand à Rio-Janeiro : la tribune du Sénat se couvrit de fleurs à l'issue du vote, et le corps diplomatique vint féliciter la femme qui avait mis sa signature au bas de cet acte de justice et d'humanité.

Nous parlions, tout à l'heure, de l'abolition de la traite des noirs; elle avait eu pour résultat de tourner la spéculation vers un emploi plus légitime et plus honorable des capitaux. De la suppression de ce crime datent les améliorations importantes dont profite aujourd'hui le Brésil. Les chemins de fer, ces artères vivifiantes de l'industrie, de l'agriculture et du commerce, établirent leurs premiers rails et s'exécutèrent bientôt avec une sorte d'ardeur patriotique; les télégraphes électriques étendirent leurs fils civilisateurs, des grands marchés du littoral jusqu'aux terres si fertiles de l'intérieur; à cette heure, le câble sous-marin met le Brésil en communication constante avec l'Europe. Des routes nombreuses

se sont faites ; les moyens de transport sont devenus plus rapides et plus commodes. Le gaz éclaire les villes. Depuis 1867, l'Amazone s'ouvre au commerce du monde ; l'admission des navires marchands, sous tous les pavillons, la libre pratique dans les eaux brésiliennes du grand fleuve, a exercé une énorme influence sur le développement de la civilisation dans ces régions désertes. Les lignes de bateaux à vapeur resserrent les liens entre les provinces et les municipes maritimes ou situés sur les grands cours d'eau; les entreprises se multiplient et, dans la lutte des convoitises et des intérêts particuliers, la prospérité générale trouve son compte. L'instruction populaire reçoit une rigoureuse impulsion et la liberté de l'enseignement entre peu à peu dans l'ordre des faits. L'assemblée de la province de Rio-Janeiro a décrété, en 1871, l'instruction obligatoire pour les enfants, depuis l'âge de 7 ans jusqu'à 14 ans. Les élèves pauvres sont vêtus aux frais du budget provincial. Deux Facultés de médecine, deux Facultés de droit, une École militaire, une École centrale, une École de marine, voilà pour l'enseignement supérieur. En 1874, un astronome français, M. Liais, a été chargé d'organiser l'Observatoire de Rio. Sentant bien que l'avenir du Brésil est tout entier dans les progrès de son agriculture, Pedro II, pendant son voyage à travers les immenses provinces de l'Empire, avait créé deux instituts agronomiques, l'un à Bahia, l'autre à Pernambuco. Un troisième fut fondé dans la capitale, en 1860. De l'avis d'Audiganne (la *Lutte industrielle des peuples*, 1868, in-8°), il n'y avait guère à l'Exposition universelle de 1867, de compartiments mieux rangés et mieux classés que ceux du Brésil. Les articles y étaient

au nombre de 3,558, appartenant à 684 exposants. Ils avaient été choisis dans une exposition ouverte en 1866, à Rio-Janeiro, sur plus de 20,000 envois. En 1873, le Brésil obtint 202 récompenses à l'Exposition de Vienne. Une exposition nationale ouverte à Rio, le 2 décembre 1875, a donné d'excellents résultats. En 1876, l'empereur et l'impératrice ont assisté à l'ouverture de l'Exposition de Philadelphie, où le Brésil se trouvait représenté avec distinction. Les produits du Brésil, qui tiennent le premier rang au point de vue des échanges internationaux, sont le café, le coton, dont la culture a pris un essor extraordinaire à partir de 1860, le sucre, le cacao, le tabac, le tapioca, les cuirs et les maroquins. Les bois de toutes sortes abondent dans l'intérieur et à portée des cours d'eau.

Pedro II qui avait voulu se rendre compte par lui-même des besoins du pays en le parcourant dans l'année 1860, est venu voir de près notre civilisation européenne; il a pu juger ainsi des améliorations qu'il conviendrait d'introduire au Brésil. Au mois de décembre 1871, il fit à Paris un assez long séjour et visita avec soin nos grands établissements scientifiques, littéraires et industriels (1); à son retour à Rio-Janeiro, il fit soumettre aux Chambres des projets de loi ayant pour objet de développer l'instruction primaire, d'établir de nouvelles voies ferrées et de réformer la loi électorale de façon qu'elle devienne « l'expression authentique du vœu populaire ». Dans son Message de 1873, il s'exprimait ainsi : « La réforme élec-rale assurera la première des conditions de notre forme

(1) Il est membre de la Société de Géographie depuis 1868.

de gouvernement, dont la principale force doit émaner de l'opinion publique et de l'autorité de la loi. » Une décentralisation administrative plus large et plus vivifiante des provinces est réclamée par les esprits éclairés. Aux dispositions législatives qui doivent y conduire, il conviendra de joindre certaines mesures destinées à assurer les droits des émigrants. De la solution de ces questions de décentralisation administrative et d'émigration européenne dépendent, pour ainsi dire, toute la fortune et tout l'avenir du pays. Il faut bien le déclarer, la population indigène libre, s'adonne rarement aux travaux industriels. Ces occupations sont presqu'entièrement entre les mains d'Européens. Malheureusement, le bas prix du travail servile rend la position des ouvriers étrangers fort précaire. Les bons travailleurs agricoles émigrant avec femmes et enfants, n'ont encore qu'une situation incertaine ; le colon est à peu près à la discrétion du maître qui l'emploie. Cependant, le gouvernement est décidé à prêter un concours énergique à tout effort tendant à faire prendre la route du Brésil à l'émigrant qui se dirige vers le Nouveau-Monde. En 1872, il a été ouvert à Rio-Janeiro, un grand hôtel qu'on nomme l'*Hospedaria do Governo*. Cet hôtel peut loger et nourrir cinq cents personnes; il donne l'hospitalité aux arrivants sans ressources qui sont obligés d'attendre que le travail vienne les trouver pour vivre. Tout adulte âgé de dix-huit ans, peut sur une simple demande adressée au gouvernement, obtenir gratuitement de 75 à 300 ares de terre, soit de 20 à 80 hectares. Les animaux propres au fermage sont d'un bon marché fabuleux. Un cheval coûte 175 francs, une vache 100 francs, un porc engraissé 10 francs, une poule

50 centimes. Aussi l'élève du bétail commence à se développer, surtout parmi les Écossais, qui entendent à merveille cette partie de l'industrie agricole. Des groupes nombreux de colons anglais, suisses et allemands ont formé, pour ainsi dire, des colonies particulières. Ces colonies sont dans un état florissant. Leurs habitants se sont construit des demeures confortables; les uns ont établi des manufactures, d'autres se livrent à la culture des champs ou à l'exploitation des forêts. Beaucoup de mineurs anglais s'emploient à l'extraction des richesses enfouies dans le sol (1).

En résumé, nous avions raison de le dire en commençant : à ne considérer que la nature des problèmes économiques à résoudre, l'Empire du Brésil, ancienne colonie portugaise, ressemble beaucoup aux anciennes colonies espagnoles, les Républiques du Nouveau-Monde.

(1) Malheureusement la plupart des colons que des spéculateurs expédient au Brésil, avec de belles promesses, sont victimes, à leur arrivée, des plus douloureuses déceptions. « Il faut bien des conditions, que probablement on ne fait pas connaître à l'avance, pour qu'un colon puisse se livrer avec profit à la culture, dans un pays vierge comme le Brésil. Avant qu'il retire quelque fruit de son travail, il s'écoule plusieurs années, et si, pendant cet intervalle, il n'est pas soutenu, sa perte est certaine... » (Biard, *Voyage au Brésil*, 1858-1859; *le Tour du Monde*, 1861, 2e semestre.)

CHAPITRE VIII

BOLIVAR ET LA BOLIVIE

La constitution. — Sucre. — La guerre contre le Chili (1836-1839). — Les luttes civiles et les généraux.

Enclavée au centre du continent méridional, dans le Pérou à l'ouest, le Brésil au nord et à l'est, la Confédération Argentine et le Chili au sud, n'ayant sur l'océan Pacifique qu'une issue vers le sud-ouest, par le désert d'Atacama, dont il faut franchir les 240 kilomètres de sables mouvants pour parvenir à Cobija, port unique de la République, la Bolivie se ressent de cette situation, qui la retient dans une sorte d'isolement et l'éloigne du mouvement des affaires. Son territoire de 1,388,700 kilomètres carrés, n'est peuplé que d'environ 2 millions d'habitants, dont moitié Indiens vivant pour la plupart de la vie des sauvages dans les plaines ou au fond des forêts. Sucre ou Chuquisaca, sa capitale, ne compte pas plus de 23,979 habitants; La Paz, la ville la plus considérable de la République, en compte 76,372.

Son obscurité ne l'a pas mise à l'abri des agitations. Les insurrections s'y sont succédé avec une fréquence désespérante, entretenant l'incertitude, paralysant tout essor, affectant les intérêts les plus précieux, vouant le peuple à l'ignorance, à la misère.

Et cependant la Bolivie est placée dans des conditions exceptionnelles de fécondité. Tandis que les vallées et les plaines présentent les fériques merveilles de la flore tropicale, la Cordillère tire de ses entrailles tous les trésors métalliques : or, argent, cuivre, plomb.. Le fameux Cerro de Potosi qui, dans l'espace de trois siècles, a produit 2,240,000,000 de francs, n'est que le point culminant d'une chaîne argentifère dont l'incalculable richesse n'a jamais été sérieusement inventoriée. Le pays compte en activité cent quarante-huit mines d'or et d'argent ; nous ne parlons ni des lavages d'or de Tipuani, dans lesquels un mineur aurait, dit-on, gagné en une année plus de 1,500,000 francs, ni des mines de cuivre et d'étain, mais plus de dix mille mines d'argent restent inexploitées, faute de machines et de moyens de transport.

C'est à Chuquisaca, située à 2,841 mètres au-dessus du niveau de la mer, que se trouve le point de partage des eaux qui concourent à former l'Amazone et la Plata. Deux mornes de porphyre, sphynx gigantesques, posés sur les Cordillères et regardant la ville, laissent sourdre à leur base deux ruisseaux modestes qui, se séparant pour toujours, deviennent bientôt les deux maitres fleuves de l'Amérique du Sud, courant à l'Océan, l'un au nord, l'autre au sud, et semblent convier l'Europe à venir exploiter le champ ouvert sur leurs rives à l'industrie moderne. Les débouchés futurs de la Bolivie sont là. Malheureusement sa navigation fluviale est encore bien restreinte, les habitants se bornant à l'exploitation des mines et à la récolte du quinquina.

Les cinq provinces de La Paz, Potosi, Charcas, Cocha-

bamba et Santa-Cruz, composant le Haut-Pérou, avaient d'abord fait partie des Provinces-Unies de la Plata, avant de se constituer en État séparé sous le nom de Bolivie. C'est, après la Colombie, la contrée qui a le plus souffert pour la cause de l'émancipation. Il n'est pas une de ses villes qui n'ait été livrée plusieurs fois à toutes les horreurs du pillage et de l'égorgement. « Le Haut-Pérou, dit *l'acte d'indépendance*, a été l'autel sur lequel a coulé le premier sang versé pour la liberté, et le sol où repose le dernier des tyrans.... L'incendie barbare de plus de cent villages, la destruction des villes, les échafauds élevés partout contre les partisans de la liberté, le sang de mille martyrs auxquels on fit endurer des supplices dont frémiraient les Caraïbes; les contributions, les exactions aussi arbitraires qu'inhumaines, l'incertitude de l'honneur et de l'existence des personnes et des propriétés, et enfin un système inquisitorial atroce et sauvage, n'ont pu éteindre le feu sacré de la liberté et la juste haine du pouvoir espagnol. » Ainsi s'exprimaient les cinquante députés réunis en Congrès dans la ville de Chuquisaca, le 6 août 1825, et formant la représentation souveraine du Haut-Pérou. Il y avait à peine quatre mois que les débris des forces espagnoles commandées par Olañeta, avaient été définitivement vaincus à Potosi. La bataille de Tusmula, livrée le 1er avril 1825, avait mis fin à une lutte qui, depuis Ayacucho, n'était plus soutenable pour les royalistes. Bolivar, tout en donnant Sucre pour chef provisoire aux nouvelles provinces affranchies, les invitait à régler leur sort elles-mêmes. La République du Pérou, par un décret du 23 février, et celle du Rio-de-la-Plata, par une loi du 9 mai, mettaient en leurs propres mains

« la décision libre et spontanée de ce qui convenait le plus à leur bonheur et à leur gouvernement. » Dans ces conditions, le Congrès choisit l'indépendance, et, le 11 août 1323, fut formée dans l'Amérique méridionale une septième République, déjà supérieure par le nombre de ses habitants à celle du Chili et même à celle de la Plata. Elle prit, en l'honneur du libérateur, le nom de République de Bolivar, et presque aussitôt celui de Bolivie qu'elle a conservé.

Décrétant dans toute l'effusion du triomphe, saisie d'une sorte de délire patriotique et en proie à l'irrésistible besoin de s'épancher bruyamment, le Congrès vota une série de mesures où la nature créole se révèle tout entière. L'esclave y secoue avec fracas la chaîne qu'il a enfin brisée, il a grande hâte d'étaler sa toute-puissance si chèrement conquise et ses ardeurs de néophyte débordent sous la forme emphatique et déclamatoire de ses décrets et de ses proclamations. Il fut annoncé « au continent tout entier » que le Haut-Pérou reconnaissait Bolivar pour « son bon père » ; le suprême pouvoir exécutif de la République fut décerné au héros de l'Amérique avec les titres de Protecteur et de Président. Le Congrès décida que l'anniversaire de la bataille de Junin et celui de la naissance du Libérateur seraient célébrés chaque année comme fêtes civiques ; que le portrait de Bolivar serait placé dans tous les tribunaux, cabildos, Universités, colléges, écoles et lieux d'enseignement public, afin que sa vue renouvelât le souvenir du Père de la patrie, et encourageât à imiter ses hautes vertus ; que de plus sa statue équestre serait placée « sur une colonne » dans chaque chef-lieu de département. Le général Sucre

décoré du titre de grand maréchal d'Ayacucho fut chargé de faire frapper et de présenter au Libérateur une médaille d'or, entourée de diamants, sur laquelle on distinguerait la montagne du Potosi, et le Libérateur placé sur un trophée de fusils, d'épées, de canons, de drapeaux, posant sur la cime de cette montagne le bonnet de la Liberté. Sucre ne fut pas moins bien traité. Le Congrès voulut que l'anniversaire de la journée d'Ayacucho et celui de sa naissance fussent aussi célébrés annuellement; que son portrait fût placé partout à la gauche de celui du Libérateur, qu'une statue pédestre lui fût élevée dans chaque chef-lieu. Il fut reconnu premier général de la République sous la dénomination de capitaine général avec jouissance du titre de *défenseur et de grand citoyen de la République de Bolivar.* En même temps la province de Chuquisaca et la capitale elle-même reçurent le nom de Sucre. On décida qu'il serait offert à ce dernier une médaille d'or, garnie de diamants, représentant le grand maréchal arrachant le Pérou, figuré par une vigogne, des griffes d'un lion, avec cette inscription : *la République de Bolivar, à son défenseur le héros d'Ayacucho.* Ce n'est pas tout : une grande plaque d'or devait être frappée, au centre de laquelle on verrait une jeune fille indigène, symbole de l'Amérique, assise sur la dépouille d'un lion, sous un pavillon formé des drapeaux des États du continent. Cette jeune fille embrasserait de sa main droite le Libérateur, et de sa gauche le grand maréchal ; ces deux héros seraient représentés la décorant du bonnet de la Liberté et foulant aux pieds des chaines et des fers brisés. Sur les côtés seraient gravés les noms des autres généraux et chefs qui prirent part aux actions de Junin et

d'Ayacucho, et au bas ceux des commandants et officiers qui s'étaient distingués dans ces deux actions. Cette plaque devait être placée dans la chambre des séances du Congrès. Enfin tout combattant de Junin et d'Ayacucho reçut le titre de citoyen de la République, et un million de piastres fut mis, au moins sur le papier, à la disposition de Bolivar pour être distribué à son armée libératrice.

Par un autre décret du 31 août, le gouvernement fut déclaré représentatif républicain et — nous copions textuellement — *concentré général et indivisible*. Bolivar, dont l'autorité paraît avoir été plus absolue en Bolivie qu'au Pérou et dans la Colombie, fut prié de rédiger le pacte social. Il en résulta cette Constitution tant critiquée connue sous le nom de Code bolivien et qui aux yeux de ses admirateurs était la Constitution modèle. Bolivar, on en a la preuve écrite de sa main, avait dès cette époque l'intention d'appliquer ce produit de sa pensée politique au Pérou, puis à la Colombie. Ce document est donc d'un intérêt historique très-grand, et il donne la mesure des vues d'organisation du Libérateur. Le discours ou exposé des motifs qui en accompagnait l'envoi mérite d'être médité. Les avantages d'un gouvernement permanent, pour ainsi dire héréditaire, y sont présentés avec une conviction fort étrange chez un républicain qui se disait fatigué du pouvoir, mais qui, cela n'est pas douteux, rêvait la présidence suprême et irresponsable d'une immense République des États-Unis de l'Amérique du Sud.

Après avoir posé en principe que la tyrannie et l'anarchie forment un immense océan d'oppression, qui se déchaîne contre une petite île de liberté, et que la

violence des vagues menace perpétuellement de submerger, le Libérateur établit quatre pouvoirs politiques : dix citoyens désignent un électeur dont le mandat dure quatre ans ; les électeurs élisent trois Chambres : celle des tribuns, nommée pour quatre ans, a le privilége exclusif de faire les lois sur le revenu public, la paix et la guerre ; la Chambre des sénateurs, qui a une durée de huit ans, surveille les tribunaux et la religion ; la Chambre des censeurs, instituée à vie, a un pouvoir *politique et moral, qui a quelque ressemblance avec celui dont l'aréopage d'Athènes et les censeurs de Rome étaient investis* ; cette dernière est la gardienne de la Constitution et fait observer les traités publics. Bolivar connaissait sans doute le spirituel apologue de Franklin visant le système tant prôné des deux Chambres : « Un serpent à deux têtes, étant fort altéré et se rendant à un ruisseau pour y boire, fut arrêté sur sa route par un buisson. L'une des deux têtes prit à droite, l'autre à gauche, et, aucune des deux ne voulant céder, le serpent mourut de soif ; » c'est pourquoi il dotait le monstre d'une troisième tête dont il expliquait ainsi le rôle arbitral et pondérateur : « Toute divergence entre deux de ces Chambres se décident par l'intervention d'une troisième. Une question examinée et discutée par deux parties est encore soumise au jugement impartial d'une troisième. De la sorte aucune loi utile ne peut rester sans effet, ou du moins elle aura, avant d'être rejetée, subi l'épreuve de deux et quelquefois de trois votes. » Et convaincu de l'excellence de sa conception, il ajoute triomphalement : « Dans toutes les affaires de la vie, quand il s'élève des difficultés entre deux parties une troisième est nommée pour les déci-

der; ne serait-il pas absurde qu'un moyen aussi simple fût méconnu et dédaigné lorsqu'il s'agit des intérêts les plus chers de la société?... » Mais, ce qui est grave, Bolivar fait exercer le pouvoir exécutif par un président à vie, assisté d'un vice-président nommé par lui, son successeur de droit.

Le Congrès, nommé sous l'influence des baïonnettes colombiennes, vota cette Constitution par acclamation (mai 1826). Mais, hors de l'Assemblée, une véritable tempête se déchaîna contre son auteur; Bolivar, investi du pouvoir qu'il avait créé, en remit provisoirement l'exercice au grand maréchal. Le 9 décembre, jour où la Constitution devenait exécutoire, était l'anniversaire de la victoire d'Ayacucho. Sucre offrit sa démission; réélu, il n'accepta la présidence que pour deux ans.

Mais, déjà en Bolivie comme au Pérou, l'influence colombienne excitait un sourd mécontentement. Il éclata bientôt ouvertement. Les deux pays s'entendirent pour chasser l'étranger et renverser les institutions et les gouvernements créés par Bolivar. Sucre voulut tenter de rétablir à Lima l'ascendant du nom colombien, mais il avait déjà beaucoup à faire pour se maintenir sur son propre terrain. Les contributions énormes dont il frappait le pays, l'autorité absolue qu'il exerçait lui aliénaient la population. Dans sa petite armée même on conspirait; il fit fusiller plusieurs de ses meilleurs officiers. En 1827, des soldats colombiens, à la solde de la République, se mutinèrent sous la conduite du lieutenant-colonel Guerra. Sucre les attaqua et reçut au bras gauche une blessure grave qui nécessita l'amputation. Divers soulèvements populaires eurent lieu. En avril 1828, les troupes colom-

biennes furent expulsées. Sucre, après une résistance désespérée, dut céder au nombre. Il s'éloigna. On sait comment il périt deux ans plus tard, victime de sa fidélité à la cause du Libérateur.

Un nouveau Congrès, réuni le 3 août, remania de fond en comble la Constitution; il choisit pour président de la République le général Santa-Cruz, alors âgé de trente-quatre ans, et qui avait un instant tenu le pouvoir suprême au Pérou. Santa-Cruz hésitant à accepter l'honneur qui lui était fait, Velasco s'empara de la dictature qu'il réussit à garder quatre mois. Le Congrès, après avoir déposé l'usurpateur, lui substitua le général Blanco, qui périt dans une révolte, la nuit du 1er janvier 1829. Un gouvernement provisoire déféra de nouveau la présidence à Santa-Cruz qui, cette fois, l'accepta.

Le 24 juin 1831, s'ouvrit la première Assemblée législative. Le point capital du Message présidentiel était relatif à la reconnaissance de la Bolivie par la France qui, « étant la première puissance européenne qui ait reconnu notre existence sociale, est par cela même en droit d'être préférée dans nos marchés comme dans toutes nos relations ». Cette même année, Santa-Cruz promulgua le Code qui porte son nom. Un certain ordre s'établit dans les finances. D'après un rapport ministériel présenté aux Chambres en août 1832, le budget général des dépenses s'élevait à 1,486,026 piastres fortes et celui du revenu à 1,700,719. Des différends survenus avec le Pérou se vidèrent amiablement et un traité de paix et de commerce intervint entre les deux pays. Désireux de développer l'agriculture, l'industrie, les sciences, Santa-Cruz essaya d'attirer les Européens en leur offrant des primes et des

encouragements. L'armée bolivienne était certainement à cette époque la mieux tenue, la mieux disciplinée, la mieux équipée de toute l'Amérique du Sud.

Quelques agitations passagères n'empêchaient pas la République de prospérer, et les États voisins pouvaient lui envier l'espèce de repos dont elle jouissait. En Europe, on en faisait déjà la Suisse de l'Amérique du Sud. La simplicité de mœurs de ses habitants, leur bonne foi, leur désir de s'instruire et, d'autre part, les rocs escarpés qui lui servent de barrière naturelle, prêtaient volontiers à ce rapprochement. Ce fut alors que Santa-Cruz ayant été pris pour arbitre entre les prétendants à la présidence du Pérou renouvela à son profit l'éternelle histoire de l'*Huître et les Plaideurs*. Entré dans le Pérou à la tête de cinq mille hommes, au mois de mai 1835, il était maître de tout le pays au mois de février suivant. Le conquérant fit du Pérou deux États, l'un formé des départements du nord, l'autre composé des départements du sud ; il leur donna une Constitution qui garantissait leur indépendance dans les affaires intérieures, mais qui les soumettait l'un et l'autre à un gouvernement central dont il fut le chef sous le titre de Protecteur. Ces deux États, réunis à la Bolivie, formèrent la Confédération Péru-Bolivienne.

De tels événements n'étaient pas de nature à rassurer les Républiques voisines. Le Chili surtout se montra inquiet. Il trouva un prétexte de guerre. La lutte dura près de trois ans et se termina, le 20 janvier 1839, par la défaite de Santa-Cruz que rendit définitive la défection de Ballivian, commandant de l'armée du centre, et celle de Velasco, chargé du commandement de la Bolivie.

Velasco se fit reconnaître comme président provisoire par un Congrès assemblé à Chuquisaca le 16 juin 1839, et Ballivian se fit adjuger la vice-présidence. Ce fut le coup de grâce porté à la Confédération. Velasco fit la paix avec le Chili. Quant à Santa-Cruz, il n'avait échappé aux fureurs de ses ennemis que par la protection de l'agent britannique, et s'était embarqué pour Guayaquil, le 13 mars, après avoir résigné un pouvoir que ses propres soldats allaient lui arracher.

Le Protecteur laissait derrière lui beaucoup d'amis ; ils reprirent l'avantage ; son administration fut proclamée irréprochable par le Congrès. Bientôt même une révolution s'accomplit en sa faveur. Deux colonels, Agreda et Goïtia, s'emparèrent de Velasco pendant qu'il jouait aux cartes chez une dame de la ville. En même temps, un chef de bataillon parti de Guayaquil avec une poignée d'hommes, cherchait à soulever le nord du Pérou, mais il était pris et fusillé. Santa-Cruz tardait à paraître. Ballivian, exilé au Pérou, apprenant ce qui se passait, entreprit de réduire le parti du Protecteur. Le président péruvien Gamarra prêta les mains à ce projet, comptant bien s'adjuger la province de La Paz pour prix de son concours. Mais une fois en possession du pouvoir, Ballivian intima à son allié l'ordre de quitter le territoire. Ce n'était pas l'affaire de Gamarra, qui dans l'automne de 1841, occupa La Paz et prit position à Viacha ; mais, le 18 novembre, son armée, forte de 5,200 hommes, était battue dans la plaine d'Ingavi par 3,800 Boliviens, conduits par Ballivian en personne ; il perdait la vie dans cette rencontre et ses soldats poursuivis par les lanciers boliviens étaient massacrés presque tous. Fort de sa victoire,

Ballivian envahit à son tour le Pérou dans le dessein de s'en approprier une partie, à la faveur des discordes civiles. Le 7 juin 1842, la paix fut signée à Pasco par la médiation et sous la garantie du Chili. Pendant ce temps, Santa-Cruz, qui rêvait à Guayaquil, aux moyens de ressaisir le pouvoir, après avoir échoué dans toutes ses tentatives pour révolutionner le Pérou à son profit, osa, en 1844, rentrer en Bolivie ; mais il fut arrêté dans les Cordillères et livré au Chili.

Ballivian fut à son tour culbuté ; il se retira à Valparaiso. Velasco, qui ressaisissait le pouvoir, ne fit que paraître et disparaître. Dès la fin de 1848, le ministre de la guerre, Belzu, se mettait à la tête d'un mouvement dont le but était soit de lui donner à lui-même la présidence, soit d'en faire profiter Santa-Cruz exilé en Europe. L'armée se prononça en faveur de Belzu. Dictateur violent et capricieux, Belzu, soutenu par la démagogie militaire, soumit la Bolivie aux fantaisies de son despotisme. Sous son administration, la question irritante des limites du Haut et du Bas-Pérou fut enfin résolue (1855) ; le port d'Arica devint commun aux deux Républiques, les eaux boliviennes furent ouvertes à toutes les nations. Belzu, eut pour successeur, en 1855, le général Cordova, qui disparut en 1858, à la suite d'un soulèvement et qui, trois ans plus tard, périt de mort violente dans une échauffourée. Le docteur Linarès, mis à sa place par les libéraux, était un homme sage, qui lutta contre le parti militaire ; il tombait à son tour dans une révolution de palais accomplie sans trouble et sans effusion de sang par quelques généraux sous prétexte qu'il n'avait point convoqué le Congrès (14 janvier 1861). Une consulte d'État,

composée de Ruperto Fernandès, José-Maria Acha, et Manuel-Antonio Sanchez prit la direction des affaires, mit Linarès en accusation, l'exila, décréta une amnistie générale et convoqua une Assemblée chargée de reconstituer une fois de plus la République. La chute de Linarès provoqua dans les provinces des troubles qui furent étouffés dans le sang. A La Paz, le colonel Yanez, poussé contre les Espagnols et leurs métis par cette haine du parti indien pur auquel il appartenait, fit fusiller en une seule fois cent vingt individus, parmi lesquels l'ancien président Cordova, un autre général, plusieurs colonels et trois prêtres (23 octobre). Deux cents cholos (métis d'Indiens) furent en outre massacrés dans les rues.

Cependant les usurpateurs ne parvenaient point à s'entendre sur le partage des dépouilles présidentielles. Le désarroi fut tel en cette année 1861, qu'au Chili et au Pérou, on en vint à discuter ouvertement le partage de la Bolivie. En mai 1862, la Convention nationale, réunie à La Paz, élut enfin le général Acha. Ainsi évincé, Ruperto Fernandès ne put contenir son ressentiment. Le portefeuille de l'intérieur et de la justice ne suffit pas à son ambition. D'accord avec le colonel Balza, dont le régiment tenait garnison à Oruro, il résolut de conquérir à la pointe de l'épée le titre qui lui échappait. Balza fit un pronunciamiento en faveur du prétendant, marcha sur La Paz et souleva le peuple qui se rua sur le palais. Yanez, l'auteur des massacres du 23 octobre, s'y était retranché. Traqué de toutes parts, il essaya de fuir par les toits. Une décharge l'abattit, et son corps abandonné à la populace, fut mis en lambeaux. Le président accourut avec des forces supérieures. Fernandès dut abandonner le terrain;

il gagna le territoire Argentin. Une nouvelle tentative préparée par quelques généraux, dans l'intérêt de Belzu, réfugié sur la frontière péruvienne, venait d'échouer non moins misérablement, lorsque le général Pérez, envoyé contre des rebelles, se proclama lui-même président à Chuquisaca. Acha le battit entre Oruso et La Paz. Pendant que de tels événements s'accomplissaient, Linarès s'éteignait dans la misère à Valparaiso. La Bolivie perdait en lui un homme de bonne volonté qui, du moins, aurait voulu l'arracher à cette plaie des sociétés sud-américaines, le militarisme. Vers le même temps, Acha puisa la confirmation de ses pouvoirs dans une élection qui lui donna une majorité considérable. Il apporta dans son administration des vues éclairées et un esprit conciliant, et montra l'intention de rétablir de bonnes relations extérieures, notamment avec la France qui depuis plus de dix ans, par la faute de Belzu, avait cessé tout rapport officiel avec la Bolivie. Santa-Cruz fut accrédité à Paris avec la mission de renouer les relations interrompues (1). Au commencement de 1864, la République se trouva en contestation sérieuse avec le Chili, au sujet du territoire de Mejillones, dont les deux pays prétendaient s'approprier les richesses guanifères. Le Congrès, siégeant à Oruzo, autorisa le président à déclarer la guerre si les moyens pacifiques échouaient. L'affaire resta sans solution jusqu'en 1866. A cette date, l'attitude de la Bolivie dans le

(1) Santa-Cruz avait été nommé successivement ministre plénipotentiaire à Londres (1849), à Paris, à Rome et à Bruxelles; en 1851, il avait négocié un concordat avec Pie IX. En 1854, sa candidature à la présidence, posée de nouveau, avait échoué devant celle de Çordova. — Il est mort à Saint-Nazaire en 1865.

conflit hispano-chilien, lui valut de la part du Chili certaines concessions. Un traité, signé le 10 août, lui attribua l'administration des dépôts de guano, dont l'exploitation fut confiée à une compagnie française.

Mais déjà la présidence avait changé de titulaire. Acha constamment battu en brèche par les partisans de Belzu, avait été blessé dans une rencontre où Belzu commandait en personne (janvier 1865). Quelques jours plus tard, le lieutenant-colonel Malgarejo soulevait ses soldats à Cochabambu, s'installait au palais du gouvernement après douze heures de combat, et se décernait le titre de président provisoire, que Belzu voulut lui disputer. Mais attaqué dans La Paz par Malgarejo, Belzu fut tué. Le vainqueur pouvait se croire maître de la situation ; déjà il avait formé un ministère dont les premiers actes furent une amnistie pleine et entière et une réduction sur les droits d'exportation des cuivres de Corocoro, mesure très-avantageuse pour le commerce d'exportation, lorsque le colonel Casto Aguedas réussit à enlever La Paz par un coup de main hardi (25 mai). La lutte continua avec des chances diverses ; au mois de juillet 1866, Melgarejo avait fini par se rendre maitre des positions les plus importantes ; mais La Paz et Cobija lui échappaient encore. Le 6, La Paz tomba enfin en son pouvoir. Melgarejo, sûr désormais de la victoire, convoqua les citoyens pour procéder à l'élection régulière d'un président. Il fut confirmé comme chef de la République jusqu'en février 1869. De simple soldat, Malgarejo, nature énergique, était devenu général. Il se donnait pour programme de maintenir avec fermeté la tranquillité intérieure, de conserver l'intégrité du territoire, de resserrer les relations de la Bolivie avec

les puissances étrangères, d'activer l'industrie nationale et le commerce intérieur par une législation libérale. Plus heureux que ses prédécesseurs, le nouveau dictateur se maintint au pouvoir ; le pays n'en persévéra pas moins dans son déplorable système d'agitation. Une Constitution élaborée en août 1868, fut abolie en février 1869. C'était l'époque où expiraient les pouvoirs de Malgarejo. Une autre Constitution, œuvre de l'Assemblée réunie à Sucre, fut promulguée le 22 novembre 1871.

Le colonel Augustin Morales, porté à la présidence provisoire pour une année, le 20 juin, et promu par le Congrès au grade de général de division, reçut des Chambres des pouvoirs assez étendus, qu'il utilisa pour autoriser un emprunt destiné à la construction de chemins de fer et nommer une commission chargée de doter la Bolivie de voies de communication. Morales promettait, en outre, d'établir des télégraphes et de former des centres de colonisation, toutes choses dont la Bolivie était jusque-là complétement dépourvue. Il venait d'être proclamé président constitutionnel pour quatre ans, par le Corps législatif, réuni à La Paz, lorsque sa mort survenue à la fin de 1872, coupa court à ces projets. Une ligne de chemin de fer, la seule que possède la Bolivie, a pu être achevée, les autres furent abandonnées faute d'argent. Frias, président du Congrès, occupa momentanément le pouvoir. Ballivian, à peine réélu pour la seconde fois, mourut à son tour. Il avait trouvé la Bolivie en proie aux compétitions de généraux qui, les armes à la main, cherchaient à conquérir la dictature. Le docteur Thomas Frias, le remplaça le 14 février 1874. Il a dû, lui aussi, livrer bataille à des bandes insurrectionnelles, entrer en

lutte avec des gouvernements improvisés. En janvier 1875, il lui fallait encore chasser de La Paz un directoire qui s'y était établi.

Mais il nous tarde de sortir de cet imbroglio. La plume se décourage au récit d'exploits qui ont pour inévitables héros les coureurs de galons, et où les vaincus d'aujourd'hui sont invariablement les triomphateurs de demain. Dans cette succession rapide de gouvernements et de partis, d'hommes et d'idées, la conscience nationale s'efface et semble tout à fait disparue. Celui qui dispose de l'armée dispose du pouvoir, la nation est comptée pour rien ; le caprice du vainqueur est toute la loi, il n'y a d'autre vérité que la force, d'autre justice que la violence. On peut dire d'une nation qui en est là, que c'en est fait de sa considération, de son repos et de sa fortune (1). Que la Bolivie relègue ses généraux perturbateurs dans leurs casernes, et qu'elle appelle aux affaires l'élément civil. Lui seul peut amener l'ordre et le travail — les deux conditions indispensables de toute régénération et de tout progrès.

(1) Le dernier budget que nous ayons sous les yeux, celui de 1873-1874, présente, en recettes, 2,929,574 bolivianos (un boliviano vaut 5 francs), et en dépenses 4,505.504 bolivianos, soit un déficit de 1,575,930 bolivianos.

Voici comment se répartissent les dépenses : Intérieur. 597,458; affaires étrangères, 153,940; finances (y compris la dette intérieure, 2,072,018; justice et culte, 399,167; guerre, 1,126.916; dépenses extraordinaires, 155,019. — Tout commentaire est inutile. — Ajoutons que la dette publique s'élevait en juin 1873 (d'après un rapport officiel), à 16,428,329 bolivianos.

CHAPITRE IX

PÉROU

Gamarra président (1830-1841). — Visanco. — Le coup d'État d'Élias (1844). — Castilla. — La constitution de 1860. — L'affaire des îles Chinchas. — Prado et Pardo. — Situation du Pérou vers 1870-1875.

Le 9 décembre 1826, jour anniversaire de la victoire d'Ayacucho, eut lieu, dans tout le Pérou, la prestation de serment à la Constitution que le Libérateur avait fait adopter déjà par la Bolivie. Les deux peuples recevaient donc la même charte semi-monarchique, c'est-à-dire à peu près le même joug. Pareille destinée eût été réservée à la Colombie, si les événements ne se fussent précipités. Pour le Bas-Pérou comme pour le Haut-Pérou, la Constitution bolivienne devait être le point de départ de graves complications. Les Péruviens ne tardèrent pas à voir avec inquiétude séjourner chez eux une armée nombreuse, turbulente, indisciplinée et dont il paraissait que le chef voulût les traiter en pays conquis. A peine Bolivar se fût-il éloigné, que l'explosion eut lieu. Ses soldats, devenus odieux, furent chassés dès mars 1827. Le général Santa-Cruz gouvernait alors comme président du Conseil suprême ; un *cabildo* provisoire (magistrature municipale supprimée par la Constitution nouvelle), considérant que la Constitution bolivienne avait été « imposée par la vio-

lence et adoptée contre la volonté du peuple », le pria de convoquer « un congrès des représentants légitimes de la nation, pour délibérer sur ce qu'il y aurait à faire de plus convenable dans les circonstances ». Des élections eurent lieu. Au mois de juin, le congrès qui en sortit abrogeait la charte de Bolivar et appelait le général La Mar à la présidence de la République. Santa-Cruz avait insisté pour qu'on acceptât sa démission.

Vivement attaqué par les bolivaristes, le nouveau gouvernement eut encore à résister aux efforts de Sucre, qui, de la Bolivie, tentait de rétablir à Lima l'influence colombienne. Bientôt maître de la situation, il n'hésita pas à venir en aide aux Boliviens qui, à leur tour, essayaient de s'affranchir. Bolivar publia un manifeste (août 1828) auquel La Mar riposta dans une forme assez vive, rejetant tous les torts, surtout celui de l'agression sur « l'ennemi juré de l'indépendance péruvienne, » c'est-à-dire sur Bolivar. L'armée du Pérou fit la faute d'envahir le territoire colombien ; elle fut presqu'entièrement détruite le 25 février 1829, à Tarqui, province de Quito. Le Libérateur n'abusa pas de la victoire ; il consentit à un traité honorable pour les vaincus, et leur laissa la libre disposition de leurs affaires.

Quant à La Mar, il paya cher sa défaite. Son chef d'état-major, Augustin Gamarra, profitant du discrédit où il était tombé par suite d'un si pitoyable échec, s'entendit avec un autre officier, Lafuente, pour le précipiter du pouvoir. Il se saisit du malheureux président et le fit embarquer à Piura, pendant qu'à Lima, l'audacieux Lafuente enlevait à Salazar y Baquijano, le pouvoir par *intérim* qu'il tenait du président absent, se déclarait chef

suprême et convoquait une Assemblée chargée de donner un remplaçant à La Mar. L'élection déjoua les calculs de Lafuente ; il reçut seulement la vice-présidence ; le pouvoir suprême échut à Gamarra (1830).

Gamarra, zambo dissimulé et astucieux, devait sa soudaine fortune à sa femme, belle et intrépide amazone qui, du rang le plus obscur, l'avait élevé au rang le plus éclatant.

Les triomphes de salon ne suffisaient pas à madame Gamarra. Toujours à cheval au milieu des soldats que sa présence exaltait, on la voyait dans les marches affronter la fatigue, et dans les combats bondir au plus fort du danger. Elle excitait un enthousiasme qui touchait au délire lorsque, dans les revues qu'elle se plaisait à passer, elle galopait l'épée au poing, la plume au vent, sur le terrain des manœuvres. A la fin de 1831, Gamarra lança deux proclamations, l'une au pays, l'autre à l'armée, pour les féliciter du rétablissement de la bonne intelligence avec la Bolivie, ainsi que de la fin des agitations intérieures, auxquelles l'ordre et la concorde avaient succédé, disait-il. A la vérité, cet ordre et cette concorde ne devaient pas être de longue durée. Nous ne signalerons que pour mémoire un complot ayant pour objet l'assassinat du président. Il avait pour auteur principal un capitaine qui, le 18 mars 1832, à Lima, ordonna à ses soldats de faire feu sur Gamarra et ne fut point obéi. Le capitaine fut passé par les armes et le complot n'eut pas d'autres suites. L'année s'écoula sans autre incident sérieux. Le terme légal de l'autorité présidentielle devant bientôt expirer, Gamarra réunit un Congrès, sur la bonne volonté duquel il comptait pour obtenir la révision de la Consti-

tution et la prorogation de ses pouvoirs (1833). Son attente fut déçue. Elevé par une femme, il fut renversé par des femmes. Le beau sexe de Lima fit peser la balance électorale en faveur de don Luis Orbegoso, jeune et bouillant cavalier, issu d'une des premières familles de la ville et appartenant à la race blanche. Gamarra, il est vrai, ne s'était pas mis en avant d'une manière ostensible ; il avait opposé au favori des dames et des hautes classes, le général Bermudez, sous le couvert duquel il espérait gouverner. Voyant le pouvoir lui échapper par les formes légales, il résolut de le ressaisir par la violence. Au mois de janvier 1833, il fit une révolution militaire qui contraignit le nouvel élu à se réfugier au Callao, pendant qu'à Lima Bermudez recevait le titre de chef suprême. Triomphe éphémère! Le peuple se souleva, battit les soldats de Gamarra et les mit en fuite. Orbegoso les poursuivit et leur livra bataille près de Jauja ; il fut repoussé et ne dut ensuite la victoire qu'à la défection du colonel Echenique, qui commandait un des principaux corps insurrectionnels.

Mais, pendant que le président légal reprenait la route de Lima et que Gamarra se réfugiait en Bolivie, un troisième personnage, Lafuente, dont le nom a déjà été prononcé, et qui, condamné à l'exil, avait rompu son ban, .ccourait du Chili tout exprès pour saisir la dictature. Le 1er janvier 1835, il soulevait la garnison du Callao; des troupes sous les ordres du général Salaberry accoururent de Lima. Dix des insurgés furent fusillés, et Lafuente, s'esquivant, regagna Valparaiso. Fier de sa victoire, Salaberry, jeune, hardi, téméraire, conçut aussitôt l'idée d'en tirer parti pour son propre compte. Deux mois ne s'é-

taient pas écoulés qu'il marchait avec 318 hommes sur la capitale. A son approche, le vice-président Salazar s'enfuit précipitamment, suivi de quelques généraux et d'une centaine de soldats. Orbegoso se trouvait alors en tournée dans les provinces. Salaberry prit possession de Lima sans coup férir. Il se proclama chef suprême et se tint prêt à recevoir les attaques du « gouvernement ambulant ». Prenant en main tous les pouvoirs et mettant de côté la Constitution et les lois, il frappa de contributions forcées les capitalistes et les principaux habitants. Ses recruteurs reçurent l'ordre d'incorporer tout ce qui leur tomberait sous la main. Chacun chercha, dès lors, à fuir ou à se cacher. Toutes les communications avec le dehors furent suspendues et sur les chemins erraient des bandits qui vinrent jusqu'au centre de la ville tirer des coups de fusil sous les fenêtres du palais. Orbegoso avait pu conserver Arequipa, d'où il implora les secours de la Bolivie. Santa-Cruz franchit la frontière à la tête d'un corps d'armée. On sait ce qui advint. Nous avons dit au chapitre précédent comment se forma, sous le protectorat de Santa-Cruz, une confédération entre la Bolivie et le Pérou, et comment elle finit par la bataille de Jungay, gagnée par l'armée chilienne le 20 janvier 1839. Dès l'année précédente, cette même armée, commandée par le général Bulnes, était entrée à Lima et avait remis le pouvoir aux mains de Gamarra, tandis qu'Orbegoso, resté président de l'État du Nord, se retirait dans la forteresse du Callao, refusant de reconnaître cette dictature imposée par l'étranger et de s'y associer pour combattre Santa-Cruz. La chute du Protecteur laissa Gamarra paisible possesseur de la présidence du Pérou et la Répu-

blique jouit d'une certaine tranquillité jusqu'en 1841.

A cette date, une révolution se produisit à Arequipa. Un colonel, Vivanco, s'y fit proclamer sous le titre de Régénérateur. Les départements de Cuzco et de Puno s'étaient prononcés en sa faveur, ainsi qu'une partie de l'armée. Gamarra lança contre lui le général Castilla, qui le battit et le jeta en Bolivie, où les régénérateurs abondaient pour le moment. Gamarra redoutait un retour offensif de Santa-Cruz ; il envahit à l'improviste la Bolivie dans le dessein de porter un dernier coup aux partisans du Protecteur. On sait déjà qu'il s'y fit tuer à quelques lieues de La Paz, le 18 novembre 1841. Les Boliviens pénétrèrent à leur tour sur le territoire péruvien ; mais un traité intervint, et la paix fut signée entre les deux pays le 7 juin 1842, par la médiation et sous la garantie du Chili.

C'est ici que nous retrouvons Lafuente. Il avait été mis à la tête de l'armée du Sud. San-Roman, qui commandait une division sous ses ordres, se sépara de lui, l'accusant de viser à la dictature. Les deux généraux en vinrent aux mains. Dans le conflit, le président du conseil d'État, Manuel Menendez, qui, le pouvoir étant vacant, dirigeait les affaires gouvernementales, déclara Lafuente rebelle et traître à la patrie, rassembla les forces disséminées dans les départements restés fidèles, et leur donna pour chef le général Torrico. Le premier acte de Jean-Chrysostôme Torrico fut de déposer Menendez et de se proclamer dictateur, par un document daté de Lima le 16 août 1842, et ainsi conçu :

« Je décrète :

« ARTICLE PREMIER. — Je me charge du pouvoir exécu-

tif de la République jusqu'à l'achèvement de la guerre civile suscitée par le général D. Antonio Guttierez de Lafuente, et jusqu'à la convocation de la représentation nationale... »

Mais un autre prétendant avait pris les devants. On apprit bientôt à Lima que, dès le 29 juillet, à Cuzco, le général Vidal s'était aussi déclaré chef suprême par un décret non moins bien conditionné, et qu'il avait été appuyé, dans Arequipa, par Vivanco, que nous voyons reparaître avec le grade de général, commandant la province d'Arequipa. Vidal, il est vrai, n'agissait pas pour son propre compte ; derrière lui se dissimulait le remuant Lafuente. Celui-ci tenait à conserver les apparences de la légalité et à n'arriver au pouvoir qu'après une élection qu'il comptait, d'ailleurs, diriger à son gré. Sur ces entrefaites, Orbegoso, réfugié dans l'Équateur, envoyait un certain colonel Hercelles révolutionner la province de Payta. Hercelles traitait avec le colonel Arrieta envoyé contre lui, et la tentative avortait. Ce fut alors que Vidal et Torrico se rencontrèrent à Agua-Santa, Torrico dut battre en retraite, et Vidal, après l'avoir écrasé, fit son entrée dans Lima.

Hélas ! c'est surtout au Pérou, et en parlant des présidents de cette période singulière, qu'il est vrai de dire que la roche Tarpéienne est près du Capitole. Vivanco n'avait pas renoncé à ses visées d'autrefois, et il n'avait fait acte de soumission à Vidal et ne s'était laisser nommer préfet d'Arequipa par Lafuente que pour mieux cacher son jeu et rester plus près de ses partisans. Comme Gamarra, Vivanco avait une femme ambitieuse et résolue. Une nuit, pendant que la ville s'endort, doña Cy-

priana Latorre de Vivanco, armée de sa jeunesse et de sa beauté, saute à cheval. Deux régiments sont campés à quelques lieues d'Arequipa ; elle court éveiller leurs colonels. Fascinés par tant de séductions unies à tant d'intrépidité, entraînés par sa parole ardente et par l'étrangeté même de son action, ils tombent à ses pieds, se déclarent prêts à la suivre et jurent de mourir pour elle. On bat la générale ; les soldats se précipitent, ils l'entourent, ils l'acclament. Ferme et droite sur ses étriers, elle les harangue à la lueur des torches ; les vivats couvrent sa voix. Ce ne sont que serments et que cris enthousiastes. Elle lance son cheval, la troupe s'ébranle, on suivrait l'enchanteresse au bout du monde ! Les autorités d'Arequipa dormaient paisiblement. On les saisit dans leur lit et on les garde à vue ; puis, au son des cloches allant à toute volée, l'irrésistible señora fait proclamer Vivanco par les troupes et les notables assemblés sur la plaza Mayor. Vivanco était alors à Cuzco. Il y apprit, par un exprès, sa romanesque élévation. Il s'intitula directeur suprême et marcha sur Lima. Vidal se tenait prêt à partir; il quitta pacifiquement la place, et le Pérou compta dans ses annales une révolution de plus.

L'ardente Lima accueillit par des fêtes joyeuses et des démonstrations bruyantes le président qui lui tombait d'une façon si aventureuse. Les carillons, les fanfares, les salves d'artillerie, saluèrent l'époux de doña Cypriana, qui, jeune, élégant et de manières distinguées, personnifiait, dans ce qu'elle a de plus aimable, la civilisation de son pays. Les courses de taureaux, les folles cavalcades les processions reparurent dans la ville du soleil et des fleurs, et les poëtes de circonstance saisirent leurs pi-

peaux. Doña Cypriana tournait toutes les têtes; les femmes et le peuple raffolaient du brillant Vivanco. Dans ces conditions, le directeur suprême crut pouvoir impunément essayer de la dictature. En conséquence, il ajourna la convocation du Congrès à un an ; il licencia le nombreux et inutile état-major de l'armée, révoqua les fonctionnaires improbes, adressa des remontrances publiques à une magistrature vénale et corrompue. D'utiles réformes étaient en voie de se réaliser, lorsqu'une conspiration, ayant pour instigateur principal l'inévitable Lafuente, le jeta dans les réactions et les violences. Quelques chefs de parti considérés et influents furent exilés ; parmi eux se trouvait Castilla, ministre de la guerre sous Gamarra et son chef d'état-major à Ingavi. Castilla se jeta dans le sud, qu'il souleva au nom des principes constitutionnels et marcha sur la capitale. Lima, plus que jamais idolâtre du fastueux Vivanco et de la séduisante Cypriana, s'arma pour la résistance au milieu des manifestations les plus folles. Tous les citoyens coururent s'enrôler. Castilla ne poussa pas plus avant et attendit des renforts. Vivanco fit partir une division ; elle se laissa surprendre. Il se mit lui-même en campagne. Plusieurs mois se passèrent, les deux armées se cherchaient sans jamais se rencontrer, et la crise menaçait de s'éterniser, lorsqu'un événement inattendu vint en changer le cours. Tout est surprise dans ces pays nés d'hier à la vie publique. Il y avait alors à Lima un préfet nommé Domingo Elias. C'était un homme influent par sa position sociale et ses richesses. Elias mit tout bonnement la main sur le pouvoir pendant que Vivanco et Castilla jouaient à cache-cache dans les plaines et dans les montagnes du

sud. Un beau matin (17 juin 1844), flanqué d'une trentaine de soldats, il se rendit au palais et s'y déclara, par un *pronunciamiento*, président de la République. Les tambours battirent aux champs et tout fut dit.

Ce coup d'État, consommé sans que Lima parût y prendre garde, eut pour conséquence d'assurer, après une année de luttes civiles, l'avénement de Castilla. Don Ramon Castilla, né à Javacapa, sur les frontières de la Bolivie, avait alors 48 ans. Capitaine dans l'armée espagnole lorsqu'éclata la guerre de l'Indépendance, il s'était jeté dans le parti des patriotes et avait combattu à Ayacucho. Mêlé à la politique vers 1830, on le vit dès lors se rattacher au pouvoir qui avait un caractère régulier. Longtemps fidèle à Obergozo qui l'avait nommé général de brigade, il se rallia à Salaberry lorsqu'Obergozo livra le Pérou à Santa-Cruz, et, après avoir pris part aux combats malheureux d'Yanacocha et de Socoboya, se réfugia au Chili (1835). Lorsque ce pays s'arma contre Santa-Cruz, Castilla commanda la cavalerie et concourut à la bataille de Jungay. Forcé de prendre une seconde fois la route de l'exil après la défaite et la mort de Gamarra, il avait entrepris de rattacher à la Constitution, ouvertement méconnue, tous les adversaires de l'usurpateur. Secondé par les généraux Nioto et Yguain, il battit Vivanco près d'Arequipa et fit son entrée dans Lima, où, pour conserver l'apparence de la légalité, Menendez, président provisoire de droit depuis la mort de Gamarra, reprit la direction des affaires en attendant les élections. Celles-ci, naturellement, appelèrent au pouvoir le victorieux Castilla (19 août 1845).

Sous l'administration de Castilla, le Pérou retrouva le

repos, l'ordre se rétablit dans les finances ; l'effectif de l'armée fut réduit, son organisation modifiée et le recrutement discrétionnaire remplacé par la conscription. La marine prit un certain développement, et la construction des bateaux à vapeur donna d'excellents résultats. De cette époque date la création de la fonderie de canons de Bellavista. Les diverses branches de l'industrie et du commerce national fixèrent l'attention du gouvernement qui, par l'exploitation du guano, ouvrit des sources jusqu'alors inconnues à la prospérité générale. Enfin, un premier chemin de fer fut construit pour relier la capitale au port de Callao.

Le 20 mars 1851, Castilla rendit compte au Congrès de la situation de la République et remit le pouvoir à don José-Rufino Echenique, son successeur élu. C'était la première fois que l'autorité suprême changeait de mains sans secousse et sans révolution. Le général Echenique se prononça pour l'abaissement des droits de douane et fit appel aux émigrants européens. Il eut à combattre une insurrection tentée par l'ex-dictateur Vivanco et le général San-Roma. L'opinion se souleva contre lui lorsqu'il favorisa les enrôlements que vint faire au Pérou l'ex-président de l'Équateur Florès, et il dut à ce propos renvoyer son ministère. En 1852, un conflit survint entre les États-Unis et le Pérou relativement à la possession des îles Lobos, riches en guano ; mais il se termina par la médiation de la France et de l'Angleterre, qui se prononcèrent contre les prétentions du cabinet de Washington.

Cependant la politique du nouveau président semblait menacer le pays d'une contre-révolution. Castilla fit un appel aux armes et marcha contre Echenique à la tête d'un

parti nombreux. Abandonné par les troupes, Echenique n'eut que le temps de regagner Lima et de s'y mettre sous la sauvegarde du pavillon anglais (5 janvier 1855). A la même heure son adversaire était acclamé par la population. Les élections d'octobre 1858 ramenèrent Castilla ou plutôt le grand maréchal, car c'est ainsi qu'on le désignait, à la présidence de la République. Un conflit s'éleva presque aussitôt entre le Congrès, convoqué pour réviser la Constitution, et lui. Il le congédia prétextant qu'il employait mal ses séances et qu'il outrepassait son droit en fixant l'époque de sa rentrée. La vérité est que le Congrès avait paru vouloir le déposer comme apportant dans le gouvernement intérieur et dans les relations étrangères des instincts ombrageux et despotiques. Des élections nouvelles se firent le 10 décembre 1859. Castilla accueillit l'Assemblée qui en sortit avec la volonté très-arrêtée de ne prendre conseil que de sa propre volonté. Ses projets bien connus de conquête et d'annexion lui avaient acquis une popularité qu'il comptait exploiter le cas échéant. Vers le même temps, Castilla tentait de démembrer l'Equateur et d'accaparer la Bolivie, en profitant des troubles qu'il favorisait dans ces deux pays. L'apparition en mars 1860, dans la baie de Callao, d'un navire français qui venait exiger pour nos nationaux certaines réparations et satisfactions, renversa ses espérances; du même coup s'évanouit une partie de son prestige militaire. Il ne put que proférer d'inutiles menaces et, à titre de consolation, protester contre l'annexion de Saint-Domingue à l'Espagne.

Le 10 novembre 1860 fut enfin proclamée la constitution qui modifiait le pacte de 1858. Par suite, les pou-

voirs de l'Etat se trouvèrent répartis entre trois corps indépendants et distincts les uns des autres : le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif (un sénat de 44 membres, une chambre de 110 représentants), et le pouvoir judiciaire. La période présidentielle demeurait fixée à quatre années.Quelques semaines auparavant, un coup de feu tiré sur le grand maréchal, l'avait blessé au bras. Cent cinquante hommes d'un régiment s'étaient associés à cet attentat. Des mesures de rigueur frappèrent à cette occasion Echenique, Rivas et plusieurs autres personnages.

Lorsqu'eut lieu cette déplorable intervention française au Mexique, que le ministre Rouher qualifiait effrontément de « la plus belle pensée du règne », et qui n'est pas une des moindres hontes du régime impérial, Castilla lança un violent manifeste contre le gouvernement qui venait détruire une république dans le Nouveau-Monde, et il offrit à Juarez des secours en armes et en argent. Les résidents français au Pérou furent insultés et cela, prétendit-on, à son instigation.

Castilla transmit l'autorité suprême au général Miguel San-Roman, élu en juin 1862. La lutte électorale avait été fort vive ; elle se dénouait par la victoire du candidat du gouvernement et la défaite de l'opposition, représentée par Echenique dont les tribunaux venaient d'ordonner la mise en liberté, le général La Mar et Lopez-Lavalle.Castilla, qu'on avait d'abord soupçonné de vouloir retenir le pouvoir, rentrait tranquillement dans la vie privée. En même temps l'opposition perdait son chef, Manuel del Mar, qui mourait vers cette époque. San-Roman, âgé d'environ soixante ans, était un homme honnête et bien inten-

tionné. Il prenait la présidence dans d'assez bonnes conditions de régularité, et trouvait le pays tranquille et entrant sérieusement dans la voie du progrès économique et matériel. Sur son initiative, le Congrès consacra deux millions de piastres aux travaux publics et fit une loi pour favoriser l'émigration des Asiatiques. Son prédécesseur laissait pourtant la République engagée dans un certain nombre de conflits extérieurs, dus en partie à son humeur dominatrice et batailleuse. Les relations avec la France et avec l'Angleterre s'aigrissaient, et l'on était sur le point de rompre avec la Bolivie et aussi avec l'Equateur, dont le président passait pour trahir l'Amérique à cause de ses idées favorables à un protectorat européen. San-Roman craignait quelque contre-coup à l'intérieur. Il s'exagéra la situation, crut à un péril imminent et, dès le 2 janvier 1863, réclama du Congrès des *facultés extraordinaires*. C'était la dictature. Le Congrès refusa d'y souscrire. San-Roman se résigna et fit tous ses efforts pour apaiser, concilier et rallier les esprits à l'œuvre du bien public. Son programme, renfermé dans le message du 5 février, promettait une administration correcte et fructueuse, lorsqu'il succomba le 3 avril à une maladie qui le minait depuis longtemps, laissant des regrets et des souvenirs de probité tels que le Congrès vota 100,000 piastres pour sa famille.

Le général Juan-Antonio Pezet, premier vice-président, appelé par la Constitution à prendre la vacance du pouvoir, voyageait en Europe; en attendant son retour le second vice-président général Canseco, gouverna; l'armée fut placée sous les ordres de Castilla. La politique restait la même. Pezet parvint à Lima dans les premiers jours

d'août; il se montra tout de suite préoccupé des intérêts positifs et tint dans ses proclamations le langage de l'homme qui désire la paix extérieure non moins vivement que la paix intérieure. Il avait longtemps habité la France et s'y était mis au courant des progrès de l'administration publique. Il s'attacha à faire profiter de ses études le gouvernement de son pays. Les difficultés avec l'Equateur, la Bolivie et les Etats-Unis avaient été aplanis; une affaire plus grave avec le Brésil, à propos du trafic de la navigation brésilienne sur l'Amazone, s'était aussi dénouée amiablement, lorsqu'une autre question surgit, où la France intervenait; il s'agissait de la répression d'une traite mal déguisée ou, pour parler plus clairement, de malheureux Polynésiens qui, capturés par surprise, étaient l'objet d'actes révoltants d'inhumanité. Cette fois encore un accord se fit et le gouvernement péruvien tint à honneur de se laver de toute complicité dans ce négoce honteux.

Une autre cause d'embarras subsistait à l'égard de la France, nous voulons parler de la malencontreuse guerre du Mexique, qui concordant avec la reprise de Saint-Domingue par l'Espagne, apparaissait comme une menace pour l'indépendance du Nouveau-Monde. L'émotion publique était extrême et se traduisait par des démonstrations hostiles à l'action européenne et par des souscriptions au profit des patriotes mexicains blessés. Pezet s'abstint de tout acte d'ingérence ou de provocation. Mais il ne resta pas indifférent au mouvement de répression, et ce fut alors qu'il prit l'initiative d'une proposition tendant à réunir toutes les républiques américaines dans un congrès où se serait cimentée une alliance défensive contre

toute entreprise menaçant leur liberté. Cette proposition d'un congrès de la paix se produisait dans un moment où la plupart des nations appelées à y adhérer étaient en état de guerre ; le Pérou lui-même allait se trouver aux prises avec de nouvelles et plus sérieuses complications par suite de la brusque occupation des îles Chinchas par l'escadre espagnole; elle n'eut en conséquence pas plus de succès en Amérique qu'elle n'en a eu en Europe toutes les fois que des esprits généreux, mais peu écoutés, ont essayé de la mettre en avant. Il n'y a pas moins ceci de caractéristique pour le Pérou, que ses gouvernants faisaient maintenant tous leurs efforts pour rétablir la bonne entente avec les Etats voisins comme avec l'Europe, pour calmer les esprits à l'intérieur et porter les forces du pays vers la production agricole et l'industrie. De cette période date la construction d'une école d'arts et métiers à Lima, d'un môle et d'une jetée au Callao et plusieurs concessions de lignes ferrées combinées de façon à mettre en communication les ports du Pacifique, avec les mines et les régions encore inexploitées de l'intérieur. Le guano devenait en même temps une des plus effectives ressources du Trésor, et il faut signaler vers cette époque un accroissement notable du revenu des douanes. Les finances n'en restaient pas moins embarrassées à cause surtout du développement des forces militaires, que les circonstances allaient rendre de plus en plus nécessaires. Une loi du 14 février 1853 avait établi le système décimal; par suite le pays se trouvait dégagé d'un grand trouble dans sa situation monétaire.

Tel était l'état du Pérou lorsque la prise de possession sommaire et violente des îles Chinchas par l'escadre espa-

gnole de l'océan Pacifique (14 avril 1864), le rejeta dans les complications. Cet acte d'inqualifiable spoliation, accompli par le « commissaire spécial extraordinaire de Sa Majesté catholique », don Eusebio Salazar y Mazarredo, avec le concours de l'amiral Pinzon, était d'autant plus grave, que l'Espagne avait toujours refusé de reconnaitre l'indépendance du Pérou. Le titre même de « commissaire » conféré à l'agent de la reine semblait admettre que le Pérou était toujours une colonie espagnole. S'emparer d'une portion de son territoire prenait le caractère d'une revendication. L'attitude du ministre des affaires étrangères, Ribeyro, fut ferme et digne.

« La déclaration que vous avez bien voulu me faire remettre, écrivit-il à l'amiral Pinzon, sera déposée aux archives de ce ministère, comme un témoignage de l'offense faite à la République, comme un document destiné à stimuler dans le gouvernement, dans le cœur de chaque Péruvien qui le lira, les sentiments d'orgueil national que vous avez imprudemment blessés. Il serait indigne du gouvernement péruvien de discuter les affirmations émises dans ce document, tant que le signataire se maintient en possession d'une partie du territoire national...

«... Quelle que soit ou puisse être à l'avenir votre conduite, vous pouvez être assuré que les sujets espagnols résidant au Pérou continueront à jouir de la plus complète sécurité pour leurs personnes, tant qu'ils continueront à traiter leurs affaires pacifiquement et honorablement.

« Le Pérou a fait trop de progrès en civilisation, depuis qu'il s'est rendu indépendant de la métropole, pour qu'il fût nécessaire de prendre vis-à-vis de lui la sécurité des

otages. Il vous appartenait de faire revivre une coutume de guerre des temps barbares, et peu digne d'un officier supérieur d'une nation qui se prétend civilisée... »

Un journal de Lima, le *Mercurio*, rendait compte en ces termes, de l'opinion publique au Pérou :

« Le gouvernement et le peuple péruvien brûlent de venger l'outrage fait à la nation : jamais on n'a vu plus ardent enthousiasme dans toutes les classes de la société. Les divers ministères, les corps savants, les colléges, les associations, les corps de métiers ont offert au gouvernement vie et fortune pour la défense de la patrie. Les municipalités et les pouvoirs judiciaires ont protesté contre l'attentat commis par la flottille espagnole. Le clergé a donné aussi de notables preuves de dévouement dans cette solennelle occasion. Le chef vénéré de l'église péruvienne, l'archevèque de Lima et son chapitre, ont condamné cette spoliation injuste, offrant leur coopération physique et morale avec la plus grande abnégation, sans exception d'aucun genre de sacrifices, jusqu'à ce que le Pérou ait obtenu complète satisfaction. Les curés des diverses paroisses de Lima et des lieux circonvoisins n'ont pas montré moins de patriotisme dans leur indignation. »

Le gouvernement de la République avait pris sur-le-champ toutes les mesures nécessaires pour la défense du Pérou et la revendication de ses droits. Le Congrès autorisa le président à emprunter 50 millions de piastres pour augmenter l'armée de 20,000 hommes et la flotte de 20 bâtiments de guerre. En France, en Angleterre, la presse fut unanime à flétrir un tel abus de la force commis par une nation européenne. L'Amérique tout entière

s'indigna. Au Chili, particulièrement, les couches diverses de la population s'unirent dans des manifestations hostiles à l'Espagne. Devant ce débordement de l'opinion, l'Espagne hésita. Le remplacement de Pinzon par Pareja, dans le commandement de l'escadre d'occupation, joint à la modération dont le gouvernement péruvien ne se départit jamais dans ces conjonctures difficiles, amenèrent la solution sans effusion de sang, de ce conflit insolite ; le 28 janvier 1865, les préliminaires de paix furent signés à bord de la *Ville-de-Madrid*, mouillée dans la rade de Callao.

Cependant de toutes parts on accusait le président de faiblesse. Une émeute avait lieu le 25 mai devant son palais; sur l'avis de Castilla, des escouades de cavalerie avaient dispersé la multitude, qui réclamait la guerre à grands cris ; mais le grand maréchal n'allait pas tarder lui-même à faire cause commune avec les partisans d'une lutte armée. Elu président du Sénat, le 26 juillet, sa fougue belliqueuse se donna toute carrière; il interpella Pezet avec une extrême vivacité, réclama du gouvernement l'initiative d'une ligue offensive des Etats américains contre l'Espagne, et l'ouverture immédiate des hostilités. Dans ces conditions, la Chambre des députés usant d'un subterfuge assez peu digne, se hâta de clore sa session pour n'avoir pas à approuver le traité du 28 janvier, que le général Vivanco, chargé des négociations, venait d'apporter à Lima. Le président signa le traité provisoire en se conformant à la Constitution et sauf ratification par la Chambre prochaine. Malheureusement cet acte auquel il semblait difficile de ne pas souscrire, vu l'état précaire des moyens de défense, devint une

arme entre les mains des adversaires du gouvernement. Dès le 29, des cris de mort furent proférés contre les Espagnols; le 5 février plusieurs marins de l'escadre furent assaillis à Callao, et l'un d'eux périt assassiné. Le président accourut avec de la cavalerie. A Lima, la foule se pressait dans les rues aux cris de « mort aux Espagnols »! Pendant que les troupes dispersaient l'émeute, que le sang coulait dans les rues, Castilla venait reprocher au président en termes véhéments le traité avec l'Espagne. Castilla fut arrêté séance tenante et transporté à bord d'un brick de guerre en partance pour le Para. Les départements n'étaient pas moins agités. Dans Arequipa, le colonel Prado, alors préfet, se faisait acclamer dictateur et établissait son gouvernement à Aria. Puno, Cuzco et les populeuses provinces intermédiaires, organisèrent aussi la rébellion. Le deuxième vice-président Canseco, s'échappait de la capitale pour aller rejoindre les insurgés. Le 7 mai, les troupes présidentielles reprirent Arica. A Lima, une tentative de la garde municipale de service au palais dans la nuit du 10 au 11 mai, fut réprimée; mais dans la nuit du 23 au 24 juin, l'infanterie de marine obéissant à ses sous-officiers, se soulevait dans le port d'Arica, massacrait le contre-amiral Janizo, une partie de l'état-major et le sous-préfet.

Pezet, fidèle à sa politique, recevait, le 5 août, le ministre plénipotentiaire d'Espagne; à un mois de là. Prado notifiait à tous les représentants des puissances étrangères à Lima, le ministre d'Espagne excepté, l'avénement au pouvoir du général Canseco. Sur ces entrefaites eut lieu le blocus des ports Chiliens par l'escadre Espagnole. La fermeté avec laquelle le cabinet de Valparaiso

acceptait la lutte fit encore ressortir davantage la faiblesse tant reprochée à Pezet, que l'on accusa même d'être vendu à l'Espagne. La population s'enflamma à l'idée de porter secours au Chili dans un conflit né de la sympathie témoignée au Pérou. L'armée insurrectionnelle, animée des mêmes passions, marcha sur la capitale. Pezet se porta à sa rencontre avec 10,000 hommes bien équipés et pourvus de soixante canons; mais lorsque, le 6 novembre, il fut en vue de l'ennemi, ses généraux refusèrent de lui obéir et Canseco n'eut qu'à entrer dans Lima; il s'y heurta pourtant à une poignée d'hommes commandés par le colonel Gonzalès, qui combattit de rue en rue, s'enferma dans le palais et y soutint un siége de six heures contre plus de douze mille hommes auxquels s'était joint le peuple des faubourgs. Prado sauva ce courageux officier de la fureur des assaillants en le réclamant comme son prisonnier personnel; par compensation, le palais fut pillé. Pezet gagna le Callao et se réfugia à bord d'une corvette anglaise. Le 7, la révolution triomphait partout, et Canseco, sans prendre d'autre qualité que celle de deuxième président qui lui appartenait légalement, forma son ministère. Un décret du 13, mit en jugement le président déchu, ainsi que ses ministres et les fonctionnaires publics, tous qualifiés de voleurs et d'assassins. A la demande d'extradition qui lui était adressée, le ministre britannique répondit que le général Pezet était en route pour Panama.

Canseco ne tenait pas à rompre avec l'Espagne; il entra secrètement en pourparlers avec le représentant de cette nation, comptant que l'effervescence populaire ne tarde-

rait pas à se calmer. Il refusait d'agir en dehors de la Constitution et de la légalité, et ne voulait tenir le pouvoir que du suffrage universel. On voit par là combien les mœurs politiques tendaient à se modifier. Est-ce à dire que l'ère des dictatures violentes fût à jamais fermée. Canseco, l'homme des « moyens légitimes », vit bientôt qu'il ne faisait point l'affaire des chefs militaires toujours avides, au Pérou comme ailleurs, des récompenses et des emplois qu'un pouvoir absolu peut seul leur offrir. Le 25 novembre, ils déposèrent Canseco et conférèrent la dictature au colonel Prado. Le peuple fut convoqué pour le lendemain sur la place Mayor. Quelques centaines de personnes y acclamèrent le colonel qui, trouvant la consécration suffisante, accepta de porter « le fardeau du pouvoir ». Le bando relatif à son installation, publié le 28, en grande pompe, et toutes les troupes sous les armes, énonça qu'il n'acceptait la dictature, devenue indispensable pour le bien du pays — c'est le cliché ordinaire — que parce que Canseco refusait de s'en charger. Canseco protesta qu'il ne cédait qu'à la violence; on lui répondit par les éclats de la musique militaire, les salves d'artillerie et le carillon effréné des cloches. Tout ce vacarme empêcha qu'on prît garde à un mouvement réactionnaire qui éclatait à Yca, ville de douze mille habitants, située à cent kilomètres de la capitale.

Le nouveau gouvernement déclara qu'il serait franchement révolutionnaire. Etrange abus des mots, puisqu'il n'était nullement question de consulter le suffrage universel. Un tribunal fut institué pour juger en dernier ressort et sans appel ceux qui avaient négocié, signé ou exécuté des arrangements ou des traités contraires à

l'honneur national. La question espagnole, qui avait précipité du pouvoir Pezet et Canseco, restait toujours le grand embarras du moment. Prado ne semblait pas pressé de courir les hasards d'une rupture; d'autre part il redoutait l'impopularité sous laquelle avait succombé Pezet et Canseco ; il savait que la révolution à laquelle il devait son titre était née surtout du désir de résister aux exigences de l'Espagne, et dix-huit jours s'étaient écoulés depuis l'événement du 25 novembre, que le corps diplomatique n'avait point encore reçu la notification d'usage. Toute hésitation cessa à la nouvelle du succès remporté par une corvette chilienne sur un navire espagnol et du suicide de l'amiral Pareja. Le 13 décembre, le ministre des affaires étrangères adressa la circulaire attendue à tous les membres du corps diplomatique, excepté au ministre d'Espagne. C'était considérer comme non avenu le traité du 28 janvier. Le ministre d'Espagne s'embarqua le 21 avec le personnel de sa légation. A la fin de décembre, le Pérou nouait avec le Chili une alliance offensive et défensive, à laquelle adhérèrent un peu plus tard la Bolivie et l'Équateur; le 14 janvier 1866, il fut déclaré en état de guerre contre l'Espagne. Le 21 mars eut lieu le bombardement de Valparaiso ; le 2 mai, onze navires espagnols ouvrirent le feu contre les batteries du Callao : l'attaque resta infructueuse, et, le 10, l'escadre fort maltraitée dut abandonner la rade ; elle avait perdu trois cents hommes, les Péruviens, il est vrai, comptaient mille morts, parmi lesquels le ministre de la guerre, José Galvez: ce n'en était pas moins un succès pour les armes républicaines; ce succès fut célébré avec des transports d'orgueil pa-

triotique, les défenseurs de Callao rentrèrent en triomphe à Lima, tous reçurent un avancement, et l'érection d'une fontaine commémorative de cette victoire fut décrétée.

Le gouvernement, sorti du conflit espagnol, devait se retrouver à l'intérieur aux prises avec les embarras que soulevaient les modifications introduites par lui dans le système administratif et financier. Canseco, expulsé de la présidence, comptait sur la popularité du vieux maréchal Castilla, son beau-frère, pour se relever. Un décret règlementant les sonneries des églises et le transport des sacrements vint passionner le clergé, mettre les femmes en grand émoi, il excita une sorte d'émeute. Le fanatisme religieux grossit le nombre de ceux qui, fatigués de la dictature, réclamaient le retour au fonctionnement régulier de la Constitution. La présence de Castilla fournit un chef aux mécontents; une tentative de soulèvement se produisit dans la flotte, alors en rade de Valparaiso; une autre conspiration, à la tête de laquelle se trouvait le colonel Balta, ex-chef du cabinet, s'organisait dans les provinces. Le dictateur se décida enfin à convoquer les électeurs, tant pour nommer les députés au Congrès, chargé d'élaborer une nouvelle constitution, que pour procéder à l'élection régulière du président. Les opérations du scrutin terminées à la fin de 1866, donnèrent la majorité au colonel Prado. Le Congrès s'ouvrit le 15 février 1867; il refusa de ratifier la création de l'impôt personnel, émit un vote de blâme contre les actes de la dictature, et fit défense au président d'entamer ou de poursuivre sans son autorisation préalable aucune négociation avec l'Espagne. Le cabinet tout entier donna sa

démission. Ces faits se produisaient au moment où les Indiens dévastaient le sud et où Castilla, débarquant avec des armes, se déclarait contre Prado. Arequipa se soulevait et Canseco, par un manifeste violent, revendiquait le pouvoir. La mort subite de Castilla, exposé à des fatigues que son âge ne comportait plus (30 mai), donna quelque répit au président. Le vieux maréchal était le personnage le plus populaire du Pérou : sa mort causa une émotion générale. La chute de l'empire mexicain, accueillie avec enthousiasme, fut une autre diversion. On offrit une médaille d'honneur à Juarez, et Prado s'associa au vote de la Chambre qui repoussait des écoles les congréganistes venus de France et des hôpitaux les sœurs de charité françaises. Après bien des tergiversations, le Congrès, en même temps qu'il confirmait définitivement l'élection du président, adoptait, le 31 août 1867, une nouvelle constitution, qui fixait la période présidentielle à cinq ans. La religion catholique était la seule reconnue pas l'Etat, et défense était faite de pratiquer publiquement aucun autre culte. Cette résolution, bien digne d'un gouvernement qui, quoique théoriquement républicain, a longtemps été militaire et despotique, met à découvert un des maux sous lesquels succombe le Pérou. Durant la longue nuit de la conquête, le sombre fanatisme espagnol a pénétré ce peuple doux et souriant. Entre le regard franc et cordial de l'homme et la resplendissante beauté de la nature, il a étendu la robe du jésuite. Présent fatal qui fait pressentir bien des calamités!

La position du pouvoir exécutif restait fort précaire. Le Trésor était vide, la misère générale ; le mécontente-

ment s'accentuait de jour en jour. En septembre, Canseco soulevait encore une fois Arequipa. Une première émeute fut comprimée après une lutte à laquelle prirent part les femmes mêmes ; mais presque aussitôt la garnison faisait cause commune avec le peuple et reconnaissait Canseco comme président légal de la République. La garnison de Trujillo se souleva en octobre et massacra le préfet. Le nord s'agitait ; le colonel Balta y organisait l'insurrection. Prado, laissant au général La Puerta l'intérim du gouvernement, marchait contre Arequipa. En son absence, Lima entrait en pleine crise et les représentants des puissances étrangères, pour maintenir l'ordre, y organisaient leurs nationaux en milice. Même chose se passait au Callao. Le 27 décembre, Prado, après avoir inutilement fait appel à la conciliation, tenta l'assaut d'Arequipa. La lutte fut de part et d'autre acharnée ; elle durait depuis six heures, lorsque les troupes présidentielles tournèrent les talons. Prado ralliant à grand peine huit cents hommes, regagna Callao sur deux navires de son escadre. Dans le nord l'insurrection triomphait. Prado, écrasé par ces défaites, ayant à lutter contre un Congrès hostile et repoussé pour ainsi dire de Lima, n'avait plus qu'à se résigner. Sa chute ne se fit pas attendre.

Balta, élu président pour quatre années par un retour à la Constitution de 1860, prêta serment le 1er mai 1868. Homme ferme, mais violent, il déploya une grande activité pour l'exécution des travaux publics. La construction des voies ferrées reçut grâce à lui une vigoureuse impulsion ; il imagina de convertir le guano en chemins de fer ; les eaux intérieures furent ouvertes aux navires de toute classe et de tout pays, et une intéressante expo-

sition industrielle eut lieu à Lima au mois de juillet 1869. Sous son administration, le Pérou s'apaisa. Malheureusement le pays eut beaucoup à souffrir d'inondations, de tremblements de terre et d'une terrible épidémie de fièvre jaune. En octobre 1871, la découverte de mines d'or à Huacho fit une grande sensation. L'échéance du pouvoir présidentiel coïncidait avec le renouvellement du Congrès. La lutte électorale fut fort animée. Par mesure de précaution, on désarma la flotte. Arequipa, d'où partait maintenant le signal des révolutions, donnait des inquiétudes; les candidats s'y discutaient les armes à la main. Le gouvernement appuyait ouvertement Echenique ; Manuel Pardo avait les sympathies populaires; Ureta comptait aussi de nombreux partisans. Balta fit un appel aux électeurs, les invitant, vu le caractère ardent de la lutte, à renoncer à porter leurs suffrages sur le docteur Antonio Arenas. Echenique se désista en faveur de ce nouveau venu, mais Pardo et Ureta tinrent bon. Ce fut Pardo, démocrate sincère, qui l'emporta à une très-forte majorité. Balta, fatalement conseillé, déclara dans le premier moment qu'il ne céderait point la place ; mais comprenant bientôt qu'il ne pourrait résister au courant de l'opinion publique, il se déclara prêt à se retirer le 2 août, jour où son mandat expirait. L'homme qui poussait le plus au coup d'Etat était le colonel Thomas Gutierez, ministre de la guerre ; voyant que Balta, respectueux de la légalité, consentait à descendre du pouvoir, il résolut de violer la Constitution pour son propre compte. Le 22 juillet 1872, il arrêta le président, prononça la dissolution du Congrès, qui, par un vote unanime, le mit aussitôt hors la loi, et se proclama chef suprême. Balta ayant tenté de s'échapper,

le colonel Marcelino Gutierez, frère de l'usurpateur, l'assassina dans sa prison. A la nouvelle de ce crime, Lima prit les armes et, le 26, après une courte lutte, l'ordre légal fut rétabli. La population massacra les frères de Gutierez; lui-même, reconnu au moment où il s'enfuyait sous un déguisement fut tué, et son cadavre pendu à un réverbère. On fit à Balta de pompeuses obsèques. Le vice-président Herencia Zevallos prit en main les affaires, et le 2 août, Manuel Pardo fut proclamé par le Congrès.

L'élément civil triomphait en la personne du nouveau chef de l'Etat. Son message l'indiquait en excellents termes; l'opinion publique en souligna les mots et l'accueillit avec faveur. L'organisation municipale, l'organisation électorale, « ces deux pierres angulaires de l'édifice constitutionnel, » telles étaient les questions qui, d'après lui, exigeaient de la façon la plus impérieuse l'appui et la protection des législateurs; la réforme de l'armée venait ensuite, une loi de conscription devait faire disparaître au plus tôt le crime horrible du recrutement. L'administration précédente entretenait un nombre considérable d'officiers et de fonctionnaires qui vivaient aux dépens du Trésor. Pardo, homme de haute intelligence, caractère résolu, se mit en devoir de supprimer ces parasites et de lutter en même temps contre certains financiers qui abusaient de la détresse du gouvernement pour l'exploiter et achever sa ruine. De là, beaucoup de colères, mais aussi de nombreuses sympathies. Le 21 août 1874, un capitaine d'artillerie, mis en demi-solde, tenta de l'assassiner; il n'en persista pas moins dans sa loyale et patriotique entreprise.

Pardo avait trouvé les finances obérées d'une manière

déplorable ; Balta avait voulu marcher trop vite, et s'était trop inconsidérément associé à la fièvre des chemins de fer qui tournait toutes les têtes ; il aurait fallu, pour faire face à des nécessités pressantes, recourir à des mesures qui devaient constituer les budgets en déficits permanents ; les emprunts s'étaient multipliés ; l'hypothèque du guano, pour couvrir la dette extérieure, ne laissait au Trésor que les recettes intérieures, notoirement insuffisantes pour les dépenses de l'État ; par suite, les travaux de chemins de fer menaçaient d'être paralysés, et l'on redoutait une grève de vingt mille ouvriers. L'émission d'un nouvel emprunt de 36,800,000 liv. sterl. sauva la situation. On pourvut aux besoins de l'administration avec les recettes augmentées par de nouveaux tarifs et le produit du monopole du salpêtre. Les dépenses municipales furent mises à la charge des communes qui reçurent le droit d'élire leurs ayuntamientos. Consolider la paix au dedans, relever le crédit au dehors, telle était la double tâche que s'imposait le gouvernement et à laquelle il consacrait tous ses actes. Des négociations furent entamées avec la Chine et le Japon, en vue de garantir le bon traitement que recevraient les coolies employés aux travaux agricoles ou autres. La Chine qui s'enorgueillit de n'avoir connu l'esclavage qu'aux temps les plus reculés de son histoire, est cependant de nos jours comme la succursale du grand marché d'hommes de l'Afrique, et l'exportation des coolies, telle qu'elle s'y pratique dans certains ports, égale presque les horreurs de la traite des noirs. L'enrôlement de ces malheurenx n'est guère plus libre que ne l'était l'enlèvement des nègres du Congo. On leur impose par la violence ou on leur surprend par la

ruse l'engagement qui les condamne à travailler huit ans au moins dans les plantations d'outre-mer, moyennant un prix initial de 4 piastres (21 fr. 50) et un salaire ultérieur dont les esclaves libérés ne se contenteraient nulle part. Les entrepreneurs de l'émigration des coolies portent en Chine le nom de *marchands de porcs*, et la cruauté avec laquelle les travailleurs asiatiques sont traités au Pérou, à Cuba et ailleurs, ne justifie que trop cette injurieuse appellation (1). Le gouvernement péruvien en s'opposant à d'odieux abus ne fera pas seulement acte d'humanité, il montrera qu'il a souci de ses propres intérêts. En effet, comme toutes les Républiques, ses voisines, c'est à l'immigration que le Pérou doit faire un incessant appel. Pardo l'a compris, et, depuis quelques années, les colons chinois abondent au Pérou. Le colon chinois est laborieux, économe, intelligent, docile, calme et stable; il est apte à toutes les besognes et affronte les climats les plus brûlants; des milliers d'ouvriers appelés du Céleste-Empire ont été utilisés pour la construction des lignes ferrées et l'exploitation des haciendas; mais on ne les retiendra, on ne les fixera qu'en les traitant comme des hommes libres et en coupant énergiquement court au trafic barbare auquel on les a exposés. Cela dit, si les généraux perturbateurs, les colonels séditieux sont enfin chassés des avenues de la politique, si le *cedant arma togæ* inspire désormais les Péruviens, on peut prévoir pour leur beau et magnifique pays une ère durable de paix et de féconde liberté.

(1) L'*Economiste français*, novembre 1875.

Par ce qui précède, on a pu voir que le Pérou, depuis qu'il s'appartient, a été le théâtre de bien des aventures et de bien des catastrophes. Il a produit plus que tout autre pays de ces chefs militaires, héros empanachés, qui paraissent un moment sur la scène, fusillent leurs adversaires et sont fusillés à leur tour : mascarade tantôt grotesque, tantôt sinistre, où tous les types du répertoire espagnol se donnent rendez-vous, mais où brillent en première ligne le matamore fendeur de naseaux et le capitaine traîneur d'épée. L'imbroglio, la trahison, l'intrigue, les coups d'estoc, rien ne manque à cette histoire d'un demi-siècle, pas même le *caballero embozado* et la *señora tapada* des vieilles comédies. Plus heureux cependant que la Bolivie, sa voisine, le Pérou semble vouloir faire trêve à l'anarchie dont s'accommodent volontiers les hispano-américains et entrer résolument dans une ère d'apaisement et de progrès. Les événements de 1872 suffiraient à prouver combien les aptitudes politiques du peuple péruvien ont progressé dans ces dernières années. Tout aura donc été pour le mieux si ces incessantes révolutions, ces luttes sanglantes ou simplement ridicules, qui nous semblent monotones et sans portée, cachaient un sérieux travail de régénération.

Et comment douter de l'avenir de cette magnifique contrée, si merveilleusement baignée à l'ouest, dans toute sa longueur (2,300 kil.), par l'océan Pacifique. Borné au nord par l'Équateur, à l'est par le Brésil, à l'est et au sud par la Bolivie, le Pérou offre, d'après les données officielles, un territoire de 1,605,742 kil. carrés on ne peut plus propre à la production agricole, à l'élevage des troupeaux et à la navigation, sans compter les

inépuisables ressources minérales enfouies dans les profondeurs du sol. Quand on parle de cette contrée si célèbre par le souvenir de la civilisation des Incas, la pensée se reporte tout d'abord vers ces mines féeriques qui renferment dans leurs cavités souterraines les plus riches trésors du monde. Ces mines qui pendant trois cents ans ont gorgé d'or les aventuriers venus d'Espagne sont loin d'être épuisées ; mais les Péruviens négligent maintenant les opérations minières pour d'autres travaux plus fructueux et moins fatigants. Cependant on extrait encore des quantités considérables d'argent du Cerro de Parso. Les progrès de l'industrie, les nouveaux procédés mis en œuvre par la science, les perfectionnements apportés de nos jours dans les moyens d'exploitation, centupleront les résultats déjà fabuleux obtenus dans le passé avec des éléments de succès moins parfaits. Et comme si la nature avait voulu combler de tous points le Pérou, c'est dans les terrains stériles, dans les sables arides, rebelles à la culture et que la main de l'homme est impuissante à fertiliser, qu'elle a déposé les gites aurifères et argentifères. Le lit des rivières, les entrailles des rochers recèlent l'or en quantités énormes ; les flancs des Andes gonflés d'argent offrent des échantillons de ce métal pur de la plus belle dimension, les vallées les plus élevées abondent en mercure et la production moyenne des célèbres mines de Huancavelica , dans le département d'Ayachuco, a été, pendant la durée du gouvernement colonial, de plus de 5,000 quintaux par an ; ces mines fournissent encore une quantité de mercure qu'on peut évaluer à 2,000 quintaux. Nous pourrions citer aussi les nombreux et inépuisables gisements de cuivre, d'étain,

de plomb, de fer, de soufre, d'asphalte, de nickel. Le salpêtre, sous l'influence de certaines causes météorologiques, renaît à mesure qu'on le recueille; le sel abonde dans le voisinage de la mer, au fond de quelques lacs et de certaines rivières. A ces productions variées et multiples, il convient d'ajouter les pierres pour la construction et la sculpture, les différentes terres pour les édifices et la poterie, le borax, l'amiante, etc.

Quelque brillant que soit ce tableau, nous devons lui préférer pourtant celui que nous offre la nature végétale. Le blé, le riz, le café et la canne à sucre se conviennent dans les lieux tempérés des montagnes; on récolte d'excellents vins à Moguega, à Pisco et dans la province d'Arequipa; le cacao croît abondamment dans les plaines de l'intérieur. Le coton, dont on a obtenu jusqu'à trois récoltes par an, fournit pour 21 millions de francs à l'exportation ; le lin et le chanvre livrent à la thérapeutique leurs graines et à l'industrie leurs filaments. Le tabac est de qualité supérieure et abonde comme la muscade, le gingembre, le poivre et le piment, dans toutes les contrées montagneuses. Les forêts renferment des bois précieux pour la marine, l'ébénisterie, la teinture, et un grand nombre de plantes dont l'art pharmaceutique s'est emparé, telles que la coca, devenue indispensable aux travailleurs des Andes et dont on a un peu exagéré les vertus en Europe.

Mais ce qui a enrichi le Pérou beaucoup plus que ses mines d'or jadis si vantées, c'est le *guano*, cet engrais précieux que les oiseaux de mer déposent sur les îles qui bordent les côtes, et dont l'exploitation, monopolisée par l'État depuis 1842, est arrivée à donner, en moyenne,

80 millions de francs depuis 1860 et figure au budget de ces dernières années pour une somme de plus de 112 millions. Le guano du Pérou doit sa supériorité sur les autres guanos à cette particularité qu'il ne pleut jamais sur les côtes, et qu'ainsi les sels ammoniacaux, qui constituent la principale vertu de cet engrais, ne sont pas entraînés comme ailleurs par les eaux du ciel. Le Trésor péruvien tire du guano les trois quarts de ses revenus.

Avec ses ports aisément abordables, son lac de Titicaca, sorte de mer navigable intérieure, son beau fleuve de l'Amazone, sillonné par de nombreux vapeurs brésiliens, équatoriaux et péruviens, et les divers affluents qui portent à celui-ci le tribut de leurs eaux, le Pérou est destiné à devenir l'un des pays les plus commerçants du nouveau continent. Il figure dès maintenant dans les nations dont le mouvement d'échanges est le plus important. Vingt-deux lignes de chemins de fer le desservent à présent et mettent en communication l'océan Pacifique et la capitale avec les cours d'eau, le lac Titicaca, les plus fertiles contrées et la pampa del Cardenal, qui n'attend que les travaux d'irrigation projetés pour devenir un nouveau centre de population et de commerce. L'une d'elles, reliant Lima au sommet des Andes, est une merveille, à raison des difficultés qu'il a fallu vaincre et des travaux d'art à exécuter en s'élevant à une hauteur de 5,000 mètres au-dessus du niveau de la mer. Il faut que la paix se consolide, que la jeune République emprunte au vieux monde ses instruments de travail, ses moyens de locomotion, ses engins de transport, ses découvertes industrielles et son génie scientifique; il faut aussi que les émigrants d'Europe viennent grossir le chiffre de sa po-

pulation. Cette population ne dépasse pas 2 millions 500,000 habitants (1), groupés en majorité sur les plateaux ou éparpillés sur les côtes — population mêlée, plus mêlée de tout temps que dans les autres parties de l'Amérique du Sud, par suite de l'attraction qu'exerçaient les mines et du caractère aléatoire qu'elles imprimaient au commerce. Dans ce nombre entrent pour plus de moitié les Indiens convertis et civilisés pour la plupart, sauf quelques bandes d'Indiens bravos ou sauvages, dans la plaine de l'est. Leur sang, mêlé au sang blanc et au sang noir, a produit, par des croisements multiples, des types dont l'émigration italienne, française, allemande et même chinoise vient encore augmenter la variété. A ce mélange de races, les Chiliens, les Équatoriens, apportent leur contingent.

Malgré tout, Lima, centre principal de la puissance coloniale, repaire luxueux d'où la pieuvre royale opérait la succion monstrueuse de tout un monde, Lima conserve quelque chose de la coquetterie, de la légèreté de mœurs et de l'esprit satirique des cours. L'Espagne a laissé son empreinte sur cette terre de la douceur, de la gentillesse (*lindeza*), de l'élégance et des frivolités; l'étranger y est frappé du contraste étrange de la fougue sensuelle et de l'exaltation religieuse, de la folie et du recueillement, de l'insouciance et de la passion (2). On est galant et spirituel à Lima et la dévotion, pour les femmes, n'est qu'une autre façon de comprendre l'amour. Elles sont fort adorées et prennent plaisir à l'être. Sous le costume

(1) 3,640,000 d'après M. Chérot (*Journal des Économistes* de décembre 1875; *le Pérou*, productions, etc.); mais ce chiffre ne répond pas à nos données particulières.

(2) Radiguet. *Souvenirs de l'Amérique espagnole.*

national elles ont d'irrésistibles séductions. On les voit aller toujours seules par les rues, chaussées de satin bleu, parées de la *saya* ou jupe collante qui dessine complaisamment les formes, et le premier venu peut leur adresser la parole ; souvent même ce sont elles qui prennent les devants, et qui, la mante ramenée sur le visage de manière à le voiler tout entier en ménageant seulement à l'un des yeux une ouverture étroite, ce sont elles qui se plaisent à enflammer la curiosité du passant. *Lima, paradiso de mujeres*, est le lieu béni des intrigues amoureuses, des aventures équivoques, des scandales alléchants. Ses places, bordées de monuments publics, de palais, d'arcades et rafraîchies par des fontaines ; ses rues spacieuses,au milieu desquelles un ruisseau profond et limpide promène une eau courante, et ses vastes promenades, ont en plein soleil l'attrait piquant et le charme mystérieux d'un bal masqué. On dirait une ville espagnole du seizième siècle, rajeunie, modernisée par quelque décorateur ingénieux qui aurait pris grand soin de multiplier les becs de gaz et d'emplir les boutiques des plus délicates, des plus chatoyantes productions de l'industrie parisienne ; — ou bien un décor d'opéra, animé par un peuple de convention et non une capitale tourmentée par une longue et incessante anarchie.

Mais Lima n'est pas seulement une capitale luxueuse et mondaine. Si la ville des vice-rois a gardé l'empreinte de ses premiers maîtres, comme Cuzco, la cité antique des Incas, conserve son caractère indien et sa population indienne, elle n'en est pas moins un centre de travail et d'instruction. Ses poètes n'ont plus rien de commun avec ces versificateurs d'autrefois, élevés par les jésuites ou

les franciscains, et condamnés à pasticher les rares ouvrages classiques non interdits; ses auteurs racontent agréablement les scènes de mœurs; ils observent avec malice, ont l'esprit aiguisé et manient le ridicule avec talent; plusieurs se sont distingués même dans le drame et dans la comédie. Lima et Cuzco ont chacune leur université. Lima possède de plus un Institut organisé d'après le système allemand et dont la première pierre fut posée le 1er janvier 1873. Le même jour avait lieu la consécration d'une école industrielle fondée par le président Pardo, alors qu'il n'était qu'alcade. Cette école forme des artisans. A côté des salles de cours sont disposés des ateliers de menuisiers, d'ébénistes, de forgerons, d'imprimeurs. Leur éducation terminée, les élèves reçoivent une somme d'argent destinée à leur procurer les moyens de s'établir à leur propre compte. N'est-ce pas là une preuve de plus des heureuses dispositions qui semblent devoir animer désormais les gouvernants du Pérou. L'élément civil aura eu cette gloire d'assurer le triomphe des idées de justice, de travail et de liberté, trop longtemps livrées aux folies soldatesques.

CHAPITRE X

CHILI

La constitution « fédéraliste » et l'opposition « unitaire ». — La constitution de 1833. — Prieto jusqu'en 1841. — Bulnès et Montt. — Le conflit hispano-chilien. — Le traité de Santiago. — La présidence d'Errazuriz en 1871. — Le Chili vers 1875.

De toutes les républiques sorties de l'émancipation des colonies espagnoles, la République du Chili est celle qui a reçu en partage l'existence la moins accidentée. A la crise première et inévitable, a succédé depuis longtemps une période de féconde tranquillité. La stabilité, de bonne heure introduite dans ses institutions, en a fait une nation prospère, commerçante et industrieuse, essentiellement agricole et pastorale, naturellement portée vers les améliorations matérielles. Le caractère de ses habitants, calme, réfléchi, lent à s'échauffer, trop méticuleux peut-être, a favorisé l'apaisement intérieur. Le peuple chilien est de tous ceux de l'Amérique du Sud celui qui se rapproche le plus des peuples européens : ses mœurs, ses institutions encore assez aristocratiques, ne sont pas sans une certaine analogie avec celles de l'Angleterre.

On peut dire, d'autre part, que la nature protége son territoire, dont le climat et les produits ressemblent aussi à ceux de l'Europe tempérée, contre la guerre civile aussi bien que contre l'invasion étrangère. Occupé par

un peu plus de deux millions d'habitants composés de créoles espagnols dont la race est à peine mélangée de sang indien et africain, d'Indiens aborigènes et de métis issus des races européennes et indigènes, le Chili s'allonge du nord au sud, et mesurant 343,458 kilomètres carrés, en une bande étroitement pressée entre l'Océan pacifique et la gigantesque Cordillère des Andes, sur une longueur de 2,200 kilomètres. Un pays, resserré de la sorte entre la mer et les montagnes, offre au parti vaincu peu de ressources pour se dérober, reprendre haleine et se reconstituer. Les prises d'armes y durent peu ; une bataille est presque toujours décisive. Aussi n'y voit-on, à aucune époque, la guerre civile en permanence comme dans les républiques voisines, la Bolivie, par exemple, qui le borne au sud, et où de vastes solitudes offrent de sûrs refuges aux partis battus mais non découragés.

San Martin, O'Higgins et Freyre, qui s'étaient illustrés dans la guerre de l'Indépendance, furent les présidents éphémères des premières années de l'émancipation. Là, comme partout, les unitaires et les fédéralistes se disputaient le pouvoir. La République marcha d'abord, de secousses en secousses, d'insurrections en insurrections, agitée par des changements continuels de chef et de constitution. Un congrès s'assembla, le 24 février 1828, à Santiago, puis à Valparaiso, pour élaborer une constitution. Cette constitution, œuvre des radicaux ou fédéralistes, conçue dans le sens démocratique, provoqua, l'année suivante, des émeutes à Conception. Les opposants, c'est-à-dire les unitaires, connus par allusion à leurs tendances rétrogrades, sous le sobriquet populaire de *pelucones* (perruques), qui leur est resté, avaient pour

chef le général Joaquin Prieto, et comptaient dans leurs rangs un citoyen qui n'allait pas tarder à jouer un rôle prépondérant, Diego Portalès. Le général Pinto, chargé du pouvoir exécutif après la chute de Freyre, donna, dans un but d'apaisement, sa démission. Les fédéralistes lui substituèrent le général Lastera. La lutte devint ardente. Une junte insurrectionnelle se forma à Santiago. Vainqueurs au combat de Larcay, les *pelucones* proscrivirent les principaux défenseurs de la Constitution de 1828, déclarée « nulle et sans valeur. »

Résister aux radicaux, sous le prétexte bien connu que le pays n'était pas mûr pour la liberté, et opposer un obstacle aux abus que ne pouvait manquer d'amener ou de ressusciter le triomphe des hautes classes et du clergé, telle fut la politique de bascule qui prévalut dans les conseils du gouvernement. Cette pensée politique inspira les auteurs de la Constitution de 1833, dans laquelle on s'est visiblement efforcé de concilier la liberté et la forme républicaine avec un pouvoir exécutif très-fort et presque indépendant, et dans laquelle aussi, tout en reconnaissant les droits du peuple, on a fondé le privilége non plus de la naissance mais de la fortune.

La Constitution de 1833 reconnaît trois pouvoirs : législatif, exécutif, judiciaire. Le pouvoir législatif est exerc par le Congrès national composé d'une Chambre de vingt sénateurs nommés par des électeurs spéciaux et dont les fonctions durent neuf ans, et d'une Chambre de députés élus pour trois ans, par le vote direct, à raison d'un député par 20,000 habitants. Pour être sénateur, il faut avoir 36 ans et posséder un revenu de deux mille piastres (10,000 fr.); pour être député, il faut posséder un revenu

de cinq cents piastres (2,500 fr.). Le pouvoir exécutif est exercé par un président, chef suprême de la nation et de l'administration, élu par le vote indirect pour cinq ans et rééligible pour une période égale seulement. Ce droit de rééligibilité a été supprimé en 1871. Le président a le commandement des forces de mer et de terre; il peut proclamer l'état de siége. Le pouvoir judiciaire a le droit exclusif de juger. Le jury n'est admis qu'en matière de presse. La Constitution garantit la liberté d'écrire. Une loi du 25 septembre 1846 a établi, pour les délits de presse, un tribunal spécial composé d'un juge de première instance et de jurés pris sur une liste dressée annuellement par chaque conseil municipal, là où il existe des journaux. La Constitution garantit l'inviolabilité du domicile, proclame la liberté de l'industrie, interdit les jugements exceptionnels, abolit l'esclavage.

Portalès, un des inspirateurs de cette charte, et placé pendant quelques années à la tête du ministère, en assura le fonctionnement. Lorsqu'en 1835 expira le mandat de Prieto, que le Congrès avait mis à la présidence, il fut question d'élire Portalès; mais Portalès déclina toute candidature et s'efforça de faire réélire Prieto.

Ce fut vers cette époque que Santa-Cruz, devenu le chef de la Confédération péru-bolivienne, céda des armes et des navires de guerre aux proscrits chiliens dirigés par Freyre. L'opinion prêtait des vues ambitieuses à Santa-Cruz, dont l'intervention eût pu paraître nécessaire au cas d'une guerre civile. Freyre fit une descente à Chiloë et y vécut quinze jours sur l'enthousiasme des habitants de San-Carlos. Vaincu, obligé de fuir dans la barque d'un

pêcheur, qui devait le conduire à bord d'un baleinier américain, Freyre dit à cet homme : « Je ne possède pas un réal, mais je ne t'oublierai jamais et un jour tu seras récompensé ». Le pêcheur, peu confiant dans l'avenir, vendit le proscrit pour une once d'or. La guerre fut déclarée à Santa-Cruz ; l'armée s'organisa ; elle était à Quillota, près de Valparaiso, n'attendant plus que le signal du départ, lorsque quatre compagnies se soulevèrent à l'instigation du colonel Vidaurre au moment où Portalès passait une dernière revue. Le ministre fut retenu prisonnier et l'on marcha sur Valparaiso. Le gouverneur de cette ville, appuyé de gardes nationaux et de marins, se posta dans une position facile à défendre et barra le chemin aux troupes de Vidaurre. La rencontre eut lieu pendant la nuit ; on était en juin, c'est-à-dire en hiver dans ce pays. A l'arrière garde du corps insurrectionnel s'avançait un *birlocho*, sorte de cabriolet, bien escorté. Un homme en descendit et s'avança résolûment jusqu'au bord du chemin. Une détonation retentit et l'homme tomba. Lorsque les premières lueurs de l'aube éclairèrent le champ de bataille, les gardes nationaux relevèrent un cadavre percé de quatre balles. C'était celui de Portalès. Le premier coup de feu de l'engagement avait été son arrêt de mort. Les chefs du mouvement tombés aux mains des vainqueurs, furent conduits à Valparaiso et fusillés. Tous moururent avec courage. Cette fin tragique de Portalès excita de vifs regrets ; il laissait à son pays d'honorables souvenirs et des institutions que lui-même était loin de regarder comme parfaites et définitives. La réforme du clergé, des cours de justice ; la création des gardes nationales, l'organisation

de la police, enfin et surtout la confiance du pays assurée à l'action gouvernementale, tels sont les titres de cet administrateur éclairé à la reconnaissance publique (1).

Le premier effort des Chiliens contre Santa-Cruz n'eut aucun succès, mais le second aboutit à la défaite du Protecteur et à l'anéantissement de son édifice politique. Le Chili, grâce à la bonne administration financière de Rinjifo, l'ami actif et intelligent de Portalès, put faire face sans emprunt aux nécessités de l'expédition. Ce triomphe des armées chiliennes eut ce double avantage de faire respecter la République au dehors et de lui assurer au dedans cette quiétude dont elle a joui depuis.

Prieto descendit du pouvoir en 1841; il trouva dans le général Bulnès un continuateur de sa politique modérée. Sous Bulnès, l'Espagne reconnut enfin l'indépendance du Chili (1844). Bulnès eut pour successeur en 1851 un ancien professeur de l'université chilienne, esprit distingué, Manuel Montt, attaché comme lui au parti conservateur. A la suite des élections, qui avaient vivement passionné les esprits, des mouvements insurrectionnels se produisirent sur plusieurs points. A San-Felipe une *junte de l'égalité* fut même établie. Le nouveau président confia le commandement de l'armée à son prédécesseur. Bulnès assura le triomphe définitif du gouvernement, et rentrant dans la vie privée, il donna l'exemple, bien nouveau dans l'Amérique espagnole, mais glorieux en tout pays, d'un soldat victorieux inclinant son épée devant une magistrature civile. De nouveaux troubles éclatèrent en 1858. Le président avait cette fois pour adversaires les conser-

(1) Radiguet. *Souvenirs de l'Amérique espagnole.*

vateurs rétrogrades ou *pelucones*, et les radicaux. Leur coalition faillit l'ébranler. L'établissement d'une chapelle protestante à Valparaiso fut le prétexte de la levée de boucliers des ultra-conservateurs, que le clergé catholique poussait dans la mêlée. Les radicaux, profitant de la circonstance, réclamèrent des réformes à la Constitution. Ils ouvrirent à Santiago un club *constituant* que le gouvernement interdit comme étant de nature à troubler l'ordre public. Il ne fut pas obéi. La force fut employée, de nombreuses arrestations eurent lieu, et les villes de Santiago et de Valparaiso furent mises en état de siége. A la suite de ces mesures, Copiapo s'insurgea, la garde urbaine prit les armes et chassa les autorités légales. Un jeune homme, Pedro-Leon Gallo, fut proclamé intendant et commandant d'armes. A quelques temps de là, en janvier 1859, les radicaux victorieux s'emparaient de Talca et l'occupaient près d'un mois.

A travers ces complications, d'importantes réformes se faisaient. Le Chili avait conservé de ses anciens maîtres, comme toutes les autres colonies hispano-américaines, un recueil confus de lois et de coutumes empruntées au droit romain, aux lois d'Alphonse le Sage, aux *Scete Partidas*, à l'ordonnance Bilbao, à l'ancienne jurisprudence coloniale. Un projet de refonte de tous ces documents soumis à la discussion du Congrès par l'initiative du président, était adopté dans toutes ses parties et il avait force de lois à partir du 1er janvier de cette même année 1859. Les jurisconsultes européens y reconnaissent une méthode simple et profonde, une heureuse alliance du droit romain, du droit hispanique et des lois françaises inspirées par l'esprit de 1789.

La situation de Montt devint difficile. Les généraux prêtaient d'assez mauvaise grâce leur concours à un président de l'ordre civil. Tout en les ménageant il se fit conférer des pouvoirs extraordinaires par le Congrès, battit l'armée insurrectionnelle dans la plaine de Penuelos (29 avril), et réduisit ses adversaires à patienter au moins jusqu'à l'élection régulière d'un autre président, pour faire valoir légalement leurs prétentions ou leurs vœux. En réalité, ces tentatives n'avaient pas affecté le fond même des institutions. José-Joaquin Perez fut appelé au pouvoir par les élections de juillet 1861. Aucun trouble ne signala son avènement, qui eut lieu au mois de septembre. Cette présidence nouvelle était née d'une idée de fusion entre tous les partis, qui s'étaient concertés pour en assurer le triomphe. Perez, homme d'intentions droites, et porté à la conciliation, inaugura son administration par un acte de clémence. Il fit sanctionner par les Chambres une amnistie complète pour tous les délits politiques remontant à 1851. Un peu plus tard, au mois de mars 1863, il rendit même leurs grades dans l'armée aux officiers compromis dans l'insurrection de 1859. L'avantage de la combinaison qui l'avait porté au pouvoir était de n'avoir point le caractère d'une victoire exclusive sur l'une des deux opinions; elle avait cet inconvénient de forcer l'élu à une politique d'équilibre et d'atermoiement. Cette politique, qui reculait le moment de s'accentuer, ne réussit en définitive qu'à diminuer l'influence gouvernementale. Le parti avancé accusa Perez de faiblesse, les conservateurs lui reprochèrent de ne pas se conformer à leur programme, de favoriser les libéraux, ils le taxèrent d'ingratitude. Dans le Congrès, l'opposition conservatrice

avait pour chef l'ex-président Montt. Le gouvernement obtint néanmoins un triomphe à peu près complet aux élections de mars et d'avril 1864.

Au moment même où le pouvoir exécutif se consolidait ainsi à l'intérieur, les plus graves complications surgissaient à l'extérieur. Le 14 avril 1864, la flotte espagnole s'emparait des îles Chinchas. Le Chili, si voisin du Pérou, fut en proie à une vive surexcitation en apprenant tout à coup que l'Espagne revendiquait la possession de ces îles, et qu'elle donnait le caractère de trêve à la discontinuation de la guerre depuis 1825. Devant le péril qui menaçait le Pérou, les Chiliens voulurent s'armer, se tenir prêts à lui porter secours. D'ardentes manifestations eurent lieu sur tous les points de la République. Lorsque le traité du Callao eut mis fin au différend hispano-péruvien, l'Espagne se retourna contre le Chili et éleva diverses réclamations en raison de son attitude durant le conflit. Des explications lui furent fournies, dont le représentant de Madrid à Santiago se déclara satisfait le 20 mai 1865. L'entente semblait rétablie lorsque, le 12 septembre, on apprit le rappel du ministre résident d'Espagne, Tavira, le désaveu dont était frappé l'arrangement signé par lui, et l'ordre donné à l'amiral Pareja de se rendre au Chili escorté de cinq vaisseaux de guerre.

Le peuple chilien célébrait les fêtes annuelles de son indépendance, lorsque le nouveau négociateur espagnol, à qui l'on attribuait une haine profonde et de mesquines préventions contre le Chili, se présenta le 17 septembre, à bord de la *Ville-de-Madrid*, devant Valparaiso, la grande et opulente cité marchande, l'entrepôt de l'océan Pacifique. Dès le lendemain, Pareja fit remettre au ministre des af-

faires étrangères un ultimatum dans lequel on exigeait péremptoirement un salut de 21 coups de canon au pavillon espagnol et, dans un délai de quatre jours, d'amples explications sur les principaux points des anciennes réclamations. Le ministre Alvaro Covarrubias fit à cette insolente demande une réponse énergique et digne, nettement négative. Il protestait solennellement contre les moyens contraires à l'esprit des traités dont on usait à l'égard du Chili,et rejetait sur l'agresseur la responsabilité de cet abus scandaleux de la force : « La République, fortifiée par la justice de sa cause, soutenue par l'héroïsme de ses enfants, prenant Dieu pour juge et le monde civilisé pour témoin de la lutte, défendra son honneur et ses priviléges jusqu'à la dernière extrémité, et fera la guerre par tous les moyens qu'autorise le droit des gens, quelqu'extrêmes et douloureux qu'ils soient ». Pareja répliqua par un second ultimatum daté du 22 au soir, mais remis le 23 au matin,et dans lequel il fixait pour dernier terme avant d'en appeler à la force, le 24 à 6 heures du matin. En même temps, il repoussait toute intervention amiable du corps diplomatique résidant à Santiago. L'attitude du gouvernement fut ferme et résolue. Le président, dans une proclamation partout affichée, fit savoir au peuple qu'il était résolu à subir toutes les conséquences de la lutte provoquée par l'Espagne. Le Congrès vota par acclamation 20 millions de piastres pour armer le pays sur terre et sur mer. La déclaration de guerre fut solennellement proclamée dans toutes les villes et provoqua un élan patriotique admirable. Pendant ce temps, Pareja prenant possession avec ses bâtiments déclarait en état de blocus les ports de Valparaiso, Coquimbo,

Caldera, Herradura, Tome et Talcahuano. Pour parer à cette mesure qui affectait plus directement le commerce étranger, et qui soulevait de vives protestations de la part des neutres, le gouvernement de la République ouvrit trente-huit ports nouveaux et supprima les droits de douane.

Il n'y eut pas de rencontre sérieuse entre les deux pays jusqu'au 26 novembre. La corvette chilienne *Esmeralda*, avait quitté Valparaiso dans la nuit du 17, au moment même où la flotte ennemie faisait son entrée dans ce port. Le 26, elle se trouvait non loin de Papulo, mouillée tout près de la côte et seulement à quelques milles de Valparaiso. Dans la matinée, la canonnière espagnole *Virgen-de-Cavadonga*, venant de Coquimbo et faisant route pour le sud, allait dépasser Papulo, lorsque la *Esmeralda*, par une manœuvre hardie, fondit sur elle et s'en saisit après vingt minutes de combat. A la nouvelle de cet échec, Pareja qui, à bord de son vaisseau amiral, avait distinctement entendu la canonnade, se retira dans sa cabine, écrivit sur un papier cette prière : « Je demande en grâce qu'on ne jette pas mon corps dans les eaux du Chili », et se tua d'un coup de revolver. Les journaux du temps ont reproduit une lettre que dans ce moment suprême il aurait écrite à un ami, pour déclarer que les erreurs de jugement et non de volonté qui l'avaient entraîné à égarer le gouvernement de la reine, ne pouvaient être expiés que par sa mort. Il confessait avoir été injuste envers Tavira, et déclarait que l'intérêt de l'Espagne était de saisir la première occasion de faire la paix avec le Chili. Nous relatons cette pièce sous toutes réserves et sans en garantir l'authenticité. Quoi qu'il en soit, le 1er janvier

1866, la *Ville-de-Madrid* quitta pour 24 heures la rade de Valparaiso. Elle emportait le corps du suicidé, dont la fin tragique avait été tenue secrète jusqu'à ce que le commandant de la *Numancia*, alors au mouillage du Callao, le brigadier Mendez Nuñez, eût pris le commandement de l'escadre. Le gouvernement chilien, dès qu'il connut la mort de son ennemi, offrit de recevoir dans le cimetière de Valparaiso les restes de l'amiral pour les tenir à la disposition de sa famille ; mais déjà le corps de Pareja était enseveli dans l'Océan. Le nouveau commandant espagnol comprenant l'impossibilité de surveiller utilement une étendue de côtes de plus de cinq cents lieues, dut réduire le blocus aux deux ports de Valparaiso et de Cardela. D'ailleurs une partie de ses forces allait être occupée du côté du Pérou, qui donnait l'ordre à ses bâtiments d'appareiller. La fermeture du port de Valparaiso avait porté un coup terrible au Trésor; il ruinait les particuliers, car Valparaiso est le centre commercial du Chili comme Santiago en est le centre agricole. Nuñez causa un nouveau préjudice aux finances en décrétant que le charbon de terre provenant des mines de la République, et qui fait l'objet d'une exportation considérable, serait considéré comme contrebande de guerre et saisi même à bord des navires neutres. Quelque dommage que lui causât la guerre, le Chili n'était pas disposé à reculer. La prise du *Cavadonga* avait enflammé ses espérances : elles grandirent encore après un autre succès de la marine chilienne dans la rade d'Abtoa.

Outre l'alliance du Pérou, consommée par un traité du mois de décembre 1868, le Chili comptait sur le concours de l'Equateur, de la Colombie et du Venezuela; d'autre

part, on espérait la puissante intervention des Etats-Unis ; le représentant de la grande république travaillait en effet en faveur de la paix. Telle était la situation, lorsque se produisit un des actes les plus odieux qui ait été consommé de notre temps.

Valparaiso (vallée du paradis), port principal du Chili, est une ville d'environ 80,000 habitants. Elle est située au fond d'un bassin circulaire profondément encaissé entre des collines qui la dominent de quatre cents mètres. Une de ces hauteurs, le Monte-Allegro, est couverte d'élégantes demeures appartenant pour la plupart à des Anglais. La ville est divisée en deux parties : le port et l'*Almandral* (terrain des amandiers), à l'est du port. Le port est le vrai centre du commerce et de l'activité de Valparaiso et la région la plus considérable de la ville, qui d'ailleurs s'étend assez loin dans les gorges de la montagne ou *quebradas*. C'est dans le port que se trouvent, formant une longue ligne de maisons, les magasins et les bureaux des négociants, presque tous étrangers. Cette ligne d'édifices est dominée par le vaste et magnifique bâtiment de la douane ; là aussi se trouvent les résidences des autorités consulaires. Deux forts commandent le port. Une citadelle couvre la ville. En réalité Valparaiso était une cité complétement ouverte. Le gouvernement chilien avait même fait retirer quelques canons en batterie qui, sans être d'aucune défense, eussent pu à la rigueur fournir apparence de prétexte à une attaque. Valparaiso est le grand entrepôt du commerce chilien. La plupart des navires venant du cap Horn ou des régions septentrionales relâchent dans son port et y entretiennent un grand mouvement d'affaires et une

prodigieuse animation. Mais la baie, demi-circulaire, n'offre un ancrage assuré que de septembre à avril. A partir de mai jusqu'à la fin d'août, elle est battue par les vents du nord-ouest, qui y causent souvent des sinistres. La flotte espagnole profita des derniers jours où il lui était possible de stationner devant Valparaiso, pour bombarder, incendier et ruiner cette ville exposée sans défense à ses ureurs.

Mendez-Nuñez avait préparé l'*opération* de sang-froid. Il fit savoir que si, dans le délai de quatre jours, le gouvernement chilien n'adhérait pas aux projets d'arrangement établis sur les bases proposées par la France et l'Angleterre, et qui différaient peu en réalité des exigences de Pareja, il bombarderait Valparaiso (1). Le 31 mars 1866, un peu avant huit heures du matin, la *Numancia* tira deux coups de canon en manière de sommation aux habitants. On leur laissait une heure pour se mettre à l'abri des bombes ! Bientôt toutes les hauteurs situées derrière la ville se couvrirent d'hommes, de femmes et d'enfants fuyant la mort, et abandonnant la plus grande partie de ce qu'ils possédaient. La ligne de combat étant formée, le feu s'ouvrit aux cris de « vive la reine » ! Une pluie de bombes s'abattit sur la douane, l'intendance, l'hôpital, l'hospice des pauvres et les quartiers environnants. A midi, après une canonnade de trois heures, les navires espagnols cessèrent le feu et se retirèrent vers

(1) On peut juger de la véritable valeur des griefs de l'Espagne en se reportant au *Contre-manifeste de M. Alvaro Covarrubias, ministre des affaires étrangères au Chili, à propos de la présente guerre entre le Chili et l'Espagne*. Consulat du Chili à Paris, janvier 1866, in-8.

l'entrée de la rade. Leur œuvre était achevée. Quarante-deux millions de francs de marchandises étaient anéanties, la plus grande partie de la ville était détruite et l'incendie achevait de dévorer les principaux quartiers. Le drapeau blanc arboré sur l'hôpital avait été abattu. Seul le drapeau national, marqué d'une étoile, restait debout sur les ruines fumantes de la vallée du Paradis. Les marines neutres assistèrent impassibles à la destruction d'une aussi magnifique place de commerce et à la ruine de leurs compatriotes. Ce fut le dernier acte de la flotte espagnole. Le 14 avril, le blocus de Valparaiso fut levé, et bientôt après le sauvage Nuñez quittait définitivement le Pacifique, sans qu'aucun arrangement fût intervenu entre la République et lui.

L'agression étrangère avait eu pour résultat de rapprocher du Chili les républiques voisines. Le traité de quadruple alliance contre l'Espagne, amena une grande intimité entre le Chili, le Pérou, la Bolivie et l'Equateur qui l'avaient conclu. Ainsi, depuis un quart de siècle la question des limites entre la Bolivie et la frontière chilienne du nord-ouest excitait de perpétuels conflits entre les deux Etats. Le territoire contesté fut partagé à l'amiable par un traité signé à Santiago.

D'un autre côté, rien n'était venu troubler la politique intérieure; les institutions sortaient intactes de cette dure épreuve et c'est avec un noble orgueil que le président pouvait déclarer à l'ouverture de la session de 1866, qu'au milieu même des hasards de la guerre, le pays continuait à exercer toutes les libertés. Bel exemple offert par la République chilienne à ces puissants pays d'Europe où toutes les garanties demeurent suspendues

par le caprice des gouvernements jusqu'à six années de suite, et où les rigueurs de l'état de siége sont à tout propos invoquées et appliquées.

Le moment des élections approchait. « Elles seront l'expression vraie de l'opinion du pays, disait le message. Le gouvernement, quelles que soient les conditions dans lesquelles il se trouve, n'agira pas plus que par le passé sur les élections ». Perez ne dissimulait pas les préjudices que le blocus avait causés, mais il signalait les efforts déjà faits pour les réparer. Le traitement des fonctionnaires avait été diminué, les citoyens avaient fait au Trésor des dons considérables, un emprunt sans intérêt avait été couvert et au delà. Aussi, en dépit des préoccupations de la guerre, le gouvernement avait réalisé des améliorations dans le domaine économique, étendu le réseau télégraphique, ouvert la section des chemins de fer entre Currico et San-Fernando. Néanmoins de nouveaux sacrifices s'imposaient. Il importait de mettre Valparaiso à l'abri d'une autre agression, d'augmenter les forces navales, d'améliorer l'artillerie, de pourvoir à la défense des côtes. Outre de nouveaux emprunts, le gouvernement songeait à modifier le système des impôts. La nation ne se plaignit point. Le président qui lui tenait ce langage avait terminé les cinq ans de son mandat, mais aux termes de la Constitution il pouvait être réélu. Il le fut le 25 juillet 1866, malgré les efforts des partisans du général Bulnès. Le Congrès ratifia l'élection le 31 août et se sépara le 15 janvier 1867, après avoir voté une contribution de cinq millions de piastres sur le revenu net effectif ou calculé des particuliers et des corporations. Les élections du 31 mars et du 1er avril 1867, pour le re-

nouvellement des deux Chambres, prouvèrent que quelque lourde que fût cette charge la popularité du gouvernement n'en avait pas souffert. L'opposition ne fit passer que quatre de ses candidats. Le nouveau Congrès s'ouvrit le 1er juin, et le message constatant l'heureuse influence des institutions, montrait le Chili continuant ses progrès moraux et matériels, rétablissant son commerce et réparant ses finances. L'emprunt anglo-chilien de mars et l'emprunt intérieur du 5 août 1866, avaient couvert les dépenses extraordinaires de la guerre. En 1867, fut conclu à Londres, un nouvel emprunt destiné à amortir l'emprunt anglo-chilien de 1866 et à acquérir un matériel de guerre. La réforme de l'impôt des patentes, l'impôt sur la rente donnaient de précieux résultats. Mais si les travaux de fortifications, la fabrication d'un matériel de grosse artillerie, la fonte des canons de bronze, se poursuivaient sans relâche, on réduisait d'un autre côté l'effectif des bataillons de milice organisés au début de la guerre. En même temps, le territoire s'augmentait d'une vaste contrée acquise aux dépens des indigènes de l'Araucanie et garantie contre les incursions de ces sauvages par la création des deux places fortes de Quidico et de Collico.

Plusieurs fois la France et l'Angleterre avaient offert leur médiation, tant au Chili qu'au Pérou, dans les questions pendantes avec l'Espagne. Le gouvernement chilien paraissait disposé à en discuter au moins les bases, mais au Pérou on pensait différemment, et la presse, à Santiago comme à Lima, attaquait violemment les dispositions conciliantes de certains hommes d'Etat. Les tentatives faites sous les auspices des deux puissances européennes, et la proposition de conclure une

trêve indéfinie entre les belligérants, n'eurent pas de succès ; les prétentions injustes et exagérées de l'Espagne étaient, au dire du ministre des affaires étrangères du Chili, Alvaro Covarrubias, un obstacle insurmontable à un rapprochement. De leur côté les États-Unis voyaient repousser, pour les mêmes raisons, leurs bons offices. Toutefois une convention ayant été signée à Lima le 2 janvier 1869, dans le but de conclure un armistice d'abord et de discuter ensuite les bases d'une paix définitive, le Chili y adhéra dans l'année 1871. Grâce à ce pacte, le commerce des alliés et des neutres se trouva délivré de toute entrave. Dans l'intervalle, le Chili, suivant l'exemple du Pérou, avait reconnu les patriotes de Cuba comme puissance belligérante.

Une réforme à la Constitution était désirée. Il s'agissait de supprimer le droit de rééligibilité à la présidence. Le Congrès vota cette réforme au mois de juillet 1871. Par suite, don Federico Errazuriz fut appelé à succéder à Joaquin Perez. Il prêta serment le 18 septembre, jour anniversaire de l'indépendance du Chili, et le président sortant lui remit aussitôt l'écharpe aux couleurs nationales, marque distinctive du pouvoir qu'il était appelé à exercer.

Errazuriz avait rempli succcessivement les fonctions d'intendant de la province de Santiago, de député, de ministre et de sénateur. Pendant la guerre, il avait gardé le portefeuille de la Justice et occupé un moment l'intérim des Affaires étrangères. Il conserva à l'Intérieur et aux Affaires étrangères Eulojio Altamirano, membre de l'ancien cabinet. A peine en fonctions, il vit s'élever un conflit avec la Confédération Argentine. Les deux pays

se disputaient depuis longtemps la souveraineté de l'Araucanie et de la Patagonie, régions qui avaient gardé jusque-là leur indépendance. Le Sénat argentin ayant déclaré le territoire de Magellan compris dans les limites de la Confédération, le Chili, pour affirmer son droit, s'empressa d'accorder à un de ses nationaux l'autorisation d'extraire des îles Sainte-Madeleine, dans le détroit de Magellan, trois mille tonnes de guano. En même temps, le gouvernement se mit en possession de toute la côte d'Arauco, et distribua des lots de terre dans ces parages à des colons chiliens ou étrangers. On ne s'aventura guère, il est vrai, à profiter de ces concessions, à cause des dangers que la vie des hommes et la propriété court à de telles distances des endroits habités. Les Indiens font de fréquentes incursions sur le territoire dont il s'agit et enlèvent les femmes, les enfants et le bétail. L'émotion produite par ces querelles de voisinage ne fut heureusement que passagère, et les conditions politiques, financières et commerciales n'en furent point altérées. D'autres complications vinrent s'ajouter du côté de la Bolivie. Elles durèrent jusqu'au commencement de 1873. Un traité signé à la Paz, et fixant les limites frontières des deux nations, mit fin au différend.

Bien que la situation économique du Chili ait singulièrement progressé depuis quelques années et que ce pays ait toujours été de toutes les républiques hispano-américaines, la plus laborieuse, la plus avancée, il ne faudrait tenter aucune comparaison entre cet État de l'Amérique du sud et les vigoureux États de l'Amérique du nord. La race castillane, dévote, ignorante, d'idées étroites, n'a ni l'indomptable énergie, ni les audaces de

la race anglo-saxonne. Le Chili a pourtant une position géographique des plus avantageuses; son sol est fertile, riche en minéraux, abondant en céréales, et malgré le peu de densité de la population, c'est une contrée merveilleusement disposée pour les importations de l'ancien monde. Les travaux publics poussés avec activité, de nouvelles lignes ferrées livrées à l'exploitation, le télégraphe traversant les Andes et reliant Santiago et Valparaiso à Buenos-Ayres et à Rio-Janeiro; le pays mis en communication directe avec l'Europe par le câble sous-marin (4 août 1874), voilà des résultats qui n'ont pas fait perdre de vue les intérêts intellectuels. Les hommes d'État chiliens regardent avec raison l'instruction comme la garantie de l'avenir du pays. Aussi l'organisation de l'enseignement dans cette république est-elle l'objet de la sollicitude de ses gouvernants. L'instruction primaire est distribuée par les écoles fiscales, municipales, particulières ou conventuelles; elle est gratuite, même dans beaucoup d'établissements particuliers. Le nombre des écoles était, en 1873, de 1,190, dont 726 publiques et 464 privées, fréquentées par 82,162 élèves. Nous ne parlons pas des salles d'asiles. Des écoles régimentaires existent dans la plupart des corps de l'armée; des écoles du soir sont ouvertes aux adultes, dans les grandes villes. Malheureusement la population disséminée sur un trop vaste territoire, ne profite pas à un égal dégré des sacrifices que l'État fait pour elle. Tandis que dans les villes on compte une école par groupe de 1,759 habitants, dans les campagnes dont la population forme les trois quarts du chiffre total de la République, la proportion n'est que d'une école pour 3,020 habitants. (*Rapp. au*

Congrès par l'inspecteur général de l'Inst. publ. 1873). Malgré cela, la majorité de la population, de quelque couleur qu'elle soit, sait aujourd'hui lire et écrire. Deux écoles normales pour les instituteurs et les institutrices ont été fondées pour élever le niveau de l'enseignement. Dans les villes, l'instruction primaire comprend le dessin linéaire, la géographie et des notions de l'histoire du Chili. Partout on familiarise les élèves avec le système décimal français, qui a été adopté pour toute la République. L'enseignement secondaire n'est pas négligé; indépendamment d'un grand collége, annexé sous le titre de section préparatoire, à l'Institut national de Santiago, il existe dans les provinces des lycées ou écoles supérieures subventionnés par l'Etat; Santiago possède en outre une école pratique des arts et métiers, dotée pour recevoir cent élèves et dirigée par des ingénieurs appelés d'Europe. Dans la région miniaire, à Copiapo, s'est établie une école des mines. Citons encore un conservatoire de musique et une école des beaux-arts. L'Institut national est organisé comme notre Collége de France et correspond à nos facultés universitaires, pour l'enseignement supérieur. Une littérature nationale s'est formée, modelée sur les littératures de l'Espagne, de la France, de l'Angleterre. Le Chili compte des poëtes éminents; mais il brille surtout par ses savants, ses économistes, ses financiers.

Qu'on songe cependant à ce qu'il reste à faire, que de progrès sont à poursuivre chez un peuple où les évêques pouvaient encore, à la fin de 1874, excommunier en bloc les membres du gouvernement. La lutte avec l'épiscopat, engagée sur presque toute la surface de l'Amérique du

Sud, finira, sans doute, à l'avantage de l'esprit laïque; en attendant, cette lutte, telle qu'elle se présente, témoigne d'un état moral alarmant.

Le Chili, qui n'avait pas exposé à Paris, en 1853, ni à Londres, en 1852, a figuré avec honneur à notre Exposition universelle de 1867; il y avait envoyé de grandes toiles peintes qui n'étaient pas sans mérite, des gravures de médailles et de monnaies, des lithographies très-curieuses au point de vue ethnographique, des travaux géographiques remarquables exécutés aux frais de son gouvernement, des cartes géologiques dues à l'ingénieur Plessis, chargé de faire la géologie entière de la République, des faïences aux couleurs très-brillantes, de superbes pelleteries, de délicates dentelles de coton faites à la main, spécimens d'un art ancien qui ont révélé l'extrême habileté des Chiliennes, de curieuses toisons provenant des métis du bouc et de la brebis, des cuirs préparés de diverses sortes, des articles de bourrelerie et de sellerie ingénieusement fabriqués, des viandes sèches et des salaisons. De nombreux échantillons des minéraux tirés de ses mines : or, argent, cuivre, fer, nickel, cobalt, lapis-lazuli, marbres divers, houille, ont prouvé sa supériorité, au point de vue de l'exploitation minière et de la métallurgie, sur les autres républiques sud-américaines. En 1875, le Pérou a ouvert une exposition internationale de produits naturels et manufacturés, à Santiago. Cette exposition, au point de vue des intérêts chiliens, a donné des résultats excellents. Elle a malheureusement montré que, dans ces dernières années, les importations de la France au Chili ont suivi une progression décroissante, tandis que celles de l'Allemagne, bien qu'elles

n'aient pas atteint encore le chiffre de nos transactions commerciales, ont augmenté dans une proportion assez remarquable. La prédominance du commerce anglais n'en subsiste pas moins. Le Chilien a, d'ailleurs, un faible marqué pour l'Angleterre ; il prétend être l'Anglais de l'Amérique du Sud. Le sentiment national qui l'anime, l'instinct mercantile qui distingue particulièrement l'habitant de Valparaiso, son goût du confortable, l'adoption rapide des usages britanniques, et le peu de sympathie du peuple en général pour les Français, semblent autoriser cette prétention ; mais en étudiant de près la vie domestique du Chileno, on arrive à reconnaitre qu'il tient plus du Hollandais que de l'Anglais (1).

En résumé, le Chili, un des pays les plus riches de l'Amérique du Sud, promet un avenir prospère. Il offre, au point de vue économique, un intérêt analogue à celui que présente la Confédération Argentine. Le voisinage de la mer y rend facile l'exploitation des mines, près desquelles on trouve en outre le combustible pour fondre le minerai. L'exploitation des ressources forestières et agricoles profite des mêmes avantages. Il est fâcheux seulement que la propriété territoriale demeure concentrée dans trop peu de mains. On rencontre des domaines de vingt mille hectares de terre cultivable, sur les plaines du littoral, de cent mille à deux cent mille hectares, avec des forêts vierges, dans les vallées des Cordillères. Le blé est semé en abondance, mais on a recours, pour extraire le grain des épis, à des procédés tout à fait primitifs. Dans un enclos fermé de palissades, on étale les

(1) Max Radiguet, *Souvenirs de l'Amérique du Sud.*

gerbes sur le sol; puis on y lance des juments sauvages que l'on excite de la voix et du fouet; le piétinement de ces animaux irrités remplace le fléau du batteur en grange. Tel propriétaire, pour la récolte effectuée sur un terrain de deux mille six cents hectares, a employé pendant deux mois mille juments dans plusieurs enclos de ce genre (1). Les bras font donc défaut là aussi, pour tirer parti de tous les éléments productifs du sol. Les Allemands semblent vouloir se porter en assez grand nombre au Chili. En 1871, on signalait, pour le seul mois de juin, l'arrivée de 4,000 émigrants de cette nation

(1) Audiganne, *la Lutte industrielle des Peuples,* 1868, in-8°.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

La guerre du Pacifique : le Chili, la Bolivie et le Pérou après la guerre jusqu'en 1895.

Le grand événement de l'histoire de l'Amérique andine dans ces vingt dernières années c'est la guerre du Chili contre la Bolivie et le Pérou. La conséquence de la victoire, chez les vainqueurs, a été une guerre civile dont le souvenir est encore présent à toutes les mémoires.

Le Chili était vers 1878 dans une situation économique prospère; les capitaux attirés dans le pays par une paix de vingt-cinq ans avaient permis à l'agriculture de se développer; les richesses minérales du sol avaient été mises en exploitation et le rendement des mines était satisfaisant. Le budget était bien établi, la flotte et l'armée étaient disciplinées, numériquement suffisantes. Les financiers étrangers accordaient un crédit particulier à la république chilienne.

Le Chili, emprisonné entre la mer et la muraille des Andes, ambitionnait une extension de territoire, que sa

puissance matérielle lui permettait d'obtenir. Le désert d'Atacama, au nord, était à la Bolivie. Ce désert était riche par son sous-sol. Ces richesses furent la cause du conflit.

Le trait caractéristique des époques actuelles, c'est la prédominance dans la vie politique des questions économiques; la lutte entre les citoyens à l'intérieur des états, entre les nations étrangères, a pour but le maintien de privilèges économiques ou de droits acquis, ou l'obtention et le partage de ces privilèges. Les autres questions qui jadis ralliaient états et partis se subordonnent aujourd'hui à celle-là. La guerre atroce qui sera racontée a eu pour cause l'exploitation de couches de salpêtre.

Lorsque dans le désert d'Atacama l'on fouille le sol sous la couche supérieure de sable apparaît une couche « de terrain clair composé de petites pierres que les chercheurs de salpêtre désignent sous le nom de croûtes, *costras*, l'épaisseur de ce terrain est de 0 m. 2 à 0 m. 4. Il se présente une couche très irrégulière dont l'épaisseur varie de 0 m. 1 à 0 m. 2 jusqu'à plus de 2 mètres » (de Varigny).

Après la guerre de 1866 contre l'Espagne, une convention était intervenue entre le Chili et la Bolivie; la frontière fut fixée au vingt-quatrième degré de latitude. Mais l'espace intermédiaire entre le vingt-troisième et le vingt-cinquième degré de latitude fut soumis à un régime particulier. Les deux États devaient l'exploiter en commun, partager par moitié les droits à percevoir sur les mines et gisements.

Les difficultés devaient provenir de ce régime mixte qui faisait d'une fraction de territoire dépendant politi-

quement de la Bolivie, une dépendance économique du Chili. Assurément ce fut le gouvernement bolivien qui accorda les concessions nécessaires à l'exploitation, mais le fait que le pays jusqu'alors peu peuplé le devint suffisamment par suite d'arrivées nombreuses d'émigrants chiliens rendit la situation délicate. C'étaient les capitaux chiliens qui alimentaient l'exploitation, c'étaient les travailleurs chiliens qui fouillaient le sol. 20,000 émigrants étaient venus du Chili à Antofagasta !

L'opinion publique ne tarda pas à s'émouvoir, dans la capitale bolivienne, de cet état de choses. Le président fut accusé de favoriser les voisins du sud. Néanmoins c'est de l'étranger que vinrent les propositions de guerre contre le Chili. C'est le Pérou qui chercha et amena le conflit.

Le Pérou, à bout de ressources, était à la veille de la banqueroute ; il avait aliéné les revenus qu'il pouvait tirer de ses guanos; le gouvernement péruvien trouva ingénieux de mettre un droit sur les salpêtres, à la sortie; le résultat de cette politique économique ne se fit pas attendre; les salpêtres chiliens, non grevés de droits de douanes, firent une concurrence facile et victorieuse aux salpêtres péruviens et les navires européens prirent la route des marchés du Chili. Le Pérou, aux abois, demanda à la Bolivie de mettre un droit sur les salpêtres de l'Atacama; la Bolivie accepta; cependant le traité conclu par le gouvernement de la Paz, en 1874, avec le Chili s'y opposait. C'était la guerre. Quand on eut passé une partie de l'année 1878 en négociations le Chili rappela son ministre de Bolivie. Le Pérou offrit ses bons offices; le Chili les repoussa et déclara, la convention de 1874 étant rompue.

qu'il annexait tout le territoire au sud du vingt-cinquième degré.

La guerre commença en 1879; les soldats chiliens occupèrent Antofagasta, puis le littoral bolivien tout entier et les villes de Cobija et de Calama. Dans cette dernière les Boliviens s'étaient donc retirés sous les ordres de Ladislas Cabrera, ils furent délogés par les troupes du Chilien Sotomayor qui venaient de faire la traversée pénible d'une région dépourvue d'eau et de végétation (23 mars).

Alors s'engagea une mémorable campagne navale. La flotte du Chili détacha deux vaisseaux qui bloquèrent le port péruvien de Iquique, puis bombarda Pisagua et Mollendo; le littoral péruvien était dévasté, l'avantage était manifestement pour le Chili.

Deux navires péruviens sortirent du Callao, c'étaient le monitor *Huascar*, commandé par Grau, et la frégate cuirassée *Independencia*. Ils marchèrent sur Iquique, bloqué par deux vaisseaux chiliens, un double duel naval s'engagea devant cette ville; le *Huascar* coula son adversaire chilien l'*Esmeralda*; mais l'*Independencia* fut détruite par le navire chilien *Covandaga*.

Sur terre les Boliviens commandés par le président Daza et les Péruviens sous les ordres du président Prado se réunissent à Arica; mais l'intérêt de la lutte était sur mer où l'intrépide Grau, devenu amiral, entreprenait une campagne héroïque. Il traversa la ligne de blocus que formait la flotte chilienne devant Iquique et fit une campagne de dévastations sur les côtes du Chili.

Le gouvernement chilien mit à la tête de sa flotte

don Riberos et la flotte composée du *Blanco Encalado*, du *Cochrane*, de l'*O'Higgens*, du *Covandaga*, marcha contre le *Huascar*. Le 8 octobre la rencontre eut lieu à la hauteur du cap Agamos, près d'Antofagasta. Après avoir soutenu un combat héroïque au cours duquel Grau fut tué, le *Huascar* succomba et fut détruit (8 octobre). — Nulle flotte ne pouvait disputer l'empire de la mer au Chili, dans la zone des hostilités; les Chiliens se préparèrent à faire la conquête du Pérou, par terre.

Le Pérou et la Bolivie avaient de bonnes armées; des hommes disciplinés, sobres, durs à la fatigue; les Péruviens avaient des soldats enthousiastes et confiants dans le succès; les Boliviens plus nombreux ne devaient pas plier sous le feu, mais ils manquaient d'ardeur guerrière. L'armée peruano-bolivienne était portée en deux masses, à Iquique et à Arica. Les Chiliens débarquèrent au nombre de 10,000 à Pisagua; les deux armées ennemies se trouvèrent ainsi isolées l'une de l'autre; mais l'opération du débarquement n'était pas allée sans résistance; des détachements peruano-boliviens avaient défendu Pisagua pendant cinq heures.

Le plan de l'état-major de la coalition était de rejeter à la mer le corps expéditionnaire chilien, et pour cela d'opérer la jonction des deux armées dans l'intérieur des terres, dans la forte position de Dolorès, d'où l'on marcherait contre le littoral. Mais les Chiliens ayant découvert ce plan devancèrent leurs ennemis; ils envoyèrent 6000 hommes et de l'artillerie occuper les hauteurs; l'armée chilienne arriva la première, s'abrita derrière des retranchements, quand les ennemis se présentèrent ils furent balayés par une terrible canonnade et durent

fuir en laissant aux mains des Chiliens leurs canons et leurs bagages (19 novembre).

Le général péruvien Buendia rallia ses troupes à Tarapaca, il réunit aussi la garnison d'Iquique et c'est en vain que Sotomayor, le vainqueur de Dolorès, essaya de le déloger; les Péruviens furent maîtres du champ de bataille après une longue journée de lutte. « La retraite « de Buendia n'en fut ni moins terrible ni moins doulou- « reuse. Les troupes exténuées mirent vingt jours à « franchir les quarante lieues qui les séparaient d'Arica. « Obligées de longer les pentes abruptes de la Cordillère « pour éviter les Chiliens maîtres de la plaine, chemi- « nant la nuit par un froid intense, campant le jour sans « abri, sous un soleil implacable, rencontrant rarement « une source où étancher leur soif, réduites à l'eau « infecte des mares stagnantes, traversant de loin en « loin des hameaux ravagés, dont les habitants avaient « fui, emportant leurs misérables vivres, ces colonnes « atteignirent Arica dans un état déplorable. La moitié « était restée en route. Pour se soustraire à d'intolérables « souffrances, les uns s'étaient tués; la faim, la soif, « les maladies avaient emporté les autres. En dépit du « sanglant combat de Tarapaca, le désert d'Atacama, « les ports d'Antofagasta, de Cobija, d'Iquique, Pisagua, « 120 lieues de côtes enfin, restaient au pouvoir du « Chili » (Varigny).

Ces événements militaires furent suivis dans les deux pays vaincus de troubles politiques. Le président Prado qui n'avait bougé d'Arica prit la fuite laissant ses pouvoirs au vice-président, le général la Puerta. Mais la Puerta dut donner sa démission en faveur du général

Pierola, qui, reconnu à Lima, le fut aussi à l'armée. Au Pérou une révolte se produisit à la Paz : le général Daza s'enfuit en Angleterre, le colonel Camacho fut nommé à sa place général en chef, la présidence de la République échut au général Narcisse Campero.

Les armées péruviennes et boliviennes étaient concentrées dans les régions d'Arica et de Tacna; les Chiliens entreprirent de les isoler de leurs capitales respectives *la Paz* et *Lima*; ils occupèrent à cet effet Ilo et Pacocha le 15 février 1880 avec 14,000 hommes ainsi que la vallée de Moqueja. Les Péruviens espéraient déjouer le plan en s'établissant dans une forte position, les hauteurs de *Los Angelos*. Mais les Chiliens enlevèrent de nuit cette position. La route du nord était fermée aux vaincus.

Les vainqueurs marchèrent contre l'armée de Tacna et d'Arica, mais la marche fut pénible à travers un désert où l'on devait apporter tout, jusqu'à de l'eau pour l'alimentation des troupes. La petite armée chilienne forte de 13,000 hommes, 40 canons Krupp, 550 artilleurs et 1200 hommes de cavalerie, campa quelques jours à Buonavista à l'issue du désert, puis continua sa pointe sur l'ennemi. Une bataille sanglante s'engagea à Tacna, le 25 mai 1880, les Chiliens furent vainqueurs. Ils occupaient tout le Pérou, au sud d'Ilo. Les vaincus battirent en retraite vers l'intérieur, dans la direction du lac Titicaca. La ville d'Arica, prise entre les feux de la flotte et de l'armée chilienne, capitula (7 juin).

Désormais, la flotte du Chili allait inquiéter les côtes septentrionales du Pérou; l'armée péruvienne se concentra dans les environs de la capitale, entre Lima et le

littoral; 22,000 hommes s'étaient réfugiés derrière les retranchements de Chorillos et de Miraflorès; les Péruviens croyaient leurs positions inattaquables, mais les Chiliens les enlevèrent en deux journées, 13 et 15 janvier, puis entrèrent dans Lima.

La lutte continua deux ans dans le territoire péruvien encore insoumis : un traité est signé en avril 1884, entre la Bolivie et le Chili, qui prend tout le territoire qui donnait au gouvernement de la Paz accès sur la mer : le Pérou a abandonné aux vainqueurs les provinces de Tacna et de Tarapaca, territoires à guano et salpêtre.

Désormais au Chili l'histoire intérieure est seule intéressante. Le président Errazuriz avait été d'abord clérical. puis il s'était rapproché des libéraux. Le parti libéral à partir de 1881 a fait de grands progrès et le président Santa Maria en 1881 a établi l'état civil, et en 1885 il a aboli l'article 5 de la constitution par lequel la religion catholique était reconnue comme la religion de l'État.

La lutte civile a commencé avec le président Balmaceda. Balmaceda voulait désigner son successeur, il avait choisi Sanfuentes, le ministre de l'industrie et des travaux publics, qui lui était tout dévoué. Mais cette prétention déplut au parti libéral et pour s'assurer le dernier mot dans le débat le président prononça la dissolution du congrès. Il rencontra une nouvelle résistance dans la commission des chambres; cette commission devait, d'après la constitution, surveiller la conduite du pouvoir exécutif, en délibérer, et le cas échéant, exiger du président la convocation du congrès. C'est la commission qui a commencé la lutte, soulevé la population et commandé les opérations militaires.

Aux remontrances qu'elle a présentées au sujet de la dissolution, le président Balmaceda a répondu par une augmentation de la solde de l'armée, la proclamation de l'état de siège, la suppression de la liberté de réunion et de presse. Il a convoqué les électeurs pour l'élection d'une constituante.

Les mesures dictatoriales de Balmaceda ont été suivies des mesures révolutionnaires de la commission; elle a délié l'armée et la marine de son serment de fidélité vis-à-vis du président, et le 26 janvier vingt-cinq navires de la flotte ont fait défection et offert un asile à la commission devenue junte de gouvernement.

L'armée, forte de 30,000 hommes, est restée fidèle au président qui conservait le trésor riche de 150 millions de numéraire. Les grandes villes lui restaient attachées et il allait avoir une flotte formée des navires qui étaient livrés par les arsenaux de l'Europe.

De février à avril Tarapaca, Iquique, Arica, Tacna sont tombées entre les mains des congressistes; les provinces du nord sont perdues; la capitale des congressistes est à Iquique et, en juin 1891, une partie des troupes de Balmaceda ont fait défection. Le pays est coupé en deux, les provinces centrales et méridionales élisent don Claudio Vicuna, le candidat balmacediste, mais les congressistes qui tiennent les provinces du nord refusent de le reconnaître et confient le commandement des troupes à Errazuriz.

Les congressistes, maîtres de la flotte, eurent l'avantage, après une première bataille indécise sous Valparaiso, leur général Canto est vainqueur ; Balmaceda est abandonné de ses défenseurs : Santiago se soumet

et le président qui s'était réfugié chez le ministre de la République Argentine se suicide après avoir écrit une lettre adressée au *New-York Herald*; dans la ville, on accueillit avec joie la nouvelle de sa mort.

Le parti libéral vainqueur du dictateur est revenu au pouvoir. En effet, le nouveau congrès qui se réunit le 10 novembre, a prorogé les pouvoirs de la junte insurrectionnelle jusqu'après l'élection du nouveau président.

M. Georges Montt a été élu président de la République, le 18 novembre, à l'unanimité. Il appartient à l'opinion libérale, et en mars 1892, un ministère composé de cinq libéraux et d'un radical est arrivé aux affaires. Les conservateurs sont éloignés désormais du pouvoir; les cléricaux sont chassés des fonctions publiques par le ministère Matta; la presse amie des libéraux dénonce le « péril clérical » et laisse entendre que le retour des conservateurs entraînerait la suppression des réformes libérales, des registres de l'état civil laïque, par exemple.

La victoire des libéraux a eu pour conséquence le développement de l'instruction publique; l'instruction primaire est gratuite et obligatoire; 78,000 enfants fréquentent 852 écoles (1887). Le corps électoral est ouvert à tous ceux qui savent lire et écrire.

La Bolivie et le Pérou, depuis la guerre, ont eu à souffrir de discordes intestines amenées par la question de l'élection présidentielle. Au Pérou, M. Morales Bermudez a été élu après des conflits sanglants, il est conservateur (1890). — En Bolivie, le président Arce est très combattu; en janvier 1889, des soulèvements se produisent, une conspiration militaire est découverte et réprimée

avec sévérité et M. Arce soutient M. Mariano Baptista. son ministre des affaires étrangères, comme candidat à la présidence. M. Baptista représente le parti conservateur et clérical; le clergé prend parti pour lui et excommunie les libéraux, qui triomphent à la Paz.

CHAPITRE II

Le Brésil. — La question des esclaves. — La colonisation. — Le dernier gouvernement monarchique américain disparaît. — La République. — La Constitution. — Vicissitudes du nouveau gouvernement jusqu'à nos jours.

Depuis vingt-cinq ans trois grands faits dominent l'histoire du Brésil : la suppression progressive de l'esclavage; les encouragements donnés à la colonisation européenne, enfin la proclamation de la forme républicaine.

La question des esclaves était posée dès 1850 et elle n'a été résolue qu'en 1888. L'empereur Pedro, qui était un humanitaire, était partisan de l'abolition de l'esclavage. Mais comme souverain constitutionnel il avait à compter avec de puissants intérêts, et ce n'est que par étapes que l'Amérique portugaise a supprimé cette honte d'être en plein XIXe siècle un pays à esclaves. En 1852, la traite des noirs avait été abolie et le ministre Eusebio de Quieroz avait pris des mesures pour réprimer la traite. Néanmoins la traite des nègres, supprimée officiellement, fut pratiquée avec les colonies africaines du Portugal jusqu'en 1858; ce n'est qu'à cette époque qu'elle cessa complètement.

D'ailleurs le parti abolitionniste dont l'empereur, en

fait, était l'auxiliaire, ne se contenta pas de tarir l'une des sources de recrutement de l'esclavage. Des mesures favorables aux esclaves furent prises à partir de 1864, et c'est à l'initiative de don Pedro qu'est dû le projet de loi ayant pour objet d'abolir, en principe, l'esclavage, mais de le maintenir, temporairement, en déterminant le mode suivant lequel les esclaves s'élèveraient graduellement à la liberté. Le projet d'émancipation graduelle fut ajourné (avril 1866) à cause de la guerre du Paraguay.

L'empereur Pedro malgré ses désirs n'osait prendre la responsabilité de la suppression complète de l'esclavage. Peut-être craignait-il pour le régime. En tout cas les trois actes de l'émancipation des nègres ont été faits pendant ses séjours en Europe. Quoi qu'il en soit, en juillet 1866 la société française pour l'abolition de l'esclavage ayant envoyé une adresse à l'empereur, Pedro fit répondre que son gouvernement s'occuperait, sitôt que le permettraient les circonstances, d'une mesure « que l'esprit du christianisme réclame ».

En 1871, le gouvernement obtenait un premier succès. Le premier ministre, J. M. da Silva Paranhos, vicomte de Rio Branco, fit passer le 21 septembre une loi qui abolissait en principe l'esclavage et affectait certains impôts à l'émancipation des nègres. Cette loi, la loi Rio Branco, fut aussi appelée la loi du « ventre libre », car désormais tous les enfants qui naîtraient d'une négresse seraient libres; il était d'ailleurs spécifié qu'ils resteraient jusqu'à vingt et un ans chez le maître de leur mère pour compenser les frais qu'aurait coûtés leur éducation.

Désormais les deux sources de l'esclavage, la traite et

la naissance, étaient taries. Mais il y avait au Brésil des gens pour penser qu'il était injuste de laisser subsister la distinction des parents esclaves et des enfants libres, dans les familles nègres. Un grand nombre de propriétaires libéraient leurs noirs, deux provinces affranchissent leurs esclaves et des environs les nègres encore asservis accouraient aux applaudissements des abolitionnistes et malgré la force publique. Alors en 1885 le ministère décréta que tous les esclaves qui n'auront pas soixante ans seront affranchis. Un dernier pas restait à faire; en 1888 en prononçant, le 13 mai, le discours du trône la princesse régente annonçait que ce dernier pas on allait le faire. Elle ajoutait : « A l'honneur du Brésil, « sous l'influence du sentiment national et des libéralités « particulières, l'extinction de l'élément servile a fait de « tels progrès que c'est aujourd'hui une aspiration « acclamée par toutes les classes avec d'admirables « exemples d'abnégation de la part des propriétaires. » A la Chambre des députés, M. Joaquin Nabuco disait de son côté : « La génération actuelle n'a pas encore connu « d'émotion aussi puissante et il faut remonter à celle « qu'éprouvèrent nos pères à la proclamation de notre « indépendance. Pour nous, Brésiliens, 1888 est un évé- « nement plus considérable que 1789 ne le fut pour la « France. C'est littéralement une nouvelle patrie qui com- « mence. » Ce jugement n'était pas d'ailleurs dépourvu d'exagération.

Le 13 mai, le Sénat après la Chambre vota l'émancipation, et la princesse signa l'acte avec une plume d'or qui lui avait été offerte par souscription. L'Argentine, l'Amérique entière, dans toutes les grandes villes, manifesta

joyeusement comme la population de Rio. La France s'est associée à ce progrès de la civilisation par une manifestation.

La suppression de l'esclavage n'a pas eu les grandes conséquences économiques que l'on aurait pu croire; il est bien vrai qu'au moment de l'émancipation les noirs ont afflué vers les villes et que la cueillette du café a été abandonnée, mais en général, redoutant la concurrence des ouvriers blancs, ils sont rentrés chez leurs anciens maîtres comme salariés.

Comme conséquence de la suppression de l'esclavage, le gouvernement brésilien a favorisé l'immigration étrangère; ce sont principalement les Allemands et les Italiens qui forment au Brésil de puissantes colonies.

La colonisation allemande importante dans les dernières années remonte au commencement du siècle. Des officiers et des soldats allemands qui avaient été les auxiliaires de Pedro Ier contre le Portugal demeurèrent après l'émancipation. De 1820 à 1830 il arriva 7000 émigrants. Depuis que les non-protestants ont un état civil (1861) et que l'esclavage est devenu une institution chancelante bientôt supprimée, l'immigration a augmenté. Des sociétés se formèrent à Hambourg (1853) et à Rio (1855) pour faciliter l'émigration. En 1857-1858, 33,000 Allemands poméraniens, prussiens, riverains du Rhin débarquèrent en Amérique. Mais les compagnies exploitèrent les immigrants, créant une solidarité accablante, devant elles, entre les membres des familles allemandes, et les gouvernements prussien et brésilien durent intervenir pour faire cesser une sorte de traite des blancs.

Le mouvement d'émigration italienne n'est pas moins

considérable; le Brésil a reçu en 1887, 31,445 Italiens, en 1888, 97,730, en 1889, 65,000. Ils sont aujourd'hui au nombre de 30,000 à Rio de Janeiro dont un grand nombre d'aventuriers. Il y en 20,000 dans l'état de Rio de Janeiro et principalement à Petropolis, de 20 à 35,000 dans le Minas Geraes et dans le Esperitu Santo. Ils ne forment pas comme les Allemands des colonies agricoles compactes; ils sont isolés et en général occupés d'industrie. S'il est une province où ils soient en groupe, c'est dans le San-Paulo où ils cultivent la terre, formant une colonie de 150,000 hommes; l'émigration italienne se recrute en Lombardie, en Vénétie, en Toscane, en Calabre et à Palerme. Tous les émigrants ne sont pas d'ailleurs dans les mêmes conditions économiques; les uns s'enrôlent en vertu d'un contrat au service de patrons brésiliens : ils sont malheureux, mal logés et mal nourris; les autres s'établissent dans des colonies qui se fondent d'accord avec le gouvernement, ceux-là sont relativement heureux, ils reçoivent un lot de terre de 18 à 25 hectares d'une valeur de 300 à 500 francs. C'est vers les États du Sud que le bureau de statistique de Rome pousse ses nationaux à l'émigration (1).

Désormais l'émigration devient plus importante. En 1864, 1865, 1866 de 1500 à 1800 par an. En 1862, il y avait 45,000 hommes de sang germanique au Brésil, en 1876,

(1) Voir le *Bulletin de l'Institut international de statistique de Rome*, pour l'Italie, et pour l'Allemagne les *Monatsheft zur Statistik des deutschen Reichs*, ainsi que l'article Brésil, dans la *Grande Encyclopédie*. M. Meuriot a publié dans la *Revue de géographie* de janvier 1892 un article qui nous a servi dans la rédaction d'une partie de ce chapitre.

110,000, en 1892, 240,000 (moitié catholiques, moitié protestants).

Ce groupe est assez compact ; les colonies sont établies :

1° Dans le Rio Grande do Sul, dans une région où la température moyenne est de 18 à 20°, très supportable pour des Européens. Il s'y publie deux journaux allemands. Dans cette seule province il y a 160,000 Allemands, formant une colonie dont la superficie des concessions égale un département français. Des Westphaliens exploitent la houille à San Jéromnio.

2° Dans la province de Santa Catharina ; là les deux centres principaux sont Blumenan et Dona Francisca. On y publie un journal depuis 1881. Il y a là environ 60,000 Allemands.

3° Dans le Parana, le San-Paulo, le Minas Geraes et le Matto Grosso, 30,000 Germaniques noyés au milieu de Brésiliens, Espagnols, Portugais, Italiens. Les Allemands du Brésil déterminent un mouvement commercial avec l'Allemagne. Ils sont toujours en relations avec la mère patrie.

Cet élément ethnique, moderne, nouveau dans l'histoire du Brésil, peut être un élément séparatiste à l'avenir. La *Gazette de Cologne* laissait entendre en 1890 qu'il pourrait bien se former un jour un état indépendant brésilien-germanique, et en fait, n'y a-t-il pas dans l'Uruguay 25,000 frères à qui l'on peut tendre la main ?

En somme le Brésil se trouvait dans une situation prospère; bien qu'il eût assumé une partie de la dette portugaise au moment de l'indépendance, l'état financier était bon, les dépenses étaient médiocres, l'armée et la

marine n'avaient ni un effectif ni un armement dispendieux; l'instruction publique et les travaux publics n'étaient point ruineux et le budget bien équilibré se soldait en excédent; l'étranger accordait son crédit à cet état américain du sud, le plus calme et sans doute le mieux administré.

Tel était l'état du Brésil, en 1889, quand brusquement une révolution a éclaté qui a changé le régime.

Le vieil empereur libéral était populaire, mais on sentait qu'après lui la forme gouvernementale pourrait devenir gênante. D'ailleurs Pedro étant aveugle ne s'occupait presque plus des affaires et elles n'étaient plus expédiées. Il y avait des mécontents : ils se groupèrent. Les officiers, négligés par l'empereur, en désaccord avec le comte d'Eu, l'héritier présomptif de la couronne, les provinciaux qui représentent la décentralisation, un grand nombre de propriétaires, mécontents de la suppression de l'esclavage, enfin les adeptes des idées républicaines et fédéralistes sont d'accord pour redouter l'avènement du comte d'Eu.

Les idées libérales avaient fait dans l'empire de nombreux prosélytes; on s'en aperçut lors de la question des esclaves; en même temps se répandaient les idées de l'École positiviste d'Auguste Comte. C'est M. Benjamin Constant qui fut le propagateur principal du comtisme.

La doctrine se répandit dans les Instituts militaires et l'on put reconnaître au lendemain de la révolution l'influence de l'école dans les décrets tendant à la séparation de l'Église et de l'État, à l'institution d'une fête nationale le 14 juillet, à l'adoption des devises *ordre et*

progrès, inscrites sur les drapeaux, *salut et fraternité* dans les correspondances officielles (1).

La révolution fut précédée d'une lutte parlementaire. Un ministère conservateur présidé par M. João Alfredo était aux affaires au commencement de 1889. Il avait l'année précédente accompli l'abolition de l'esclavage. Ce ministère fut très vivement attaqué par les libéraux; don Pedro refusa à ses ministres la dissolution de la Chambre et les conservateurs furent incapables de former un ministère. Le pouvoir passa aux libéraux, qui se débarrassèrent de l'opposition conservatrice par une dissolution, qu'ils avaient su obtenir de l'empereur.

Le parti républicain fit son profit des circonstances; on le vit prospérer sous la direction de deux journalistes, *MM. Ruy Barbosa* et *Quintino Bocayuva*, qui dirigeaient respectivement le *Diario de Noticias* et *O Païs*. Il y avait des manifestations républicaines dans la rue et le préfet de Rio était obligé de prendre un arrêté interdisant de crier en public : « Vive la République! A bas la monarchie! » Les élections furent libérales; on ne voyait, en dehors des libéraux, siéger à la Chambre que sept conservateurs et deux républicains.

Il semblait qu'il n'y eût rien à critiquer chez l'empereur qui avait favorisé les libéraux et leur abandonnait le pouvoir sur les indications du pays. Mais l'armée était très animée de sentiments hostiles contre la dynastie; on la tenait en suspicion, et elle était fière de ses succès dans la guerre de Paraguay, l'empereur n'avait pour elle aucune faveur, et on lui faisait prendre des mesures

(1) D'après Miguel Lemos, *Apostolat positiviste au Brésil.*

funestes en exilant dans des provinces lointaines et parfois malsaines, au Matto Grosso ou sur le haut Amazone, les régiments mécontents dont les officiers faisaient de l'opposition.

Les républicains profitèrent des dispositions de l'armée et firent alliance avec les chefs militaires. Déjà un grand nombre d'officiers généraux avaient été éloignés, puis vint le tour de l'amiral Van den Kolk, enfin le 15 novembre c'était le maréchal *Deodorâ da Fonseca*, qui dans l'opposition depuis longtemps devait s'embarquer avec plusieurs bataillons qu'il commandait.

L'entente une fois faite, l'affaire fut vivement menée; le maréchal da Fonseca, Benjamin Constant et les républicains arrêtèrent les ministres, et firent signer à don Pedro, qui arrivait de Pétropolis, l'acte d'abdication. La famille impériale fut embarquée pour Lisbonne (1). La population n'avait pas bougé.

Un gouvernement provisoire composé du maréchal Deodoro da Fonseca (président), B. Constant (guerre), amiral Van den Kolk (marine), R. Barbosa (finances) et G. Bocayuva (affaires étrangères), proclama la République fédérative.

Un des premiers soins du nouveau gouvernement a été d'éliminer du personnel administratif les fonctionnaires de l'époque de l'Empire; plus de la moitié des gouverneurs de province, en 1893, étaient des militaires; le pays a été gouverné par des soldats, ou mieux par des officiers, les seuls éléments importants d'une armée de volontaires essentiellement composée de

(1) Où elle arriva le 17 décembre.

gens de couleur. Le gouvernement s'est empressé de relever la solde de l'armée. Pour donner satisfaction aux républicains, on a proclamé le suffrage universel et annoncé la convocation d'une constituante. Le gouvernement formé de soldats et d'hommes imbus d'idées révolutionnaires a pris des mesures énergiques, rapidement exécutées. Comme tout gouvernement nouveau, il a rencontré des résistances qu'il a brisées par des arrestations, des expulsions, des suppressions de journaux et l'établissement d'une cour martiale. Il a décrété l'établissement du mariage civil et la séparation de l'Église et de l'État.

Le 22 juin, le gouvernement provisoire qui se déclare « constitué par l'armée et par la marine au nom de la nation » a promulgué une Constitution, imitée de la Constitution des États-Unis.

Le chef de l'État est responsable; les ministres sont pris hors des Chambres, le président est élu au suffrage à deux degrés pour cinq ans, les Chambres au suffrage universel pour trois ans et neuf ans. La Chambre des députés est composée d'un député par 70,000 habitants, le sénat est formé de trois représentants par État, députés et sénateurs reçoivent une indemnité.

Le Congrès de 1890 a travaillé à la Constitution, il était composé des députés présentés par le gouvernement. Il a décidé que le président ne pourrait être réélu, et qu'aucun membre de sa famille ne pourrait briguer la première magistrature. Le pouvoir judiciaire est confié à une cour suprême.

La Constitution est fédérative, démocratique et laïque, l'État a pour nom officiel : États-Unis du Brésil (il y a

dans l'Union 21 États, y compris le district fédéral de Rio de Janeiro). Les législatures des États et les gouverneurs sont élus au suffrage direct; chaque État s'organise sous la forme démocratique qui lui convient. Pour écarter les nègres du suffrage universel, on a déclaré qu'il fallait, pour voter, savoir lire et écrire.

Le maréchal da Fonseca n'est pas resté au pouvoir longtemps; le 15 juin, il avait ouvert la session du Congrès; mais des dissentiments se sont vite produits entre lui et le pouvoir législatif. Le 4 novembre, il a prononcé la dissolution du Congrès et proclamé l'état de siège; les provinces ont été mécontentes; le Rio Grande do Sul a profité de l'occasion pour se déclarer indépendant : en présence de ces circonstances graves, le maréchal da Fonseca a donné sa démission (1891).

C'est le vice-président de la République, président du Sénat, qui, en vertu de la Constitution, a pris le pouvoir, le général Peixoto. Floriano Peixoto avait fait partie du gouvernement provisoire, s'était fait élire député de la province d'Alagoas. En 1891, il devenait vice-président de la République.

Durant trois ans Peixoto a exercé une dictature véritable et le pays a été livré à la guerre civile; les soulèvements ont été réprimés dans le sang. Dans son dernier message, le président a dû faire l'aveu de sa politique d'arbitraire et de violence; il cherche à s'excuser par « les circonstances exceptionnelles où se trouvait son gouvernement, aux prises avec des adversaires de toutes classes, nationaux ou étrangers et qui ne permettaient pas toujours d'apprécier le degré de culpabilité ou même d'innocence des gens impliqués dans la

révolte, compromis ou suspects de la favoriser ». Les finances, le commerce avaient souffert et il fallait bien avouer aussi « l'état déplorable de la vie économique, la paralysie de la production et la misère de toutes les classes », comme fit, en octobre 1894, le ministre des finances.

Des troubles nouveaux obligèrent Peixoto à se retirer, mais auparavant il fit approuver sa conduite par le congrès, à la majorité de 188 voix contre 12. Le pouvoir a passé au docteur G. Prudente de Moraës Barros.

CHAPITRE III

La République Argentine : troubles politiques et crises économiques récentes.

Le général Mitre, qui s'était déjà soulevé contre le président Sarmiento (1868-74), se souleva contre son successeur Avellaneda, qui triompha de la révolte et le fit prisonnier. Mais Buenos-Ayres se révolta prenant le parti des nationalistes (ce sont les anciens unitaires) et le gouvernement évacua la ville pour se retirer à Belgrano, en même temps qu'il faisait bloquer le port de Buenos-Ayres, amenant ainsi les rebelles à la soumission. Lorsque le général J.-A. Roca a succédé à Avellaneda, la lutte a recommencé entre les provinciaux et les habitants de Buenos-Ayres. Au général Roca (1880-1886) a succédé le docteur Juares Celman, 12 octobre 1886, ancien gouverneur de la province de Cordoba.

C'est durant la présidence du docteur J. Arce que s'est déclarée la grande crise économique que vient de traverser la République Argentine. Il y avait eu d'abord des périodes de prospérité, les étrangers arrivaient très nombreux en Argentine. Le gouvernement, pour favoriser l'émigration, traitait avec des sociétés qui devaient fournir un certain nombre d'immigrants, contre salaire.

Ainsi ont été dépensées des sommes considérables par le gouvernement argentin. En 1883 arrivaient 6300 Européens, en 1884, 77,000, en 1885, 108,000, en 1886, 180,000, en 1889, 290,000. A partir de 1891, l'émigration n'est plus que de 73,000 individus (1).

D'abord les affaires avaient été prospères, on avait fondé des colonies agricoles, fait l'élevage des moutons; les constructions de chemins de fer et les concessions de mines s'étaient multipliées. Mais les affaires avaient tourné à la spéculation, étaient devenues véreuses; en 1890, on ne trouvait plus d'or et pour le change il fallait payer 250 pour 100. Les pays de l'Europe qui avaient reçu le papier argentin d'une façon illimitée s'inquiétèrent, devinrent prudents, furent fermés. Le trouble ne fit que s'accroître dans l'Argentine. Le gouvernement pour parer au désordre prenait des mesures souvent contradictoires : il fermait la Bourse, vendait des terres, obligeait à payer les droits de douane en or, etc. En même temps des étrangers, par des spéculations sur les entreprises de chemin de fer, de mines d'industrie entraînaient des catastrophes financières qui aggravaient la situation.

Le président et les ministres furent violemment attaqués; les élections de février furent favorables aux opposants. On découvre un complot militaire au mois de juillet; un régiment d'artillerie se révolte et l'on se bat dans les rues de la capitale. La flotte pendant quatre jours soutient les insurgés, bombarde la ville pour déloger les troupes fidèles au gouvernement, puis dut se

(1) Beaucoup d'Italiens, d'Espagnols et de Basques.

rendre, à bout de munitions. Mais le 7 août, le président Juares Celman donna sa démission, ne pouvant constituer un cabinet. Le vice-président Pellegrini, suivant la Constitution, lui succéda et prit sa place jusqu'en 1892.

Le contre-coup des crises économiques et des commotions politiques de la République Argentine se fit bientôt sentir en Europe. La célèbre et ancienne maison de banque anglaise, la maison Baring, qui avait pris en Europe la principale charge du crédit argentin, déposa son bilan au mois de novembre. Tous les marchés financiers européens reçurent à leur tour la secousse. Un syndicat international financier s'est formé pour obtenir du gouvernement argentin l'exécution de ses engagements; il a mis la main sur le pays.

Le président Pellégrini devait quitter le pouvoir en 1892. Les partis politiques furent de nouveau en présence; les partisans de Juares seuls étaient éliminés, mais les provinciaux ou autonomistes nationaux dirigés par le général da Roca, et la majorité des Buenos-Ayriens formant l'Union civique (ayant pour candidat Mitre) étaient en présence. De 1893 à 1895 toutes les provinces ont été troublées et les provinciaux viennent seulement de poser les armes.

CHAPITRE IV

LE CHILI

La question de frontières. — La Guyane française et le Brésil. — La Guyane anglaise et le Venezuela. — Le Chili et la République argentine.

Les États de l'Amérique du Sud sont mal délimités; la civilisation et le peuplement par les Européens ont eu pour point de départ le littoral, et pendant longtemps l'arrière-pays a été mal connu; mais au fur et à mesure que la découverte du pays se faisait, les différents États tendant à élargir leurs territoires entraient en conflits lorsqu'il fallait marquer les lignes de séparation; la guerre du Chili et du Pérou (voir plus haut) a été une guerre de frontière, encore aujourd'hui il y a des territoires *contestés* entre le Venezuela, la Colombie, l'Équateur, le Pérou, entre le Brésil et le Pérou, l'Argentine et le Chili, etc.

Mais les conflits qui ont pris une importance particulière sont ceux qu'ont entraînés les prétentions de la France et de l'Angleterre aux Guyanes, de l'Argentine et du Chili.

Le conflit argentino-chilien (1) s'est produit quand il a

(1) Voir Gallois, *Bibliogr. des Ann. de Géogr.*, 1896, et Stephen, *Geogr. Zeitschrift*, 1895.

22.

fallu fixer la frontière entre les deux pays sur le territoire de la Patagonie. Le traité conclu en 1881 fixait la limite à la crête de la Cordillère des Andes et à la ligne de partage des eaux. Mais ces arrangements de la diplomatie cadraient mal avec les données géographiques; le sommet des Andes ne concorde pas avec la ligne de partage des eaux, de là les revendications contraires des deux Républiques; les Chiliens demandent que le traité soit interprété dans le sens de la ligne de partage des eaux, et par suite leur domaine s'étendrait vers l'est; les habitants de l'Argentine ne veulent entendre parler que de la ligne des hauts sommets qui les avantage puisqu'ils peuvent ainsi étendre leur domaine vers l'ouest.

En septembre 1895, ces prétentions contraires ont failli amener un conflit violent; les deux États ont alors décidé de nommer de nouvelles commissions d'explorations et de soumettre finalement le règlement de la question à l'arbitrage de la reine Victoria, au cas où l'on ne pourrait s'entendre.

La Guyane française était, elle aussi, mal délimitée; depuis le traité d'Utrecht jusqu'à 1891, la frontière franco-hollandaise restait incertaine; la frontière franco-brésilienne n'est point encore marquée.

Le traité d'Utrecht avait nettement assigné le cours du Maroni comme frontière entre les deux pays; mais comme le cours supérieur est formé par deux rivières, l'Awa et la Tapahonic, le point important était de savoir laquelle des deux devait être considérée comme cours supérieur du Maroni. Cette question était d'autant plus embarrassante que la découverte de gisements aurifères entre l'Awa et la Tapahonic rendait les revendications

des deux gouvernements plus pressantes. En l'absence de toute base de discussion sérieuse, et d'arguments historiques et géographiques, c'est au tsar que fut confié d'un commun accord le soin de marquer la limite. L'Awa fut indiqué comme limite, le territoire contesté était attribué à la Hollande.

Le conflit franco-brésilien est plus compliqué. Le gouvernement français prétend que sa colonie de la Guyane doit être limitée à l'ouest par le Rio-Negro et le Rio-Bramo, au sud par l'Amazone.

Il fait valoir les arguments suivants : En 1551, les Français construisaient le *Fort de Brest* sur l'Amazone, près de Macapa. — Henri IV concédait au comte de Soissons, en 1605, la vice-royauté de la contrée comprise entre l'Orénoque et l'Amazone. — En 1614, le Portugais Albuquerque reconnaissait que la rive septentrionale de l'Amazone était française.

Par le traité d'Utrecht, Louis XIV renonçait à la navigation du fleuve des Amazones et à la possession de la rive nord du fleuve. Mais deux difficultés d'interprétation surgirent : 1° renoncer à la rive nord, était-ce renoncer à tout le versant nord ? 2° la rivière limite Vincent Pinson n'était pas marquée sur la carte. Était-ce l'Araguary, comme disaient les Français, ou l'Oyapock, comme le prétendaient les Brésiliens.

Cette question a fait couler des flots d'encre; et rien n'a été résolu malgré les désirs de Choiseul, de Talleyrand, de Guizot, de Napoléon III, de Jules Ferry, etc.

Les Brésiliens soutiennent avec obstination que leur territoire s'étend jusqu'à l'Oyapok actuel, c'est-à-dire jusqu'au cap Orange.

Le territoire contesté est aussi vaste que la colonie française de la Guyane, et il s'y trouve des gisements aurifères. En 1836, Louis-Philippe y a établi un poste à Mapa pour affirmer les droits de la France sur le contesté. En 1840, c'est le gouvernement brésilien qui renforce le poste de don Pedro II sur l'Araguary; en 1860, des fonctionnaires brésiliens sont installés dans le district de l'Apurema; le gouvernement de Rio subventionne les maîtres d'école de Mapa et de Coumani.

En 1890, le gouvernement provisoire républicain a décidé de former une commission de la Guyane brésilienne, qui a été définitivement constituée en 1892, et qui s'est mise à l'œuvre. On lui a donné un budget de 1,237,500 francs par an, deux petits navires de guerre, le *Cabedello* et le *Cacador*.

Le gouvernement français a fait parcourir la région par le docteur Crevaux (1876-1888) et par Coudreau (1883-1894), mais il a respecté le territoire litigieux.

En 1890, les Brésiliens ont voulu faire une tentative sur Mapa, ils ont échoué; semblable tentative a été faite en 1895 sur le même point; il y a eu effusion de sang; le gouverneur de Cayenne responsable a été rappelé (1). Aujourd'hui encore (1896) rien n'est résolu.

Des difficultés du même genre se sont produites pour l'établissement de la frontière entre la Guyane anglaise et le Venezuela. En 1814, la Grande-Bretagne se fit céder par les Pays-Bas la partie orientale de la Guyane néerlandaise; et de 1810 à 1822, le Venezuela se substituait aux droits qu'avait jadis la capitainerie espagnole de Caracas.

(1) D'après articles de M. Creveau. B.-S. G. Com. de Paris.

En 1840, le gouvernement britannique charge sir Robert Schomburgk d'une mission; sir Robert Schomburgk prétend que les droits des Pays-Bas, dont l'Angleterre aurait hérité, étendraient le territoire anglais jusqu'à la ligne de dartage des eaux de l'Orénoque, mais il propose une ligne limite moins occidentale, qui porta son nom dans les discussions ultérieures.

En 1844, lord Aberdeen acceptait de reculer encore vers l'est la frontière, et en 1850 on décide de part et d'autre de respecter le *statu quo*.

Cependant les sujets britanniques envahissaient le territoire contesté, riche en gisements aurifères, et en 1886 Guzman Blanco réclamait l'évacuation du territoire à l'ouest du Pomaron. Le gouvernement britannique refusa, et les négociations diplomatiques furent rompues (février 1887).

Le 1er décembre 1895, les Vénézuéliens mirent à sac un port anglais établi sur le territoire contesté; le gouvernement de la reine fit un ultimatum plein de menaces au cas où une indemnité ne serait pas payée par le Vénézuéla.

Cet incident faillit amener une guerre anglo-américaine; le président de l'Union américaine du Nord, en vertu de la doctrine de Monroë, s'immisça dans le conflit; il prétendait soumettre l'Angleterre à l'arbitrage d'une commission de citoyens américains. Aux États-Unis, l'exaltation chauvine fut au paroxysme durant quelques jours; l'Angleterre répondit par un calme imperturbable, et l'action des financiers anglais eut un tel effet sur la Bourse de New-York que les Américains du Nord réfléchirent. L'incident n'eut pas de suite grave. — Après un an, l'Angleterre vient de se décider à une solution favorable au Vénézuéla.

CONCLUSION

Pendant longtemps ce fut une mode en France de railler l'Amérique du Sud : Brésiliens, Argentins, Colombiens ou Péruviens, semblaient être des personnages de théâtre, de drame ou de vaudeville ; l'opinion, mal éclairée, ne voulait retenir que quelques traits de la vie sanglante des jeunes républiques, et quelques caractères grotesques de personnages parvenus, riches d'énormes spéculations opérées sur les marchés des grandes villes sud-américaines.

On a, depuis longtemps déjà, montré l'injustice de ces jugements aussi ridicules que sommaires.

Une partie du présent s'explique par le passé et si l'on veut juger avec équité les jeunes républiques américaines, constater leurs progrès, il faut jeter un coup d'œil en arrière.

La science nous a encore imparfaitement expliqué quel fut le sort de l'Amérique avant l'arrivée des Espagnols; sur le Pérou seulement nous avons quelques éclaircissements; l'ethnographie des Indiens sauvages, quand elle sera mieux connue, permettra de comprendre les mœurs, la religion, peut-être l'histoire de ces peuplades qui, fortes encore de plusieurs centaines de mille d'individus, vivent au sein de l'Amazonie.

Avec l'arrivée des conquistadores a commencé, pour les Américains, la série des massacres et des persécutions : extermination de tribus, exploitation implacable des vaincus, destruction de civilisations indigènes, obscurantisme clérical, despotisme administratif, isolement économique, voilà les seuls mots qui peuvent caractériser la civilisation européenne importée par les Espagnols et par les Portugais.

A la fin du XVIIIe siècle, quelque clarté a commencé à se faire dans les esprits des Américains. Les Métis qui ont acquis quelque culture, mais encore privés de tout droit, ne sont pas restés sans comprendre l'importance de ces deux grands événements historiques : l'indépendance des États-Unis et la Révolution française. Le contrecoup de notre Révolution et des guerres de l'Empire, guerres qui frappaient les monarchies maîtresses de l'Amérique du Sud, s'est fait ressentir jusque dans les colonies portugaises et espagnoles d'Amérique.

Alors ont commencé les luttes pour l'indépendance qui ont donné de beaux exemples du courage, de l'amour de la liberté et de la fraternité des Américains asservis. Quoi d'étonnant, si au lendemain de la libération, des peuples, formés de races différentes, Indiens, Métis, Nègres, Blancs, ne sont pas entrés pacifiquement dans la vie politique? mais les journées de notre Révolution, les journées de juillet 1830, de février, de juin 1848, de 1871, ne sont-elles pas marquées, elles aussi, par des émeutes, des violences et du sang répandu? Et néanmoins quelle différence entre les populations de la France, éclairées par la philosophie, les lettres, les livres, le journal, et ces peuples de primitifs où seulement une élite

peu nombreuse avait quelques éléments de culture ? Cette différence de mœurs, d'éducation antérieure suffit à expliquer la cruauté des guerres civiles, les despotismes odieux, les révolutions sanglantes qui, dans ce siècle, ont attristé la vie des républiques américaines.

Aujourd'hui, les mœurs ont progressé. La vie politique est, sinon plus pacifique, du moins plus humaine. Les guerres civiles font plus de bruit que de mal, et il faut assurément attribuer ces progrès à l'influence de l'Europe : la plupart de ceux qui, dans ces pays, deviennent chefs de partis ont en général fait leur éducation à l'étranger, dans l'Amérique du Nord, l'Angleterre ou la France. D'autre part, l'accroissement de l'immigration européenne, l'influence des financiers européens, ne sont pas restés sans résultats ; si l'on voulait jouir du crédit et de l'estime de l'Europe, il fallait adoucir ses mœurs.

D'ailleurs, les républiques américaines ont eu, elles aussi, un parti libéral qui se modelait sur les partis européens et qui tendait à la civilisation et au progrès des lumières, en cherchant à émanciper l'état laïque du joug ecclésiastique, à vulgariser l'enseignement, à établir l'instruction primaire. Tous les gouvernements américains ont montré dans ce siècle une égale sollicitude pour la culture des arts, des lettres et des sciences ; tous ont cherché à introduire chez eux la civilisation matérielle qu'ont créée, dans ce siècle, concurremment, l'Europe occidentale et les États-Unis : chemins de fer, éclairages au gaz, à l'électricité, télégraphie, etc.

Enfin, depuis dix ans, l'esclavage et la monarchie, les deux seules formes de l'ancien régime qui subsistaient dans l'Amérique, ont été éliminés, puisque le Brésil s'est

transformé en république, peu de temps après que l'empire libéral de Pedro II avait libéré les esclaves.

En somme, les Américains se sont soustraits aux différentes tyrannies qui leur avaient été imposées par leurs maîtres depuis le XVIe siècle, et ils se sont transformés en états modernes sous la forme de républiques, suivant les indications politiques qui se dégageaient à leurs yeux de l'histoire des États-Unis et des doctrines politiques, libérales, professées dans ce pays comme en Angleterre et en France. Assurément, il ne faudrait pas s'imaginer que tous les Américains du Sud soient des citoyens conscients de leurs droits et de leurs devoirs, et qu'il y ait là des corps électoraux dont toutes les unités agissent sciemment et consciemment dans la vie politique. Il y a, en effet, parmi les gens de couleur, des hommes qui ne suivent qu'un chef et qui ne luttent ni pour un programme, ni pour une idée; mais dans la plupart des républiques sud-américaines, il est des minorités actives et conscientes de leurs actions et certes dans la plupart des pays de l'Europe la vie politique est-elle plus intense et plus logique, plus guidée par les idées que par l'attachement pour certains hommes, qu'elle n'est dans le continent sud-américain?

Il fallait marquer ces faits, établir ces parallèles, pour juger exactement, sans parti pris, des peuples jeunes, des races nouvellement attirées à la civilisation.

La place que l'Amérique du Sud tient dans le monde, si l'on considère le faisceau de ses groupes politiques, n'est pas grande; l'immense continent ne contient qu'une population égale à celle de la France, et l'éparpillement de cette population n'a permis à aucune grande puissance

de s'établir. Il n'y a point aujourd'hui dans l'Amérique du Sud d'État dont l'armée, la flotte ou la diplomatie ait quelque action dans les affaires générales du monde. L'Europe doit compter, on l'a vu récemment, avec l'Union américaine du Nord, pour ses arrangements diplomatiques; il n'est point de nation de l'Amérique du Sud qui puisse influer sur elle.

Si les républiques nouvelles ont leurs littérateurs, leurs poètes, leurs savants, leurs artistes qui parfois ont des notes personnelles, il ne s'est point créé dans l'Amérique du Sud de centres intellectuels dont la pensée contemporaine soit tributaire. Au double point de vue politique et scientifique, les républiques américaines jouent un modeste rôle.

L'importance de ce continent gît assurément dans sa richesse économique; la valeur agricole, les industries extractives et l'industrie pastorale font sa force; l'Amérique du Sud est encore riche en or. L'exploitation de son sol ne fait que commencer; le coton, le café, le cacao, le sucre, le tabac, le blé, le manioc sont ses richesses essentielles; ses pampas étalent des pâturages qui suffiraient à alimenter de bestiaux les plus grands marchés de l'Europe; les bois précieux abondent et, en somme, la richesse du sol de ce pays est incomparable. Alors que les agglomérations humaines sont de plus en plus denses dans le vieux monde et aux États-Unis, c'est-à-dire, au moment où ces régions de consommation tendent le plus à se mettre en rapport avec les pays agricoles, pour l'échange des matières premières et alimentaires contre les objets manufacturés, le rôle de l'Amérique du Sud devient plus important.

Certes, il est douteux que, comme certains affectent de le croire, il puisse y avoir place pour des centaines de millions d'hommes dans l'Amérique méridionale. Que l'on songe seulement aux étendues immenses occupées par la montagne, hospitalière, il est vrai, dans ses vallées, mais inaccessible sur ses flancs abrupts et inhabitable sur ses hautes cimes, que l'on songe à cette immense Amazonie, forêt compacte, où le soleil pénètre mal sous la frondaison épaisse, où l'eau des multiples et immenses fleuves détrempe la terre proche des rives, où la vie animale n'a pas de plus inéluctable antagoniste que l'exubérance de la vie végétale, où les tribus indiennes végètent plus qu'elles ne vivent, et l'on se prendra à douter qu'il puisse y avoir là de vastes champs de colonisation, du moins pour la race blanche.

Mais la valeur économique de l'Amérique est indépendante de ses aptitudes à la colonisation, aussi dès aujourd'hui la question est posée de savoir à qui sera réservée l'exploitation de ce continent. Pendant longtemps, le continent américain méridional qui avait été une dépendance de l'Europe au point de vue politique est demeurée sous la dépendance économique du marché européen : ce sont les capitalistes européens et les industriels européens qui ont fourni à l'Amérique méridionale et les capitaux qui lui manquaient, et les objets manufacturés dont elle avait besoin et qu'elle ne savait faire. Aujourd'hui, certains parmi les États tendent à s'émanciper, tel le Chili qui, riche en houille et en minerai, veut et peut avoir une industrie, les autres républiques moins bien dotées ont du moins le choix entre deux marchés industriels : celui de l'Europe et celui de l'Union amé-

ricaine du Nord, plus proche parfois, plus attractif. C'est qu'en effet, une phase nouvelle semble commencer pour la politique extérieure de l'Amérique du Sud; ses relations étrangères pourraient bien se transformer en une entente avec l'Amérique du Nord; le Brésil et l'Argentine n'ont-ils pas la forme fédérative de leur modèle septentrional? La Maison Blanche ne prend-elle pas la défense des républiques américaines lorsqu'elles se sentent menacées par une puissance européenne? Le récent conflit du Venezuela est un symptôme; l'attitude du président Cleveland est d'autant plus intéressante qu'elle répond à la fois à une doctrine politique : « L'Amérique aux Américains », et à une tendance commerciale accentuée depuis quelques années par un projet d'union douanière entre l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud. Ce projet a vivement ému l'opinion européenne; assurément s'il se réalisait, la lutte économique deviendrait difficile, sinon impossible pour les commerçants et industriels de l'ancien monde, et il résulterait par contre-coup une crise économique européenne dont l'affaire de la maison Baring ne peut nous donner qu'une très faible idée. Mais l'Amérique du Sud acceptera-t-elle de tirer, préféremment, de l'Amérique du Nord, les articles manufacturés qu'elle consomme, à lui livrer, en échange, les produits dont son sol est si abondant? Voilà une question qui est douteuse. Les hommes d'État de l'Amérique du Sud, plus soucieux d'assurer l'indépendance politique de leur pays, indépendance politique intimement liée à l'indépendance économique, que de se rallier à une formule d'un chauvinisme purement géographique, conserveront le droit, probablement,

de choisir leurs acheteurs et leurs fournisseurs au gré de leurs intérêts et au gré de leurs concitoyens. Il est vraisemblable d'ailleurs que les plus actifs des habitants de l'Amérique du Sud, les immigrants européens, conserveront des relations avec l'ancien monde, relations obligatoires aujourd'hui encore, en raison des grosses dettes contractées auprès des financiers d'Europe. Il serait sans doute imprudent d'exagérer la durée de ce lien entre l'Europe et l'Amérique méridionale, car les émigrants européens établis dans l'Amérique du Nord comme en Australie ont montré vis-à-vis des métropoles d'où elles sortaient une indépendance de cœur qu'on ne saurait appeler ingratitude, mais qui résultait de conditions économiques nouvelles, primant comme toujours les raisons de sentiment.

Il ne s'agit point ici d'ailleurs de prédire; il fallait simplement indiquer le nouvel état de choses, et si l'on a montré que, depuis cent ans, les idées libérales ont remplacé les doctrines autoritaires en Amérique, que de la soumission à une monarchie on a passé à l'indépendance et à la forme républicaine, que de l'obscurantisme on a passé à la culture intellectuelle et scientifique, de la sujétion économique à une tendance à l'émancipation, à une possibilité de s'adresser aux marchés américains ou aux marchés d'Europe suivant son désir ou ses intérêts, le lecteur pourra saisir quels sont les progrès faits par les Américains du Sud et que leur histoire est entrée dans une phase nouvelle.

BIBLIOGRAPHIE

Les livres principaux à consulter pour l'histoire de l'Amérique du Sud sont les suivants :

Amérique précolombienne.

La plus grande partie de cette littérature est commune à l'Amérique du Nord, à l'Amérique Centrale, et à l'Amérique du Sud.

L. de Rosny. *Les sources de l'histoire antécolombienne* (Société d'ethnographie, 1878).

Pinart. *Bibliothèque de linguistique et d'ethnographie américaine*, 1875.

Winsor. *Aboriginal America*, 1889.

Baldwin. *Ancient America*, 1871.

Short. *Americans of antiquity*, 1880.

Nadaillac. *L'Amérique préhistorique*. Paris, 1880 (Recueil un peu confus, mais utile).

Sur Christophe Colomb.

Voir principalement : Washington Irving, *Life and voyages of Colombus and is companions*, Londres, 1831, qui résume les ouvrages antérieurs, et H. Harrisse, *Christophe Colomb*, 2 vol., 1884, qui renouvelle la question.

Enfin tout récemment le livre de bonne foi mais un peu naïf de Fournier, *Histoire de la vie et des voyages de Colomb*, Paris, 1894.

On ne saurait ignorer l'existence de la publication faite sur

les ordres du gouvernement italien à propos du quatrième centenaire de la découverte, dont le titre complet est : *Raccolta di documenti e Studi publicati dalla R. Commissione Colombiana per quarto centenario della scoperta dell'America*, Rome, 14 vol. g. in-4 et illustrations.

Découvertes.

F. DE NAVARETTE. *Colleccion de los viages y descubrimientos*, 7 vol. 1837-1841.

Documents.

H. TERNAUX-COMPANS. *Relations et mémoires originaux*, 20 vol. 1837-1841.

Collection officielle de documents inédits, 32 vol., Madrid, de 1864 à 1881.

Généralités.

F.-J. TORQUEMADA. *Monarquia Indiana*, 1723.

F.-L. DE GEMARA. *Historia general de las Indias*, 1553.

A. DE HERRERA. *Historia general de las Indias*, 1601.

DE ACOSTA. *Historia natural y moral de las Indias*, 1591.

MUNOZ. *Historia del Nuévo Mundo*, 1793.

BARCIA. *Historiadores primitivos*, 1749.

Pour les différentes régions de l'Amérique du Sud on trouve une Bibliographie dans l'*Encyclopædia Britannica*, dans notre *Grande Encyclopédie*, dans l'*Histoire générale* publiée par MM. Lavisse et Rambaud (Chapitres de M. Moireau).

Argentine.

NAPP. *Die argentinische Republik*. Buenos-Ayres, 1876.

LATHAM. *The states of the river Plate*, Londres, 1868.

KARL FRIEDERICH. *Die la Plata Länder*, Hambourg, 1884.

HUTCHINSON. *The Parana*, Londres, 1868, in-8.

EM. DACRÉAUX. *Buenos-Ayres, la Pampa et la Patagonie*, Paris, 1874.

Francisco Latzina. *Die argentinische Republik als Ziel der Europaïschen Auswanderung*, Buenos-Ayres, 1883, in-8.

Manuel Olasgoaca. *La conquête de la Pampa*, Buenos-Ayres, 1884.

Brésil.

Colleccão de noticias para a historia et geografia dos dominios portuguoses (publications de l'Academia real das scientas, Lisbonne, 1812-1856, 7 vol. in-4).

Actes des sessions de la Chambre des sénateurs de l'Empire, 44 vol. in-4.

Actes des sessions de la Chambre des députés de l'Empire, 54 vol.

Annales de la Chambre des sénateurs et des députés de 1857-1880, 62 vol. in-4.

R. Pitta. *Historia da America Portugueza*, Lisbonne, 1730.

Sonthey. *History of Brazil*, Londres, 1810-1819, 3 vol.

Armitage. *The history of Brasil from 1808 to 1831*, Londres, 1836, 3 vol.

F.-A. de Varnhagen. *Historia gèral do Brazil*, 2e éd. s. l. 1877.

F.-A. de Varnhagen. *Examen de quelques points de l'histoire du Brésil*, Paris, 1857.

Capistrano de Abreu. *Descobrimento do Brasil... no Seculo XIX*, Rio, 1883.

Aug. de Saint-Hilaire. *Précis de l'histoire des Révolutions du Brésil*, Paris, 1832.

Morera de Azevedo. *Historia do Brazil* (de 1831 à 1840). Rio, in-8.

Jourdan. *Guerra do Paraguay*, Rio, 1871, 1 vol. et 1 atl.

Mossé. *Don Pedro II*, Paris, 1889.

Dr Conty. *L'esclavage au Brésil*, Paris, 1880.

Dr Conty. *Le Brésil en 1884*, Rio, 1884.

Levasseur. *Abolition de l'esclavage au Brésil*, Paris, 1888.

Santa Anna Nerez. *Le Brésil en 1889*.

Pevira de Silva. *Historia do Brazil de 1831-1840*, Rio, 1878.

Pulano. *Der Sturm des Kaiserthrons im Brasilien*, 1892.

Bolivie.

V. Winsor. *History of America*, t. VIII (pour la Bibliographie générale).

Manuel José Cortès. *Ensoya sobre la historia de Bolivia*, Sucre, 1861.

Wiener. *Bolivie et Pérou*. Paris, 1880.

Guttierez. *Las Constitutiones politicas que na tenudo la Republica boliviana* (1826-1868).

Mossbach. *Bolivia*, 1875.

Chili.

Barros Arana. *Historia general de Chile*, 9 vol., 1884, 1888.

Barros Arana. *Histoire de la guerre du Pacifique*, 2 vol., 1881.

Wiener. *Chili et Chiliens*, 1888.

Sère. *La patria Chilena*, 1876.

Colombie.

De Mosquera. *Los partidos en Colombia*, 1874.

Pereira. *Les États-Unis de Colombie*, 1884.

Voir en outre Winsor, *History of America* (dernier volume).

Équateur.

Cevallos. *Resumen de la historia del Ecuador* (va jusqu'en 1845), 5 vol., 1886.

Hassaurek. *Vier Jahre unter Spanisch-Amerikanen*, 1887.

Paraguay.

Charlevoix. *Histoire du Paraguay*, 1756, 3 vol.

Hanez de Échevarry. *Histoire du Paraguay sous les Jésuites*, t. IV d'une collection de *Documents concernant les Jésuites*, traduits en français et publiés à Amsterdam et à Leipsig en 7 vol. 1780.

Pérou.

J. DE SARMIENTO. *Relacion de la succession y govierno de los yncas*, 1550.

C. BALBOA. *Cronica del Peru*, Quito, 1586.

P. CIEZA DE LÉON. *Cronica del Peru*, Séville, 1553.

J. DE JERES. *Verdadera relacion de la conquesta del Peru y provincia de Cusco*, Séville, 1535.

PALENCIA. *Historia del Peru*, Séville, 1571.

MONTESINOS. *Annales sur l'ancien Pérou*, traduit par Ternaux-Compas.

URRUTIA. *Epocas del Peru*, Lima, 1844.

W. PRESCOTT. *Conquest of Peru*, New-York, 1847, trad. en français en 1863.

MACKENNA. *Historia de la Independencia del Peru* (1809-1819), 1860.

MARKHAM (C.-R.). *A history of Peru*, 1892. C'est le meilleur ouvrage sur le Pérou.

MIDDENDORF (E.-W.). *Peru, Beobachtungen und Studien über das Land und seine Bewohner*, 3 vol., Berlin, 1894-1895.

Ce livre contient une courte histoire du pays, une description de Lima, du littoral, du plateau — de l'archéologie — et de l'état économique actuel.

MARKHAM. *The war between Peru and Chile* (1888), ouvrage favorable aux Péruviens, comme celui de B. Arrana est favorable aux Chiliens.

Uruguay.

DE MARIA. *Historia del Uruguay*, 1875-76.

BORDONI. *Montevideo e la republica del Uruguay*, 1885.

Venezuela.

DE ROJAS. *Bosquejo historico de Venezuela*, 1888.

PAEZ. *Autobiografia*. New-York, 2 vol., 1867-1869.

W. BARRY. *Venezuela*, 1886 (1).

(1) On consultera pour les événements récents les annuaires allemands, etc., Schultheiss, le Statesman Yearbook et l'Almanach de Gotha pour les statistiques.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

DEUXIÈME PARTIE

TROISIÈME PARTIE

INDEX ALPHABÉTIQUE (1)

A

B

(1) M. Bouchard s'est chargé du soin de relever les noms les plus importants contenus dans ce livre; je l'en remercie. (M. A.)

C

D

E

F

G

H

I

J

K

L

M

N

O

P

Q

R

W

X

Y

Z

Coulommiers. — Imp. Paul BRODARD. — 28-97.

